

Le Régime Fiscal des Succursales de Banques

par

Jacques DURAND

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le Vendredi 3 Juin 1938

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : **M. ALLIX**

Assesseurs : **MM. BARTHÉLEMY et HAMEL**

PARIS - 8°
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
3, Rue Soufflot, 3

1938

**LE RÉGIME FISCAL
DES SUCCURSALES DE BANQUES**

Le Régime Fiscal des Succursales de Banques

par

Jacques DURAND

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le Vendredi 3 Juin 1938

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : **M. ALLIX**

Assesseurs : **MM. BARTHÉLEMY et HAMEL**

PARIS - 8°
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
3, Rue Soufflot, 3

1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Le désir d'étendre leur zone d'action et d'augmenter le volume de leurs affaires pour accroître leurs profits, a poussé les entreprises de toutes natures à rechercher sur les places éloignées une clientèle nouvelle, aux besoins de laquelle ils ont essayé de satisfaire par l'établissement sur place de comptoirs ou de succursales.

Dès l'antiquité, les commerçants avaient ouvert des comptoirs dans toutes les régions du monde connu. Les banquiers eux-mêmes ont établi des représentants dans les villes autres que celles où ils avaient leur siège. L'existence des succursales de banques à Rome est signalée par Ulpien (1) dans le « de edendo » et le « de judiciis » : il dit en effet dans le premier ouvrage, qu'un banquier ne peut se soustraire à la production de ses livres dans une ville sous prétexte qu'il exerce le commerce de banque dans une autre localité (2); dans le second ouvrage Ulpien étudie les questions de compétence « ratione loci » posées par les litiges intervenus à l'occasion des opérations effectuées par la succursale d'un banquier. (3)

Au Moyen Age, les banquiers ont parfois établi des succursales, c'est ainsi qu'ils se faisaient représenter dans les grandes foires, telles que les foires de Champagne, et que les banquiers florentins avaient ouvert de nombreuses « Ostellieri » sur les grandes places de commerce d'occident. (4)

Mais c'est surtout à partir de la seconde moitié du ^{xix}^e siècle que les entreprises bancaires ont développé de vastes réseaux de succursales. Cette évolution motivée par les nécessités du com-

(1) HAMEL. Banque et opérations de banque.

(2) Ulpien I, 4, paragraphe 5, de edendo, II, 13.

(3) Ulpien I, 19, paragraphe 1, de judiciis, V, 1.

(4) HAMEL, Les formes internationales des crédits bancaires, p. 27.

merce de banque a pris une importance telle, qu'elle a attiré l'attention des gouvernements; la politique que ceux-ci ont suivie à cet égard explique certains aspects du régime fiscal auquel sont soumises les banques à raison des succursales qu'elles exploitent.

1° RAISONS QUI MOTIVENT LA CREATION DES SUCCURSALES DE BANQUE (1)

Une banque qui désire effectuer des opérations sur une place éloignée, peut envisager deux procédés de réalisation pratique : ou bien, avoir sur la place en question un correspondant, ou bien y établir une succursale. Dans le cas où la banque s'arrêterait à cette seconde solution, un autre problème se poserait, celui de savoir quelle forme juridique donner à la succursale projetée.

Correspondant ou succursale

Le choix entre ces deux formules dépend des circonstances et de leurs avantages et inconvénients réciproques.

Le procédé du correspondant permet à la banque d'effectuer des opérations sur une place déterminée sans exposer de frais généraux (frais de premier établissement, frais de personnel et de matériel, d'entretien, charges fiscales) et de bénéficier en outre de la connaissance spéciale que le correspondant peut avoir du marché local.

Mais l'inconvénient du système, c'est de priver la banque d'une partie du bénéfice réalisé, prélevée par le correspondant en rémunération de ses services. Aussi une banque ne recourt-elle à des correspondants que lorsque le volume des affaires qu'elle est susceptible de traiter sur le marché local est insuffisant pour légitimer l'établissement d'une succursale, ou bien, lorsque des limitations sont mises par la puissance publique à l'établissement des succursales de banques.

Toutefois, certaines grandes banques ont préféré la formule du

(1) Définition du commerce de banque : l'organisation des banques et la classification de leurs opérations est variable suivant les pays. La législation de nombreux Etats ne donne aucune définition du commerce de banque; ainsi en est-il en France, en Espagne et en Italie. Au contraire, les législations anglo-saxonnes sont beaucoup plus détaillées. De même la législation brésilienne relative au contrôle des opérations de change et de banque indique, par leur objet, les établissements qui y sont soumis (Décret, 16 mars 1921, n° 14.728). Ne doivent pas être considérés comme banquiers ou comme établissement de banque, les personnes ou les établissements qui ne font des opérations de banque qu'à titre accessoire (coulissiers, changeurs, agence de voyage, etc...)

correspondant à celle de la succursale : c'est le cas du Crédit Industriel et Commercial en France qui, exception faite des agences qu'il possède à Paris et dans la banlieue, ne possède aucune succursale et se borne pour effectuer des opérations en province à se tenir en étroite relations d'affaires avec un certain nombre de banques locales dans lesquelles il est intéressé.

Mais la plupart des grands établissements de crédit ont préféré développer un vaste réseau de succursales.

Cette formule présente, en effet des avantages :

Elle permet à la banque d'abord, de conserver pour elle l'intégralité des bénéfices réalisés dans ses opérations. Cependant cet avantage est subordonné à la productivité de la succursale, aussi préalablement à son établissement une étude financière complète doit-elle être faite sur les conditions du marché local et ses possibilités de développement.

En second lieu, l'établissement de succursales dans les régions les plus diverses d'un pays et à l'étranger, répartit les risques des opérations de banque sur une plus grande surface géographique. La banque utilise les bénéfices qu'elle réalise dans certains établissements pour amortir les pertes des autres. A une époque de troubles économiques, monétaires et sociaux, les succursales étrangères des banques nationales peuvent servir de refuge à une partie de l'actif social.

En troisième lieu, la création d'une succursale dans une ville donnée rapproche la banque de sa clientèle domiciliée dans cette ville; elle lui permet de mieux la connaître par les contacts permanents que les agents de la succursale entretiennent avec la population locale;

Grâce à ses succursales, une banque peut ainsi s'adapter aux exigences spéciales du marché local; c'est une nécessité souvent quand il s'agit pour la banque de s'installer sur une place étrangère où les conditions juridiques et économiques peuvent être très différentes de celles qui existent sur la place où la banque a son siège principal.

De plus, la présence dans une ville d'une de ses succursales est pour la banque une publicité permanente. Elle attire une catégorie de clientèle qui ne serait pas venue à la banque si elle n'avait pas été sur place : il s'agit de la petite clientèle dont les affaires sont trop peu importantes pour légitimer un déplacement. Le client, d'une manière générale, n'aime pas se déranger et préfère s'adresser à une banque locale, même si celle-ci ne présente pas des garanties excellentes.

L'afflux d'une clientèle nouvelle a pour conséquence d'augmenter le nombre des dépôts : les banques de dépôts qui travaillent essentiellement avec l'argent de leurs déposants, ne doivent pas négliger les petits dépôts qui, par leur nombre, finissent par constituer des capitaux importants; le meilleur moyen d'attirer ces petits dépôts, c'est d'aller les chercher sur place.

On s'explique donc pourquoi certaines catégories de banques n'ont pas de succursales : ainsi les banques d'affaires utilisent leur capital social et des fonds produits par l'émission d'emprunts. Elles n'ont des dépôts qu'accessoirement; de plus, elles ne s'adressent pas à la petite clientèle qui ne présente pas une surface suffisante pour traiter avec elles. Les établissements de crédit à moyen terme travaillent surtout avec des dépôts à préavis : elles ne s'adressent pas non plus à la petite clientèle et n'ont donc pas besoin de succursales. Enfin, les maisons de banque privées s'occupent à gérer les grosses fortunes et par conséquent n'intéressent pas le public ordinaire.

En définitive, les entreprises bancaires dont le réseau de succursales est le plus développé, sont les banques de dépôts. D'autres organismes bancaires peuvent aussi posséder de nombreuses succursales, ce sont les banques d'émission, les banques pour les colonies et l'étranger, les banques régionales, les établissements de crédit foncier, les établissements de crédit au petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie, à l'agriculture, etc.

Forme juridique de la succursale

Quand une banque a décidé d'établir sur une place déterminée une succursale, la question se pose de savoir sous quelle forme cette succursale doit être constituée; à cet égard, la banque a le choix entre deux formules : celle de l'agence, et celle de la filiale.

La distinction de ces deux formules de succursales est compliquée par l'imprécision de la terminologie; dans le langage courant, le mot succursale sert aussi bien à désigner une simple agence, sans aucune personnalité juridique distincte de la banque elle-même, et qui peut être d'importance très variable, ou bien un établissement juridiquement autonome, mais cependant rattaché à la banque par certains liens de subordination; dans cette dernière acception, le terme succursale désigne en fait une filiale.

Aussi convient-il avant d'aborder l'étude du régime fiscal des succursales de banque de préciser la nature des établissements

qui, dorénavant, seront désignés par les termes succursales, agences et filiales.

Le terme succursale sera employé dans un sens très compréhensif, comme terme générique désignant tout établissement subordonné à l'établissement principal et comprenant, non seulement les agences, mais les filiales.

Cette convention étant posée, il s'agit de définir exactement ce qu'on entendra par agence et par filiale.

Longtemps, aucune disposition législative n'est venue servir de base juridique à cette distinction. Mais un règlement d'administration publique en date du 28 juin 1933 portant application de l'article 37 de la loi du 28 février 1933 relatif à la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires, permet à l'heure actuelle de faire reposer la distinction entre les agences et les filiales sur une base légale.

On considérera donc qu'une agence est « tout établissement secondaire d'une société qui assure des services de même nature que ceux qui sont assurés par l'établissement principal de la société ». Cette indication doit être complétée : la caractéristique principale de l'agence, c'est de n'avoir aucune personnalité juridique propre. L'agence n'est qu'une émanation de la personnalité juridique de la société de banque elle-même. Il en est ainsi, quels que soient les pouvoirs du préposé à la direction de l'agence, même si celui-ci est habilité à traiter *proprio motu* et définitivement avec la clientèle, quelle que soit l'importance de l'agence : et à ce titre un bureau permanent ou périodique présente les mêmes caractéristiques que l'agence proprement dite.

La filiale, contrairement à l'agence, est du point de vue juridique une personne morale entièrement distincte de la société mère ; le seul caractère qui différencie la filiale d'une société ordinaire, c'est qu'elle est placée sous la dépendance de la société mère.

Le décret de 1933 précise que : « Est considérée comme placée sous la dépendance d'une autre société, ou effectivement dirigée par elle, toute société dans laquelle la société dirigeante possède directement ou par personnes interposées, soit la majeure partie du capital, soit la majorité absolue des suffrages susceptibles de s'exprimer dans les assemblées d'associés ou d'actionnaires, ou exerce des fonctions comportant le pouvoir de décisions.

« Il en est de même d'une société dans laquelle une autre société, à raison du pouvoir qui lui appartient directement ou indirectement de nommer la majorité des administrateurs de la première, et à raison de la fraction du capital de celle-ci, qu'elle détient

directement ou par personnes imperposées (1), possède en fait le pouvoir de décision tant dans la direction que dans les réunions ou assemblées d'actionnaires de la dite société ». (Article 2).

Ayant défini ce qu'on entendra dorénavant sous les termes d'agence et de filiale, il convient de se demander dans quels cas une banque qui désire posséder une succursale dans une ville donnée, établira une agence ou bien une filiale.

La création d'une agence présente l'avantage d'être simple et peu coûteuse. Au contraire, la constitution d'une société filiale, oblige à passer par des formalités assez compliquées, et surtout à acquitter des droits fiscaux qui représentent une charge considérable.

En cours d'exploitation, les mérites respectifs des agences et des filiales sont fonction du lien qui unit la catégorie de succursale considérée à l'entreprise principale.

L'agence faisant partie intégrante de la banque et ne possédant aucune personnalité juridique distincte de l'établissement principal, reste dans des liens d'étroite dépendance à l'égard de la direction de la banque; mais cette unité de direction a pour conséquence aussi une certaine uniformité dans les méthodes de travail et d'administration qui peut nuire à l'intérêt qu'il y a à adapter la succursale aux conditions particulières du marché local. Sans doute, peut-on donner à l'agence une certaine autonomie en la dotant d'une direction responsable et intéressée aux affaires, de services généraux et d'une comptabilité particulière, mais il n'en reste pas moins que la faculté d'adaptation d'une agence aux conditions locales, est certainement moins grande que celle d'une filiale.

Une filiale, en effet, entité distincte de la société mère, peut se plier à toutes les dispositions légales, fiscales et commerciales, et aux coutumes du lieu où elle est établie. La formule de la filiale permet de bénéficier complètement des avantages de la décentralisation et d'éviter les inconvénients de la concentration de plus en plus poussée qui caractérise les sociétés de banque. C'est pourquoi, généralement, alors que les succursales nationales d'une banque nationale sont des agences, ses succursales étrangères sont des filiales.

(1) Art. 3. — « Sont réputées personnes interposées... les gérants et administrateurs de la société dirigeante, ses directeurs et employés, salariés, ainsi que les père et mère, les enfants et descendants, le conjoint des gérants, administrateurs et directeurs et les filiales de la société ».

Parfois même la nécessité de s'adapter au milieu est tellement impérieuse que la formule de l'agence est totalement exclue, il en est ainsi pour les banques qui désirent établir une succursale dans un pays étranger qui interdit l'établissement des banques étrangères sur son territoire, ou bien qui les soumet à des conditions juridiques et fiscales défavorables. L'interdiction, les mesures de discrimination peuvent être tournées par la banque en installant une succursale constituée juridiquement sous la forme d'une société nationale et qui bénéficie donc du régime de faveur de ces sociétés.

Ce procédé n'est du reste pas toujours praticable; cela dépend du critérium adopté par le pays étranger considéré pour distinguer les banques nationales des banques étrangères (1). Si le pays étranger en question considère comme étrangère toute banque contrôlée à l'étranger, il n'existe évidemment aucun moyen d'échapper aux interdictions et mesures de rigueur; toutefois il ne faut pas oublier que le lien caractérisant le contrôle d'une société sur sa filiale n'est pas toujours très perceptible pour les autorités du pays étranger considéré; il en résulte que pratiquement la possibilité d'échapper aux mesures de rigueur n'est pas totalement exclue.

Quand, au contraire, le pays étranger admet comme critérium une autre notion que celle du contrôle, il est toujours possible de constituer une filiale sous la forme d'une société ayant juridiquement les caractères d'une société nationale.

En dehors de sa faculté d'adaptation particulière aux conditions locales, une filiale présente un autre avantage; en effet, la banque société mère, étant juridiquement indépendante de sa filiale, n'est pas liée au sort de celle-ci dans la plupart des hypothèses : il faut distinguer suivant la forme sociale sous laquelle est constituée la filiale.

Si la filiale est constituée sous une forme sociale dans laquelle la responsabilité des associés est illimitée (comme par exemple en France, les sociétés en nom collectif et les commandites simples) évidemment la société mère est responsable sur tout son actif

(1) La nationalité des banques donne lieu aux mêmes controverses juridiques que la nationalité des sociétés en général : la détermination de la nationalité peut avoir pour base des principes différents suivant les pays; voici les principaux :

1^o Nationalité du lieu où se trouve le siège social (statutaire ou effectif); exemple : Belgique, Italie, France.

2^o Nationalité du pays conformément aux lois duquel la société de banque est constituée; exemple : Etats-Unis.

3^o Nationalité du pays dans lequel la banque est contrôlée; exemple : Grande-Bretagne.

des engagements de la société filiale; mais pour une banque cet hypothèse est théorique : les formes de sociétés à responsabilité illimitée sont adaptées aux exploitations familiales ou tout au moins aux entreprises n'ayant besoin que de faibles capitaux; une société de banque qui doit inspirer confiance par sa puissance ne peut donc guère se concevoir sous cette forme.

Mais si la société filiale est, suivant l'expression des législations anglo-saxonnes, une « société à responsabilité limitée » c'est-à-dire en droit français une société anonyme, une société en commandite par actions, une société à responsabilité limitée (de la loi de 1925) la société mère n'est tenue des engagements de sa filiale que jusqu'à concurrence de ses apports.

En créant une société filiale, la banque risque sa mise. En créant une agence, au contraire, les aléas sont au maximum.

Cette propriété qu'ont les filiales de ne pas réagir sur les résultats de la société mère au delà d'une certaine mesure a reçu une application intéressante. Les banques de dépôts, étant donné la nature de leurs ressources, se sont spécialisées dans le crédit à court terme; étant la forme de crédit comportant le moins de risques, c'est aussi celle qui rapporte le moins; aussi la tentation est grande pour ces établissements de se livrer à des opérations à long terme ou de commandite, plus aléatoires mais aussi plus productives. Mais la prudence la plus élémentaire leur interdit de mêler aux opérations à court terme les crédits à long terme. En établissant une filiale chargée de traiter les opérations à moyen ou à long terme, que ne peut effectuer la banque elle-même, la difficulté est tournée.

Enfin, il faut ajouter que l'indépendance juridique de la filiale ne nuit pas le plus souvent à l'unité de direction qui est un avantage de l'agence. Il suffit en effet que la participation de la banque considérée soit suffisamment importante pour lui assurer la majorité dans les assemblées générales et au conseil d'administration, ou plus simplement qu'une clause des statuts lui réserve la direction effective.

Complexité possible de la structure d'une entreprise bancaire

La structure d'une société de banque peut être très complexe car elle peut utiliser dans une mesure variable les deux formules possibles de succursales.

Schématiquement on peut supposer par exemple, qu'un établissement de crédit ayant son siège à Paris possède un certain nom-

bre d'agences principales dans les villes de provinces les plus importantes : à ces agences sont rattachées, d'une part, des bureaux permanents qui ne posséderont généralement ni services généraux ni comptabilité particulière, et dans les places les moins importantes, des bureaux périodiques ouverts certains jours de la semaine, ou quelques mois par an.

Pour les colonies, des agences principales possédant des bureaux rattachés seront établies dans les centres les plus importants, et groupées sous une direction spéciale.

Pour l'Alsace-Lorraine et les pays étrangers, la banque constituera des sociétés filiales qui auront pour mission d'exploiter sous le contrôle du siège central un certain nombre d'agences et de bureaux rattachés.

Enfin, une filiale sera constituée pour s'occuper des opérations de crédit à moyen terme. (1)

La structure d'une société bancaire peut se compliquer, lorsque les filiales ont elles-mêmes des filiales et qu'ainsi sous la domination d'une société-mère dirigeante, plusieurs sociétés hiérarchisées sont rattachées les unes aux autres par des liens de nature variée (omniums de sociétés).

Enfin, il se peut que la société dominante n'ait elle-même aucune exploitation et se borne à gérer ses participations et à assurer la direction effective de ses sociétés filiales (sociétés holdings).

2° IMPORTANCE ECONOMIQUE

DU DEVELOPPEMENT DES SUCCURSALES DE BANQUES ET INTERVENTION DE L'ETAT EN CETTE MATIERE

L'extension des ramifications de certaines entreprises bancaires

(1) Exemple : La Société Générale possède environ une centaine d'agences à Paris et dans la banlieue, qui généralement ne possèdent ni services généraux, ni comptabilité particulière et qui sont rattachées à une direction spéciale.

En province, il existe environ 180 agences dotées de services généraux et d'une comptabilité spéciale auxquels sont rattachés approximativement 400 bureaux permanents et 700 bureaux périodiques sans comptabilité ni services généraux.

En Afrique du Nord, la banque possède une dizaine d'agences et bureaux.

En Alsace-Lorraine, la Société Générale a constitué une filiale, la « Société Générale Alsacienne de banque », qui outre une trentaine d'agences et bureaux rattachés dans les trois départements recouvrés, tient trois guichets au Luxembourg, quatre en Allemagne et un en Suisse, à Zurich.

En Belgique, il existe également une filiale, la « Société Française de Banque et de Dépôts », avec agences à Bruxelles, Anvers, Charleroi et bureau à Ostende.

En Espagne, il existe une filiale, la « Société Générale de Banque pour l'étranger et les colonies » (Barcelone-Valence).

En Angleterre, la Société Générale possède une agence à Londres.

Enfin, la Société Générale contrôle un établissement de crédit à moyen terme, la « Société Anonyme de Crédit à l'industrie française ».

sur toute l'étendue du territoire national et la venue sur le marché intérieur des succursales des banques étrangères ne pouvaient manquer d'attirer l'attention des gouvernements; le problème qui se pose en effet, est à la fois national et international.

Point de vue national

Du point de vue national, le développement des grandes banques a tout d'abord provoqué en leur faveur une rupture d'équilibre considérable des forces économiques et sociales; les banques sont devenues un objet de suspicion et de crainte.

Par ailleurs les pouvoirs publics ne pouvaient méconnaître les bienfaits de la distribution du crédit au commerce et à l'industrie nationale, et les services que les banques rendent périodiquement au Trésor public en lui apportant leurs liquidités.

En tout état de cause, l'Etat est souvent intervenu, sous prétexte de protéger l'épargne en danger, pour surveiller ou même contrôler le système bancaire du pays et réglementer l'établissement des succursales.

C'est ainsi que dans la loi de 1936 qui établit le contrôle des banques en Italie, une disposition soumet à l'autorisation d'un conseil des ministres l'établissement de toute succursale de banque en Italie, et la création par les banques italiennes de succursales à l'étranger; d'autre part l'organisation et le fonctionnement est étroitement surveillé par l'inspectorat des banques.

Aux Etats-Unis, la loi fédérale a été longtemps hostile à la multiplication des succursales de banques. Ce n'est que le Mac Fadden Act de 1929 qui a autorisé les banques de réserve à ouvrir des succursales. L'ancienne interdiction avait deux causes principales : d'une part, la crainte d'un trust du crédit et des moyens financiers que posséderait une banque à succursales multiples, d'autre part, la crainte que la déconfiture d'un organisme de ce genre puisse avoir des conséquences tellement graves pour le pays que l'Etat soit fatalement obligé de venir à son secours. (1)

Les législations des Etats particuliers mettent aussi souvent des limitations à l'établissement des succursales des banques des autres Etats de l'Union ou les interdisent purement et simplement; même elles empêchent parfois les banques indigènes qui ont leur siège dans une ville d'établir des succursales en dehors du périmètre de cette ville ou de sa banlieue.

(1) ARDANT. Cours professé à l'Ecole des Sciences Politiques.

En Suède, l'ouverture d'une agence est soumise à l'autorisation du gouvernement ainsi que la constitution d'une société filiale de banque; la société filiale doit être constituée sous forme d'une « société à responsabilité limitée ».

Mais ce sont surtout les succursales de banques étrangères qui ont provoqué l'intervention de l'Etat. Les opinions sur leurs mérites et inconvénients sont très variables.

D'une part, l'établissement des succursales de banques étrangères peut être considéré comme un facteur favorable en ce sens qu'il apporte à l'économie nationale des capitaux nouveaux, et qu'ainsi il tend à faire baisser le taux de d'intérêt. Cet avantage est particulièrement réel pour les pays neufs qui, pour s'équiper, ont besoin d'une grande quantité de capitaux. Mais en tout état de cause, les succursales de banques étrangères contribuent au développement du marché financier en y apportant de l'argent et en permettant à l'excédent de capitaux nationaux de trouver un débouché facile.

M. Wallenberg, dans le rapport qu'il fit à la commission économique et financière provisoire de la Société des Nations, en 1921, disait : « si New-York ne peut rivaliser avec Londres comme centre financier, c'est de l'avis général parce que la législation locale ne permet pas aux banques étrangères de se livrer à leurs opérations en toute liberté ». (1)

Mais si l'établissement dans le pays des succursales de banques étrangères présente des avantages, il peut entraîner d'autre part de graves inconvénients.

En effet, les pouvoirs publics craignent souvent que l'épargne nationale ne soit détournée des placements nationaux et n'aille s'investir dans des conditions plus ou moins sûres à l'étranger sur les conseils intéressés donnés par les banques étrangères. Ils craignent aussi que les établissements étrangers fassent une concurrence ruineuse aux établissements nationaux qui, évidemment, demandent à être protégés.

Du reste, les avantages que retirent certains pays de la présence sur le territoire national de succursales apparaissent souvent aux pouvoirs publics minimes à côté de leurs inconvénients.

Quand un pays est riche en capitaux et possède un système bancaire national complet, l'apport de capitaux effectué par les banques étrangères est beaucoup moins désirable que dans le cas

(1) S. D. N. WALLENBERG. Traitement de réciprocité appliqué aux succursales de banques étrangères dans différents pays, E.F.S. 80, A, 46.

d'un pays neuf. Ainsi les pays scandinaves interdisent les succursales de banques étrangères car leur organisation nationale du crédit suffit à leur commerce et leur industrie; ils ne pourraient donc que subir les inconvénients de l'installation sur leur territoire des succursales de banques étrangères sans en tirer aucun avantage.

En définitive d'après l'attitude prise par les gouvernements à l'égard des succursales de banques étrangères, on peut classer les pays en quatre catégories :

1° Les pays qui consacrent l'égalité juridique des banques nationales et étrangères. Exemple : la France.

2° Les pays qui soumettent les succursales étrangères à certaines formalités spéciales (autorisation, publicité) mais qui, si ces formalités sont régulièrement accomplies, ne font pas de différence entre banques étrangères et banques nationales : l'Italie.

3° Les pays qui frappent les banques étrangères de certaines incapacités (limitations du droit pour la banque d'ester en justice, de posséder des immeubles, des titres, de revêtir certaines formes de sociétés, de bénéficier de l'admission aux chambres de compensation et de la faculté de réescompte à la banque d'émission : l'Angleterre.

Accentuant cette tendance restrictive, certains pays interdisent aux banques certaines catégories d'opérations (par exemple recevoir des dépôts, agir comme trustee) : New-York.

4° Les pays qui interdisent purement et simplement les succursales de banques étrangères : le Wisconsin, le Massachussetts.

Point de vue international

L'expansion des banques internationales élargit le marché des capitaux. Leurs succursales établies dans différents pays permettent aux capitaux de passer facilement d'un pays dans l'autre et contribuent à égaliser le taux de l'intérêt dans l'espace et dans le temps.

Elles favorisent ainsi le développement des relations et des échanges internationaux.

Les législations nationales qui mettent des limitations à l'établissement sur leur territoire des banques étrangères empêchent ces effets de se réaliser. Aussi les organismes internationaux, Chambre de commerce internationale et Société des Nations, dès le début de leur fonctionnement, ont mis la question du régime

des succursales de banques étrangères au nombre de leurs préoccupations les plus importantes.

Dans son Congrès constitutif de Paris en juin 1920, la Chambre de commerce internationale adoptait la résolution suivante (N° 6) :

« L'attention de la Chambre de commerce internationale est attirée sur l'inégalité de traitement accordée aux banques étrangères d'après les lois des différents pays.

« La Chambre de commerce internationale, en conséquence, suggère qu'il est désirable de chercher à obtenir pratiquement des amendements susceptibles d'assurer les avantages de l'égalité de traitement qui pourrait résulter de l'octroi de privilèges réciproques ».

Les résultats d'une étude limitée à la condition des banques étrangères en France, en Belgique, en Italie, aux Etats-Unis et en Angleterre, furent apportés à la Chambre le 3 et le 25 mai 1921. Une résolution résume les conclusions de l'enquête (1).

« Considérant qu'il est contraire aux intérêts du commerce international et à la bonne entente entre les nations, que des lois restrictives ou des impôts spéciaux soient imposés par un pays aux banques étrangères établies sur son territoire, outre ceux auxquels les banques nationales sont déjà soumises, ou que des mesures de faveur soient exclusivement accordées aux banques indigènes,

« Le Congrès demande instamment à tous les pays dont la législation contient actuellement des mesures restrictives ou des traitements spéciaux de prendre l'initiative d'abolir ces lois, sinon dans tous les cas, du moins au bénéfice des pays qui accordent la réciprocité. »

De son côté, la Société des Nations avait chargé M. M. Wallenberg de procéder à une enquête sur la question et d'établir un projet de convention internationale. Les conclusions de M. Wallenberg ont été consignées dans un rapport intitulé : « Le traitement de réciprocité appliqué aux succursales de banques étrangères dans les différents pays ».

Le rapporteur ne croit pas qu'il soit possible, ni nécessaire, de faire adopter par tous les pays une attitude libérale à l'égard des banques étrangères. Il reconnaît aux pays riches qui ont un système bancaire complet le droit de mettre des limitations à l'établissement des succursales de banque étrangères. « Il semble donc

(1) Chambre de Commerce Internationale, brochure N° 4.

désirable que ces pays aient le droit d'interdire les banques étrangères. Mais s'ils font usage de ce droit ils ne peuvent évidemment pas réclamer pour leurs propres banques la faculté d'ouvrir des succursales à l'étranger. »

En particulier, M. Wallenberg admet que l'établissement des banques étrangères dans un pays soit soumis à certaines garanties de bonne gestion et de solidité, que le nombre des succursales établies dans le pays soit limité, qu'il soit exigé par exemple un capital affecté spécialement à la succursale, ou qu'un certain rapport doive être maintenu entre le capital et les dépôts reçus, qu'enfin l'admission aux bourses, aux chambres de compensation et le droit de réescompte auprès de l'institut d'émission, soient réglementés pour les banques étrangères d'une manière spéciale.

Mais en matière fiscale, le principe posé par M. Wallenberg est le principe de l'équivalence entre les banques nationales et étrangères.

3° REGIME FISCAL DES SUCCURSALES DE BANQUES

La définition qu'on a donnée plus haut des deux types de succursales a du point de vue fiscal une importance capitale.

L'agence, n'ayant pas de personnalité juridique, n'est pas imposée en elle-même; c'est la banque elle-même qui est taxée à raison de l'exploitation de ses agences; au contraire, les filiales, étant des sociétés juridiquement indépendantes, doivent être taxées personnellement et, en principe, la société mère ne doit supporter l'impôt que sur les bénéfices qui lui sont transférés par sa filiale en rémunération de sa participation.

Le régime fiscal des succursales de banque donne lieu à deux séries de questions : il faut d'une part rechercher quels sont les impôts qui frappent les banques à raison des agences qu'elles exploitent et ceux qui incombent à leurs filiales; il faut d'autre part étudier les difficultés auxquelles donne lieu l'application de ces impôts en raison du lien plus ou moins étroit qui unit la banque à sa succursale.

L'étude du premier point ne présente aucun caractère spécial; les banques en effet sont généralement, sauf exception, soumises aux mêmes impôts que les autres sociétés commerciales ayant adopté les mêmes formes juridiques.

Les impôts qui frappent les banques à raison de l'exploitation de leurs agences sont essentiellement les impôts sur les bénéfices,

sur le capital investi dans l'agence, sur le chiffre d'affaires réa-
lisé. Si la succursale est une filiale, il faut ajouter à ces catégories
d'impôts les charges fiscales provoquées par la constitution de la
société, l'émission et la circulation des titres.

Enfin il ne faut pas oublier que dans la plupart des pays les
banques et leurs succursales servent d'intermédiaire entre l'admi-
nistration fiscale et le redevable et, de ce fait, sont soumises à
des obligations fiscales qui n'incombent pas aux autres catégories
de sociétés commerciales.

Dans la législation fiscale de la plupart des pays, il faut distin-
guer entre les banques nationales et les banques étrangères.

En effet, poussés par les mêmes raisons qui incitent les Etats
à une politique libérale ou restrictive en ce qui concerne le régi-
me juridique des succursales de banques, les pouvoirs publics
peuvent atteindre les banques nationales et les banques étrangè-
res d'une manière équivalente ou, au contraire, faire une discri-
mination entre ces deux catégories. Du reste, même sans aucune
idée de discrimination, les modalités d'application de l'impôt
peuvent être différentes suivant que la banque est nationale ou
étrangère; d'où la nécessité d'établir un critérium pour distinguer
les deux sortes de banques.

En raison du lien qui rattache les sociétés de banque à leurs
succursales, l'application des impôts qui leur incombent pose des
questions délicates.

Il faut d'abord définir les limites de la compétence du fisc
national (1); ensuite il faut attribuer à chaque juridiction fiscale,
nationale et étrangère, les éléments de matière imposable qui lui
reviennent; ce travail de ventilation est très ardu dans la taxa-
tion de la fortune et des revenus des banques nationales qui ont
des agences à l'étranger et des banques étrangères ayant des
agences dans le pays. Les filiales ne posent pas, en principe, de
question de ventilation, étant donné qu'elles sont taxées comme
des sociétés séparées.

Le travail de ventilation des éléments imposables est fait sépa-
rément dans chaque pays par les administrations fiscales natio-

(1) Les principes qui limitent la compétence des différentes administrations fiscales
varient suivant les pays; voici les principaux :

1^o Principe du domicile : taxation au lieu où la banque a son domicile fiscal; siège
ou centre effectif de direction;

2^o Principe de la source : taxation de la matière fiscale qui prend naissance dans
le pays;

3^o Principe de l'origine politique : la taxation est liée à la nationalité ou à la
territorialité.

nales, suivant les règles propres à chaque législation nationale. Les divergences des principes de taxation, la diversité des méthodes de ventilation employées peuvent conduire à taxer deux fois le même élément de matière imposable au titre d'impôts nationaux et étrangers de même nature. Le danger pour la banque des double impositions internationales s'ajoute aux inconvénients des superpositions d'impôts qui existent dans la plupart des législations nationales.

Si de ce point de vue, le lien qui rattache la banque à ses succursales peut avoir pour elle de sérieux inconvénients, il lui permet par ailleurs de faire passer d'un établissement dans l'autre certains éléments taxables, faisant échapper ainsi une partie de la matière imposable au fisc national. L'évasion fiscale est un danger particulièrement à craindre dans la taxation des filiales. Aussi l'administration des différents pays est-elle très souvent obligée de déroger à la règle de la taxation de la filiale comme une société indépendante et de la considérer dans ses rapports avec la société mère.

A la double imposition et à l'évasion fiscale, les législations internes sont impuissantes à apporter un remède; aussi des conventions internationales sont venues modifier les conditions de taxations du droit commun dans certains pays pour supprimer d'une façon partielle, mais intéressante cependant, les inconvénients des divergences des règles législatives et des pratiques administratives.

Les diverses idées qui viennent d'être indiquées sur le régime fiscal des succursales de banques semble conduire naturellement au plan qui sera celui de la présente étude.

PLAN

Première partie

Impôts auxquels peuvent être soumises les banques à raison des agences qu'elles exploitent en France, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Etats-Unis, en Suisse, et qui incombent à leurs filiales dans ces différents pays.

Titre I. — Régime fiscal des succursales de banques en France.

Titre II. — Droit comparé.

Deuxième partie

Questions litigieuses soulevées par l'imposition des succursales de banques en France, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Etats-Unis et en Suisse.

Titre I. — Vue d'ensemble des difficultés rencontrées dans la taxation des succursales de banques.

Titre II. — Solutions apportées aux questions soulevées par l'imposition des succursales de banques en France, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Etats-Unis et en Suisse.

Titre III. — Solutions internationales apportées aux questions soulevées par l'imposition des succursales de banques.

PREMIÈRE PARTIE

Impôts auxquels peuvent être soumises les Banques à raison des agences qu'elles exploitent en France, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Etats-Unis et en Suisse, et qui incombent à leurs filiales dans ces différents pays.

TITRE I

Régime fiscal des succursales de Banques en France

GÉNÉRALITÉS

I. — *Historique*

En France, jusqu'à la deuxième moitié du XIX^e siècle, les maisons de banque avaient conservé un caractère local ou tout au plus régional. C'est la Banque de France qui donna aux autres établissements de crédit un exemple de création de succursales sur toute l'étendue du territoire.

Une ordonnance royale du 25 mai 1841 permettait en effet à la Banque de France d'établir dans les différentes villes de France des comptoirs qui, dès lors, devaient prendre le nom de succursales de la Banque de France. De 1841 à 1848, la Banque ouvrit ainsi une quinzaine de comptoirs et, en outre, annexa, comme succursales, les banques d'émission départementales fondées dans un but de décentralisation par la Restauration et la Monarchie de Juillet (1).

(1) Des banques d'émission départementales avaient en effet été créées en 1817 et 1818 à Rouen, à Nantes, à Bordeaux ; en 1835 à Lyon et à Marseille ; en 1836 à Lille ; en 1837 au Havre et en 1838 à Toulouse.

La création des succursales de la Banque de France facilita dans une large mesure la fondation d'agences et de bureaux par les sociétés de crédit. Les succursales des banques privées pouvaient trouver ainsi sur place, dans les circonstances difficiles, une aide par le réescompte de leur papier commercial à la succursale de la Banque de France ; les anciennes banques départementales d'émission ne pouvaient rendre les mêmes services, car leurs opérations étaient limitées, tant du point de vue de l'émission que de l'escompte.

Aussi les grands établissements de crédit tels que : la Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, le Crédit Lyonnais et le Comptoir National d'Escompte, dès le début de leur existence, ouvrirent des succursales dans les départements et à l'étranger. Dès 1869, le Comptoir National d'Escompte avait des succursales à Londres, à Alexandrie, à la Réunion, en Chine, aux Indes, en Cochinchine, au Japon.

Ce mouvement d'extension n'a pas eu lieu avec la même ampleur ni de la même façon pour les banques d'affaires. Celles-ci, d'une manière générale, n'ont pas créé de succursales.

A l'étranger, le développement des succursales de banques a eu lieu de la même façon qu'en France. Aussi des succursales des banques privées étrangères, spécialement des banques anglaises et américaines, sont-elles venues s'établir en France. Ce mouvement s'était accentué dans les premières années d'après-guerre car, contrairement à ce qui existe dans beaucoup d'autres pays, la législation française ne met aucun obstacle à l'exercice du commerce de banque par des sociétés étrangères sur le territoire national. Mais depuis le début de la crise mondiale, le nombre des sociétés de banques étrangères dans le pays a plutôt diminué : la diminution du volume des échanges internationaux réduit en effet l'utilité pour une banque d'avoir des succursales à l'étranger. L'accroissement considérable des charges fiscales, d'autre part, n'encourage pas les banques étrangères à établir en France des succursales.

II. — *Nationalité de la succursale*

Bien que théoriquement le régime juridique et fiscal des banques étrangères établies en France soit le même que celui des banques françaises, il est souvent utile dans les modalités d'application de ce principe de distinguer, suivant que la banque envi-

sagée et sa succursale ont la nationalité étrangère ou la nationalité française.

Le critérium de la nationalité des sociétés n'est pas posé par la loi; il a été dégagé par la jurisprudence. Aussi a-t-il évolué plusieurs fois dans le passé.

La nationalité d'une société est déterminée, en droit français, par le lieu de son siège social réel, effectif. Ce critérium a deux inconvénients qui peuvent donner lieu à des difficultés :

a) D'une part, la détermination de la nationalité par le lieu du siège social permet aux étrangers d'exploiter une société sous le couvert de la nationalité française, et cela peut avoir des inconvénients graves, en temps de guerre par exemple. C'est pourquoi, pendant la dernière guerre, une circulaire du Garde des Sceaux, du 29 février 1916, conseillait aux tribunaux d'adopter, comme critérium de la nationalité, la théorie du contrôle et de déclarer étrangères les sociétés où les intérêts étrangers paraissaient prédominants (1).

b) D'autre part, le critérium du siège social peut donner lieu à des fraudes diverses et particulièrement d'ordre fiscal. Le lieu du siège social, tel qu'il ressort des statuts, peut avoir été choisi pour éluder les prescriptions de la loi civile ou de la loi fiscale. Aussi les tribunaux se réservent-ils d'apprécier la réalité du siège social fixé par les statuts de la société (2).

Par exemple, pour une société d'exploitation coloniale dont toute l'activité se développe en Indochine, mais qui avait sa direction financière, juridique et administrative, ainsi que le lieu des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales en France, il a été décidé qu'elle avait son siège en France.

Autre cas : la Cour de Cassation considère comme fictive une filiale établie en France par une société étrangère, alors que cette filiale n'avait été constituée que dans un but de fraude à l'égard du fisc, le véritable centre d'activité étant exclusivement au siège de la société étrangère. La Cour, en conséquence, reconnaît à la filiale le caractère d'une simple agence et condamne la société étrangère à payer les taxes afférentes à cette exploitation en France (3).

D'une manière générale, le siège social est au lieu où se trouvent les principaux organes de la société. Direction administra-

(1) Cass., 20 juillet 1915; S. 1916, 1, 148.

(2) Cass., 22 déc. 1896; S. 1897, 1, 84 — Cass., 29 mars 1898; S. 1901, 1, 70 — Cass., 17 juillet 1899; S. 1900, 1, 339 — C. d'Etat, 6 fév. 1900.

(3) Cass., 29 juillet 1913; S. 1917, 1, 142.

tive et commerciale, lieu de réunion des conseils d'administration et des assemblées, lieux où sont installés les principaux services d'ordre général : caisse, comptabilité, contentieux, etc... Si les organes essentiels de la société se trouvent dans des endroits différents, la jurisprudence place le siège de la société dans le pays où elle traite le plus grand nombre d'affaires.

Il faut ajouter que le critérium du siège social joue non seulement pour déterminer la nationalité des sociétés étrangères, mais aussi pour établir si la société ressortit à une colonie française ou à un pays qui se trouve sous le protectorat ou le mandat de la France.

Enfin, le critérium du siège social n'est utilisé que lorsqu'il s'agit d'intérêts privés ; au contraire, pour l'application d'une loi ayant un caractère d'intérêt public telle que la loi du 7 avril 1919 sur les dommages de guerre, la jurisprudence retourne à la théorie du contrôle (1).

III. — Régime juridique et fiscal

Les succursales de banque en France sont soumises au même régime juridique que les succursales des autres entreprises commerciales. Il n'existe pas, au contraire de ce qui se passe dans beaucoup d'autres pays, de législation d'ensemble spéciale au commerce de banque.

Les filiales de banques peuvent revêtir toutes les formes des sociétés commerciales ; elles ne sont limitées dans leur choix que par la nature des opérations qu'elles se proposent de faire, et qui élimine pratiquement les formes des sociétés de personnes — société en nom ou en commandite simple. Une filiale de banque pourrait à la rigueur prendre la forme d'une société à responsabilité limitée de la loi du 7 mars 1925, mais le plus souvent elle sera constituée sous forme d'une société de capitaux : société anonyme ou société en commandite par actions ; son régime juridique est alors fixé par la loi du 24 juillet 1867 et les textes qui l'ont modifiée.

La nationalité étrangère fait échapper les sociétés de banque au droit français en ce qui concerne les règles de constitution. Mais elles retombent sous l'empire de la loi nationale à raison des actes qu'elles font en France. Leur condition juridique dépend à la fois de la loi du 30 mai 1857 et de la loi de 1867. Le principe,

(1) Cass., 27 juillet 1933 ; D.H. 1933, 1, 149.

est que la société de crédit régulièrement constituée dans un pays pourra faire des opérations en France s'il y a eu reconnaissance des société de ce pays par le gouvernement français, soit par décret, soit par traité. La société reconnue a la personnalité juridique ; au contraire, la société non reconnue n'a pas de personnalité morale et n'est qu'une société de fait.

D'une manière générale, les sociétés étrangères sont assimilées au point de vue juridique aux sociétés françaises.

Du point de vue fiscal, les succursales de banques sont soumises en France au même régime fiscal que les succursales des autres entreprises commerciales.

L'application de la législation fiscale en cette matière est dominée par deux principes : le principes de la territorialité et celui de l'équivalence.

D'après le premier principe, le domaine de la loi fiscale a pour limite les frontières du territoire national. Il comprend non seulement le territoire continental, mais aussi les îles adjacentes telles que la Corse, les îles d'Oléron, de Ré, de Noirmoutiers, de Sein, d'Yeu, etc...

Mais il ne comprend pas les colonies françaises qui peuvent avoir un droit fiscal spécial, ni les autres possessions d'outre-mer, protectorats, ou pays sous mandat, qui sont réputés territoires étrangers aux yeux de la loi fiscale.

Le principe de la territorialité de l'impôt est très marqué dans la législation fiscale française : par exemple, en matière de bénéfices industriels et commerciaux, de chiffre d'affaires, de patente. Dans ces différents cas, la loi fiscale française a compétence pour taxer toutes les entreprises existantes dans les limites de ses frontières, aussi bien les entreprises nationales que les établissements qui dépendent d'entreprises étrangères.

Cependant, le principe de la territorialité ne s'applique que dans une moindre mesure aux impôts qui frappent les capitaux mobiliers, et de ce fait le fisc national parvient souvent à atteindre des exploitations sises à l'étranger.

Le deuxième principe est celui de l'équivalence des charges fiscales que doivent supporter les sociétés étrangères et de celles que supportent les sociétés nationales. Les succursales de banque, qu'elles soient de nationalité étrangère ou française, sont donc soumises aux mêmes charges fiscales. Ceci ne veut du reste pas dire que les modalités d'application de la loi fiscale soient identiques dans les deux hypothèses. Il se présente en effet des cas pour lesquels il est impossible, soit en raison des difficultés d'as-

siette de l'impôt, soit en raison du caractère malaisé du recouvrement, d'appliquer directement la législation en vigueur pour les entreprises nationales : d'où l'existence de dispositions spéciales aux sociétés étrangères. Ainsi en est-il, en particulier, dans la taxation des valeurs mobilières de la société.

Ces deux principes étant posés, il convient d'examiner successivement quelles sont les obligations fiscales auxquelles sont soumises les succursales de banques en France, à raison des actes de leur vie sociale (Chapitre I), à raison de leur exploitation (Chapitre II) et à raison de leurs titres (Chapitre III) et à raison de leur rôle d'agent du fisc (Chapitre IV).

CHAPITRE I

Imposition des actes de la vie sociale

SECTION I. — L'OUVERTURE DE LA SUCCURSALE

L'ouverture d'une succursale de banque donne lieu à trois séries d'obligations fiscales :

1° des formalités à accomplir avant le commencement des opérations ;

2° des droits d'enregistrement à acquitter lors de la constitution de l'être social dans le cas où la succursale de banque prend la forme d'une filiale ;

3° des droits divers à l'occasion des formalités accessoires qui entourent la constitution de société.

§ 1. — Formalités préalables

D'une manière générale, l'ouverture d'un établissement de banque donne lieu à un certain nombre de déclarations d'existence. En ce qui concerne les succursales de banques étrangères, il y a lieu en outre d'appliquer des dispositions spéciales.

1° DÉCLARATION D'EXISTENCE

a) Déclaration d'existence des succursales de banques qui auront à émettre des valeurs mobilières (filiales).

L'art. 1^{er} du décret du 17 juillet 1857 assujettit à cette déclaration les sociétés dont le capital est divisé en actions ou qui doivent émettre des obligations (par exemple : banques d'affaires, établissements de crédit foncier). La déclaration doit mentionner la raison sociale de l'établissement, l'adresse du siège social, la durée de la société, la date de l'acte constitutif et celle de son enregistrement, les noms des directeurs ou gérants, le nombre et le montant des titres émis en distinguant les actions, les obligations, les titres au porteur, les titres nominatifs dont le trans-

fert ne peut s'opérer que par une inscription sur un registre de la société et les titres nominatifs dont le transfert n'est soumis à aucune formalité.

Cette déclaration doit être faite dans le délai d'un mois à dater de la constitution définitive de la succursale au bureau de l'enregistrement du siège social.

Elle doit être accompagnée d'un exemplaire des statuts, certifié par un représentant de la société et d'un exemplaire du journal contenant les publications légales.

b) Déclaration d'existence pour l'établissement de la taxe à la production.

Les banques du fait de leur sujétion à la taxe de 2 % sur le chiffre d'affaires, doivent souscrire d'après l'article 23 du Code des Taxes à la production, une déclaration contenant la raison sociale de l'établissement, l'adresse du siège, la nature des opérations et la date à laquelle les opérations ont commencé : cette déclaration doit être faite dans les quinze jours de l'ouverture de l'établissement.

c) Déclaration de mise en location de coffres-forts.

Cette formalité doit être accomplie d'après l'article 260 (1°) du Code de l'Enregistrement, non seulement au bureau de l'enregistrement du siège social de la succursale, mais aussi à celui de chacune des agences qui mettent des coffres en location.

d) Déclaration des succursales qui se livrent aux opérations de bourse.

D'après l'article 176 du Code des valeurs mobilières, une déclaration doit être souscrite au bureau de l'enregistrement du siège social et à celui de chacune des agences préalablement à toute opération. La déclaration faite au bureau de l'enregistrement du siège social doit contenir la désignation des différentes agences qui en relèvent ; inversement la déclaration faite au bureau de l'enregistrement de chaque agence doit porter mention de l'adresse du siège social. En cas de changement d'adresse au cours de la vie sociale, une déclaration spéciale doit être faite à l'enregistrement.

e) Déclaration des succursales qui se livrent à des opérations sur valeurs mobilières étrangères non abonnées.

Cette déclaration doit être faite au bureau de l'enregistrement du siège (Art. 65 C. V. M.).

f) Déclaration des succursales qui font des opérations de change.

L'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1917 instituant le répertoire des opérations de change, prévoit que quiconque fait profession de recueillir, acheter ou vendre, négocier, escompter, encaisser ou payer des monnaies ou devises étrangères, coupons, titres d'actions ou d'obligations négociables ou non négociables, quels que soit leur dénomination et le lieu de leur création, et dont le montant ou le prix est payable à l'étranger en monnaie étrangère ou payable en France en monnaie française, doit en faire la déclaration aux bureaux de l'enregistrement de tous les lieux où il procède à ces opérations.

2° FORMALITÉS SPÉCIALES AUX SUCCURSALES ÉTRANGÈRES

Avant l'ouverture d'une succursale en France, les banques étrangères doivent accomplir trois formalités.

a) Dépôt des statuts.

L'article 166 du Code des valeurs mobilières oblige en effet les sociétés étrangères à déposer leurs statuts au bureau de l'enregistrement du lieu dans lequel elles manifestent pour la première fois leur existence. Les statuts doivent être traduits en langue française, s'ils sont rédigés en langue étrangère. Ils doivent être produits *in extenso* et non par extraits. Dans le cas où la législation nationale de la banque étrangère ne prévoit pas l'obligation de rédiger les statuts par écrit, la formalité du dépôt peut être supprimée.

b) Signature d'un engagement.

Un représentant de la banque doit signer une « soumission », sur papier timbré, engageant la société à payer la taxe sur le revenu des valeurs mobilières qui frappe toute société étrangère exploitant en France des biens rentrant dans son objet, d'après une quotité imposable fixée par le ministre des finances. La soumission doit être accompagnée :

d'un exemplaire du bulletin des annonces légales dans lequel ont été faites les publications des statuts prescrites par l'article 3 de la loi du 30 Janvier 1907 ;

de toutes les pièces rédigées sur papier timbré qui sont nécessaires d'après les statuts pour justifier de la régularité de l'engagement souscrit ;

souvent d'un certificat de coutume dressé par un avocat étranger exerçant en France.

c) Constitution d'une garantie.

Elle doit être prévue dans l'engagement. Elle consiste soit dans la désignation d'un représentant responsable, soit dans le dépôt d'un cautionnement (Art. 156 C.V.M.).

Le représentant doit être français, notoirement solvable : Il doit souscrire une soumission personnelle et être agréé par le directeur général de l'Enregistrement.

Le cautionnement est représenté au minimum par la moitié des taxes présumées exigibles pendant trois ans (1).

Toutes les déclarations indiquées ci-dessus doivent être signées par un gérant, s'il s'agit d'une succursale constituée sous la forme d'une commandite par actions, par un membre du conseil d'administration ou toute autre personne ayant pouvoir de représenter la société, dans le cas où la succursale a pris la forme d'une société anonyme.

§ 2. — Les droits d'enregistrement

La constitution d'une filiale de banque en France donne lieu à la perception de droits d'enregistrement comme la constitution d'une société commerciale quelconque. Ces droits frappent les apports faits non seulement par la société mère mais aussi par les autres associés, personnes physiques ou personnes morales, qui éventuellement peuvent prendre part à la constitution de la filiale.

L'administration fait parmi ces apports une distinction entre apports purs et simples et apports à titre onéreux.

Le critérium distinctif repose sur le point de savoir si l'apport emporte ou n'emporte pas mutation des biens apportés. S'il n'y a pas mutation, c'est-à-dire si l'apport ne comporte ni obligation, ni libération, ni transmission de biens meubles ou immeubles entre associés ou autres personnes, il est qualifié pur et simple. Si au contraire ces conditions ne sont pas réalisées il y a apport à titre onéreux.

Un autre critérium peut être utilisé pour caractériser ces deux catégories d'apports. Alors que l'apport à titre pur et simple est uniquement rémunéré par des actions d'apports, des parts bénéficiaires, ou tout autre titre donnant un droit au partage des bénéfices, l'apport à titre onéreux, au contraire, est rémunéré par

(1) L'abonnement dont il est question ici n'est relatif qu'à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. Il est indépendant de la présence sur le marché français des titres de la société. Il se distingue donc nettement de l'abonnement des titres étrangers au moment où ils sont introduits en France.

le paiement du bien à l'apporteur en espèces, en obligations ou par acquit du passif qui grève l'apport.

1° TAXATION DES APPORTS PURS ET SIMPLES

a) Droit d'apport

Les apports purs et simples sont soumis au droit proportionnel réduit de 3 % (Art. 40, Loi 13 Juillet 1925).

Liquidation du droit. — L'article 43 du Code de l'Enregistrement prescrit que le droit doit être liquidé sur le montant total des apports mobiliers et immobiliers, déduction faite du passif. Le droit de 3 % frappe donc l'ensemble des apports qu'ils soient faits en pleine propriété ou seulement en jouissance et quel que soit la forme sociale adoptée par la filiale. Le passif à déduire est celui qui est mis à la charge de la société et qui, de ce fait, est soumis aux aléas de l'entreprise.

L'acte constitutif peut évaluer les apports et les charges ; c'est cette évaluation qui sert de base au droit. Si l'acte constitutif ne contient pas d'évaluation, une déclaration estimative signée du représentant de la société doit être faite en marge de l'acte.

Assiette du droit de 3 %. — Le droit d'apport est assis sur la valeur vénale des biens apportés. Cette valeur ne peut être inférieure au montant des actions qui ont été émises en représentation des apports. Aussi le droit de 3 % est-il exigible non seulement sur le capital social de l'établissement ; mais en outre sur les parts bénéficiaires ou autres titres représentant des apports.

Les primes d'émission qui peuvent être dues par les nouveaux actionnaires lors d'une augmentation de capital sont taxables en principe. En fait, étant donné que le droit d'apport est un droit d'acte, il est difficile à l'administration de l'Enregistrement, de saisir cette matière imposable car elle n'est généralement pas constatée dans un acte écrit. Si cependant un acte contenant expressément le principe des primes vient à la connaissance du fisc, celui-ci peut demander une déclaration estimative.

b) Droit de transcription

Outre le droit d'apport, il est dû sur les apports purs et simples de biens immobiliers, le droit de transcription prévu par l'article 446 du Code de l'Enregistrement. Le taux du droit est 2,50 %.

Il est liquidé sur la valeur totale de l'immeuble, sans tenir compte

du passif, et que l'immeuble soit mis en totalité ou seulement en partie dans la société.

Dans le cas où un apport contient à la fois des biens mobiliers et immobiliers, le droit de transcription n'est dû que sur les immeubles, si la ventilation des biens meubles et immeubles est faite dans l'acte, sinon le droit est dû sur le montant global de l'apport.

Succursales de banques constituées à l'étranger. — Les succursales de banques constituées à l'étranger ne sont soumises aux droits d'apport que lorsque l'acte constitutif est volontairement soumis à l'enregistrement ou qu'il en est fait usage en France soit par acte public, soit en justice. Dans ce dernier cas, les parties peuvent ne produire qu'un extrait, et le droit de 3 % est liquidé sur les dispositions qui figurent dans cet extrait. Si celui-ci ne contient aucun fait imposable, l'acte est enregistré au droit fixe de 22 fr. 50.

2° TAXATION DES APPORTS A TITRE ONÉREUX

Les apports à titre onéreux emportent mutation des biens apportés ; le droit de vente est exigible. Les règles de la vente sont applicables dans ce cas : l'enregistrement de l'acte d'apport doit avoir lieu dans les dix jours s'il s'agit d'un acte authentique, dans les trois mois s'il s'agit d'un acte sous seing privé. Si aucun acte ne constate l'apport, une déclaration doit avoir lieu dans les trois mois au bureau de l'enregistrement.

Liquidation des droits. — Le droit de vente est liquidé suivant la nature des biens apportés :

Pour les *immeubles*, il faut distinguer suivant qu'ils sont sis en France auquel cas le droit est de 8 %, ou suivant qu'ils sont sis à l'étranger ou dans les colonies françaises dans lesquelles aucun droit d'enregistrement n'est établi : le taux est alors 1,50 % (Art. 450 et 458 Code Enregistrement).

Pour les fonds de commerce, le droit de vente est de 6 %.

Pour les meubles 7 %, pour les créances 1,50 % (Art. 374 bis, 460, 423 C. Enr.).

Si l'apport est fait en valeurs mobilières, il faut distinguer : si les titres sont nominatifs, le droit applicable est la taxe de transfert ; s'il s'agit de titres au porteur, aucun droit n'est dû, car la taxe annuelle couvre toutes les autres perceptions.

L'apport peut enfin contenir à la fois des biens de nature di-

verse ; si la ventilation n'en est pas faite dans l'acte, le montant total de l'apport est taxé au tarif immobilier, soit 8 %.

Assiette. — Le droit de vente est assis sur la valeur exprimée dans l'acte sauf pour les valeurs mobilières pour lesquelles on tient compte de la valeur négociée ; en ce qui concerne les immeubles, la valeur vénale peut être substituée au prix exprimé quand elle lui est supérieure.

3° APPORTS MIXTES

Lorsqu'un apport contient à la fois des biens apportés purement et simplement et des biens apportés à titre onéreux, chaque élément est frappé du droit d'enregistrement qui lui convient. Si l'acte constitutif ne ventile pas ces différents éléments, l'administration les taxe après imputation proportionnelle.

4° TAXES ACCESSOIRES SUR CERTAINS APPORTS

Les apports d'immeubles et de fonds de commerce à titre onéreux supportent en outre la taxe exceptionnelle de première mutation s'ils n'ont pas fait l'objet d'une mutation depuis le 3 août 1926, taux 3 %. (Art. 741 et suiv. C. Enr.).

Il faut aussi ajouter pour les immeubles une taxe hypothécaire de 0,50 % (Art. 766 C. Enr.). Enfin la ville de Paris frappe d'une taxe additionnelle les mutations de fonds de commerce (1,25 %).

§ 3. — Droits accessoires de timbre et d'enregistrement

Lors de la constitution de la filiale, des droits divers peuvent être perçus sur des actes écrits de toutes sortes ; ces taxations sont dominées par les principes suivants :

Sont soumis au droit de timbre de dimension d'après l'article 55, § 1° 12° du Code du Timbre, tous les actes, écritures, extraits, copies, et expéditions, soit publics, soit privés, qui doivent faire titre ou être produit pour obligations justificatives, demande ou défense. Ainsi doivent être timbrés en particulier, les exemplaires de l'acte constitutif, l'acte constatant la souscription des actions, la déclaration de souscription et de versement, les procurations données aux administrateurs par les actionnaires, les bulletins de souscription, etc...

L'article 3 du Code de l'Enregistrement taxe au droit fixe les actes qui ne contiennent ni libération, ni obligation, ni liquida-

tion de sommes ou de valeurs, ni transmission de propriété : sont donc taxés au droit fixe, par exemple, les statuts d'une filiale non encore définitivement constituée, la déclaration notariée de versement du capital social, l'acte constatant le versement d'un apport, ou un dépôt d'actions de garantie par le gérant, les extraits d'actes destinés à être déposés au greffe du tribunal de commerce.

SECTION II. — L'ÉMISSION DES TITRES

Les succursales de banques peuvent être soumises à certaines obligations fiscales à raison d'émissions de titres en France : ces obligations atteignent en particulier les filiales lors de leur constitution du fait de l'émission des actions, lors des modifications du capital social, enfin à raison de l'émission d'obligations ou d'autres titres négociables ou non négociables. Les succursales de banques étrangères supportent d'une manière générale les mêmes obligations que les sociétés de crédit françaises non seulement quand elles procèdent en France à une émission de titres, mais aussi du seul fait de la circulation dans le pays des titres de la société émis à l'étranger.

L'impôt qui frappe l'émission en France des titres d'une société est un droit de timbre ; ses modalités d'application varient suivant que le titre émis est ou n'est pas une valeur négociable.

Une valeur est dite négociable, lorsque la transmission du titre n'est pas soumise aux formalités de l'article 1690 du Code Civil (1).

Une valeur non négociable est au contraire celle dont la transmission n'est pas soumise à ces formalités. En pratique, dans les formes de sociétés que peut adopter une filiale de banque, les valeurs négociables jouent un rôle beaucoup plus important que les valeurs non négociables. Aussi sur le régime fiscal de ces dernières, des indications sommaires semblent suffisantes.

Valeurs non négociables

Les titres des valeurs non négociables sont atteints en ce qui concerne l'impôt du Timbre par l'article 55, § 1 12° du Code du Timbre ; ils sont donc passibles d'un droit fixe de dimension. Par exemple sont ainsi taxés au timbre de dimension, les titres des sociétés à responsabilité limitée, qui, en vertu de l'article 21 de

(1) Signification au débiteur ou son acceptation par acte authentique.

la loi du 7 mars 1925, ne peuvent jamais être des titres négociables, les certificats provisoires d'actions remis aux souscripteurs, les actions d'apports pendant la période de non-négociabilité de deux ans pendant laquelle elles doivent rester attachées à la souche, les parts de fondateurs qui sont assimilées par la jurisprudence aux actions d'apport.

En cas de renouvellement des titres, un nouveau droit de timbre est dû : le droit de timbre frappe en effet la consommation du papier et aucune exemption n'est formulée par la loi.

Valeurs négociables

L'émission des valeurs mobilières, au contraire de celle des valeurs non négociables, donne lieu à la perception d'un droit de timbre proportionnel. Mais pour appliquer ce droit, l'administration doit connaître l'existence du fait imposable : d'où l'obligation pour la société d'entourer ses émissions d'une certaine publicité.

§ I. — Mesures de publicité

Ces mesures sont contenues dans le Titre IV, Chapitre II du Code des valeurs mobilières. Les unes sont d'ordre général, les autres au contraire sont spéciales aux sociétés étrangères.

1° L'article 35 du Code des valeurs mobilières prescrit que l'émission, l'exposition, la mise en vente, l'introduction sur le marché en France d'actions, d'obligations, ou de titres de quelque nature qu'ils soient, de sociétés françaises ou étrangères, en ce qui concerne ceux des titres qui sont offerts au public, doit faire l'objet préalablement à toute publicité commerciale, d'une insertion au bulletin annexe du *Journal officiel*. La notice doit contenir l'énonciation de la raison sociale, de l'adresse du siège social, de l'objet de la durée de la société, du régime légal français ou étranger sous lequel elle fonctionne, du montant du capital social, du taux de chaque catégorie d'actions et du capital non libéré. Le dernier bilan ou la mention qu'il n'en a pas encore été dressé, doit être joint à la notice.

La notice doit également énoncer le montant des obligations déjà émises, avec les garanties qui y sont attachées et s'il s'agit d'une nouvelle émission d'obligations toutes les modalités de l'emprunt, ainsi que des avantages stipulés au profit de toute personne, des apports en nature et de leur rémunération, des modalités de convocation des assemblées générales.

Les signataires de la notice doivent être domiciliés en France. Enfin, tous les imprimés publicitaires de la société doivent contenir l'indication de la publication de la notice.

2° En ce qui concerne les banques étrangères, l'émission des titres en France doit être entendue de toute introduction de titre sur le marché français, soit par la société étrangère elle-même soit par son mandataire. Si au contraire, une banque française s'entremettait et prenait l'émission à son compte propre, il n'y aurait pas lieu d'appliquer les formalités spéciales aux sociétés étrangères. L'émission de valeurs mobilières en France, ou leur mise en circulation est subordonnée à l'autorisation du ministre des finances (Art. 94 C.V.M.).

Les statuts de la société doivent être publiés en français au Bulletin des annonces légales. L'acte constitutif de la société ou tout au moins la partie intéressant l'établissement français, doit être enregistré. La notice de l'article 95 doit être insérée au *Journal Officiel*.

Deux situations peuvent alors se présenter : ou bien la banque étrangère soumet ses titres au régime de l'abonnement, ou bien elle ne les soumet pas à ce régime.

Pour abonner ses titres, la banque étrangère doit signer un engagement l'obligeant à acquitter les taxes de timbre, de transmission et la taxe sur le revenu des valeurs mobilières d'après une quotité fixée par le ministre des finances après avis de la commission des valeurs mobilières. Elle doit faire agréer un représentant responsable ou déposer un cautionnement.

Ces formalités sont accomplies indépendamment des formalités analogues auxquelles sont soumises les sociétés étrangères à raison du seul fait qu'elles ouvrent une succursale en France (1).

Si les titres ne sont pas abonnés, la mise en souscription, l'exposition en vente, l'introduction sur le marché, le remboursement ou la conversion de ces titres, ne peut être annoncé, publié ou effectué en France sans qu'il ait été fait dix jours à l'avance, au bureau de l'enregistrement, une déclaration dont la date est mentionnée dans l'avis ou l'annonce (Art. 26 C.V.M.).

(1) Voir ci-dessus, p. 27, et ci-dessous, p. 77 et suivantes.

§ II. — Droit proportionnel

1° VALEURS FRANÇAISES

Le principe de la taxation des valeurs mobilières au droit de timbre est contenu dans le titre I, chapitre I du Code des Valeurs mobilières.

Le droit proportionnel atteint les actions qui représentent le capital social, les obligations, les parts bénéficiaires et tous les titres qui, pour une même émission, ont des modalités uniformes et qui sont susceptibles d'être cotés en bourse.

Les actions d'apports sont soumises au droit proportionnel après la période de non-négociabilité de deux ans et si les titres sont matérialisés.

Sont également taxables les bons au porteur ou à ordre qui sont d'un type uniforme pour une même émission et cotables en bourse (1).

Enfin, les actions que les administrateurs doivent déposer dans la caisse sociale à titre de garantie sont atteints par le droit proportionnel, car bien qu'inaliénables, ils n'en restent pas moins négociables.

Exigibilité et Liquidation du droit proportionnel

L'impôt du timbre est exigible dès la création matérielle du titre. Il n'est donc pas dû si le titre n'est pas matériellement créé.

Le droit est liquidé sur la valeur nominale pour les obligations avec prime de remboursement ; le droit est liquidé sur la valeur de remboursement du titre.

A la valeur vénale des actions, il faut ajouter la prime d'émission s'il y en a une ; si la valeur nominale n'est pas indiquée, la déclaration estimative de l'article 72 du Code de l'Enregistrement doit être faite à l'administration.

Paiement du droit

Le droit de timbre doit être payé personnellement par la société émettrice, sans que celle-ci ait un recours quelconque contre les porteurs sauf dans le cas où une convention entre la société et

(1) Si les bons ne sont pas de type uniforme et ne sont pas cotables en bourse, ils supportent le droit de timbre des effets de commerce (C. T. Titre III, art. 77 et suiv.).

les porteurs permet de répercuter sur ceux-ci le droit proportionnel.

L'impôt peut être réglé, soit au comptant, soit par abonnement, au choix de la société. L'option doit avoir lieu au moment de la création ou de l'émission ; si aucune option n'intervient, l'impôt doit être payé au comptant.

Dans le paiement au comptant, l'impôt est perçu au moment où les titres sont déposés au bureau du chef-lieu du département, pour être envoyés aux ateliers du timbre dans lesquels ils reçoivent une empreinte sèche et une empreinte en noir.

Dans le paiement par abonnement, la société doit faire une déclaration au bureau de l'enregistrement du siège social indiquant la raison sociale, l'adresse du siège, la date de l'acte constitutif, ou de l'emprunt, le nombre et la valeur des titres.

L'abonnement est constaté sur les titres par une empreinte sauf si l'administration en a dispensé expressément la société, auquel cas mention de la publication au *Journal Officiel* de l'autorisation doit être indiquée sur les titres.

Le droit de timbre est réglé par versements trimestriels.

Tarif

Le tarif applicable est celui qui est en vigueur le jour de la création matérielle des titres.

Actuellement, le droit proportionnel de timbre au comptant est de 2 % pour les sociétés dont la durée ne dépasse pas dix ans ; et 4 % pour les autres.

Le taux de l'abonnement est de 0,20 %. Etant donné la charge que représente le droit de timbre proportionnel au comptant, la société préférera dans presque tous les cas l'acquitter par abonnement.

Régimes spéciaux

Le droit de timbre proportionnel n'est pas dû en cas de renouvellement des titres ; de même dans le cas où les titres sont déposés dans les caisses sociales, de même quand les actions de jouissance remplacent des titres qui ont déjà été timbrés ; de même pour les certificats de titres provisoires.

Si la société est restée improductive pendant deux années consécutives, c'est-à-dire si elle n'a fait aucune distribution de bénéfices, ni augmenté aucune réserve en dehors de la réserve légale,

et si elle n'était pas capable d'en faire, les paiements trimestriels de l'abonnement peuvent être suspendus. La distribution de tantièmes n'est pas une preuve de productivité, au contraire la distribution de bénéfices fictifs ou d'intérêts statutaires versés en dehors de l'existence de bénéfice aux actionnaires fait obstacle à la suspension des droits.

Enfin, lorsque la société est mise en liquidation judiciaire, l'abonnement continue, mais en vertu du principe précédent, le paiement du droit peut être suspendu.

Mais si l'abonnement est contracté au cours de la liquidation, il est nul et doit être remplacé par le paiement au comptant.

2° VALEURS ÉTRANGÈRES

Les banques étrangères peuvent être au regard du droit de timbre dans deux situations différentes, qu'elles aient ou qu'elles n'aient pas de succursales en France :

Si les titres circulant en France sont des valeurs abonnées, elles sont soumises aux mêmes obligations que les titres français (Art. 21 C.V.M.) sauf que, dans ce cas, le droit de timbre n'est perçu que par abonnement, et qu'il est liquidé d'après une quotité imposable fixée par le ministre des finances.

Si les titres qui circulent en France ne sont pas des valeurs abonnées, la société étrangère n'a aucune obligation fiscale et le timbre est dû au comptant par le porteur au moment de la négociation du titre, de son exposition en vente, de son énonciation dans un acte public ou privé, de son remboursement ou de sa conversion (C. V. M. Titre I, Chapitre II, Section II).

SECTION III. — TRANSFORMATIONS ET FIN DE L'ÊTRE SOCIAL

Au cours de la vie sociale des succursales de banques, certaines modifications peuvent être apportées à l'acte constitutif de la société : il peut en effet être utile à un certain moment d'augmenter ou de réduire le capital social, de proroger la société. La fin de la société, d'autre part, peut revêtir deux formes : la dissolution et la fusion avec une autre société.

Toutes ces modifications emportent pour la banque des obligations fiscales. Celles-ci sont dominées par un principe général.

Le régime fiscal d'une transformation donnée dépend en effet du fait de savoir si cette transformation entraîne ou n'entraîne pas la dissolution de la société.

Dans le premier cas, deux séries d'impositions frappent l'opération : *d'une part*, les impositions relatives à la liquidation et au partage du patrimoine social ; *d'autre part*, les impositions qui frappent la constitution d'une société nouvelle.

Si au contraire l'acte modificatif n'emporte pas dissolution de la société initiale, deux cas peuvent se produire :

La transformation peut être prévue par les statuts et ne pas revêtir un caractère essentiel : l'acte modificatif est enregistré au droit fixe.

Ou bien au contraire, la transformation n'a pas été prévue par les statuts et revêt un caractère fondamental : dans ce cas, il y a lieu de créer une société nouvelle.

§ 1. — Augmentation de capital

L'augmentation du capital social n'emporte pas la création d'une société nouvelle. (Cassation, 27 janvier 1873 ; 13 novembre 1876).

Le droit d'apport n'est perçu que sur le capital nouvellement émis, ou bien sur les réserves et les bénéfices qui ont été capitalisés. Il ne porte pas sur le capital ancien. Si l'augmentation de capital a pour but de reconstituer totalement ou partiellement le capital primitif, et si la reconstitution de ce capital intervient dans les trois années de la réduction, le droit d'apport est réduit de moitié dans la mesure où les apports nouveaux n'excèdent pas le montant de la réduction antérieure.

Le fait générateur du droit est l'enregistrement du procès-verbal de l'assemblée générale (1) qui décide l'augmentation de capital. Dans le cas où l'augmentation de capital a été prévue par les statuts, ce sont les statuts qui font titre et le droit d'enregistrement est perçu au tarif en vigueur à la date des statuts.

§ 2. — Réduction du capital

Cette transformation n'entraîne pas non plus constitution d'une société nouvelle. Deux cas doivent être envisagés :

Ou bien l'acte de réduction ne comporte aucune attribution aux associés : dans ce cas, seul le droit d'acte est dû. Si au contraire,

(1) Le procès-verbal des assemblées générales étant considéré par la jurisprudence comme des actes synallagmatiques, doivent être enregistrés dans les trois mois. Cass., 7 décembre 1931 ; S. 1932, 1, 150.

l'acte de réduction contient des attributions de capital social aux associés, il est dû le droit de partage de 0,75 % sur le montant de l'attribution.

Le fait générateur est l'enregistrement du procès-verbal de l'assemblée générale qui prescrit la réduction de capital.

§ 3. — Prorogation de société

Les articles 43 et 445 du Code de l'Enregistrement assujettissent les prorogations de société au droit d'apport de 3 %. Il est assis sur l'actif net de la société au jour de la prorogation et non sur le capital social.

Si l'acte n'est pas explicite, l'administration de l'Enregistrement peut réclamer une déclaration estimative.

La prorogation qui serait prévue par les statuts à l'échéance d'une condition serait taxée au droit fixe de 22 fr. 50.

L'acte de prorogation est le procès-verbal de l'assemblée générale qui la décide ; aucune prorogation ne pourrait avoir lieu sans écrit aux yeux de l'administration, car dans cette hypothèse le fisc considérerait la société comme dissoute et réclamerait les droits afférents à la dissolution. C'est pourquoi la prorogation tardive n'a aucun effet fiscal ; l'administration considère en effet qu'il y a eu liquidation de la société primitive et création d'une société nouvelle.

§ 4. — Dissolution

L'acte de dissolution pure et simple n'emportant ni obligation, ni libération, ni transmission de biens meubles ou immeubles entre associés ou autres personnes est taxé au droit fixe de 56 fr. 50.

La dissolution de la société étant prononcée, il faut liquider l'actif social ; cette opération donne naissance à deux catégories de faits imposables : des cessions de biens sociaux, un partage de l'actif restant entre les associés.

Cession des biens sociaux. — Le droit de vente est liquidé différemment selon que les biens vendus ont été apportés par les associés, ou qu'ils sont des acquêts sociaux.

Pour la première catégorie, si le cessionnaire du bien est celui qui en a fait l'apport à la société, il n'y a pas de mutation ; si, au contraire, le cessionnaire est un tiers ou un autre associé,

le droit de mutation est dû sur la totalité des biens cédés, suivant la nature de ces biens ; il est assis sur la valeur du bien au jour de la constitution de la société ; le tarif applicable est le tarif à ce jour (1).

En ce qui concerne les acquêts sociaux et les plus-values données aux apports purs et simples, le droit de mutation est dû sur la valeur totale du bien, si celui-ci est cédé à un tiers ; au contraire, si la cession est faite à un associé, le droit de mutation n'est dû que sur la portion de valeur excédant la part de l'associé. La liquidation du droit de mutation sur les acquêts sociaux a lieu sur la valeur au jour de la cession et d'après le tarif en vigueur ce jour.

Partage de l'actif. — En ce qui concerne les biens apportés par les associés à titre pur et simple, s'ils reviennent à l'associé apporteur, seul le droit de partage de 0,75 % est dû, qu'il y ait soulte ou non. Au contraire, si le partage les attribue à une tierce personne, il y a lieu d'acquitter le droit de mutation d'après la nature des biens.

Quand les titres représentant les apports ont été cédés pendant la période de non-négociabilité, et ont dû par conséquent acquitter, au moment de la cession, le droit de mutation, celui-ci n'est pas dû au moment du partage si les biens représentés par les titres sont attribués au cessionnaire de ces titres.

En ce qui concerne les acquêts sociaux, le partage donne lieu à la perception du droit de partage de 0,75 % sur la valeur nette des biens et au droit de mutation sur la soulte imposée au co-partageant.

La dissolution de la société par action peut encore avoir lieu par réunion de tous les titres sociaux dans la même main. La société primitive ne prend fin que lors de la cession du dernier paquet de titres au cessionnaire unique. Les différentes cessions précédentes sont donc taxées suivant les règles habituelles, c'est-à-dire à 1,50 % pour les parts non négociables, à 0,60 % pour les titres nominatifs ; sans aucune taxation pour les titres au porteur (2).

Le droit de mutation d'après la nature des biens n'est dû que sur la dernière cession de titres, et liquidé proportionnellement à leur montant. L'administration peut tenir compte des cessions

(1) La cession rétroagit au jour de la constitution.

(2) La taxe annuelle couvre toutes les autres taxations.

successives intervenues dans un temps relativement court, de façon à éviter que par ce moyen les droits ne puissent être éludés.

§ 5. — Fusion

La vie sociale d'une filiale de banque peut prendre fin par absorption ou par fusion avec une autre société de crédit.

La fusion suppose, dans certains cas, la dissolution des deux sociétés qui désirent fusionner et la constitution d'une société nouvelle ; d'autre fois, au contraire, l'une des sociétés subsiste et reçoit l'apport de l'actif de la société absorbée.

Dans la première hypothèse, il y a lieu d'acquitter les droits fiscaux qui entourent la dissolution et la constitution de société ; dans la deuxième hypothèse, le droit d'apport de 3 % est dû sur l'actif net apporté et le droit de mutation frappe la prise en charge du passif.

Si la société absorbante possédait déjà une partie des actions avant la fusion, l'administration soutient que le droit d'apport doit frapper l'ensemble des actions de la société absorbée et non pas seulement le reliquat restant à acquérir.

Enfin, l'article 445 du Code de l'Enregistrement ne frappe que de 1,50 % les apports contenus dans les actes de fusion de sociétés déjà existantes au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 13 juillet 1925, pourvu que la durée de la société nouvelle ne dépasse pas le nombre d'années pendant lesquelles devait encore exister celle des sociétés dont le terme était le moins éloigné.

SECTION IV. — LA POSSESSION DES IMMEUBLES NECESSAIRES A L'EXPLOITATION

Une succursale de banque a besoin pour fonctionner de posséder les immeubles nécessaires au logement de ses services. De ce fait elle encourt un certain nombre d'impositions sur lesquelles des indications sommaires suffisent.

1° LA CONTRIBUTION FONCIÈRE DES PROPRIÉTÉS BATIES (C.I.D., Livre I^{er}, Titre VIII)

L'établissement de banque propriétaire des immeubles qu'occupent ses services, est soumis à une contribution annuelle sur la propriété bâtie perçue au profit de l'Etat.

Assiette. — L'impôt est assis sur la valeur locative de l'immeuble, sous déduction de 25 % pour frais d'entretien et de réparations. Il faut ajouter, le cas échéant, la valeur locative des sols, des bâtiments et des terrains formant une dépendance immédiate et indispensable de l'immeuble.

La valeur locative dont il s'agit est la valeur cadastrale qui, en principe, doit demeurer fixe dans l'intervalle des revisions décennales.

Taux de l'impôt. — C'est le taux général des impôts directs : actuellement 14 %.

2° TAXE DE MAINMORTE (C.I.D., art. 229 et suiv.)

Une taxe annuelle représentative des droits de transmission entre vifs et par décès sur les biens immeubles passibles de l'impôt foncier, est établie sur toute collectivité ayant une existence propre et susceptible de subsister indépendamment des mutations qui peuvent se produire dans son personnel.

Le taux de la taxe est de 13 % des revenus pour base de l'impôt foncier. Comme l'impôt foncier, la taxe de mainmorte est un impôt perçu au profit de l'Etat.

3° TAXES LOCALES

Les impôts perçus au profit des collectivités locales taxent la propriété foncière d'une façon plus lourde que les impôts d'Etat.

Ils comprennent :

1° Des centimes additionnels à l'ancien impôt foncier d'Etat et assis sur le principal fictif calculé d'après l'article 305 du Code des Impôts directs. L'Etat peut percevoir sur le montant de cette imposition des centimes pour frais de perception (3,25 centimes) (art. 312 et 313 C.I.D.).

2° Taxes communales et départementales sur le revenu net des propriétés bâties (C.I.D., art. 330).

3° Taxes communales et départementales sur la valeur locative des locaux servant à l'exercice de la profession.

4° Taxes communales diverses relatives à l'entretien de la voirie, aux services de nettoyage, au déversement de l'égout, etc.

CHAPITRE II

Imposition de l'exploitation

SECTION I. — IMPOSITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires réalisé en France par une banque française ou une banque étrangère est frappé d'une taxe de 2 %.

Cette taxe frappe, en effet, d'une part les prestations et locations de services, et s'applique d'autre part à toutes les personnes ou sociétés qui, par ailleurs, sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux : à ce double titre, les établissements de banque sont assujettis à l'impôt (1).

Conditions d'exigibilité. — L'opération, pour être taxable, doit avoir été faite en France, qu'elle ait eu un caractère isolé ou qu'elle fasse partie des actes habituels de la profession.

Sont réputés faits en France, en particulier, les prestations ou services rendus par les succursales de la banque sur le territoire français, quelle que soit par ailleurs la situation des marchandises ou valeurs à cause desquelles l'opération est faite, et quel que soit le lieu du contrat et l'endroit où la rémunération de la banque est encaissée, même si elle est versée dans une succursale sise à l'étranger ou dans une banque étrangère en compte avec l'établissement français.

§ 1. — Assiette

L'article 17 § 1^{er} du Code des Taxes à la production prévoit que pour les banquiers, escompteurs, le chiffre d'affaires imposable est constitué par le montant des courtages, commissions, remises, salaires, prix de location, intérêts, escompte, agios et autres profits, définitivement acquis.

(1) Les banques, en effet, étant soumises obligatoirement au droit de communication de l'enregistrement, sont assujetties en toute circonstance à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Un profit est considéré comme définitivement acquis lorsqu'il est inscrit au compte profits et pertes de l'établissement.

D'une manière générale, aucun frais nécessité pour l'accomplissement des opérations de la banque n'est déductible du profit imposable. Il existe cependant deux exceptions à cette règle : — le législateur a voulu en effet parfois faire une faveur aux banques qui prêtaient leur concours au placement de titres de l'Etat ; c'est ainsi que, pour toutes les émissions intervenues depuis 1920 les banquiers ont été exonérés sur leur commission de placement ;

— l'autre exception a pour but d'éviter la double imposition des mêmes profits bruts : le législateur a exonéré les profits qui se trouvaient frappés par un autre impôt du même ordre que la taxe sur le chiffre d'affaires.

Application de la taxe de 2 % aux différentes opérations d'un établissement de banque. Comptes courants. — En ce qui concerne les comptes courants débiteurs, l'impôt porte sur les intérêts et les commissions portées au débit du compte ; pour les comptes courants créditeurs, la taxe ne porte que sur la commission du banquier, l'intérêt étant un profit échéant au client.

Il ne peut y avoir de compensation entre les intérêts acquis par la banque et ceux qui sont payés par la banque, pour l'application de l'impôt, sauf quand ces intérêts apparaissent au même compte. Enfin les intérêts créditeurs des comptes *nostro* à l'étranger ne sont pas taxés, car les opérations qui les ont fait naître n'ont pas eu lieu en France.

Comptes de dépôt. — Ce sont des comptes créditeurs ; généralement les banques paient un intérêt à leurs déposants et ne reçoivent aucune rémunération ; ces comptes ne donnent donc pas lieu à l'application de la taxe.

Opérations d'escompte. — L'intérêt de l'escompteur ne lui est définitivement acquis que dans la mesure du temps pendant lequel l'effet de commerce reste dans son portefeuille.

La taxe n'est due que sur la différence entre les sommes touchées par l'établissement de banque à titre d'escompte et les sommes payées par lui pour le réescompte des mêmes effets. (1)

Seules les opérations d'escompte faites en France sont imposables. Ainsi la commission d'encaissement d'un effet qu'une succur-

(1) *J. O.*, 16 janvier 1924 ; *Déb. Ch. P.* 111, Réponse question écrite, N° 19.483.

sale étrangère ou bien une banque étrangère correspondante, paye à l'établissement français pour rémunérer le recouvrement d'un effet étranger en France est taxable; est aussi taxable l'escompte en France d'un effet sur l'étranger.

Opérations de bourse. — L'article 14, 5° et 6° du Code des Taxes à la production exonère expressément, pour éviter une double imposition, les affaires assujetties d'une part à l'impôt sur les opérations des bourses de valeurs prévu par les articles 173 et suivants du Code des Valeurs mobilières et les affaires assujetties d'autre part à l'impôt sur les opérations des bourses de commerce prévu par les articles 496 et suivants du Code du Timbre, sauf dans ce cas, celles qui déterminent l'arrêt de la filière.

Cette exonération s'applique aux ventes au comptant, aux ventes à termes, aux opérations de report.

Pour appliquer la taxe de 2 %, il faut distinguer si la banque procède elle-même ou par intermédiaire à l'exécution des ordres d'achat ou de ventes qui lui sont donnés par la clientèle.

Si l'ordre est exécuté par un agent de change, un coulissier, la taxe est due sur la commission reçue par le banquier pour avoir transmis l'ordre, et sur la fraction de courtage que l'intermédiaire peut ristourner à l'établissement de banque en rémunération des opérations que celle-ci lui fait faire.

L'établissement de banque ne peut pas, dans ce cas, bénéficier de l'exemption de la taxe de 2 % car ce n'est pas lui, mais l'agent de change, le banquier en valeurs, le courtier, qui est imposable à l'impôt sur les opérations de bourse.

D'autre part, le profit brut imposable ne doit pas comprendre les courtages que la banque reçoit de ses clients et qu'elle est obligée de verser aux intermédiaires pour effectuer l'opération.

Mais si la banque exécute elle-même les ordres qu'elle reçoit, elle doit acquitter l'impôt sur les opérations de bourse. La taxe sur le chiffre d'affaires n'est donc pas applicable au montant de la commission perçue sur l'opération. ,

Enfin dans le cas où l'ordre doit être effectué à l'étranger, la banque, payant dans ce cas l'impôt sur les opérations de bourse est exonérée de la taxe de 2 %.

Opérations de placement. — Avant un arrêt de la Cour de Cassation du 26 février 1929 (1) l'administration considérait que le

(1) D.H., page 220, Banque Impériale Ottomane contre Administration ou Enregistrement.

placement des titres était imposable au titre des opérations de bourse. Mais l'arrêt précité a déclaré que le placement par souscription publique de titres d'emprunt n'a pas le caractère d'une opération de bourse. L'administration a modifié son attitude, et en conséquence, les commissions de placement deviennent taxables à la taxe de 2 %.

Quand un emprunt doit être placé dans le public, l'établissement de banque peut non seulement prêter ses guichets à l'émission, mais il peut aussi participer d'une façon moins passive à l'opération : soit en prenant ferme une partie de l'emprunt, soit en en garantissant le placement.

Souvent aussi, la banque au lieu de faire seule l'opération entre dans un syndicat, syndicat de prise ferme, ou syndicat de garantie, suivant les cas. La banque qui entre dans un syndicat de prise ferme, est atteinte par la taxe de 2 % sur la fraction du profit brut qui lui revient, sauf si, ayant la gestion du syndicat, elle agit en son nom propre, et non pas au nom de tous les syndicataires; dans ce dernier cas, l'impôt atteindrait le bénéfice brut total sans déduction des parts des autres syndicataires. Si la banque fait partie d'un syndicat de garantie, sa part encaissée à titre de syndicataire, est frappée par l'impôt. Mais pour les titres non placés, et qui lui sont abandonnés à la dissolution du syndicat, leur écoulement dans le public est taxé comme pour les ventes de titres de portefeuille.

D'une manière générale, les frais exposés par la banque pour le placement des titres ne sont pas déductibles. Il en est ainsi en particulier des ristournes accordées aux employés et démarcheurs de la société. Mais, au contraire, si ces ristournes étaient accordées à des intermédiaires agissant pour leur propre compte, et totalement indépendants de l'établissement de banque, elles pourraient être déduites du profit brut imposable.

Opérations de change. — Les seules opérations de change qui peuvent être atteintes par la taxe de 2 % sont les opérations de change de monnaies, ou devises contre francs, ou par arbitrage contre d'autres monnaies. Les opérations qui sont réalisées par des procédés comptables, avec l'étranger, sont réputées faites en France, quand le correspondant du banquier a sa résidence en France, et dans ce cas, elles sont soumises à la taxe; elles sont au contraire réputées faites à l'étranger quand le correspondant réside à l'étranger. L'administration admet donc que l'impôt soit liquidé dans ce cas sur le profit global des opérations de changes,

car les opérations ne peuvent être individualisées. (1) Cette méthode conduit à tenir compte des pertes effectuées sur certaines opérations alors que la taxe ne doit porter que sur des profits bruts.

Opérations de portefeuille. — En ce qui concerne les placements faits par la banque, la liquidation ultérieure des titres ne donne pas lieu à l'impôt sur le profit brut qui en résulte. De même l'encaissement par la banque des revenus de son portefeuille n'est pas taxable quelle que soit la forme de ces revenus (intérêts, dividendes, etc...).

Opérations sur les métaux précieux. — D'après une décision du Ministre des Finances, du 8 février 1929, la vente des métaux précieux autres que l'or, est taxée sur le montant total du prix. En ce qui concerne les ventes d'or sous toutes ses formes, lingots, pièces démonétisées, la taxe atteint la rémunération brute du cédant, sauf si l'acheteur est présumé devoir employer le métal comme matière première et sauf dans le cas d'une vente de vieux objets en or.

Rémunérations diverses. — La taxe sur le chiffre d'affaires est due sur toutes les commissions prélevées par l'établissement de banque : par exemple celles qu'elle reçoit pour la garde des titres, pour la vérification des tirages financiers, pour les services de coupons et remboursements de titres, les transferts, les échanges, les recoupponnements, pour les opérations de crédit qu'elle fait avec les clients. Il faut y ajouter le montant des locations de coffres-forts et les profits bruts qui peuvent parfois être réalisés sur la location d'immeubles acquis en vue d'être loués à des tiers.

Au contraire ne sont pas soumises à la taxe, les remises que le trésor peut faire à la banque sur le produit de l'impôt des valeurs étrangères non abonnées perçu par elle, et sur la location des parties d'immeubles appartenant à la banque mais incomplètement utilisés pour ses services.

§ II. — Fonctionnement de l'impôt

Fait générateur. — Le fait générateur de la taxe de 2 % est le moment où le profit est définitivement acquis. (Article 17 1° C.T.P.).

(1) Sol, 29 janvier 1927.

C'est donc la date du paiement du profit taxable ou son inscription au débit du compte d'un client. Le tarif applicable est donc celui qui existe à cette date.

Obligations de la banque. — Dans les quinze jours du commencement des opérations, le redevable doit souscrire une déclaration d'existence.

Si la comptabilité de la succursale de banque ne permet pas de déterminer le chiffre d'affaires conformément aux dispositions de la loi, le code, dans son article 24, prescrit la tenue d'un livre aux pages numérotées où seront inscrits sans blanc ni rature le montant de chaque opération en distinguant les opérations qui sont taxables et celles qui ne le sont pas.

Chaque inscription doit indiquer la date, la désignation sommaire de l'opération effectuée, le montant des courtages, commissions, remises, salaires, prix de location, intérêts, escomptes, agios, et autres profits; l'administration tolère que les opérations au comptant dont le montant global est inférieur à 300 francs fassent l'objet d'une inscription unique en fin de journée. Le montant des opérations ainsi inscrites doit être totalisé à la fin de chaque mois.

Le livre prescrit par l'article 24 ou la comptabilité qui en tient lieu, ainsi que les pièces justificatives des opérations effectuées doivent être conservées pendant 3 ans à compter du 1^{er} janvier de l'année pendant laquelle le livre a été commencé ou les pièces établies. (Articles 25 C.T.P.).

La banque est obligée de fournir tant au siège social que dans les succursales toutes les justifications nécessaires requises par les agents de l'administration. (Article 26).

Liquidation de l'impôt. — La taxe de 2 % est liquidée sur le montant des profits bruts de la banque; étant donné que l'impôt sur le chiffre d'affaires est généralement répercuté sur la clientèle, l'intégralité de l'opération est taxée y compris le montant de l'impôt lui-même.

Paiement. — A la fin de chaque mois est établi un relevé indiquant le chiffre d'affaires total du mois précédent, et en même temps l'impôt est acquitté.

Les établissements de banque peuvent opter pour un autre mode de paiement et acquitter l'impôt sur le chiffre d'affaires par la méthode des acomptes provisionnels. (Art. 29 C.T.P.). La banque doit, dans ce cas, s'engager à acquitter mensuellement à titre

d'acompte aux époques fixées par l'administration une somme égale au douzième de l'impôt dû pour l'année précédente sans tenir compte des fractions de 10 francs, à déposer dans les trois premiers mois de l'année une déclaration en double exemplaire qui indique le chiffre d'affaires de l'année précédente, distinguant les fractions de ce chiffre passibles de l'impôt et celles qui en sont exemptées, et à acquitter, s'il y a lieu avant le 1^{er} mai, le complément d'impôt d'après cette déclaration et après déduction des acomptes versés.

Si l'impôt versé excède l'impôt exigible, le trop perçu est imputé sur les acomptes dûs ultérieurement ou restitués à la société si celle-ci cesse d'être assujettie à la taxe.

Au début de l'exploitation de l'établissement, s'il a commencé ses opérations en cours d'année, les acomptes sont calculés d'après une évaluation fournie par la société jusqu'à l'expiration de l'année.

Si, après l'expiration du premier semestre de l'année, le chiffre d'affaires de ce semestre apparaît inférieur au tiers du chiffre d'affaires de l'année précédente, la société sur sa demande peut faire reviser le calcul des acomptes en prenant pour base le double du chiffre d'affaires réalisé pendant le premier semestre.

SECTION II. — L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE BANQUIER

Il résulte de l'article 257 du Code des Contributions directes que tout commerce exercé en France, et non expressément exempté par la loi est frappé par la contribution des patentes. L'impôt s'applique en particulier aux établissements de banque qu'ils soient de nationalité étrangère ou française. Ne sont exemptées que les sociétés de crédit agricole, les sociétés de crédit maritime mutuel, les banques populaires, les banques coopératives.

La contribution des patentes, créée par la loi des 2 et 17 mars 1791 était, avant l'établissement des impôts cédulaires sur le revenu, un impôt d'Etat. Elle ne subsiste plus à l'heure actuelle qu'à titre d'imposition communale et départementale. L'impôt est perçu sous forme de centimes additionnels à l'ancien principal de l'Etat qui ne sert plus que de base de calcul puisque l'impôt d'Etat n'est plus perçu.

L'impôt des patentes a pour caractères principaux d'être un impôt de quotité d'une part et d'autre part d'être assis sur les signes extérieurs.

§ 1. — Application du tarif

La contribution des patentes est composée d'un droit fixe et d'un droit proportionnel qui sont réglés conformément, pour le premier aux tableaux A. B. C. annexés au Code des Impôts directs et pour le second au tableau D.

L'exercice du commerce de banque selon la nature des opérations faites par l'établissement, peut être assujetti à un impôt des patentes différent.

1° DROIT FIXE

a) *Assiette*

Suivant le tableau auquel ressortit la patente qui atteint la succursale de banque, le droit fixe varie suivant des signes extérieurs différents.

Le droit fixe du tableau A est basé sur la population du lieu d'exercice de la profession.

Le droit fixe du tableau B se divise en deux taxes : une taxe déterminée spéciale à la profession sous la définition de laquelle tombe la succursale et une taxe variable de tant par personnes employées en sus du nombre de cinq aux écritures, aux caisses, à la surveillance et d'une manière générale aux opérations intérieures et extérieures. Cette taxe tient compte d'autre part de la population et doit être doublée quand le nombre d'employés dépasse 200 et triplée lorsqu'il dépasse 1.000.

Enfin le droit fixe du tableau C atteint un élément de production.

L'établissement de banque peut suivant les caractères de son activité être frappé par l'une ou l'autre des patentes suivantes (1).

Patente d'escompteur. Tableau A, 1^{re} Classe. — Sont assujetties à cette patente les personnes qui escomptent ou recouvrent sur une place déterminée des effets et des billets payables dans la même place ou dans sa banlieue sans pour autant faire le trafic des lettres de change (2).

Si les personnes détiennent des lettres de change payables sur

(1) HAMEL, Banques et opérations de banques, p. 280 et suivantes.

(2) C'est ainsi que le Comptoir d'Escompte et ses succursales ont été considérés pendant longtemps en regard de la patente comme des escompteurs.

toutes places, elles acquièrent la qualité de banquier et ne sont pas soumises à la patente considérée ici.

Mais au contraire le fait de recevoir des dépôts ou d'accepter des ordres de bourse de la part des clients ne fait pas échapper à la patente d'escompteur (1).

Tarif

Paris	400
Dans les communes de 100.001 âmes et au-dessus	300
» » 50.001 à 100.000 âmes	240
» » 30.001 à 50.000 »	180
» » 20.001 à 30.000 »	120
» » 10.001 à 20.000 »	80
» » 5.001 à 10.000 »	60
» » 2.001 à 5.000 »	45
» » au-dessous de 2.000	35

Patente de banquier. Tableau B. — Sont assujetties à la patente de banquier les personnes qui ouvrent des comptes à leur clientèle, qui font des opérations de crédit, d'escompte, d'avance, des opérations sur valeurs mobilières, etc... (2) ; sont aussi considérées comme telles, les personnes qui négocient des effets de commerce sur d'autres places que celle de leur résidence (3).

Tarif

	Taxe déterminée	Taxe variable
A Paris	2.000	50
Dans les villes de 100.000 âmes et au-dessus...	1.000	40
» » 50.001 âmes à 100.000	500	25
» » 30.001 à 50.000 âmes et dans celles de 15.001 à 30.000 qui ont un entre- pôt réel	400	20
Dans les villes de 15.001 à 30.000 âmes et dans celles d'une population de 15.000 âmes et au-dessous qui ont un entrepôt réel	300	15
Dans toutes les autres communes	200	10

Le droit fixe est rehaussé de moitié pour les banquiers dont les opérations comprennent l'émission des titres d'Etats étrangers de

(1) C. E., 23 mai 1879; D. 80, 5, 376.

(2) C. E., 23 novembre 1928; Rec. C. E., p. 1217.

(3) C. E., 12 mai 1899; D. 1900, 5, 499.

sociétés, compagnies et villes étrangères et pour ceux qui se chargent du paiement des intérêts et dividendes desdits titres pour le compte de ces mêmes Etats, sociétés, compagnies et villes.

Patente de tenants caisse ou comptoir : Tableau B. — Le tableau mentionne trois catégories de tenants caisse ou comptoir qui sont assujettis au même droit fixe : ce sont les tenants caisse ou comptoir d'avances ou de prêts, de recettes ou de paiements, les tenants caisse ou comptoir de bons ou coupons commerciaux ou de bons ou coupons d'escompte, d'épargne, de crédit, ou de capitalisation ; enfin les sociétés françaises ou étrangères opérant à l'étranger et tenant en France, pour leur compte une caisse pour emprunts ou pour paiements des intérêts, dividendes, etc...

Sont assujetties à la patente des tenants caisse ou comptoir, les personnes qui émettent des bons de crédit destinés à payer immédiatement un marché, par exemple, et remboursables au moyen de versements échelonnés (1) ; les personnes qui pratiquent seulement le paiement des coupons avec avances sur titres (2). enfin les personnes qui font seulement des versements aux fournisseurs de leurs clients, et qui se chargent de leurs recouvrements.

Au contraire, ne serait pas assujettie à cette patente une société ayant son siège à l'étranger qui se bornerait à entretenir en France une caisse pour le paiement de ses coupons et le service de ses obligations.

Tarif

	Taxe déterminée	Taxe variable
A Paris	500	25
Dans les villes de 100.001 âmes et au-dessus...	400	20
» » 50.001 âmes à 100.000	300	15
» » 30.001 à 50.000 âmes et dans celles de 15.001 à 30.000 âmes qui ont un entrepôt réel	200	10
Dans les villes de 15.001 à 30.000 âmes et dans celles d'une population de 15.000 âmes et au-dessous qui ont un entrepôt réel	150	8
Dans toutes les autres communes	100	5

Patente des tenants caisse ou comptoir pour opérations sur les valeurs et patente des sociétés commerciales pour opérations sur

(1) C. E., 12 août 1879; D. 80, 3, 42; C. E., 1^{er} juin 1883; D. 85, 5, 336.

(2) C. E., 14 mai 1886; D. 87, 5, 319.

les valeurs, opérant pour son compte. *Tableau B.* — Sont assujetties à la patente des tenants caisse ou comptoir pour opérations sur valeurs, les personnes et les établissements qui reçoivent des ordres de bourse, même si elles ne les exécutent pas par elles-mêmes (1).

Tarif

	Taxe déterminée	Taxe variable
A Paris	500	25
Dans les villes autres que Paris où il existe un parquet pour la négociation des effets pu- blics	200	10
Dans les villes de 100.001 âmes et au-dessus..	100	5
Dans les villes de 50.001 à 100.000 âmes.....	75	5
Dans toutes les autres communes	50	5

Patentes des sociétés formées par actions pour opérations de banque de crédit, de dépôts, comptes courants, etc. ; Tableau C. 1^{re} Partie. — Le tarif est de 0,30 centimes par 1.000 francs de capital versé ou non versé. Si une partie du capital autorisé n'a pas été émis, le droit de patente ne porte pas sur cette partie (2).

Dans le cas d'une banque étrangère, le droit est assis sur la totalité du capital social de la société, et non seulement sur le fonds de roulement spécial attribué à la succursale sise en France (3).

Dans le cas où le montant total des droits calculés conformément au tableau C est inférieur au total qui résulterait de l'application du tarif du tableau A ou du tableau B selon la nature des professions exercées, c'est le tarif de ces derniers tableaux qu'on doit appliquer.

Patente spéciale de la Banque de France et de ses comptoirs. Tableau C. 1^{re} partie. — Il est dû un droit invariable de 50.000 francs par établissement.

b) Conditions d'application du droit fixe

D'après l'article 16 du code des Impôts directs, le droit fixe est dû pour chacun des établissements où s'exerce la profession quelque soit le tableau dans lequel cette profession est inscrite.

(1) C. E., 9 avril 1886; D. 87, 3, 95.

(2) C. E., 21 février 1879; Rec. C. E., p. 157.

(3) C. E., 3 février 1885; Rec. C. E., p. 185.

L'établissement au regard de la patente. — Le droit fixe de la patente s'applique à chaque établissement distinct de l'entreprise.

L'établissement distinct est essentiellement une installation fixe. Ainsi un employé de banque qui se rend dans une commune le jour du marché, et sert d'intermédiaire entre la banque et sa clientèle, mais qui ne possède dans cette commune aucun bureau n'est pas considéré comme un établissement distinct sujet à la patente (1).

Au contraire, il y a établissement distinct, quand le préposé traite dans des locaux affectés à la banque (2), même si le bureau n'est ouvert que périodiquement, ou bien seulement à certains jours de la semaine (3), même s'il n'a pas de comptabilité propre (4) et s'il s'en remet à un autre établissement pour recouvrer tous les effets et exécuter tous les ordres de bourse qu'il reçoit (5).

Les différentes succursales d'une même banque peuvent être ainsi frappées par des patentes différentes, suivant les opérations qu'elles sont chargées d'effectuer.

Exigibilité. — Les droits fixes sont exigibles dans les communes où sont les établissements (269 C.I.D.).

L'établissement dont les opérations tombent sous des définitions diverses taxées séparément par le tarif, n'est soumis qu'à un seul droit fixe, le plus élevé de ceux qu'il aurait à payer s'il était assujéti à autant de droits fixes qu'il exerce d'activités distinctes (Article 268 C.I.D.).

Au contraire, si plusieurs banques non liées entre elles par un contrat de société, ont une même succursale, il est dû autant de droits fixes que de banques représentées par la succursale.

Dans le cas où l'établissement tombe sous le coup de plusieurs patentes, les taxes variables (Tableau B) sont établies d'après tous les éléments d'impositions afférents aux diverses activités exercées, mais il ne paie que la plus élevée des taxes déterminées.

Réduction. — Lorsqu'un décret de dénombrement fait passer une commune dans une catégorie supérieure à celle dont elle faisait précédemment partie, l'augmentation du droit fixe n'est appliquée que pour moitié pendant les cinq premières années. (Article 267 C.I.D.).

(1) C. E., 18 mars 1857; D. 53, 3, 4; 25 novembre 1910; Rec. C. E., p. 835.

(2) C. E., 8 février 1884 et 14 décembre 1883; D. 85, 3, 99; 1^{er} août 1884, D. 86, 3, 22.

(3) C. E., 5 décembre 1910; Rec. C. E., p. 870.

(4) C. E., 5 décembre 1930; D.H. 1931, 136.

(5) C. E., 11 décembre 1856, D. 57, 3, 46; 10 mai 1890, Rec. S. E., p. 492.

2° DROIT PROPORTIONNEL

D'après l'article 273 du code des impôts indirects, le droit proportionnel de patente est établi sur la valeur locative des locaux servant à l'exercice de la profession.

Il est fixé au vingtième pour la patente d'escompteur qui relève du tableau A ; au dixième d'une manière générale pour les patentes des tableaux B et C.

La valeur locative sur laquelle est assis ce droit proportionnel est déterminé soit au moyen de baux authentiques ou de déclarations de locations verbales dûment enregistrées, soit par comparaison avec d'autres locaux dont le loyer est régulièrement constaté et notoirement connu, et à défaut de ces bases par voie d'appréciation. Le droit proportionnel est exigible dans toutes les communes où se trouve un établissement.

§ 2. — Fonctionnement de l'impôt

Annualité de l'impôt. — L'impôt des patentes est dû pour l'année entière à raison des faits imposables existant au 1^{er} janvier. (Article 287 C.I.D.).

Si un établissement est ouvert en cours d'année, l'impôt est dû à partir du 1^{er} du mois dans lequel les opérations ont été commencées. Quand par suite de transformations, l'établissement se trouve passible d'un droit fixe, ou d'un droit proportionnel plus élevé qu'auparavant, il est dû au prorata un supplément de droit fixe, à compter du 1^{er} du mois dans lequel le changement est intervenu. (Article 288 C.I.D.).

En cas de cession d'établissement, la patente du cédant peut être transférée sur la demande de celui-ci au cessionnaire.

Enfin en cas de fermeture d'un établissement pour quelque cause que ce soit, les droits ne sont dus que pour le passé et le mois courant. Sur réclamation de la société intéressée, il peut être accordé décharge du surplus de la taxe.

Majoration des droits. — Si la société de banque possède plus de cinq établissements, les droits fixes et proportionnels qui sont dus sont augmentés d'un quart, si le nombre des établissements ne dépasse pas dix, d'un tiers, s'il est compris entre onze et vingt, de moitié, s'il est compris entre vingt et un et cinquante, et doublés s'il est supérieur à cinquante.

§ 3. — Contribution pour frais de Chambre de Commerce

L'article 338 du code des impôts directs prévoit une taxe additionnelle à la contribution des patentes, pour pourvoir aux dépenses des chambres et des bourses de commerce.

Des décrets fixent chaque année les sommes à imposer au titre de cette contribution.

SECTION III. — IMPOSITION DES BÉNÉFICES

Les bénéfices des succursales de banques sont atteints par l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. En effet, la profession de banquier a un caractère commercial et, à ce titre, tombe sous le coup de l'impôt d'après l'article 1^{er} du code des impôts directs. Mais de plus, comme l'établissement de banque sera le plus souvent constitué sous forme de société anonyme, il ne peut échapper d'autre part à l'article 3 qui impose toutes les sociétés par actions et les sociétés à responsabilité limitée, quel que soit leur objet.

Toutefois, sont exemptées des bénéfices industriels et commerciaux, certaines banques auxquelles le législateur a voulu donner un régime de faveur : telles les banques populaires, les sociétés de caution mutuelle, les banques coopératives, les sociétés de crédit maritime et les sociétés de crédit agricole mutuel.

§ 1. — Détermination du bénéfice imposable

Le bénéfice imposable est celui qui est réalisé par les établissements exploités en France (article 2 C.I.D.) pendant l'année précédant celle de l'imposition ou pendant la période de douze mois dont les résultats ont servi à l'établissement du dernier bilan ; si l'exercice social s'étend sur plus de douze mois l'impôt est néanmoins établi sur cette base.

Si la société ne dresse pas de bilan, l'impôt est établi sur les bénéfices de la période écoulée depuis la fin de la dernière période imposée, ou bien, si la société est nouvellement constituée, depuis le commencement des opérations jusqu'au 31 décembre de l'année considérée. Ces bénéfices viennent ensuite en déduction des résultats du bilan dans lequel ils sont comptés. Enfin quand des bilans successifs sont dressés au cours d'une même année, les résultats en sont totalisés (Article 6 C.I.D.).

Le bénéfice imposable est le bénéfice net, déduction faite de certains revenus taxés à d'autres cédules.

La notion de bénéfice net a été controversée. D'après la théorie du bilan, pour l'administration, toute augmentation de l'actif net de la société est un bénéfice, tandis que d'après la théorie du compte d'exploitation, une partie de la doctrine considère que le mot bénéfice doit être entendu comme synonyme du mot revenu, et cette théorie s'appuie sur le fait que l'impôt des bénéfices industriels et commerciaux fait partie d'un système d'impôts sur le revenu.

Bien que la thèse de l'administration ait été condamnée par un arrêt du 24 mars 1924 du Conseil de Préfecture de la Seine (1), l'administration continue à taxer certaines plus-values en capital qui apparaissent au crédit du compte profits et pertes en fin d'exercice.

Le bénéfice net fiscal est la différence qui existe entre un bénéfice brut fiscal, qui diffère du reste du bénéfice brut commercial, et les charges dont l'administration permet la déduction.

Bénéfice brut fiscal

Au bénéfice brut commercial qui apparaît au crédit du compte d'exploitation, il convient d'ajouter, pour obtenir le bénéfice brut fiscal, les bénéfices effectués sur toute cession d'éléments d'actif en cours, soit en fin d'exploitation (Article 7 C.I.D.).

Parmi les gains imposables de l'établissement de banque, les uns proviennent de l'exploitation normale du commerce de banque, ce sont : les commissions, courtages, bénéfices de change, intérêts des créances, des comptes courants débiteurs, produits de participations et du portefeuille titre, les escomptes, agios, et tous produits du portefeuille, effets de commerce, les bénéfices provenant du rachat en bourse des obligations de la société, des bénéfices résultant d'opérations de report, les prix de location des coffre-forts, les loyers des immeubles de l'actif.

D'autres gains imposables ont au contraire un caractère accidentel : tels sont les indemnités d'assurance reçues à l'occasion de la perte d'un bien de l'actif, les dégrèvements d'impôts dont l'établissement a été avisé de l'ordonnancement, les lots et primes de remboursements attribués aux valeurs du portefeuille, le prix de cession d'un élément quelconque de l'actif, les plus values

(1) D. H. 1924, p. 347.

d'expropriation et de réévaluation de l'actif, les plus values qui apparaissent au portefeuille.

D'une manière générale, les plus values, pour être comprises dans le bénéfice imposable, doivent avoir été réalisées. Elles sont considérées comme des plus values réalisées quand elles donnent lieu à encaissement d'une somme d'argent, ou à réception d'un paiement sous quelque forme qu'il intervienne.

Certains profits ne doivent pas entrer dans les bénéfices imposables : telles sont les sommes perçues mais qui ont été remployées : par exemple les indemnités d'assurance déjà absorbées, les créances de dommages de guerre, les indemnités pour calamités publiques versées par l'Etat, pour expropriation quand elles ont été remployées. Ne doivent pas être non plus comprises dans les bénéfices imposables, les redevances dues à la société pour cession d'une clientèle, et les primes d'émission apparues à l'occasion d'une augmentation de capital.

Charges déductibles

L'article 7 du code des impôts directs donne une énumération des charges susceptibles d'être déduites : en fait, ces charges peuvent être classées en : frais généraux, charges d'amortissement, provisions, pertes d'actif.

Les frais généraux déductibles sont d'abord les frais de premier établissement, ceux qui sont dus à l'occasion d'une transformation de la société, d'une augmentation ou d'une réduction du capital, ou plus généralement de toute émission de titres, les charges financières résultant des capitaux prêtés à la société par des personnes autres que les associés; sont aussi déductibles les frais d'exploitation : ils comprennent d'une part, les frais de personnel, rémunération de toutes sortes, versements effectués par la société aux caisses de pensions, d'assurance, de secours et d'une manière générale à tout organisme de caractère social ; d'autre part, tous les frais exigés par le fonctionnement régulier de l'établissement de banque, tels que : frais dus à l'occupation des locaux professionnels, à son entretien, à l'éclairage, au chauffage, aux assurances, aux impôts, aux amendes encourues par la société et aux procès intentés dans l'intérêt social, etc... Enfin, il faut ajouter aux charges déductibles, qui incombent à la succursale, une part des frais de la direction générale de la société de crédit, en particulier les rémunérations de toute nature données aux administrateurs et aux autres associés, non à raison de leur qualité mais du fait de

leur travail dans la société et, en général, toutes les dépenses qui ont été contractées dans l'intérêt général de l'entreprise.

En ce qui concerne les amortissements effectués par la société, l'administration ne permet de déduire que les amortissements effectués dans la limite de ceux qui sont généralement admis d'après les usages de la profession (Article 7 2° C.I.D.).

L'amortissement doit être calculé sur le prix de revient et non sur le prix de remplacement du bien amorti, sauf exceptions admises par l'administration : ce fut le cas pour les sociétés qui ont réévalué leur bilan après la stabilisation monétaire de 1928. En principe, tous les éléments d'actif peuvent être amortis sauf les terrains en général.

Pour éviter que la base de l'impôt ne soit diminuée par des amortissements exagérés, l'administration a fixé le taux des amortissements qu'elle considérerait normal pour chaque catégorie d'actif. Ceci ne veut, du reste, pas dire que si la société le juge utile, elle ne pourra pas opérer des amortissements plus importants, mais seulement que l'administration ne tiendra pas compte dans l'établissement de l'impôt, des amortissements qui ne respectent pas les limites qu'elle leur impose (1).

Enfin les amortissements financiers ne sont pas déductibles. Ils représentent en fait non une charge pour la société mais une distribution de bénéfices et de réserves : tel est l'amortissement des actions ou des parts de fondateurs de la société.

En ce qui concerne les provisions constituées par la société, l'administration a pris une position précise : elle distingue en effet selon que la provision est ou n'est pas destinée à couvrir une perte précise, qui sans être consommée au moment de l'établissement de l'impôt est possible dans un bref délai.

Il en est ainsi des provisions pour créances irrécouvrables, pour impôt à payer, pour réparations urgentes, pour pertes de change, pour fonds de secours, d'assurance, et de retraite du personnel et pour assurances contre certains risques à condition que la prime soit normale.

Au contraire, ne sont pas déductibles comme ne correspondant pas à un danger suffisamment imminent, les provisions pour fluctuations des cours ou pour risques de change.

(1) Les principaux taux d'amortissement admis par l'administration sont : pour les frais de premier établissement 33 à 100 %; pour le matériel mobile 12 à 20 %; pour le matériel fixe 10 %; pour les immeubles 1 à 2 %.

Les primes de remboursement des obligations doivent être amorties en tenant compte de la durée de l'emprunt et du nombre d'actions remboursables dans l'exercice.

Enfin les provisions qui en tout ou partie, reçoivent un emploi non conforme à leur destination ou deviennent sans objet, au cours d'un exercice ultérieur, doivent être rapportées aux bénéfices de cet exercice (Article 7 5° C.I.D.).

Enfin, les pertes peuvent être déduites du bénéfice imposable, à condition qu'elles ne proviennent pas d'opérations étrangères à celles de l'établissement et qu'elles soient devenues définitives pendant l'exercice imposé. De plus les pertes et les gains de deux établissements juridiquement distincts, ne peuvent se compenser, même si en fait ces établissements sont étroitement unis entre eux. D'après ces principes, sont déductibles par exemple, les pertes au change, les pertes sur cession d'éléments d'actif, les moins values constatées à l'inventaire, sur titres et participations, les créances devenues irrécouvrables, les pertes dues à des risques non assurés, etc...

Déductions à faire subir au bénéfice net fiscal

Le bénéfice net étant ainsi obtenu, en faisant la différence entre le bénéfice brut fiscal et les charges déductibles, il convient encore de lui faire subir certaines déductions destinées à éviter la superposition de plusieurs cédulas sur un même revenu.

Les revenus des immeubles dont la société est locataire, et le revenu de ceux dont elle est propriétaire, et qui font partie de l'actif sont soumis à l'impôt foncier, et peuvent être déduits du bénéfice imposable (Article 7 1° C.I.B.).

Les revenus des capitaux mobiliers doivent être déduits du bénéfice net imposable (Article 8 C.I.D.). S'il n'en était pas ainsi, ces revenus supporteraient en effet une double imposition du fait de leur sujétion soit à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, soit à l'impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnement. Le but de cette déduction délimite son application. Seront déductibles les revenus atteints par ces impôts ; ne seront pas déductibles les revenus ne répondant pas à cette condition. Cependant deux cas font exception à cette règle : peuvent être déduits les revenus qui échappent par ailleurs à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers par l'effet d'une faveur expresse du législateur : telles les rentes sur l'Etat, tels les bons du Trésor et de la Défense nationale, par exemple ; peuvent aussi être exemptés en second lieu, les intérêts exempts d'un des impôts cédulaires sur le revenu parce qu'ils sont atteints par un autre de ces impôts à un autre moment, tels « les intérêts des créances hypothécaires ou privi-

légées en représentation desquelles les sociétés ou compagnies autorisées à faire des opérations de crédit foncier, ont émis des obligations elles-mêmes soumises à l'impôt » (Art. 138 C.V.M.). Bien que ces intérêts soient exonérés par la loi, le créancier peut les déduire de son bénéfice net imposable (1).

La déduction des revenus des capitaux mobiliers doit être faite à concurrence de leur montant net après imputation à ce montant d'une quote part des frais et charges y afférents (60 %).

Enfin, il faut remarquer que les lots et primes de remboursement sont déductibles, mais n'ont pas à supporter une quote part des frais et charges.

Report déficitaire

Si l'établissement a subi un déficit d'exploitation au cours d'un exercice, l'administration permet de considérer ce déficit comme une charge de l'exercice suivant, et de le déduire du bénéfice réalisé pendant le dit exercice. Dans le cas où ce bénéfice ne serait pas suffisant pour que la déduction puisse être intégralement opérée, l'excédent du déficit peut être reporté successivement sur les exercices suivants jusqu'au cinquième exercice suivant l'exercice déficitaire (Article 12 C.I.D.).

§ 2. — Fonctionnement de l'impôt

Un établissement de banque étant en tout état de cause soumis au droit de communication de l'enregistrement, l'impôt est toujours dans ce cas calculé d'après le bénéfice réel. Le régime forfaitaire ne peut s'appliquer en aucun cas.

L'impôt est établi pour l'ensemble des établissements exploités en France, soit au siège de la société de banque, soit au lieu de son principal établissement (Article 21 C.I.D.).

Obligations de la société (Article 16 et suivants C.I.D.)

Une déclaration indiquant le bénéfice net de l'exercice précédent doit être remise au contrôleur des contributions directes avant le 1^{er} mars de chaque année, ou avant le 31 mars si l'exercice comptable a été clos pendant le mois de décembre. Si l'entreprise est déficitaire, la déclaration du déficit doit avoir lieu dans les mêmes délais.

(1) HAMEL. Banques et opérations de banques, p. 270.

La déclaration doit être accompagnée d'un résumé du compte de pertes et profits, d'une copie du bilan, d'un relevé des amortissements et des provisions constituées par prélèvements sur les bénéfices avec indications précises de l'objet de ces amortissements, et provisions et d'une copie des documents déposés au bureau de l'enregistrement pour la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (1).

L'établissement de banque doit présenter à toute réquisition les pièces comptables nécessaires pour justifier de l'exactitude des résultats indiqués par la déclaration.

Si la comptabilité est tenue en langue étrangère, une traduction certifiée par un traducteur juré doit être présentée à toute réquisition du contrôleur.

Enfin s'il s'agit d'un établissement étranger, et si la comptabilité tenue en France est particulièrement sommaire, l'administration permet qu'un simple état des bénéfices soit substitué aux formalités décrites ci-dessus.

Calcul de l'impôt (Article 22 C.I.D.)

Le taux de l'impôt des bénéfices industriels et commerciaux est le taux général des impôts directs, actuellement 14 %. La fraction de bénéfices inférieure à 100 francs est négligée.

Dans le cas de *cessation* ou de *cession* d'entreprise partielle ou totale, l'impôt est établi immédiatement sur les bénéfices qui n'ont pas encore été taxés (Article 26 et suiv.).

Un avis doit être envoyé au contrôleur en même temps qu'une déclaration des bénéfices, accompagné des documents nécessaires, dans les dix jours de la publication dans un journal d'annonces légales de la cession du fonds de commerce, ou de la fermeture de l'établissement. La société cessionnaire peut être rendue responsable solidairement avec la société cédante du paiement des impôts afférents aux bénéfices réalisés pendant l'année ou l'exercice de la cession, et jusqu'au jour de celle-ci, ainsi qu'aux bénéfices de l'année ou de l'exercice précédent lorsque la cession étant intervenue dans le délai normal de déclaration, ces bénéfices n'ont pas été déclarés par le cédant avant la date de la cession.

(1) Comptes rendus et extraits des délibérations des conseils d'administration et des assemblées générales d'actionnaires visés par l'article 53 et 55 du Code des Valeurs mobilières.

SECTION IV. — AUTRES CHEFS D'IMPOSITION

Les succursales de banque, comme les autres entreprises commerciales, peuvent être frappées non seulement par les trois grands impôts étudiés au commencement de ce chapitre, mais aussi par un certain nombre de taxes accessoires qui présentent le caractère commun d'être liées à l'imposition des bénéfices industriels et commerciaux : la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires, la taxe sur les bénéfices non distribués et la taxe d'apprentissage.

§ 1. — Taxe spéciale sur le chiffre d'affaires

L'article 28 du code des impôts directs assujettit à la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires les établissements de banque ou de crédit lorsque leur chiffre d'affaires dépasse un million.

Assiette

Le chiffre d'affaires sur lequel est établi la taxe est le montant total des courtages, commissions, remises, salaires, prix de location, droits de garde, intérêts, escomptes sous déduction des rées-comptes, agios, résultats des opérations sur titres et autres profits définitivement acquis, à l'exclusion des revenus des valeurs mobilières en portefeuille, et à condition qu'ils se rapportent à des opérations faites par des établissements sis en France.

Si la société de banque possède des succursales multiples, le chiffre d'affaires taxé est le chiffre global des affaires imposables réalisées par toutes les succursales installées soit dans la ville du siège social, soit dans des villes différentes ; si certaines de ces succursales sont exploitées par une ou plusieurs sociétés filiales, la taxe spéciale est établie au nom de la société-mère pour l'ensemble des affaires imposables réalisées par elle et par ses filiales (Article 29 C.I.D.).

Fonctionnement

La taxe est liquidée d'après la déclaration de la société qui doit intervenir dans les mêmes délais que la déclaration des bénéfices industriels et commerciaux.

Le chiffre d'affaires indiqué s'entend du chiffre total des affaires effectuées dans la période dont les résultats sont retenus pour

l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

La déclaration est faite au contrôleur des contributions directes du lieu du siège social par la société dominante.

Les filiales n'ont pas de déclaration à faire si elles n'exploitent elles-mêmes que des agences ; au contraire, elles doivent faire une déclaration spéciale si elles exploitent d'autres filiales.

Pour les banques étrangères, la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires est établie au lieu du principal établissement en France ou de la filiale ayant le capital le plus élevé.

En cas de cession ou de cessation d'entreprise, les dispositions concernant l'impôt des bénéfices industriels et commerciaux sont applicables (1).

Calcul de la taxe (Article 32 C.I.D.)

Toute fraction du chiffre d'affaires n'excédant pas 1.000 francs est négligée.

Tarif

1,20 pour mille sur la fraction du chiffre d'affaires comprise entre un et deux millions de francs.

2,40 pour mille sur la fraction du chiffre d'affaires comprise entre 2.000.001 et 10 millions de francs.

3,60 pour mille sur la fraction du chiffre d'affaires comprise entre 10.000.001 et 100 millions de francs.

4,80 pour mille sur la fraction du chiffre d'affaires comprise entre 100.000.001 et 200 millions.

6 pour mille au-dessus de 200 millions.

§ 2. — Taxe annuelle sur les bénéfices non distribués

Les sociétés par actions et les sociétés à responsabilité limitée paient en addition à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, une taxe annuelle de 4 % sur les bénéfices non distribués (Article 26 ter C.I.D.) (R.A.P. 28 mai 1937) (2).

Assiette

Le bénéfice non distribué est égal à la différence entre le bénéfice net annuel qui a servi de base à l'assiette de l'impôt sur les

(1) Voir page 62.

(2) J. O., 1^{er} juin.

bénéfices industriels et commerciaux, y compris les revenus fonciers et mobiliers et le montant des sommes qui, prélevées sur ce bénéfice et distribuées aux actionnaires, ont été taxées à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ou ont été légalement exonérées de cet impôt.

En ce qui concerne les banques possédant des établissements hors de France, le montant des sommes distribuées est réduit en proportion des bénéfices réalisés en France par rapport aux bénéfices totaux.

D'autre part, la taxe est applicable aux banques étrangères ayant des établissements en France dont les opérations rentrent dans leur objet et qui acquittent l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Enfin, la taxe sur les bénéfices non distribués ne frappe pas les réserves obligatoires en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, ni les amortissements dans la même mesure où ils sont déduits du bénéfice taxé à l'impôt cédulaire, ni les provisions justifiées.

Fonctionnement

En même temps que la déclaration des bénéfices industriels et commerciaux, ou dans les trente jours de la décision de l'assemblée générale approuvant la répartition des bénéfices, une déclaration des bénéfices non distribués doit être envoyée aux contrôleurs des contributions directes, contenant : le bénéfice net déterminé pour l'imposition des bénéfices industriels et commerciaux, le montant des revenus fonciers et mobiliers, le montant des sommes prélevées sur les bénéfices et les revenus ci-dessus et affectés à des réserves obligatoires ou à des amortissements, des pertes antérieures figurant au bilan et dont le report ne peut plus être effectué en vertu de l'article 12 du code des impôts directs, le montant des sommes prélevées sur les mêmes bénéfices et distribuées sauf celles qui sont admises en déduction pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Il convient de joindre à cette déclaration une copie des documents déposés au bureau de l'enregistrement pour la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

La taxe sur les bénéfices non distribués, sauf les quelques particularités qui ont été indiquées, suit les mêmes règles que l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux auquel il convient de se reporter.

§ 3. — Taxe d'apprentissage

Toutes les sociétés passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sont assujettis à une taxe d'apprentissage destinée à favoriser le développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage (Article 34 C.I.D. et suiv.).

La taxe est établie chaque année pour l'ensemble des établissements exploités en France, au siège de direction de la banque ou dans le cas d'une banque étrangère au lieu du principal établissement.

La taxe frappe le montant des appointements, salaires et rétributions quelconques en argent ou en nature payées au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt cédulaire de la même année.

Il ne faut pas tenir compte des rétributions du personnel des établissements situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Une déclaration doit être remise chaque année au contrôleur des contributions directes dans les mêmes délais que la déclaration des bénéfices taxés à l'impôt cédulaire, sinon la société est taxée d'office et sa cotisation est majorée de 25 %.

Pour le calcul de la taxe, toute fraction du montant global des appointements n'excédant pas 1.000 francs est négligée.

Le taux de la taxe est de 0,20 %.

Pour les autres règles d'application de la taxe, il convient de se reporter aux règles qui régissent l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

CHAPITRE III

Imposition des titres

Les filiales de banque peuvent émettre des titres au moment de leur constitution et ultérieurement au cours de la vie sociale ; ces titres sont atteints par l'impôt à raison de leur transmission d'un porteur à l'autre, et du fait des revenus qu'ils produisent ; en principe, la charge de ces impôts incombe au porteur, mais l'administration en a donné le recouvrement à la société émettrice, qui acquitte elle-même ces deux taxes, sauf recours ultérieur contre le porteur. Aussi, comme ce sont les sociétés qui remplissent les obligations fiscales vis-à-vis de l'administration, on s'est habitué à considérer que les sociétés sont elles-mêmes soumises à ces taxes qui frappent leurs valeurs mobilières.

Bien qu'en principe les sociétés étrangères soient taxées d'une manière équivalente aux sociétés françaises, en pratique l'administration s'est trouvée en présence de difficultés pour l'application de l'impôt aux sociétés étrangères et, dans ce cas, des modalités particulières ont été instituées. Il est donc nécessaire d'étudier séparément le régime des banques françaises et celui des banques étrangères.

SECTION I. — BANQUES FRANÇAISES

Le régime des valeurs mobilières françaises s'applique en effet aux titres des filiales de banques qui sont constituées sous la forme d'une société française.

§ 1. — Droit de transmission

L'article 34 du code des valeurs mobilières frappe d'un droit de transmission toutes les cessions de titres ou promesses de vente d'actions, d'obligations des sociétés. Mais il faut faire une distinction, d'une part entre les titres nominatifs pour lesquels le droit de transmission est de 0,60 % de la valeur négociable, et les titres au porteur qui sont soumis à une taxe annuelle de 0,40 % du capital des titres, représentative du droit de transmission.

Les mutations taxables sont celles qui, d'une part, sont faites entre vifs et à titre onéreux et, d'autre part, ont pour objet des valeurs négociables.

1° TITRES NOMINATIFS

Les titres nominatifs et d'une façon générale tous ceux dont la cession, pour être valable, doit être inscrite sur registre de la société, sont frappés à chaque mutation d'un droit de transfert.

Exigibilité

Pour être taxable, la mutation doit être réelle, par exemple en cas de négociation du titre en bourse, en cas de vente directe, en cas de changement de propriétaire par suite de la fusion d'une société avec une autre société.

Au contraire, les transferts d'ordre par exemple de garantie ou ceux qui ont déjà été soumis par ailleurs à l'impôt, doivent être effectués gratuitement.

Liquidation

Le taux de 0,60 % est perçu sur la valeur négociée du titre, déduction faite des versements qui restent à faire sur les titres non entièrement libérés (Article 42 C.V.M.). Le fait générateur est le transfert sur les registres sociaux, et le taux applicable en cas de changement de tarif est celui existant à la date du transfert.

Paiement

Le droit est perçu à l'occasion de chaque transfert, par l'établissement de banque émetteur. Il doit en faire le versement trimestriellement au bureau de l'enregistrement du siège social. A cet effet, une déclaration doit être souscrite dans les vingt premiers jours des mois de Janvier, Avril, Juillet, Octobre, pour les transferts qui ont eu lieu dans le trimestre précédent.

La déclaration doit être accompagnée d'un relevé indiquant la date de chaque transfert, les noms et domiciles des cessionnaires et cédants, le total de la somme taxable ou l'indication que les titres sont sans valeur, enfin le détail des transferts exemptés de droits.

2° TITRES AU PORTEUR

Les titres au porteur et, d'une manière générale, tous les titres dont la transmission n'est pas assujettie à une inscription sur les

registres sociaux, font l'objet d'une taxe annuelle de transmission obligatoire.

Assiette

La taxe annuelle est assise sur le capital des actions et obligations évaluées au cours moyen de l'année précédente ou, à défaut de cours moyen, si les titres ne sont pas cotés en bourse, d'après une déclaration estimative (Art. 34, al. 2). Si les titres ne sont pas entièrement libérés, une déduction est admise pour les versements qui restent à faire.

Le cours moyen doit être calculé en divisant le total des cours moyens de chaque jour par le nombre de jours.

Quand le titre n'a fait l'objet d'aucune cotation, ni à la bourse de Paris, dont les cours sont utilisés de préférence pour le calcul, ni dans une bourse de province, la déclaration estimative du capital taxable peut être fondée sur le cours des titres à la cotation en banque ou hors cote ; elle peut être aussi établie en ce qui concerne les actions sur leur valeur mathématique telle qu'elle ressort des distributions des bénéfices et de l'importance des réserves, et en ce qui concerne les obligations sur le taux courant de l'intérêt des obligations de même nature, ou sur l'appréciation du crédit de la société.

Liquidation

La taxe annuelle est liquidée d'après le nombre des titres au porteur en circulation au dernier jour du trimestre imposé, compte tenu d'une part des titres nominatifs nouvellement convertis et des titres nouvellement émis, et déduction faite d'autre part des titres amortis, remboursés ou convertis au nominatif pendant le trimestre.

Paiement

La taxe annuelle est versée trimestriellement par la société au bureau de l'enregistrement aux mêmes époques que le droit de transfert, sur dépôt d'une déclaration indiquant le nombre des actions ou obligations existantes au dernier jour du trimestre et passibles de l'impôt.

La banque doit recouvrer l'impôt avancé par les porteurs ; il lui est interdit en vertu de l'article 45 du code des valeurs mobilières de prendre la taxe annuelle à sa charge, cependant pour favoriser

la conversion des titres au porteur en titres nominatifs, il est permis aux sociétés de ne pas récupérer le montant de la taxe avancée jusqu'au jour de la conversion, soit depuis le jour de la dernière distribution de dividende, intérêts et autres produits, soit depuis le jour de l'émission de ces titres.

Titres non matériellement créés

Dans les sociétés dont le capital est divisé en actions, mais qui n'ont pas encore créé matériellement leurs titres, le droit incorporel de l'actionnaire ou du titulaire de part est passible immédiatement de la taxe annuelle (Art. 35 C.V.M.).

§ 2. — Impôt sur le revenu des valeurs mobilières

La loi du 29 juin 1872 assujettit à un impôt sur le revenu tous les produits distribués par une société quelle qu'en soit la forme et quelle que soit la nature des titres émis.

Sont exemptées les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple pour lesquelles l'impôt ne s'applique qu'au montant de la commandite. Mais ces deux exceptions ne présentent guère d'intérêt du point de vue fiscal des filiales de banques qui, le plus souvent, sont constituées sous la forme de sociétés de capitaux (Art. 147, 148, 149 C.V.M.).

Le fait qui donne ouverture à l'impôt est la distribution de bénéfices.

Caractères de la distribution

Pour être taxable, le revenu doit être mis à la disposition du porteur de titre. Il n'est du reste pas nécessaire qu'il y ait paiement matériel ou inscription en compte. Mais si les bénéfices sont mis en réserves, il n'y a pas de distribution, et l'impôt ne s'applique pas. La distribution des bénéfices est taxable indépendamment du moment auquel elle s'effectue, que ce soit au cours de la vie sociale ou seulement à la dissolution de la société.

Caractères du bénéfice imposable (1)

Les sommes distribuées doivent être des bénéfices seulement pour le porteur de titres : il n'est donc pas nécessaire que la distribution

(1) ALLIX. Traité élémentaire de science des finances, p. 668.

proviennent de bénéfices réalisés par la société. D'autre part, le bénéfice imposable doit s'apprécier *in abstracto*, et non eu égard au porteur de titre qui le touche. Enfin, il n'y a pas lieu de s'attacher au point de savoir si le bénéfice est un bénéfice en revenu ou en capital.

1° ASSIETTE DE L'IMPÔT

Les revenus soumis à la taxe sont énumérés dans l'article 50 du code des valeurs mobilières.

Actions

Sont taxés les intérêts, dividendes, arrérages, et tous autres produits des actions et des parts.

D'une manière générale donc, toutes les distributions normales ou exceptionnelles sont imposables : en particulier, les distributions de bénéfices servant à payer en l'acquit des actionnaires le passif qui grève leurs apports, ou bien les impôts qu'ils doivent et spécialement l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, les distributions de bénéfices employés à la libération d'actions nouvelles ou d'actions anciennes, et celles qui sont faites aux actionnaires titulaires de délégations de bénéfices. D'une façon générale, toutes les remises aux associés de valeurs en représentation de l'excédent du fonds social sur le capital sont taxées, de même que les bonis de liquidation en fin de société.

Dans le cas où tous les titres sont réunis dans une même main, l'impôt est dû d'une part sur l'excédent des biens possédés avant la dernière acquisition de titres et la valeur nominale des titres représentatifs et, d'autre part, sur l'excédent du prix d'achat sur la valeur nominale du dernier paquet.

En cas de fusion de sociétés, la distribution de nouveaux titres d'un nominal plus élevé sans versement de la part des actionnaires est taxable. Cependant l'impôt dû sur les plus-values qui résultent de l'attribution gratuite de titres aux actionnaires est reporté à la dissolution de la société absorbante ou nouvelle à condition que toutes les sociétés nouvelles et anciennes soient françaises et que la fusion ait été enregistrée avant le 15 avril 1937 (Article 151 C.V.M.).

Si, après une réduction du capital due à des pertes, la société le reconstitue, l'administration voit dans cette opération une distribution taxable.

La répartition des primes d'émission est taxable quand elle est faite à d'autres personnes que celles qui ont payé des primes et, dans tous les cas, quand avant la répartition, les primes ont reçu dans la société une affectation spéciale. Au contraire, les distributions faites aux actionnaires à titre de remboursement d'apports ou de remboursement des primes d'émission qu'ils ont payés ne sont pas taxables.

Distributions des réserves

L'impôt est dû quel que soit l'origine des réserves, que la distribution soit faite par augmentation de la valeur nominale des actions ou par remise d'actions gratuites ou par tout autre procédé.

Cependant, les tribunaux semblent restreindre l'application de la taxation quand le bénéficiaire de l'action gratuite a la possibilité de transformer librement son titre en numéraire.

Mais la Cour de Cassation ne distingue pas et taxe dans tous les cas. La distribution est taxable même si les réserves ont reçu auparavant un emploi spécial.

Remboursement, amortissement des actions, parts d'intérêts et commandite

Ils sont taxables, qu'ils soient totaux ou partiels, lorsqu'ils interviennent avant la dissolution ou la mise en liquidation de la société et à condition qu'ils soient faits avec les bénéfices sociaux (R.A.P. 29 mai 1926) (1).

Au contraire, les amortissements faits au moyen de la réalisation d'un bien de l'actif ou par prélèvement sur les éléments autres que le compte « profits et pertes », les réserves ou provisions diverses du bilan ne sont pas taxables. L'impôt n'est pas applicable non plus aux sociétés dont les statuts ont prévu antérieurement à la loi du 13 juillet 1925 l'amortissement obligatoire des actions (Article 11 C.V.M.).

Intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêts et commandites dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions

Toutes ces distributions sont imposables ; toutefois, dans les sociétés à responsabilité limitée, les dividendes, intérêts et pro-

(1) J. O., 4 juin 1926.

duits des parts revenant à deux associés gérants seulement, et n'excédant pas 50.000 francs pour chacun, sont dispensés de l'impôt (Article 139 C.V.M.).

Produits des obligations et emprunts

L'impôt s'applique aux intérêts, arérages et autres produits des emprunts de la société; ces emprunts peuvent résulter d'une émission de valeurs négociables, d'actes de prêts, authentiques ou sous seing privé, garantis ou non garantis, et d'une manière générale de toute opération par lesquelles une société peut se procurer des fonds.

Le revenu taxable est celui qui a été distribué dans l'année à l'exclusion des produits qui n'ont pas un caractère périodique.

Contrairement à ce qui a lieu pour les actions, l'impôt pris en charge par la société ne constitue pas un bénéfice indirect taxable.

Distributions faites aux administrateurs

L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières s'applique aux bénéfices distribués aux membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance des sociétés anonymes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Sont seules taxables les sommes reçues par les administrateurs à raison de leurs fonctions d'administrateurs et non à d'autres titres comme ce serait le cas pour les sommes rémunérant l'administrateur pour le travail qu'il fournit dans la société (Article 155 C.V.M.).

L'impôt frappe le montant brut des sommes allouées, sans déduction des dépenses faites pour les acquérir ni des impôts pris en charge par la société, sauf en ce qui concerne les indemnités pour frais de voyage et de représentation lorsqu'il s'agit d'un simple remboursement et non d'une allocation forfaitaire.

Produits des parts de fondateurs

L'impôt frappe tous les produits des parts. Sont aussi taxables les attributions gratuites de parts dans les bénéfices sociaux et les rachats des parts au moyen des mêmes bénéfices sociaux ou d'une émission d'obligations devant être amorties au moyen de prélèvements sur ces bénéfices.

Dans le cas du rachat des parts, l'impôt est assis sur la différence entre le prix du rachat ou la valeur nominale des titres

remis en échange et la valeur initiale des parts déterminée, soit par la valeur nominale, soit par déclaration de la société.

Lots et primes de remboursement

En ce qui concerne les primes de remboursement, l'impôt frappe non seulement la prime, mais aussi l'intérêt couru depuis le détachement du dernier coupon.

Distribution des jetons de présence aux actionnaires

L'impôt taxe le montant des jetons sans déduction pour frais et sans tenir compte du fait que les fonds ont été prélevés sur les bénéfices sociaux ou bien sur les frais généraux.

2° FONCTIONNEMENT DE L'IMPÔT

Le montant de la taxe est avancé par la société sauf son recours contre les porteurs (Article 56 C.V.M.). Elle peut du reste le conserver à sa charge.

Tarif de l'impôt (articles 51 et 52 C.V.M.)

Il existe plusieurs taux suivant la nature de la distribution taxée. D'une façon générale, le taux applicable est celui de 24 %. Mais ce taux est relevé à 27 % pour les prélèvements sur les bénéfices effectués au profit des administrateurs, et à 36 % pour les lots payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations.

D'autre part, le taux général est réduit à 15 % en ce qui concerne les dividendes, intérêts, arrérages et autres produits revenant à des personnes physiques, des titres nominatifs, des parts d'intérêts des sociétés à responsabilité limitée, des commandites, des sociétés en commandite simple et des emprunts non représentés par des titres négociables.

Mais cette réduction ne s'applique pas lorsque la société débitrice du revenu a pris l'impôt à sa charge, elle ne s'applique pas non plus aux titres convertis au nominatif moins de six mois avant la date de la mise en distribution ou de l'échéance des produits.

Le tarif applicable est celui qui existe le jour de la naissance du fait générateur, c'est-à-dire de la distribution ou de la mise en paiement.

Liquidation de l'impôt

Le fait générateur est porté à la connaissance de l'administration par les comptes rendus et les extraits des délibérations des conseils d'administration ou des assemblées générales, qui doivent être déposés dans les cinq jours de leur date au bureau de l'Enregistrement.

La liquidation a lieu annuellement. Mais l'impôt est versé trimestriellement par la société débitrice du revenu d'après les résultats d'une liquidation provisoire.

La liquidation provisoire a pour base, en ce qui concerne les valeurs à revenus variables, les résultats du dernier exercice réglé. Les bénéfices de l'exercice en cours sont évalués provisoirement aux quatre cinquièmes des revenus distribués pendant l'exercice précédent, y compris les distributions exceptionnelles, mais déduction faite des amortissements de capital.

Pour les valeurs à revenus fixes, la base est le quart des revenus annuels susceptibles d'être distribués, étant donné le nombre de titres existant au dernier jour du trimestre.

Dans le cas où la société est nouvellement constituée, l'impôt est calculé au prorata du nombre de jours écoulés.

Au moment du dépôt des procès-verbaux de l'assemblée générale ou du conseil d'administration, il y a lieu de procéder à la liquidation définitive. Si la taxe perçue par acompte excède la taxe à percevoir, le trop-perçu est imputé sur l'exercice suivant ; dans le cas contraire, il y a perception immédiate des droits restant dus.

Dans le cas où l'exercice social est différent d'une année, il doit être ramené à une période de 12 mois.

Enfin, quand un exercice est resté improductif, les acomptes ne sont pas dus pour l'exercice suivant.

Païement

Les versements d'impôts doivent être effectués au bureau de l'Enregistrement désigné par l'Administration et qui peut être soit le bureau du siège social, soit celui du siège administratif, soit celui du principal établissement (art. 93 C.V.M.).

Exonérations

Enfin certains établissements de banque d'un caractère un peu spécial échappent à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Ainsi les sociétés de crédit à la petite et moyenne entreprise, les banques coopératives, les sociétés de crédit maritime, sont exemptées d'impôt sur les produits de leurs emprunts.

SECTION II. — BANQUES ÉTRANGÈRES

Le régime des valeurs mobilières étrangères s'applique aux titres des banques et des filiales de banques dont le siège social est à l'étranger.

L'assiette et le recouvrement de l'impôt en cette matière présente des difficultés pour l'Administration ; en effet, elle ne peut connaître exactement le nombre des titres qui circulent en France et il lui est difficile d'obtenir de la société étrangère les renseignements nécessaires à l'établissement et au contrôle de l'impôt. Par ailleurs, le fisc national se trouve démuné de toutes les garanties de recouvrement lorsque la banque étrangère ne possède en France aucun bien, ni aucune succursale.

Aussi faut-il distinguer, d'une part, le régime fiscal des banques étrangères qui ont des succursales en France et, d'autre part, le régime fiscal des banques étrangères qui ne possèdent en France aucune succursale.

§ 1. — Banques étrangères ayant des succursales en France

Dans ce cas, le régime fiscal auquel les banques étrangères sont soumises varie suivant que leurs titres circulent ou ne circulent pas en France.

A) *Banques étrangères dont les titres ne circulent pas en France*

L'article 3 du décret du 6 décembre 1872 prévoit que toutes les dispositions qui concernent l'assiette et le recouvrement de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières qui frappe les sociétés françaises, sont applicables aux sociétés qui ont pour objet des biens mobiliers ou immobiliers situés en France.

La Cour de Cassation a, dans de nombreux arrêts (1), approuvé ce principe en le rattachant non seulement au décret de 1872,

(1) Cass., 22 avril 1879 (D.H. 83, 1, 98); Cass. Req., 2 août 1886 (D.H. 87, 1, 331); Cass. civ., 4 mai 1887 (S. 88, 1, 339); Cass., 15 novembre 1899 (S. 1900, 1, 421); Cass. req., 10 février 1903 (S. 1904, 1, 52). (J. Michel, Droit fiscal des sociétés en France, p. 717).

mais aussi à la notion d'équivalence qui doit exister entre les taxations des sociétés nationales et étrangères. Mais en fait, l'application du principe d'équivalence n'est pas justifiable dans ce cas ; en effet, il devrait conduire logiquement à taxer les sociétés qui possèdent une part de leur exploitation en France au titre du droit de transmission et du droit de timbre : ce qui, en fait, ne correspond pas avec la réalité.

1° CONDITIONS D'EXIGIBILITÉ DE LA TAXE SUR LE REVENU

Pour que l'exploitation de biens en France assujettisse la société étrangère à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, il faut que deux conditions soient réunies : d'une part, il faut que la société étrangère soit constituée sous une forme qui la rendrait imposable à la taxe sur le revenu si elle était française; d'autre part, il faut que les biens possédés soient conformes à l'objet de la société qui les détient; si, au contraire, ils ne s'y rattachent pas directement ou même indirectement (1), ces biens ne sont aux yeux du fisc français que des valeurs de placement et ne donnent pas lieu à l'application de l'impôt. La même distinction entre biens de placement et bien d'exploitation doit être faite lorsque la banque étrangère possède non plus des biens matériels en France, mais simplement une participation dans le capital d'une société française (2).

a) En ce qui concerne les agences et bureaux sis en France de la banque étrangère, ils doivent généralement être considérés comme des biens d'exploitation. Il en est ainsi même si l'agence ne fait pas exactement les mêmes opérations que le siège étranger, par exemple lorsqu'elle est destinée à exécuter des opérations accessoires ou complémentaires ; car la notion de bien d'exploitation doit être entendue d'une façon large.

Il n'y a pas lieu par ailleurs de considérer si l'agence exploitée en France est productive ou non; dans tous les cas, elle doit être taxée.

Toutefois, il semble, d'après la jurisprudence, qu'une banque étrangère qui ne posséderait en France qu'un bureau ou un siège administratif destiné uniquement à fournir aux personnes susceptibles de s'y intéresser des renseignements sur son objet, ne

(1) Cass., 2 décembre 1908.

(2) Cass., 14 décembre 1904 (S. 1905, 1, 47); 11 novembre 1903 (S. 1904, 1, 368); 29 juillet 1913.

serait pas passible de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Il en serait de même si une banque étrangère établissait une succursale en France uniquement pour assurer le service des coupons d'un emprunt effectué en France (1).

b) Lorsqu'une banque étrangère possède des actions et des obligations d'une société française, deux situations peuvent se présenter : ou bien la participation dans l'affaire française est effectuée simplement en vue de placer des disponibilités : il en sera ainsi souvent des participations industrielles et commerciales des banques d'affaires; dans ce cas, la participation ne suppose pas l'exploitation d'un bien en France et la taxe sur le revenu n'est pas due. Mais si, au contraire, la société française apparaît comme étant une filiale de la société étrangère, il y a exploitation de biens en France et la taxe sur le revenu est due à raison de ce fait (2).

La société française est une filiale de la société étrangère quand celle-ci possède la direction effective de la société française, soit en ayant la majorité aux assemblées d'actionnaires, soit en ayant le pouvoir de nommer les administrateurs de la société française, ou par tout autre moyen. Comme généralement la filiale française d'une banque étrangère est assujettie personnellement à la taxe sur le revenu, il y aura très souvent à cet endroit double imposition.

2° APPLICATION DE LA TAXE SUR LE REVENU

L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers taxe les sociétés étrangères pour les mêmes faits juridiques que les sociétés françaises (article 50 C.V.M.).

Mais au lieu d'être liquidée sur la totalité des produits, la taxe n'est due en principe que d'après une quotité imposable fixée par le Ministre des Finances. Ce principe comporte cependant une exception : en effet, les bénéfices, jetons de présence et autres rémunérations que les banques accordent aux membres de leur conseil d'administration domiciliés ou résidant en France, sont imposables non d'après une quotité, mais sur la totalité des sommes distribuées (article 61 C.V.M.).

(1) Cass., 2 décembre 1908 (R.E. 4721), Décision Ministre des Finances, 2 mars 1908.

(2) Cass., 29 juin 1913, (R.E. 5671); Marseille, 28 juin 1927 (R.E. 8698); Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 (R.E. 8734).

La banque doit donc tout d'abord faire déterminer la quotité imposable d'après laquelle elle sera imposée. A cet effet, le directeur départemental de l'Enregistrement établit une quotité provisoire en attendant que la quotité définitive soit déterminée par le Ministre, après avis de la commission des valeurs mobilières.

Souvent, la quotité définitive n'est fixée que deux ou trois ans après l'installation de la succursale en France, pour que l'Administration ait à sa disposition des données précises.

La quotité imposable est fixée pour une durée de trois ans dont le point de départ est le jour où le premier fait générateur de l'impôt se produit ; elle ne peut être modifiée pendant cette période, mais après chaque période de trois ans, elle peut être révisée si des circonstances ont modifié la situation de la société au regard du fisc.

En principe, le pouvoir du ministre pour fixer la quotité imposable est discrétionnaire ; en fait, la quotité imposable est fixée d'après des règles uniformes d'évaluation.

Pour les banques, la quotité imposable employée est celle qui ressort de la comparaison entre le fonds de roulement affecté spécialement à la succursale et le capital social de la société.

Ainsi le capital de la banque étant 30.000.000,

Le fonds de la succursale étant 3.000.000,	
	3.000.000 1
La quotité imposable est égale à	$\frac{3.000.000}{30.000.000} = \frac{1}{10}$

Si la banque étrangère n'a affecté aucun fonds de roulement spécial à sa succursale, la quotité imposable est calculée d'après la proportion existant entre les chiffres d'affaires réalisés par la succursale et le chiffre d'affaires total.

Pour l'évaluation de ces deux chiffres d'affaires, l'Administration utilise les résultats de tous les exercices connus : la quotité définitive n'intervenant qu'au bout de deux ou trois ans, l'Administration peut faire porter ses calculs sur deux ou trois chiffres d'affaires connus.

Soit une banque étrangère ayant installé en France une succursale à la fin de 1935. L'Administration procède à la fixation de la quotité imposable en 1938, par exemple.

Les chiffres d'affaires connus sont les suivants :

Chiffre d'affaires total 1936.....	80.000.000
Chiffre d'affaires total 1937.....	70.000.000
Chiffre d'affaires moyen.....	75.000.000

Chiffre d'affaires de la succursale 1936...	18.000.000	
Chiffre d'affaires de la succursale 1937...	12.000.000	
Chiffre d'affaires moyen.....		15.000.000
	15.000.000	2
La quotité imposable est : $\frac{\quad}{\quad} = \frac{\quad}{\quad}$		
	75.000.000	10

La quotité imposable étant ainsi déterminée, il est facile de calculer le montant de l'impôt dû par la société. Il faut d'abord faire le total des sommes distribuées aux actionnaires et aux créanciers d'intérêts des emprunts contractés par la banque à l'étranger.

Soit 10.000.000 le montant total de ces distributions. En supposant la quotité imposable égale à 2/10, la banque sera imposée en France à raison de l'exploitation de ses succursales sur

$$10.000.000 \times \frac{2}{10} = 2.000.000.$$

A ce chiffre, il ne reste plus qu'à appliquer le taux de 24 % et on obtient le montant de l'impôt dû par la société, soit dans le cas présent 480.000 francs.

B) Banques étrangères dont les titres circulent en France.

La banque étrangère peut, soit faire abonner, soit ne pas faire abonner les titres qui circulent en France.

1° *Les titres sont abonnés.* — Les trois taxes, droit de timbre, droit de transmission et taxe sur le revenu des valeurs mobilières sont liquidées d'après la quotité imposable qui ressort de la comparaison du nombre de titres présumés circuler en France, et du nombre total des titres d'une même tranche.

Toutefois, si la comparaison des fonds de roulement ou des chiffres d'affaires fait ressortir une quotité supérieure, la taxe sur le revenu est acquittée d'après cette dernière quotité, donc d'après une quotité différente de celle d'après laquelle sont liquidés les droits de timbre et de transmission.

L'abonnement des titres se superpose ici à l'abonnement résultant de la possession d'une exploitation en France : le représentant responsable présenté à l'Administration à l'ouverture de la succursale peut être différent du représentant responsable désigné à l'occasion de l'introduction des titres en France ; de même

les cautionnements qui ont été versés à l'occasion des deux opérations sont indépendants.

2° *Les titres ne sont pas abonnés.* — La taxe sur le revenu est perçue d'après les mêmes règles que dans le cas où la banque n'a pas de titres circulant en France.

Les porteurs des titres doivent acquitter le droit de timbre au comptant et la taxe sur le revenu des titres majorée pour tenir compte des droits de transmission inapplicables dans ce cas.

§ 2. — Régime des banques étrangères qui ne possèdent pas de succursales en France

L'imposition en France des banques étrangères qui n'ont pas de centre d'exploitation sur le territoire national intéresse l'étude du régime fiscal des succursales de banques ; elle s'applique en effet aux filiales des banques françaises sises à l'étranger et constituées sous forme de sociétés étrangères. Ces filiales, très souvent, n'auront pas d'agence ni de bureau en France. Dans le cas contraire, il y aurait lieu d'appliquer le régime fiscal étudié dans le paragraphe 1.

Les titres d'une filiale étrangère ne sont passibles d'impôts que s'ils sont introduits en France ; dans cette hypothèse, ils peuvent ou bien être soumis au régime de l'abonnement, ou bien ne pas être abonnés.

1° TITRES ABONNÉS

Au moment de l'abonnement, certaines formalités doivent être remplies (1). En particulier un engagement doit être souscrit, un représentant responsable doit être désigné ou, à défaut, il faut déposer un cautionnement.

La filiale étrangère doit payer les taxes du timbre (2), de transmission et la taxe sur le revenu d'après la proportion qui existe entre le nombre total des titres d'une même tranche circulant à l'étranger et en France.

La taxe de transmission est toujours payée sous forme de taxe annuelle obligatoire, que les titres soient au porteur ou au nominatif. (Décret 17 juillet 1857, article 10).

Cependant, l'article 49 du Code des valeurs mobilières assimile

(1) Voir ci-dessus, p. 27.

(2) Pour le droit de timbre, voir ci-dessus, p. 34 et 37.

aux titres nominatifs français, du point de vue du droit de transfert, les titres et certificats d'inscription émis par les sociétés étrangères abonnées, ainsi que le certificat nominatif émis en représentation des titres des dites sociétés, et déposés en France dans les caisses de la collectivité émettrice, lorsque le transfert de ces valeurs ne peut s'opérer que sur un registre tenu en France dans les conditions déterminées par le ministre des Finances. Ce registre peut être tenu par le représentant responsable ou par la banque chargée du service financier des titres.

Dans ce cas, en fait assez exceptionnel, la taxe de transfert est due à chaque opération.

Quant à la taxe sur le revenu des capitaux mobiliers, elle porte sur les mêmes produits que ceux qui donnent lieu à l'application de l'impôt sur les valeurs françaises.

Son taux est de 24 %. Il y a un taux de faveur, 15 %, pour les produits, revenant à des personnes physiques, des titres nominatifs passibles, en vertu de l'article 49 de la taxe de transfert.

Les trois taxes doivent être acquittées par trimestre. Dans les vingt jours suivant les délibérations des conseils d'administration et des assemblées générales ; les comptes rendus *in-extendo* et des extraits des délibérations fixant les dividendes, ainsi que la copie du procès-verbal (1) des tirages au sort des lots et primes de remboursement, doivent être déposés au bureau de l'Enregistrement. Pour les sommes distribuées au cours du trimestre précédent, la banque étrangère doit déposer un état nominatif totalisé énonçant le montant des sommes distribuées à chaque membre domicilié ou résidant en France, du conseil d'administration.

2° TITRES NON ABONNÉS

Dans ce cas, la filiale de banque sise à l'étranger n'a aucune obligation à remplir envers le fisc français. C'est le porteur du titre qui supporte l'impôt directement ou indirectement par l'intermédiaire du payeur de coupon.

En fait, le plus souvent ces filiales n'abonnent pas leurs valeurs mobilières. Il n'y a en effet en France qu'une minorité de sociétés étrangères qui soient soumises au régime de l'abonnement. Beau-

(1) Doit être joint un état indiquant pour chaque tirage le montant des titres amortis, le taux d'émission de ces titres (s'il s'agit de primes de remboursement), le montant des lots et primes dus aux titres sortis, la somme sur laquelle la taxe est exigible.

coup de sociétés abonnées se sont désabonnées au moment où la loi du 31 juillet 1929 (art. 5) a rendu l'abonnement facultatif et où ce régime n'a plus été la condition nécessaire pour l'introduction des titres sur le marché français.

**§ 3. — Régime des emprunts et des créances contractés
en France par une banque étrangère**

D'une manière générale, la taxe sur le revenu des capitaux mobiliers atteint les créances qui sont la conséquence d'opérations réalisées en France (1).

En ce qui concerne les emprunts contractés en France, leurs produits sont assujettis à l'impôt français, dès lors que dans les mêmes circonstances une société française eût été taxable pour cet emprunt ; il y a là une application du principe de l'équivalence des charges fiscales.

L'obligation fiscale existe, que la banque étrangère possède ou ne possède pas de succursale en France ; et il n'y a pas lieu de tenir compte du fait que les titres d'emprunts sont ou non abonnés.

Si l'emprunt est effectué au moyen d'une ouverture de crédit passée en France, il faut, pour que l'opération soit imposable, que le crédit soit réalisé en France par une ou plusieurs inscriptions sur les livres de l'établissement créditeur.

Les emprunts contractés en France par une banque étrangère paient l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières d'après une quotité spéciale qui est indépendante de celle d'après laquelle sont taxées les autres valeurs de la société : cette quotité est établie d'après la proportion qui existe entre le nombre des titres de l'emprunt présumé circuler en France et le nombre total des titres émis en France.

(1) Seine, 3 mars 1906 (R.E. 4184) ; Cass., 2 décembre 1908 (R.E. 4721) ; Sol, 19 février 1896 (R.E. 1144).

CHAPITRE IV

Obligations des succursales de banques en tant qu'agent du fisc

Au cours de leurs opérations, les banques sont conduites à recevoir de nombreuses indications sur la situation de fortune des personnes avec lesquelles elles se trouvent en rapport. Ces indications sont traduites et conservées sous forme d'inscriptions comptables ou de documents soigneusement enliassés.

Par ailleurs, le rôle grandissant des banques dans les opérations de paiement, d'encaissements, l'importance des valeurs déposées soit en compte, soit dans les coffres-forts, donne au fisc l'occasion de saisir la matière imposable à un moment où il lui est difficile de se dissimuler ; aussi les banques sont-elles, d'une part, soumises à l'obligation de fournir des renseignements pour le contrôle fiscal et, d'autre part, de collaborer au recouvrement de l'impôt.

SECTION I. — COLLABORATION DES SUCCURSALES DE BANQUE AU CONTRÔLE FISCAL

Cette collaboration se présente sous un double aspect : les établissements de banque doivent en premier lieu faciliter au fisc la recherche de la fraude, par l'obligation qui leur est faite de communiquer leur comptabilité aux différentes administrations fiscales ; ils sont soumis en second lieu à des prescriptions légales ou réglementaires diverses qui sont destinées à éviter préventivement les fraudes fiscales.

1° DROIT DE COMMUNICATION

Le droit de communication de l'Administration présente un caractère tout à fait général depuis la loi du 31 juillet 1920, article 32, qui, bien que concernant spécialement l'impôt sur le chiffre d'affaires, peut être interprétée d'une manière très large par l'Ad-

ministration (1). Elle prescrit en effet (art. 231 C. En.) que, pour permettre le contrôle des déclarations d'impôt et la recherche des omissions ou des fraudes, tout commerçant faisant un chiffre d'affaires supérieur à 50.000 francs par an est tenu de présenter à toute réquisition des agents du Trésor, ayant au moins le grade de contrôleur ou d'inspecteur adjoint, les livres prescrits par le Code du Commerce ainsi que tous les documents annexes, pièces de recettes, de dépenses, comptes de dépôts, comptes-courants et, d'une manière générale, toute la comptabilité.

Mais à côté de cette disposition générale, d'autres se rapportant spécialement à telle régie, obligent les établissements de banque à se soumettre au droit de communication.

En ce qui concerne l'Administration de l'Enregistrement, l'article 230 du Code de l'Enregistrement étend le droit de communication prévu pour les sociétés par actions à toute personne ou tout établissement exerçant le commerce de banque, en vue du contrôle du paiement des impôts dûs tant pour ces derniers que par les tiers, et aussi pour le contrôle des dépôts de fonds et de titres et des avoirs en espèces qui peuvent être appréhendés par l'Etat (art. 172 C.V.M.).

Les banques étrangères sont soumises comme les banques françaises au droit de communication pour les succursales et établissements qu'elles possèdent en France (2).

Dans un cas comme dans l'autre, le secret professionnel ne peut être opposé aux agents de l'Administration (art. 232 C. En.).

En ce qui concerne les Contributions directes, le droit de communication de l'Administration est prévu par les articles 154 et suivants du Code des Impôts directs. Les établissements de banque sont tenus de présenter leur comptabilité et les pièces justificatives à tous les agents des contributions directes, ayant au moins le grade de contrôleur, pour permettre le contrôle des déclarations faites non seulement par la banque elle-même en vue de l'assiette des impôts auxquels elle est assujettie, mais aussi de celles qui sont faites par les tiers qui sont en rapport avec la banque.

L'article 124, *in fine*, fait une application spéciale du droit de communication de l'Administration en vue du contrôle des avoirs à l'étranger.

Le droit de communication peut s'exercer non seulement au

(1) Réponse, question écrite, N° 6181, J. O., 16 avril 1926.

(2) Cass., 10 février 1902; D. 1905, 1, 169.

siège de la banque, mais dans chacune de ses succursales, agences et bureaux. Mais le principe est que le droit doit être exercé sur place ; aussi dans le cas où une banque française aurait une succursale à l'étranger, l'Administration ne pourrait demander au siège français de lui communiquer la comptabilité et les pièces justificatives détenues par l'établissement étranger.

Les principaux documents que l'établissement de banque peut avoir à présenter sont (1) : les chèques, les effets en portefeuille, les effets payés, les quittances, les registres des transferts et conversions, celui qui contient les souches des actions et obligations, le répertoire des opérations de bourse, les registres et documents concernant les opérations de change, les pièces relatives aux dépôts de titres, aux primes de remboursement, les fiches, dossiers et comptes des clients, les délibérations des conseils d'administration et des assemblées générales, etc...

Echappent cependant au droit de communication, les documents qui ont un caractère interne et ne concourent pas à la tenue de la comptabilité, et aussi les documents détenus par la banque pour le compte d'une personne tierce.

Le refus de communication ou la destruction des pièces justificatives avant le délai fixé par le Code de Commerce, expose à une amende de 1.000 à 10.000 francs et à une astreinte de 100 francs par jour de retard à dater du procès-verbal constatant le refus (art. 226 C.En. et 154 C.I.D.).

2° MESURES DESTINÉES A ÉVITER PRÉVENTIVEMENT LA FRAUDE FISCALE

a) Comme toute personne occupant des employés moyennant traitements, salaires ou rétributions, les établissements de banque sont tenus de remettre dans le courant du mois de janvier de chaque année un état indiquant : l'identité des personnes qu'elles ont employées au cours de l'année précédente, le montant de leurs rémunérations pendant ladite année, la période à laquelle s'appliquent ces rémunérations, lorsqu'elle est inférieure à l'année et supérieure à 30 jours (art. 67 C.I.D.).

Dans les mêmes conditions, la succursale doit déclarer toutes les rémunérations versées pendant l'année à des personnes qui

(1) F. MARSAL. Encyclopédie de banque et de bourse, p. 249.

remplissent des fonctions susceptibles d'être exercées simultanément dans plusieurs entreprises (administrateurs, directeurs, commissaires aux comptes, etc.), même dans le cas où ces rémunérations sont passibles de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, ainsi que les commissions, courtages, ristournes commerciales, honoraires, occasionnels ou non, qui dépassent 1.000 francs par an pour un même bénéficiaire (art. 68 C.I.D.).

b) D'autre part, les banques sont soumises à des obligations diverses destinées à éviter la fraude dans les droits de successions. En premier lieu, les banquiers qui seraient dépositaires, détenteurs ou débiteurs de titres, sommes ou valeurs dépendant d'une succession qu'ils sauraient ouverte, doivent adresser, soit avant le paiement, la remise ou le transfert, soit dans la quinzaine qui suit ces opérations, au directeur de l'Enregistrement du département de la résidence, la liste de ces titres, sommes et valeurs (art. 270 § 1^{er} E. En.).

En cas d'infraction, la banque est responsable des droits de succession et est frappée d'une amende de 500 francs.

Ces règles s'appliquent non seulement aux valeurs détenues par les succursales françaises de banques étrangères, mais aussi à celles que détiennent les succursales étrangères de banques françaises (1).

En ce qui concerne les successions dévolues à un ou plusieurs légataires ou héritiers ayant à l'étranger leur domicile de fait ou de droit, l'établissement de banque est tenu de ne pas se dessaisir entre leurs mains des valeurs dépendant de la succession, si ce n'est sur la présentation d'un certificat délivré sans frais à l'héritier par l'administration de l'Enregistrement (art. 271 C. En.).

Ces mesures destinées à faciliter le contrôle des droits de succession sont complétées par les prescriptions auxquelles l'établissement de banque doit se soumettre, en ce qui concerne les coffres-forts. Outre la déclaration préalable que l'établissement de banque doit faire au bureau de l'Enregistrement de chacune des succursales, il doit être tenu un répertoire contenant la liste des locataires de coffres avec leur identité et les pièces justificatives. Ce répertoire doit être tenu sur fiche et les dates et heures d'ouverture des coffres doivent être indiquées dans l'ordre chronologique,

(1) Cependant, dans ce dernier cas, la question est controversée. F. MARBAL, *op. cit.*, p. 137.

sur la fiche de chaque occupant. Chaque fois que ce dernier veut procéder à l'ouverture de son coffre, la date, l'heure de la visite, l'identité du locataire, doivent être inscrites sur un registre sur lequel le locataire doit apposer sa signature et certifier de sa main, soit qu'il n'est pas marié, soit qu'il est marié et non séparé de corps, soit qu'il est marié et non séparé de corps et que son conjoint est vivant (art. 260).

A cette prescription préventive, s'ajoute à l'ouverture de la succession, l'obligation pour le banquier de s'opposer à ce que le coffre soit ouvert, si ce n'est en présence d'un agent de l'Enregistrement, d'un notaire requis à cet effet par tous les ayants droit ou, en cas de désaccord, en présence d'un notaire désigné par le président du Tribunal civil. En cas de contravention à cette prescription, la banque est responsable des droits et peut être passible en outre d'une amende de 100 francs à 10.000 francs (art. 258 et 259 C. En.).

c) Les établissements de banque assument d'autre part des obligations envers le fisc à raison des avoirs à l'étranger de ses clients. Ceux-ci sont soumis à deux obligations : d'une part faire une déclaration de leurs avoirs à l'étranger en même temps que leur déclaration d'impôt général sur le revenu (art. 124 C.I.D.) ; d'autre part, en cas de décès, leurs héritiers doivent demander un envoi en possession avant d'appréhender la succession. L'établissement de banque ne joue aucun rôle en ce qui concerne la première de ces deux obligations. Au contraire, dans le cas d'une succession, il ne peut se dessaisir des avoirs à l'étranger qu'il détient, si ce n'est sur présentation de l'ordonnance du Tribunal civil prononçant l'envoi en possession spécial (art. 275 C. En.). Sont considérés comme avoirs à l'étranger, aux termes de la loi du 3 avril 1918 : les comptes ouverts aux clients ne résidant pas en France soit dans une banque française, soit dans la succursale d'une banque étrangère, les comptes ouverts à des personnes résidant en France soit dans les banques étrangères, soit dans les succursales étrangères de banques françaises, enfin les comptes titres ouverts en France même à des résidents français, lorsque les titres sont matériellement déposés à l'étranger. Dans tous ces cas, l'envoi en possession doit être exigé par les banquiers quand deux conditions sont réunies : il faut d'une part que ces comptes en question intéressent une succession ouverte en France et, d'autre part, que cette succession soit régie par la loi française (1).

(1) F. MARSAL, *op. cit.*, p. 135.

d) Pour empêcher la fraude sur les valeurs mobilières dans l'impôt général et les droits de succession, le fisc oblige les banques, chaque fois que des coupons sont présentés à l'encaissement, à établir un relevé indiquant l'identité du client, la justification qu'il en a donnée, la date et le montant global du paiement. Les relevés classés sont périodiquement envoyés à l'administration.

e) Enfin, en ce qui concerne les valeurs mobilières des sociétés étrangères et les fonds d'Etat étranger, les établissements de banque ne doivent faire à titre d'intermédiaire aucune opération sur ces valeurs quand elles n'ont pas été timbrées : si en effet ces établissements exposaient en vente, mettaient en souscription, négociaient, introduisaient sur le marché, rembouraient, convertissaient ou énonçaient dans un acte quelconque, ou remplaçaient les feuilles de coupons de titres non timbrés, ils seraient passibles personnellement d'une amende de 5 % de la valeur négociable des titres sur lesquels ces opérations auraient été faites et l'amende ne pourrait être inférieure à 100 francs. Aussi les établissements de banque, avant toute opération, doivent s'assurer que les titres portent le visa pour timbre ou l'empreinte du timbre extraordinaire de l'enregistrement (art. 28 et 33 C.V.M.).

SECTION II. — COLLABORATION DE LA BANQUE AU RECOUVREMENT DE L'IMPÔT

Les établissements de banque en France contribuent au recouvrement de l'impôt sur le revenu des créances, des dépôts et cautionnements, des impôts sur les valeurs mobilières non abonnées, des impôts relatifs aux opérations de bourse et de change, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières abonnées payable en or ou avec option de change, et enfin des sommes et valeurs atteintes par la prescription.

1° IMPÔT SUR LE REVENU DES CRÉANCES, DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS

L'article 71 du Code des valeurs mobilières applique l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers aux intérêts, arrérages, tous autres produits des créances hypothécaires, privilégiées ou chirographaires, à l'exclusion de toute opération commerciale n'ayant pas le caractère juridique d'un prêt, aux produits des dépôts de sommes d'argent à vue ou à échéance fixe, enfin aux produits des cautionnements en numéraire et des comptes courants.

Le taux applicable est de 24 %. Mais il est réduit à 15 % en ce qui concerne les intérêts revenant à des personnes physiques, des obligations faisant l'objet de titres nominatifs, et en ce qui concerne les intérêts des emprunts non représentés par des titres négociables, dans le cas où ils tombent sous le coup de l'article 71, ainsi que les produits des créances non représentées par des titres négociables et ceux des dépôts et cautionnements. L'impôt est à la charge du créancier, mais celui-ci et le débiteur sont solidairement responsables de son paiement. En fait, il est prévu des cas nombreux où l'impôt sur le revenu des créances est acquitté par le débiteur au nom du créancier. C'est pourquoi les établissements de banque, indépendamment de l'impôt qu'ils peuvent avoir à payer à titre de créancier, sont conduits à retenir dans de nombreuses circonstances le montant de l'impôt dont la charge incombe à leurs clients, au moment où ceux-ci se présentent à la banque pour encaisser le produit de leurs créances.

Liquidation

L'impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements, est liquidé sur le montant brut des intérêts, arrérages et autres produits taxables ; il est dû par le seul fait du paiement, que celui-ci soit effectué en espèces, ou bien qu'il soit effectué par inscription au débit d'un compte, à condition toutefois que le créancier ait son domicile ou sa résidence en France, ou bien qu'il y possède un établissement dont dépend la créance (art. 73 C.V.M.).

Si le débiteur prend l'impôt à sa charge, l'impôt frappe non seulement l'intérêt des créances, mais aussi le montant de l'impôt payé par le débiteur en l'acquit du créancier.

Sont exonérés les produits des créances hypothécaires et privilégiées en représentation desquelles les sociétés de crédit foncier émettent des obligations (art. 138 C.V.M.). De même sont exemptés de l'impôt, les prêts consentis à des commerçants ou industriels français ou résidant en France, par les banques françaises qui émettent des titres en représentation de leurs prêts, lorsque ces titres sont eux-mêmes soumis à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (art. 137 C.V.M.).

Paiement

D'une manière générale, le paiement de l'impôt a lieu suivant deux procédés : d'une part, le paiement de l'impôt peut être fait au moyen de l'apposition de timbres mobiles, soit sur la quit-

tance donnée au débiteur, quand le paiement a eu lieu en espèces, soit sur le compte du débiteur au crédit duquel les revenus ont été inscrits ; d'autre part, la taxe est perçue au moyen d'une déclaration du créancier des intérêts, au bureau de l'Enregistrement, dans les trois mois de l'année qui suit le paiement, lorsque celui-ci est effectué hors de France, ou bien lorsqu'il a lieu en France mais qu'il n'existe pas d'écrit pour le constater (art. 76 C.V.M.).

A ce principe, il existe deux exceptions : lorsque l'impôt frappe les intérêts des créances constatées par acte notarié passé en France, il doit être retenu au moment du paiement des intérêts et son montant doit être versé dans le mois qui suit le paiement, par le débiteur au bureau de l'Enregistrement (art. 74 C.V.M.).

D'autre part, quand le débiteur a son domicile hors de France, c'est le créancier qui doit acquitter lui-même l'impôt sur le revenu des créances, dans les mêmes conditions qui viennent d'être indiquées (art. 75 C.V.M.).

Les banques et les sociétés de crédit peuvent, en vertu d'un décret du 3 septembre 1920, remplacer le paiement au moyen des timbres mobiles par des versements mensuels au bureau de l'Enregistrement. A cet effet, il doit être déposé au bureau de l'Enregistrement du siège social et de toutes les succursales une déclaration faisant connaître à l'Administration l'intention de la banque de ne plus employer de timbres mobiles et la date à partir de laquelle il n'en doit plus être fait usage.

Les banques qui ont fait une telle déclaration doivent tenir un registre spécial où elles inscrivent le nom des titulaires de comptes, le numéro du compte considéré, le montant des intérêts et la date de leur inscription en compte. Le montant de l'impôt est établi mensuellement d'après ces indications.

La banque doit verser, dans les dix premiers jours de chaque mois, un acompte égal aux quatre cinquièmes de l'impôt payé pendant le mois correspondant du dernier semestre. A la fin de chaque mois et dans les trois mois qui suivent celui où les opérations taxables ont été effectuées, le redevable dépose entre les mains du receveur de l'Enregistrement un bordereau faisant connaître les sommes exactes sur lesquelles la liquidation définitive de l'impôt doit être faite. Si les acomptes ont été insuffisants, l'impôt restant dû doit être versé immédiatement ; dans les cas contraires, le trop-perçu est imputé sur le versement du mois suivant ou restitué en cas de cessation des opérations.

2° IMPÔT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES NON ABONNÉES

L'impôt sur le revenu qui frappe les valeurs mobilières non abonnées ainsi que les fonds d'Etat étrangers, est retenu par les banques et leurs succursales au moment où celles-ci effectuent le paiement des coupons, sauf quand ces valeurs sont exonérées d'impôt par la loi (art. 157 et suiv. C.V.M.).

a) Liquidation de l'impôt.

Elle intervient au moment de l'encaissement des revenus par les possesseurs de valeurs étrangères. L'impôt sur le revenu est dû en effet par toutes les personnes domiciliées en France qui encaissent leurs revenus en France même, ou bien directement ou indirectement à l'étranger.

Le fait générateur est donc l'encaissement des revenus par le porteur, que cet encaissement ait lieu en numéraire ou par inscription à son compte ou par tout autre moyen.

Ainsi les coupons payés dans une banque étrangère et dont la valeur est virée au compte du porteur dans une succursale française sont taxables. Il en est de même dans le cas de dividendes payés par un chèque émis à l'ordre d'une banque en France pour que celle-ci l'endosse au nom du porteur et porte les dividendes à son compte.

Il en est de même pour le produit des titres qu'une banque française a sous son dossier à l'étranger et qui appartiennent à un client domicilié en France, lorsque cette banque demande à son correspondant étranger de créditer les coupons directement à un compte ouvert dans les livres de ce correspondant au nom du propriétaire des titres, ou lorsque les coupons échus sont payés à une tierce personne à l'étranger.

D'une manière générale, l'impôt est dû à raison du domicile ou de la résidence en France du porteur, sauf pour les Français qui le doivent même si leur domicile est à l'étranger. Seuls y échappent les étrangers domiciliés ou résidant à l'étranger lorsqu'ils sont porteurs d'un affidavit émanant de l'agent diplomatique ou consulaire français de leur résidence.

Enfin l'impôt est dû encore par un étranger domicilié ou résidant à l'étranger lorsqu'il fait profession de payer des coupons et sauf si les titres sont déposés en France en nantissement.

Sur les produits des valeurs non abonnées qu'il paie, l'établis-

sement de banque doit appliquer l'impôt d'une manière générale au taux de 30 % (art. 63 C.V.M.) (1).

L'impôt sur le revenu des valeurs non abonnées est liquidé sur la valeur brute des sommes mises en paiement, déduction faite cependant de l'impôt établi dans le pays où les titres ont été créés et dont le paiement incombe au porteur.

La valeur du titre doit être transformée en monnaie française au cours du jour du paiement, et si les produits sont encaissés à l'étranger, au cours du lieu de l'encaissement. En période d'instabilité du change, les banques peuvent se réserver une marge de garantie.

b) Obligations de l'établissement payeur.

Les banques et leurs succursales doivent retenir obligatoirement l'impôt sur les revenus des valeurs étrangères non abonnées dont elles effectuent en France le paiement (art. 64 et 65 C.V.M.).

Cette prescription entraîne pour les banques diverses obligations : outre la déclaration d'existence prévue par l'article 65 du Code des valeurs mobilières, les banques doivent tenir deux registres : le registre n° 1 sur lequel sont transcrits les paiements qui donnent lieu à la retenue ou à l'avance de l'impôt par l'établissement payeur, et le registre n° 2 qui retrace au contraire les paiements qui ne donnent pas lieu à la perception de l'impôt. Ces deux registres doivent être conformes au modèle indiqué par le décret du 26 juin 1914; ils doivent être établis sur papier non timbré, cotés, paraphés.

L'établissement de banque doit en outre demander aux personnes qui désirent encaisser leurs revenus de titres étrangers, d'établir un bordereau n° 1 qui indique la date, le nom de l'établissement payeur, la cote de l'inscription au registre n° 1, la nature, le nombre, la valeur par unité et par catégorie des coupons encaissés; un récépissé contenant les mêmes mentions doit être délivré. Si au contraire le paiement effectué ne comporte par la perception de droits, le client doit remplir un bordereau spécial qui doit reproduire la cote de l'inscription au registre n° 2.

Dans le cas où le paiement est fait à un étranger non domicilié ni résidant en France, qui désire toucher ses revenus dans un

(1) Le taux de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées est plus élevé que celui des valeurs mobilières françaises pour tenir compte du droit de transmission impossible à percevoir. Cette majoration se concilie donc avec le principe d'équivalence des charges fiscales des sociétés nationales et étrangères.

établissement de banque situé en France, un affidavit doit être produit au moment où le paiement est demandé.

Si l'affidavit est produit à l'établissement payeur lui-même, le paiement est inscrit au registre n° 1 ; si au contraire l'affidavit est présenté précédemment à un autre intermédiaire, l'inscription doit être faite au registre n° 2. Les affidavit, d'autre part, doivent tous être portés dans un registre spécial. Les registres qui doivent être tenus, ainsi que les bordereaux que les banques établissent pour le recouvrement de l'impôt sur les valeurs non abonnées, doivent être conservés pendant deux ans.

A la date du dernier jour de chaque mois, sont établis des extraits des registres n° 1 et n° 2 ; ils doivent être déposés dans les dix premiers jours de chaque mois, au bureau de l'Enregistrement où a été souscrite la déclaration d'existence. Cette formalité a lieu non seulement au bureau de l'Enregistrement du siège social, mais à celui de toutes les succursales et agences.

Quand l'établissement payeur ne peut récupérer par la suite sur la société émettrice le montant de l'impôt payé, l'impôt retenu et versé par la banque peut être imputé sur les versements futurs à condition que les coupons indûment taxés aient figuré sur un extrait des douze mois précédents et si le montant des coupons dont il s'agit a été remboursé au banquier par ses clients (décret 10 février 1926).

Si la société étrangère conserve l'impôt à sa charge, l'établissement payeur en effectue l'avance, mais n'opère aucune retenue sur le coupon. Enfin, pour tous les frais auxquels les banques s'exposent pour se conformer aux obligations fiscales qui leur incombent dans le recouvrement de l'impôt sur le revenu des valeurs non abonnées, l'Administration alloue à chaque établissement une indemnité constituée par une remise sur le produit de l'impôt.

3° IMPÔTS DUS SUR LES PRODUITS DES VALEURS NON ABONNÉES DÉPOSÉES EN BANQUE

Les titres non abonnés déposés en banque contre un récépissé nominatif, jouissent d'un régime de faveur (1). L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers n'est dû qu'au taux en vigueur pour les titres français, c'est-à-dire au taux de 24 % (art. 63 C.V.M.).

(1) Ce régime de faveur n'intervient que lorsque les titres sont déposés dans une banque agréée discrétionnairement par le Ministre des Finances sur proposition du Directeur de l'Enregistrement.

Par contre, le retrait de ces valeurs donne lieu au paiement d'un droit de conversion de 0,65 % (art. 39 C.V.M.).

L'établissement de banque est chargé de retenir ces droits sur les porteurs : à cet effet, il doit tenir un registre des dépôts et des retraits et acquitter l'impôt mensuellement sur des extraits de ce registre.

4° IMPÔTS SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE

En ce qui concerne l'impôt sur les opérations de bourse, l'article 176 du Code des valeurs mobilières prescrit que les personnes qui font commerce habituel de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse, outre la déclaration préalable qu'ils sont tenus de faire à l'administration de l'Enregistrement, doivent tenir un répertoire de leurs opérations, visé et paraphé par un juge du Tribunal de Commerce et sur lequel elles doivent inscrire chaque opération, jour par jour, sans blanc ni interligne, par ordre de numéro.

Le répertoire doit être en principe divisé en deux volumes : l'un datant les opérations au comptant, l'autre les opérations à terme et les reports. L'Administration peut même exiger, si elle le trouve utile, qu'il soit tenu un plus grand nombre de volumes.

Toute opération de bourse ayant pour objet l'achat ou la vente au comptant ou à termes de valeurs de toute nature doit donner lieu à la rédaction d'un bordereau timbré au taux de 1 franc pour 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs, calculé sur le montant de l'opération d'après le taux de la négociation. Pour les reports, le timbre est de 0,50 pour 1.000 francs, et pour les opérations relatives aux rentes sur l'Etat français le droit est fixé à 0,0125 pour 1.000 francs pour les opérations au comptant ou à termes et à 0 fr. 00625 pour 1.000 francs pour les opérations de report.

Le bordereau doit faire ressortir le montant de l'impôt payé au Trésor et le montant des commissions et courtages perçus par le rédacteur du bordereau. L'établissement de banque doit à toute réquisition des agents de l'Enregistrement représenter les bordereaux d'agents de change, ou faire connaître les numéros et les dates des bordereaux, ainsi que les noms des agents de change de qui ils émanent ; s'il s'agit de valeurs non admises à la cote officielle, la banque doit acquitter personnellement le montant des droits (art. 173, 174, 175 C.V.M.).

La perception du droit s'effectue au vu d'extraits (1) du réper-

(1) Il doit être établi autant d'extraits qu'il y a de volumes dans le répertoire. Ces extraits sont totalisés pour le calcul des droits à payer.

toire déposé deux fois par mois (1) au bureau désigné par l'Administration et mentionnant le numéro du répertoire, la date et le montant des opérations. Si l'une des deux parties concourant à l'opération de bourse est seule assujettie à la déclaration préalable, le total des droits applicables à l'opération sera payé par elle, sauf son recours contre l'autre partie (art. 177 C.V.M.).

5° IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES DE CHANGE (Art. 62 C.V.M.)

Les établissements de banque qui paient les dividendes, arrérages et tous autres produits des valeurs mobilières étrangères abonnées payables soit en francs, soit en monnaies étrangères au choix des porteurs, soit en or, doivent retenir l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (et en verser le montant au Trésor), sur la différence entre la valeur convertie en monnaie française au cours du jour du paiement et la valeur nominale des coupons, sans tenir compte des commissions ni escomptes, mais déduction faite des impôts payés à l'étranger par le porteur de coupons.

La taxe sur les bénéfices de change suit les règles applicables à l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées ; son taux est de 24 %.

6° VERSEMENTS A L'ÉTAT DES SOMMES ET VALEURS ATTEINTES PAR LA PRESCRIPTION (art. 171 et 172 C.V.M.)

Les agents de l'administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre ont le droit de prendre communication au siège des banques et de leurs succursales et agences de tous les documents pouvant servir au contrôle des sommes ou titres qui doivent être remis à l'Etat.

Rentrent dans cette catégorie les coupons, intérêts ou dividendes des actions, parts de fondateurs ou obligations négociables, quelle que soit la personne publique ou privée qui les ait émis et qui sont atteints par la prescription quinquennale ou conventionnelle ; de même, les titres de toute nature atteints par la prescription trentenaire ou conventionnelle, tous les dépôts et avoirs en espèces, ou en titres, qui n'ont fait l'objet d'aucune opération depuis 30 ans.

(1) Les extraits sont établis le 10 et le 25 de chaque mois : ils doivent être déposés entre le 10 et le 15 pour l'arrêté du 10, et entre le 25 et la fin du mois pour l'arrêté du 25.

Ces dispositions ne concernent pas les sommes et valeurs appartenant aux sociétés et offices d'habitations à bon marché.

Aux mois de janvier, avril, juillet et octobre, les banques doivent faire à l'administration des Domaines le versement de toutes les sommes et valeurs atteintes par la prescription au cours du trimestre précédent.

APPENDICE

Régime fiscal des succursales de banques en Alsace-Lorraine

Depuis le retour à la France des trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, le régime fiscal des sociétés qui y ont une exploitation a été progressivement assimilé à celui des autres sociétés françaises.

Toutefois, il convient de signaler brièvement la survivance de deux impôts qui ont été institués avant la réannexion de l'Alsace-Lorraine : l'impôt local sur les professions sédentaires et l'impôt local sur les capitaux.

Impôt sur les professions sédentaires. — Cet impôt a été créé par la loi du 8 juin 1896, modifiée ultérieurement par la loi du 24 février 1930.

Sont soumises à cet impôt, les filiales de banques dont le siège est situé dans l'un des trois départements recouvrés, et les banques dont le siège est situé hors de l'Alsace-Lorraine, mais qui y possèdent des succursales. (Sont exemptes de l'impôt les banques dont le capital et les réserves n'atteignent pas 62.500 francs et les établissements dont la productivité est inférieure à 600 fr.).

L'impôt est établi d'après la productivité de l'établissement de banque. Cette productivité se mesure d'après le montant d'un revenu net annuel moyen. Du montant de la productivité ainsi calculée, il y a lieu de déduire le revenu net taxé au titre de la contribution foncière des propriétés bâties.

Pratiquement l'impôt est établi de la manière suivante : les revenus des entreprises sont répartis par classes comprenant les revenus variant de tel à tel chiffre. On considère le revenu moyen de chacune de ces classes ; ce revenu moyen est multiplié par un coefficient qui varie de 20 à 150 % ; on obtient ainsi le revenu net taxable auquel est appliqué le taux de 2,40 %.

Une déclaration du revenu doit être produite dans les trois semaines qui suivent la mise en demeure par voie d'affiche.

Les filiales de banques ayant leur siège en Alsace-Lorraine sont taxées dans la commune où est situé le siège. Les banques dont le siège est situé en dehors des trois départements recouvrés, mais qui y possèdent des agences, sont imposées dans les communes où sont situées ces agences.

Impôt local sur les capitaux. — Cet impôt a été institué par la loi locale du 13 juillet 1901, modifiée par la loi du 24 janvier 1930. Il s'applique dans certaines conditions aux revenus du portefeuille de l'établissement de banque.

DÉCRETS-LOIS DU 2 MAI 1938

Au moment de mettre sous presse, des modifications sont apportées au régime fiscal français par les décrets-lois de redressement financier.

1^o Décret relatif au budget. — Majoration de 8 % jusqu'au 31 décembre 1939 des impôts perçus au profit de l'Etat et de la Caisse autonome d'amortissement.

2^o Décret relatif à la production. — a) B. I. C. — Pour la détermination des bénéfices imposables au titre des années 1939 et 1940, les entreprises peuvent appliquer un amortissement exceptionnel aux investissements destinés à accroître le rendement de l'exploitation et aux immobilisations à caractère social. La déduction peut atteindre 20 % du bénéfice de l'exercice au cours duquel les investissements ont été effectués. Un relevé détaillé des investissements et les justifications nécessaires doivent être joints à la déclaration des bénéfices.

Le décret prévoit la déduction des provisions pour renouvellement du matériel.

b) Fusions. — Rétablissement du régime de faveur de la loi du 19 mars 1928 (Art. 25), sous certaines conditions : droit d'enregistrement réduit de moitié, prise en charge du passif au droit fixe de 30 francs, dispense du droit de transcription, report de la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur les plus-values résultant de la distribution de titres gratuits, à la fin de la société absorbante ou nouvelle, ou à l'époque du remboursement total ou partiel desdits titres.

3^o Décret relatif au crédit. — a) Opérations de crédit. — Le droit d'obligation n'est dû qu'au moment de la réalisation effective du crédit. En attendant, il n'est perçu qu'un droit fixe : 30 francs.

b) Avances sur titres : droit d'enregistrement réduit à 1,20 % quand le timbre de 0,30 % a déjà été acquitté.

c) Suppression du droit de conversion.

d) Paiement des impôts directs par fractions mensuelles : la première fraction est exigible le dernier jour du mois qui suit celui de la mise en recouvrement des rôles

TITRE II

Droit comparé

CHAPITRE 1

Régime fiscal des succursales de banques dans le Royaume-Uni

GENERALITES

Régime juridique

Le commerce de banque est soumis en Angleterre au droit commun des commerçants ou des sociétés commerciales. Il peut être exercé par des particuliers sous forme de partner-ships, de private companies et de joint stock companies. Ce sont surtout les banques constituées sous cette forme qui ont développé en Angleterre un vaste réseau de succursales.

Au commencement du siècle, le nombre des succursales des Joint stock banks s'était même trop développé. Ainsi il existait alors une centaine de banques dont onze d'entre elles avaient, à elles seules, 4.900 agences ou succursales en Angleterre et en Irlande, et dont 23 autres possédaient 1.100 succursales. Cette multiplication des succursales s'expliquait aisément, car les joint stock banks ne faisant pas d'opérations spéculatives, et ne consentant pas de prêts à découvert, qui comportent de gros risques mais rapportent de gros intérêts, ne pouvaient faire des bénéfices que sur la masse des opérations réalisées : elles devaient pour cela donner une grande extension à leurs affaires.

Actuellement, les banques se sont concentrées et le nombre des succursales s'est un peu réduit. Cependant les banques les plus importantes, les « Big-Five » (City and Midland Bank, Lloyd Bank,

Barclays Bank, National and provincial bank, Westminster bank) possèdent encore actuellement un important réseau de succursales.

Mais à côté des joint stock banks dont les succursales sont surtout établies sur le territoire national, certaines banques se sont spécialisées dans le crédit au commerce extérieur, et possèdent dans les pays étrangers ou dans les colonies et dominions des agences nombreuses.

Les autres catégories de banques : banques privées et banques d'affaires n'ont pas ou n'ont que très peu de succursales ; la nature des opérations qu'elles traitent n'en exige pas l'utilisation.

Les textes juridiques qui régissent les succursales de banques en Angleterre sont contenues dans le companies Act de 1929 qui est une codification des lois sur les sociétés promulguées de 1908 à 1928 (1).

Une seule règle spéciale est imposée aux banques (2) : elles doivent faire des publications au bureau des « Commissioners of Inland Revenue » indiquant la raison sociale de la banque, l'adresse du banquier ou des associés, le lieu où la banque est établie. Ces publications doivent avoir lieu dans la première quinzaine du mois de Janvier de chaque année, et être insérées dans un journal local par les soins de l'administration.

Banques incorporées et non incorporées

D'une manière générale le droit anglais distingue parmi les sociétés exerçant leur activité en Angleterre, les sociétés incorporées dans le Royaume-Uni, et les sociétés incorporées hors du Royaume-Uni.

Une banque, une filiale de banque, est considérée comme incorporée en Angleterre, lorsqu'étant constituée selon la loi anglaise, elle a fait enregistrer au greffe des sociétés un mémorandum indiquant en particulier la nature limitée ou illimitée de la responsabilité qui incombe aux associés, et ses statuts dans les formes prescrites par les tableaux A, B, C, D, E, annexés à l'act de 1929.

L'enregistrement doit avoir lieu au greffe des sociétés en Angleterre ou en Ecosse, suivant que la société est établie dans l'un ou l'autre de ces deux pays.

(1) Il y a lieu aussi de se reporter aux lois sur les sociétés de 1857, 1862, 1908, et à l'act de Robert Peel, 1844.

(2) HAMEL. Banques et opérations de banques, p. 303.

La formalité de l'enregistrement donne lieu au paiement des droits prévus par l'article 313 du Companies Act de 1929 ; ces droits n'ont du reste pas le caractère de droits fiscaux. Le principal de ces droits est calculé sur le capital social de la banque ou de la filiale considérée. Il est dû non seulement à la constitution de la société mais à toute augmentation du capital.

Les sociétés incorporées doivent se soumettre aux prescriptions indiquées par la loi en ce qui concerne leur dénomination, leur capital actions et obligations, l'enregistrement obligatoire des charges qui leur incombent, leur direction et leur administration, la tenue de leur compte et la production de leurs bilans (Act 1929, Articles 1 et 343).

Les banques ou filiales de banques non incorporées (Articles 343 et suiv.) sont celles qui, au contraire, ont été constituées à l'étranger, dans une colonie anglaise ou dans un dominion, selon une loi autre que la loi anglaise. Lorsque ces banques font des affaires en Grande-Bretagne, en particulier par l'intermédiaire d'une succursale, elles doivent remettre dans le mois qui suit leur établissement aux fins d'enregistrement, une copie de leur acte constitutif et de leurs statuts, ou une traduction en langue anglaise certifiée conforme, la liste de leurs administrateurs établie dans les mêmes formes que celles qui régissent la tenue du registre des administrateurs des sociétés anglaises, enfin les noms et adresses des personnes domiciliées dans le Royaume-Uni qui sont autorisées à recevoir au nom de la société étrangère les significations de tous les actes judiciaires ou autres qui lui sont destinés.

Si au cours de la vie sociale, une modification intervient dans les renseignements ci-dessus indiqués, il doit en être donné avis au greffe des sociétés. Comme les sociétés nationales, les sociétés étrangères doivent déposer périodiquement au greffe des sociétés un état de leurs affaires sous la forme d'un bilan.

Lorsque la société étrangère insère dans sa raison sociale le mot « Limited » (1), elle doit se plier à des prescriptions plus sévères ; tous les prospectus émis en vue de solliciter la souscription en Angleterre des titres de la société doivent indiquer le pays dans lequel elle a été constituée, ainsi que le fait que la responsabilité des associés est limitée. Ces indications doivent être faites

(1) Exemple : la filiale du Crédit Lyonnais à Londres : « Credit Lyonnais London Nominee Limited ».

sur tous les papiers commerciaux et affichés au siège principal et dans les succursales sises en Grande-Bretagne.

Le régime des banques anglaises et celui des banques étrangères sont équivalents : ce principe ne comporte que deux exceptions :

1° Les banques étrangères ne sont pas admises au Clearing house de Londres, car seules peuvent y participer les banques anglaises qui ont concouru à sa création et le font fonctionner : d'où la nécessité pour effectuer les opérations de compensations journalières d'être affilié avec une banque admise au Clearing ;

2° Contrairement à la Banque de France, la Banque d'Angleterre fait une distinction du point de vue de l'escompte entre les traites des banques nationales et les traites des banques étrangères.

Régime fiscal

Les banques anglaises et leurs succursales sont comme en France soumises au même régime fiscal que les autres sociétés commerciales. De même c'est le principe de l'équivalence des charges fiscales des sociétés nationales et étrangères qui domine le régime des banques étrangères devant l'impôt anglais. Le fisc ne tient donc pas compte du fait de savoir où la banque a été incorporée ou même si elle a été effectivement incorporée dans un pays quelconque.

L'impôt le plus important du droit fiscal anglais est de beaucoup l'income tax. Cependant, il existe aussi un certain nombre de droits de timbre qui peuvent frapper les banques soit au moment de la création d'une succursale, soit au cours de son exploitation. Après avoir vu brièvement les principaux droits de timbres applicables, on étudiera plus en détail la taxation par l'income tax du revenu tiré par les banques de leurs succursales.

SECTION I. — DROITS DE TIMBRE

Le texte fondamental sur le droit de timbre anglais est le stamps Act de 1891. Quand une banque exploite une filiale en Angleterre, elle doit acquitter certains droits dont les principaux sont les suivants :

1° Taxe sur le capital actions de la société filiale. Cette taxe est assise au moment de la constitution de la société filiale sur la valeur nominale du capital action primitif et ultérieurement

sur toutes les augmentations de capital social : son taux est de 10 shillings par 100 livres ou fractions de 100 livres ;

2° Taxe sur le capital emprunt. Les emprunts de la société filiale sont soumis à une taxe de 2 shillings 6 par 100 livres ou fraction de 100 livres à moins que l'emprunt ne soit représenté par des documents soumis aux droits sur les mortgages (1) ou par des valeurs négociables soumises à un droit de timbre spécial ;

3° Timbre des valeurs négociables : les valeurs mobilières émises par une société filiale doivent être timbrées : le taux de l'impôt varie selon que les valeurs en question sont ou non transmissibles par simple tradition.

4° Licence de banquier. L'exercice de la profession de banquier donne lieu en Angleterre à un droit fixe de 30 livres.

SECTION II. — INCOME TAX

Le texte fondamental en cette matière est l'Income Tax Law de 1918 qui codifie et reprend partiellement toute une série de textes dont quelques-uns remontent à 1739 au moment où William Pitt introduisit l'impôt sur le revenu en Angleterre.

L'ancienneté de cette législation est cause des difficultés d'interprétation qu'elle présente. En effet, le vocabulaire employé par les textes manque de certitude et de précision. Le même terme est susceptible de recevoir plusieurs significations suivant les cas : on cite le mot « assessment » qui est employé dans huit sens différents (2).

A cette première difficulté s'en ajoute une autre qui réside dans ce fait que les lois d'Income tax s'appliquent souvent actuellement à des situations qui n'avaient pas été prévues, ou bien à des situations profondément transformées depuis l'élaboration des textes.

Pour résoudre cette difficulté d'interprétation, il faut se reporter aux définitions des mots employés dans le texte, définition que le législateur a souvent soin d'insérer *in fine* dans la loi. Il faut surtout se reporter à la jurisprudence.

(1) Le mortgage est un acte par lequel l'emprunteur cède au créancier un bien réel pour la garantie en paiement d'un prêt, le service d'une rente, sous réserve de restitution lors de la libération.

Bulletin de Statistique et de Législation comparée, février 1930, page 347 en note.

(2) ROTHÉ. La taxation des revenus en Grande-Bretagne, page 144.

§ 1. — Assiette de l'impôt

1° Succursales de banques imposables

a) Banques résidentes et banques non résidentes.

Les banques et leurs succursales sont atteintes d'une manière différente par l'Income tax, selon qu'elles peuvent être considérées comme résidentes ou comme ne résidant pas dans le Royaume-Uni.

La notion de résidence des sociétés n'est contenue dans aucun texte de loi ; c'est dans la jurisprudence qu'il convient de chercher des indications. D'une manière générale, on peut dire en reprenant la formule employée par la Commission royale sur l'Income tax dans un rapport de 1920 « qu'une société, quel que soit le lieu de son enregistrement, est réputée résider à l'endroit où est effectivement exercé le contrôle de ses opérations », c'est-à-dire à l'endroit où est situé son centre effectif de direction (1).

Il convient d'étudier à l'aide de la jurisprudence les différentes situations dans lesquelles peuvent se trouver les succursales de banques.

La succursale sise en Angleterre d'une banque dont le centre effectif de direction est en Grande-Bretagne est certainement résidente.

La succursale sise à l'étranger d'une banque dont le centre de direction est en Angleterre est considérée comme résidente en Angleterre, et il en serait encore ainsi dans le cas où une société de banque aurait seulement en Angleterre le siège de son admi-

(1) Décisions jurisprudentielles relatives à la question de la résidence : bien que n'ayant pas trait directement au commerce de banque, ces décisions peuvent s'appliquer à l'objet de la présente étude.

Cahier de droit étranger, n° 1. Les sociétés étrangères devant le fisc, pages 79 et suiv.

Affaire Calcutta Jute Mills contre Nicolson E.D. (1876), Dowell, p. 472.

Affaire Arthorpe contre Peter Schoenhofen Brewing Co C. A. (1899), Dowell, p. 507.

Affaire Beers Conciliated Mines contre Howe H. C. (1906), Dowell, p. 475.

Affaire American Thread Company contre Joyce H. L. (1911-1912), Harrison, p. 872.

Affaire John Hoods Company Limited contre Mages Y. B. D. Ireland (1917), Harrison, p. 761.

Affaire Burma Corporation Limited contre C. Fry. Arrêt 24 juin 1929.

Affaire Swedish Central Railway Company Limited contre Thompson H. L. 1924, Dowell, p. 476-477.

Affaire Egyptian Delta Land and Investment Co Ltd contre Todd H. L., 1928, A. T. C., p. 355.

L'imposition des sociétés nationales et étrangères. Tome I, p. 263.

B. W. Noble Ltd contre Mitchell, II T. C., 411.

Compagnie brésilienne des Chemins de fer de Sao-Paulo contre Carter, 3 T. C., 344 et 407.

nistration et de sa direction, alors même qu'il n'y aurait aucune exploitation en Angleterre, et que toute l'activité de la banque serait concentrée à l'étranger.

La filiale sise à l'étranger d'une banque résidant en Angleterre est considérée comme résidant elle-même dans le Royaume-Uni, si toutes les directions principales sont données par la banque anglaise.

Inversement, la succursale établie en Grande-Bretagne d'une banque dont le centre de direction est à l'étranger, n'est pas résidente même si elle a été enregistrée en Angleterre. De même lorsqu'une banque étrangère possède la majorité ou la totalité des actions d'une filiale établie en Angleterre conformément à la loi anglaise, elle n'est pas considérée résidente dans ce pays si les décisions importantes sont prises par des directeurs ou des administrateurs de la société étrangère.

b) *Domaine d'application de l'income tax.*

D'une façon générale, l'impôt s'applique :

d'une part à la totalité des revenus des banques résidentes quelle que soit la source, anglaise ou étrangère ;

d'autre part à la fraction de revenu que les banques non résidentes tirent d'une source située en Angleterre, quel que soit le pays dans lequel la banque est établie.

Le premier de ces deux principes conduit à taxer l'ensemble des bénéfices d'un établissement de banque résidant, anglais ou étranger, c'est-à-dire non seulement les produits qu'il tire de l'exploitation de ses succursales établies en Angleterre, mais aussi les produits tirés d'une agence ou d'une filiale sise à l'étranger.

Le second principe conduit à imposer les produits que les banques non résidentes retirent de leur succursale anglaise ou d'une façon générale de tout commerce exercé en Angleterre.

Cette notion de commerce exercé dans le Royaume-Uni n'est pas fixée par la loi ; de la jurisprudence (1), il ressort qu'il y a

(1) Décisions jurisprudentielles sur la notion d'exercice d'un commerce en Grande-Bretagne.

Cahiers de droits étrangers, *op. cit.*, p. 88 et suiv.

Affaire Pomery et Greno contre Athorpe A. B. D. (1886), Dowell, p. 576.

Affaire Granger and Son contre Gough H. L. (1896), Dowell, p. 578.

Affaire Wingate contre Weber (1897), Dowell, p. 474.

Affaire Thomas Turner (Leicester) Ltd contre Rickmann (1898), Dowell, p. 580.

Affaire Macpherson and Co contre Moore S. C. (1912), Dowell, p. 581.

Affaire Smidh and Co contre Granwood H. L. (1920-1922), Harrisson, p. 855.

Affaire Balfour contre Mace C. A. (1925-1928), Harrisson, p. 866.

Affaire A. S. Rowson contre J. S. Stephen K. B. D. (1929), A. T. C., p. 134, 141.

commerce exercé dans le Royaume-Uni lorsque des contrats sont faits dans le Royaume-Uni et si la livraison de l'objet du contrat, marchandises ou services, y ont lieu.

Si l'agence ou le bureau établi en Angleterre n'y passe et n'y exécute aucun contrat, la banque non résidente n'est pas assujettie à l'impôt.

Si au contraire, la banque non résidente est en relation d'affaire avec une banque résidente, et s'il appert que les bénéfices de la banque résidente sont nettement inférieurs à la moyenne des bénéfices réalisés par une banque anglaise gérée dans des conditions normales, la banque résidente pourra être considérée comme une succursale de la banque non résidente, s'il est prouvé que la banque non résidente exerce en fait le contrôle de la banque résidente ; si au contraire, la banque résidente ne servait que d'intermédiaire occasionnel à la banque non résidente, il n'y aurait pas lieu de considérer la première comme la succursale de la seconde.

2° Détermination du revenu imposable

Les revenus frappés par l'income tax sont classés en cinq catégories qui portent le nom de cédules : malgré la similitude de nom, les cédules de l'income tax ne sont en rien comparables aux cédules de l'impôt sur le revenu français ; en effet, les cédules anglaises ont pour but unique de faciliter l'assiette et la perception de l'impôt, mais ne constituent pas comme en France autant d'impôts distincts.

Cédule A. — Cette cédule comprend le revenu foncier annuel des immeubles situés dans le Royaume-Uni ; l'assiette de l'impôt est le revenu net déterminé par des évaluations faites par l'administration tous les cinq ans. Sauf modifications importantes dans la consistance de l'immeuble, l'évaluation reste fixe pendant cette période. Que la succursale de banque soit installée dans des locaux qu'elle a loués, ou dans les locaux dont elle est propriétaire, l'imposition est faite à son nom (1).

Cédule B. — Cette cédule comprend les revenus de l'exploitation agricole et ne présente pas d'intérêt pour les banques.

Cédule C. — Cette cédule comprend les revenus, intérêts, an-

(1) Ротнѣ, *op. cit.*, p. 41

nuités, dividendes et autres produits des fonds publics britanniques, des fonds publics des Dominions et des fonds d'Etats étrangers.

Cependant, il n'est pas perçu d'impôt sur le revenu au titre de la cédule C sur les intérêts des titres d'Etats étrangers, ou de possessions britanniques, payés dans le Royaume-Uni, si le possesseur du titre ou ses ayants-droit ne résident pas en Grande-Bretagne.

Excepté dans ce cas, aucune déduction, aucun remboursement d'impôt ne peut être fait, si les revenus desdits titres d'Etats étrangers ou des Dominions sont payés dans le Royaume-Uni.

Enfin, les revenus des valeurs du gouvernement britannique sont imposables même s'ils sont payés à l'étranger.

Cédule D. — C'est la cédule la plus importante : elle comprend en effet tous les bénéfices et tous les autres produits non taxés à une autre cédule. Les revenus imposés au titre de la cédule D ont pour base les revenus de l'année précédente, ou au commencement de la vie sociale de la succursale, les revenus perçus dans l'année qui court à partir du commencement des opérations.

Les revenus taxables en vertu de la cédule D sont énumérés par la loi de l'Income tax dans six cas différents.

Cas I : Ce cas comprend tous les bénéfices industriels et commerciaux.

Le bénéfice taxable est le bénéfice net, c'est-à-dire la différence entre la recette brute et les dépenses engagées dans l'intérêt de l'exploitation, déduction faite des revenus qui ont pu être taxés à une autre cédule.

Cependant, il n'est pas permis de déduire les intérêts annuels des emprunts, les annuités, ou d'une manière générale les paiements annuels pris sur les bénéfices : mais du point de vue pratique, cette interdiction n'a pas d'importance, car le banquier peut retenir l'impôt lors du paiement de ces produits.

En principe, il ne peut être fait de déduction pour l'amortissement des machines et de l'outillage, mais les commissaires de l'Inland Revenue effectuent généralement, dans ce cas, un abattement équitable.

Cas II : Les revenus prévus dans le cas II sont ceux des professions libérales ; ils ne font donc pas partie des revenus qu'une succursale de banque peut tirer de son exploitation.

Cas III : Le cas III comprend les intérêts et autres produits payables soit dans le Royaume-Uni, soit à l'étranger, les remises

et les intérêts des bons de l'Echiquier et des fonds du Trésor Public, lorsqu'ils ne sont pas atteints au titre de la cédule C.

CAS IV : Le cas IV comprend les revenus des valeurs (securities) situées hors du Royaume-Uni, qu'ils aient été touchés en Grande-Bretagne ou à l'étranger.

En principe, il n'y a lieu de faire aucune déduction sur ces revenus. Toutefois, lorsqu'ils sont perçus à l'étranger, le possesseur des titres peut déduire l'impôt payé à l'étranger sur les dits revenus. D'autre part, il est permis de déduire les intérêts annuels et autres sommes qui doivent être payés annuellement à une personne non résidente.

CAS V : Le cas V comprend les revenus provenant des actions et rentes (stocks shares and rents) situées en dehors du Royaume-Uni, que ces revenus soient ou non perçus dans le Royaume-Uni.

Pour les revenus provenant de possessions situées hors de Grande-Bretagne, autres que les valeurs mobilières, l'impôt est assis sur le total des sommes reçues annuellement en Angleterre, et qui proviennent de remises payables dans le Royaume-Uni, de biens importés, d'argent ou de valeurs reçues soit à crédit, soit comme acomptes sur les mêmes remises, biens, argent et valeurs.

Une difficulté se présente en ce qui concerne la possession d'avoirs à l'étranger, car il faut distinguer nettement suivant que les revenus de ces avoirs à l'étranger rentrent dans l'hypothèse du cas V ou dans celle du cas I (1).

Si la banque possède des actions d'une société qu'elle ne contrôle pas, il y a simple possession prévue par le cas V, et non exploitation commerciale, même si la banque possède la plus grande partie du capital social. Les revenus de cette possession ne seront taxés que s'ils sont versés en Angleterre.

Si au contraire l'avoir à l'étranger était un bien d'exploitation, ses revenus seraient compris dans les revenus énumérés par le Cas I et ils devraient être taxés en totalité, sans qu'il y ait lieu de rechercher s'ils sont ou non payés dans le Royaume-Uni.

CAS VI : Il comprend les revenus annuels quelconques qui

(1) Jurisprudence relative à l'application du Cas V.

Cahiers de droit étranger, *op. cit.*, p. 98 et suiv.

Sully contre Attorney General Exchequer Chamber Harrison, p. 804.

Colquhoun contre Brooks, H. L. (1899), Dowell, p. 562.

Kodak Ltd contre Clarck C. A. (1903), Dowell, p. 168.

Stanley contre The Gramophone and Typewriter Ltd C. A. (1908), Harrison, p. 957.

Egyptian Hotels Limited contre Mitchell H. W. (1914), Dowell, p. 569.

proviennent d'une autre source que celles qui viennent d'être indiquées et qui ne sont pas taxés par une autre cédule.

Cédule E. — Elle comprend les revenus provenant d'un emploi au service d'autrui : traitements, salaires.

§ 2. — Fonctionnement de l'impôt

Le tarif de l'income tax est fixé chaque année par la loi de Finances.

Le taux unique de l'impôt est actuellement 5 sh. 6 p. par Livre, c'est-à-dire environ 27 1/2 %.

L'income tax doit être payé, soit en totalité le 1^{er} janvier, soit en deux versements égaux le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet.

Le paiement unique a lieu dans les cas où le revenu taxé appartient à la cédule A, à la cédule C, à la cédule D, lorsque l'impôt frappe des revenus non gagnés.

Le paiement doit au contraire se faire en deux fois pour les revenus taxés appartenant à la cédule D quand ces revenus sont des revenus gagnés et à la cédule E dans tous les cas.

Dans la plupart des cas, l'income tax est payé non par le véritable redevable de l'impôt, mais par le débiteur du revenu qui retient l'impôt au moment où il verse les revenus au bénéficiaire. Le procédé du stoppage à la source est une des caractéristiques principales du système fiscal anglais.

Cependant, dans certains cas, l'impôt est payé directement par le redevable.

La perception de l'impôt sur les revenus qui font partie des cédules A, C, E, est effectuée à la source.

La société de banque qui est locataire des immeubles qu'elle occupe, doit retenir l'impôt au titre de la cédule A, sur les loyers qu'elle acquitte.

En ce qui concerne les revenus imposés au titre de la cédule C, la taxation est faite au nom de l'établissement chargé d'effectuer le service des titres. Cet établissement doit, du reste, faire connaître par écrit son nom et son adresse à l'administration de l'Inland Revenue.

En ce qui concerne les valeurs d'Etat britannique, le service des coupons se fait pratiquement de la manière suivante : Le bénéficiaire du revenu reçoit un chèque (1) payable sur un établisse-

(1) Ce procédé n'est applicable que parce qu'en fait, la plupart des titres en Angleterre sont nominatifs.

ment de banque, et à ce chèque est annexé un certificat pour prouver que l'impôt a été retenu.

En ce qui concerne les valeurs étrangères, l'impôt est de même retenu par la banque chargée du service de l'emprunt. A Londres même, certains établissements de banques achètent régulièrement aux porteurs de valeurs mobilières étrangères, les coupons de leurs titres. Ils les font encaisser à l'étranger, et versent ensuite à leurs clients le montant des coupons, déduction faite de l'impôt (1).

Au principe de la perception à la source, il y a cependant quelques exceptions : Ainsi sont payés sans retenue les coupons de certains fonds d'Etat (2) ; les revenus des valeurs des collectivités publiques enregistrées à la banque d'Angleterre, lorsque l'intérêt dû ne dépasse pas 5 livres et que les titres sont nominatifs, et les produits des dépôts en banque et de l'escompte du Treasury Bills.

En ce qui concerne les revenus de la décade E, l'impôt n'est payé à la source que lorsqu'il s'agit de traitements publics, dans les autres cas, et en particulier dans le cas des salaires et traitements payés par l'établissement de banque à son personnel, l'impôt ne doit pas être retenu, mais une déclaration doit être faite par la banque à l'inspecteur de l'Inland Revenue, des sommes versées à chaque employé.

Les revenus contenus dans la cédula D peuvent payer l'impôt de deux manières différentes, par stoppage à la source ou sur déclaration du redevable.

L'impôt doit être retenu sur les intérêts, dividendes et autres produits distribués par les succursales de banques en Angleterre, non seulement sur les produits des titres de la société mais aussi sur les produits des titres des sociétés étrangères dont la succursale serait l'agent en Angleterre. De même les établissements de banque doivent retenir l'impôt sur les coupons de dividendes payables à l'étranger et touchés par leur intermédiaire dans le Royaume-Uni.

Dans tous les autres cas, l'impôt afférent aux revenus de la cédula D est établi d'après la déclaration annuelle du redevable.

(1) Ротнѣ, *op. cit.*, p. 84.

(2) Ротнѣ, *op. cit.*, p. 85.

War Loan, 5 %. — Funding Loan. — Le 3 1/2 % Conversion Loan. — Treasury bonds 5 1/2 %. — Conversion Loan 5 % et 4 1/2 % Consols. — 4 % National saving bonds.

Enfin, il est important de remarquer que, pour le contrôle de l'impôt sur le revenu, les agents de l'Inland Revenue n'ont aucun des pouvoirs d'investigation que possèdent les agents du fisc français, dans les établissements de banques, ni pour contrôler l'application des prescriptions fiscales auxquelles les banques sont assujetties personnellement, ni *a fortiori* pour contrôler la sincérité des déclarations et déceler les fraudes commises par les clients de la banque.

Lorsque l'administration n'est pas satisfaite des déclarations du redevable, elle n'a qu'une ressource, c'est de porter l'affaire devant les Commissaires généraux. Ce recours a pour but essentiel d'obliger le redevable à faire lui-même la preuve de sa bonne foi, et de prouver l'exactitude de ses dires.

CHAPITRE II

Régime fiscal des succursales de banques en Italie

GENERALITES

Les banques italiennes et leurs succursales sont en principe soumises au droit commun des sociétés commerciales du point de vue juridique et fiscal.

Cependant, ce principe souffre deux exceptions : l'une provient d'un décret-loi de 1936 destiné à assurer la protection de l'épargne et qui a, en fait, instauré le contrôle des banques ; l'autre concerne les établissements de banques étrangers installés en Italie.

1° *La réglementation du crédit* (D.L. 12 Mars 1936, N° 375)

Depuis le décret de Mars 1936, les banques italiennes sont soumises à un contrôle sévère des pouvoirs publics ; non seulement la Banque d'Italie est devenue un établissement de droit public, et l'organisation des instituts d'Etat (1) a été remaniée, mais les établissements privés de banque ont été soumis à l'autorité et à la direction de l'Etat.

En effet, les banques qui déploient leur activité dans plus de trente provinces, en particulier par l'établissement de succursales nombreuses, sont déclarées « Etablissements de Droit public » et un décret spécial N° 377 du 12 mars 1936 confère cette qualité aux trois grands établissements italiens : Banca commerciale italiana, Credito italiano, Banco di Roma. Cette qualification a pour conséquence de rendre obligatoire la transformation des actions en parts nominatives qui désormais ne pourront plus être détenues que par des personnes physiques ou morales italiennes, et de soumettre

(1) L'Institut mobilier italien, le Consortium pour les subventions sur les valeurs industrielles, l'Institut pour la reconstruction industrielle ont été unifiés.

les statuts de ces banques à l'approbation du chef du Gouvernement.

D'autre part, vis-à-vis des banques secondaires, l'action de l'Etat est assurée par la création d'un Comité de ministres et d'un service d'inspection.

L'article 28 de la loi prescrit d'une manière générale que les instituts de droit public, les banques et établissements de crédit de quelque manière qu'ils soient constitués, du seul fait qu'ils font appel à l'épargne, et les filiales sises dans le royaume de banques étrangères, ne peuvent ni se constituer, ni commencer leurs opérations, ni instituer de sièges, de filiales, de succursales d'agences, de correspondants, de bureaux dans le royaume, dans les colonies et à l'étranger, s'ils n'ont obtenu l'autorisation de l'Inspectorat qui a le droit de déterminer le montant du capital ou du fonds de dotation minimum auquel devra être subordonnée la constitution de l'établissement.

Toutes les entreprises doivent être inscrites sur un répertoire tenu par l'Inspectorat. Les banques par ailleurs sont obligées de lui envoyer des renseignements périodiques, et pour faciliter le travail des inspecteurs, de tenir leur comptabilité suivant le modèle adopté par le comité de ministres prévu par la loi de mars 1936.

2° Régime spécial des établissements de banques étrangers installés en Italie

Le législateur italien a été conduit après la guerre à édicter des mesures spéciales pour les banques étrangères qui s'installaient en Italie, à titre de représailles contre l'attitude prise par de nombreux pays à l'encontre des établissements de banques italiens à l'étranger.

Le texte fondamental en la matière est le décret-loi du 14 septembre 1919 N° 1620. En dehors de ce décret, des dispositions applicables aux banques étrangères peuvent être trouvées dans le code de commerce, aux articles qui prévoient le régime des entreprises étrangères en Italie.

Décret-loi du 14 Septembre 1919

Ce décret détermine les conditions d'établissement des banques étrangères en Italie : une banque étrangère ne peut ouvrir un siège ou seulement une succursale dans le pays sans l'autorisation

du Conseil des ministres (article 14 et 41 DL. 17 juillet 1937 N° 1400) donnée par décret (DL. Art. 1). Cette autorisation doit faire l'objet d'une demande de la banque intéressée qui doit y joindre un exemplaire de l'acte constitutif et des statuts, indiquer le montant du capital social affecté à l'établissement italien et le nom des personnes chargées de la direction ou de l'administration.

Si, ultérieurement, après que l'autorisation a été obtenue, une modification intervient dans les renseignements communiqués au ministre du Trésor, une déclaration complémentaire doit lui être faite.

L'octroi de l'autorisation tient compte du traitement que l'Etat, dont relève la banque, réserve aux banques italiennes. Elle est accordée discrétionnairement par le ministre du Trésor après avis des ministres des affaires étrangères, de l'industrie, du commerce et du travail. Le décret détermine les conditions auxquelles est subordonnée la concession et dont l'inobservation peut motiver le retrait. (DL. art. 2).

La nécessité de l'autorisation ministérielle qui conférait au régime des banques étrangères un caractère nettement exorbitant du droit commun avant 1936 n'est plus l'apanage exclusif des banques étrangères, depuis la loi qui établit en Italie le contrôle des banques, puisque dans tous les cas, l'autorisation ministérielle est désormais exigée.

En dehors de l'autorisation préalable, les banques étrangères sont obligées d'établir un bilan séparé pour leur exploitation en Italie, avec indication du capital effectivement employé dans le pays et de celui qui y était destiné. (DL. art. 4).

Dispositions du Code de commerce

La législation italienne fait une distinction entre les banques qui n'ont en Italie qu'un siège secondaire, leur siège principal étant à l'étranger, et les banques qui ont leur siège social et leur objet principal en Italie, bien qu'ayant été constituées à l'étranger.

En vertu de l'article 230, les banques étrangères qui ont leur siège social en Italie et leur objet principal sont assimilées aux banques italiennes. Toutes les dispositions du code de commerce sont applicables, même en ce qui concerne la forme des actes constitutifs et bien que ces actes aient été établis à l'étranger.

Lorsque la banque étrangère ne possède en Italie qu'un établissement, elle doit se soumettre néanmoins aux dispositions du code de commerce qui prescrivent certaines mesures de publicité. (Article 230 code de commerce).

Le contrat de société doit toujours être constaté par écrit et même par acte authentique en ce qui concerne les sociétés par actions. Dans ce dernier cas, l'acte doit indiquer la désignation du siège de la société et de ses succursales, son objet, le capital souscrit et le capital versé, le nombre et la valeur nominale des actions en distinguant les valeurs nominatives et au porteur, et en indiquant si les valeurs nominatives peuvent être converties au porteur et inversement, l'échéance et le montant des versements à effectuer par la société. La banque doit indiquer en outre la valeur des apports, les règles de calcul et de répartition des bénéfices, les avantages accordés aux fondateurs, le nombre des administrateurs, et en particulier désigner celui qui a la signature sociale, le nombre des commissaires, les pouvoirs des assemblées générales, la durée de la société.

A l'acte constitutif doit être annexé un document qui indique la souscription effective des associés.

Ces pièces doivent être déposées au greffe du tribunal civil qui examine si les formalités légales sont remplies et ordonne après délibération en chambre du conseil et ministère public entendu, la transcription et l'affichage.

La société doit publier l'acte constitutif et les statuts dans un journal d'annonces judiciaires du lieu du siège dans le mois du dépôt au tribunal civil, ainsi que dans un bulletin officiel des sociétés anonymes.

Pendant leur fonctionnement, les banques n'ont comme obligation spéciale que de déposer au tribunal de commerce, dans la première huitaine de chaque mois une situation certifiée conforme par une déclaration signée d'un administrateur et d'un commissaire (Art. 171, § 1 code de commerce).

Régime fiscal

Du point de vue fiscal, les banques qui établissent des succursales en Italie sont conduites à acquitter les mêmes taxes que les autres entreprises commerciales exploitant dans les mêmes conditions.

Comme la loi anglaise, la loi italienne ne fait aucune différence entre les banques nationales et les banques étrangères. Ce principe d'équivalence des régimes fiscaux ne comporte que deux exceptions. D'une part, les banques étrangères qui ont des succursales en Italie sont assujetties au paiement d'une taxe sur le capital. Mais il ne faut pas voir dans cet impôt une surcharge pour les

banques étrangères. L'impôt sur le capital remplace en effet pour les sociétés étrangères, la taxe annuelle de négociation et le droit de timbre sur les titres. D'autre part, les banques étrangères, on l'a vu, doivent demander une autorisation spéciale au ministre pour pouvoir s'établir en Italie. A l'occasion de l'octroi de cette autorisation, la banque étrangère doit acquitter une taxe spéciale sur les concessions gouvernementales.

D'une manière générale, les taxes qui frappent les banques qui ont des agences en Italie, ou leurs filiales établies dans le pays peuvent se classer en deux catégories qui vont être successivement étudiées :

d'une part les impositions qui frappent la création et les opérations diverses de la succursale ;

d'autre part les impositions qui frappent les résultats globaux de son exploitation.

SECTION I. — TAXATION DES ACTES DE LA VIE SOCIALE ET DES OPERATIONS DE LA SUCCURSALE

1° *Taxe sur les concessions gouvernementales* (Décret 30 décembre 1923, n° 3279, article 48, tableau A).

L'autorisation donnée par le ministre du trésor à une banque étrangère d'établir un siège ou des succursales en Italie, donne lieu à la perception d'une taxe qui varie en fonction du capital dévolu à la gestion de l'établissement situé en Italie.

A chaque augmentation du capital, la banque doit acquitter la différence entre la taxe qui serait due pour le capital ayant subi l'augmentation, et la taxe payée primitivement.

Une modification aux statuts qui n'apporte pas de modification au capital, mais qui nécessite l'approbation du ministre, donne lieu au paiement d'une taxe égale au cinquième de la taxe versée sur le capital.

Le taux de la taxe est le suivant :

Si le capital affecté à la succursale italienne ne dépasse pas 500.000 liras : 1.440 liras ;

De 500.000 liras à 1.000.000 liras : 2.880 liras.

Pour chaque 500.000 liras en plus : 1.440 liras.

2° *Droits d'enregistrement*

L'article 1^{er} du décret du 30 décembre 1923 N° 3269 soumet d'une manière générale aux droits d'enregistrement tous les actes faits

dans le royaume sous la forme publique ou privée, les contrats verbaux lorsqu'ils sont énoncés dans des actes soumis à l'enregistrement et enfin les actes faits à l'étranger, quand ils portent sur des biens immobiliers situés dans le royaume.

Au cours de leur vie sociale, les banques et leurs succursales doivent acquitter un certain nombre de droits d'enregistrement dont les principaux sont les suivants :

a) *Constitution d'une société filiale.*

Au moment de la constitution de la société ou de la fusion de plusieurs sociétés, un droit proportionnel est dû sur la valeur brute des biens mis en société ; le taux varie suivant la nature des biens apportés meubles ou immeubles :

Article 81 et 88 du tarif annexe A :

Apports d'argent liquide ou de biens mobiliers, 0,40 livres pour cent liras.

Apports d'immeubles situés en Italie, 6 % de la valeur de l'immeuble.

Quand l'immeuble apporté est situé à l'étranger, le droit proportionnel est remplacé par une taxe graduelle variant par tranche de 1.000 liras.

b) *Transformation de la société filiale.*

Au moment d'une transformation de la personne morale, par exemple ayant pour but de lui conférer la forme d'une société par actions, il est dû un droit proportionnel de 0,20 % assis sur l'actif brut (Art. 83 du tarif).

Si la transformation consiste en une augmentation de capital, les droits à payer sont les mêmes que lors de la constitution de la société.

En cas de prorogation de la société ou modification des statuts, sans augmentation de capital, il n'est dû qu'un droit fixe de 40 liras (Art. 86 du tarif). Le même droit est applicable aux actes de dissolution.

Enfin, la liquidation des biens sociaux donne ouverture à un droit proportionnel sur les biens immobiliers et à une taxe graduelle sur les biens mobiliers qu'elle qu'en soit la nature et la valeur.

3° *Droits de Timbre* (Décret du 30 Décembre 1923 N° 3268)

D'une manière générale, un droit de timbre est dû sur tous les papiers destinés aux actes commerciaux sur certains registres et sur les affiches de publicité.

Les principaux droits de timbre qui peuvent intéresser les banques et leurs succursales en Italie portent sur les actes suivants :

Les copies, extraits des actes de constitution de société, ou des actes de modifications apportées à la société, ou des actes de dissolution qui sont destinés à être déposés, transcrits et affichés conformément aux dispositions du code de commerce, sont frappés d'un droit fixe de 6 livres par feuille.

De même les procès-verbaux de dépôt de bilans doivent être établis sur papier timbré.

L'émission de titres d'une société de banque et de ses filiales, donne lieu au paiement d'un droit de timbre. Il faut distinguer s'il s'agit de titres italiens ou étrangers.

Titres italiens.

Les titres négociables nominatifs sont frappés d'un droit de timbre différent suivant que leur capital nominal dépasse ou ne dépasse pas 400 livres. Dans le premier cas, il n'est dû qu'un droit fixe de 1 lire par titre ou par feuille si le titre se compose de plusieurs feuilles. Dans le second cas, le droit dû est le même que celui qui frappe les lettres de change créées dans le royaume et au maximum 1 lire.

Pour les titres au porteur lorsque leur capital nominal ne dépasse pas 400 livres, le droit dû est le même, dans les limites d'un maximum, que celui qui frappe les lettres de change créées dans le royaume ; quand au contraire le capital nominal dépasse 400 livres, il est dû, d'une part un droit fixe par titre, et d'autre part un droit gradué variant suivant la valeur du titre.

Titres étrangers.

Les titres des banques étrangères et des filiales de banque situées à l'étranger sont soumises au droit de timbre s'il en est fait usage par acte public, s'ils sont vendus ou achetés, cédés, en gage ou en garantie déposés en garde chez des personnes physiques ou morales ayant leur siège en Italie, s'ils font objet de toute opération ou négociation dans le pays.

Pour les titres d'actions des banques, ou filiales de banques étrangères non assujetties à la taxe sur le capital, il est dû un droit proportionnel de 2,40 % de la valeur nominale (Art 199 Tarif A).

Pour les titres d'actions des banques ou filiales étrangères assujetties à la taxe sur le capital, il est dû un droit de dimension.

4° *Taxe sur les opérations de bourse* (Décret 30 Décembre 1923 N° 3278).

Tous les contrats de bourse effectués, soit en bourse, soit même en dehors de la bourse, et en particulier les opérations d'achat et de vente au comptant ou à terme de valeurs de devises étrangères, de métaux précieux, de marchandises conclues selon les usages de la bourse, sont frappées d'une taxe qui varie suivant la nature du contrat, sa durée, et la qualité des personnes contractantes.

Les banques et leurs succursales servent comme en France d'intermédiaire pour le recouvrement de la taxe et sont assujetties à des obligations comptables et au droit de communication du fisc.

5° *Taxes créées en remplacement des droits de timbre et d'enregistrement.*

a) *La taxe de négociation* (DL. 26 Septembre 1935 N° 1749).

Une taxe annuelle est établie sur la négociation des titres sous quelque nature et quelque forme qu'ils soient, qu'ils soient provisoires ou définitifs, nominatifs ou au porteur, que leur négociation puisse ou non s'opérer par simple tradition, ou que les titres soient émis au nom d'une société déjà ou non encore constituée.

Cette taxe est exigible indépendamment des taxes de timbres fixes ou gradués payés au moment de l'émission : toutefois la taxe de négociation n'est pas applicable aux titres des sociétés étrangères qui sont assujetties par ailleurs à la taxe sur le capital.

La taxe est liquidée sur la valeur des titres établie d'après le cours moyen en bourse pendant l'année précédente, ou pendant la période de temps écoulée depuis la date d'émission ou bien d'après un certificat d'expertise si les titres ne sont pas cotés, déduction faite des sommes qui restent dues chaque semestre pour la libération des titres.

La taxe annuelle doit être retenue à la source et payée chaque semestre, le 1^{er} Janvier et le 1^{er} Juillet de chaque année, par la société émettrice en vue d'une déclaration déposée au bureau de l'enregistrement du district.

Le taux de la taxe est de 6 % pour les titres au porteur et de 3 % pour les titres nominatifs.

Sont exempts de la taxe de négociation les titres, comptes courants, chèques, bons à intérêts à échéance fixe, émis par des instituts légalement constitués, lettres de change et autres effets de commerce, billets bons et d'une manière générale de tous les titres soumis à la taxe de circulation.

b) *Taxe sur le capital des banques étrangères* (DL. 26 Septembre 1935 N° 1749).

Les banques étrangères, sous quelque forme qu'elles soient constituées, qui effectuent des opérations dans le royaume, sont assujetties à une taxe annuelle sur le montant total des capitaux destinés aux opérations à effectuer en Italie, ou sur le montant total des capitaux employés en Italie quand ceux-ci sont supérieurs aux capitaux qui y étaient destinés.

D'après des instructions données par le ministre des finances à la fin de décembre 1937 au sujet de la déclaration de la taxe annuelle sur le capital, il ressort qu'à l'heure actuelle il faut faire une distinction : les sociétés constituées à l'étranger, et qui ont en Italie leur siège ainsi que l'objet principal de leur exploitation, ne sont imposables que pour le capital investi en Italie. En revanche, les sociétés constituées en Italie avec des capitaux provenant de l'étranger supportent l'impôt aussi bien sur le capital investi dans le pays que sur celui placé à l'étranger (1).

A cet effet, il doit être fait une déclaration dans les 30 jours à compter de la transcription et de l'affichage de l'acte constitutif en Italie, ou à compter du jour du commencement des opérations, au bureau des domaines du lieu où la banque a son principal siège d'exploitation. Une déclaration doit être faite aussi à chaque augmentation du capital et à chaque changement d'adresse des sièges et représentants de la banque étrangère en Italie.

La taxe doit être payée à chaque trimestre. Le taux est de 6 %.

c) *Taxe sur les opérations d'avance ou de prêts sur dépôts ou nantissements* (DL. 30 Décembre 1923 N° 3280).

Cette taxe est calculée d'après le montant de chaque opération et le nombre de jours de sa durée effective ainsi que des renouvellements et prorogations y relatifs. La taxe s'applique également aux contrats de report et aux contrats à terme, conclus pour une durée supérieure à quarante jours.

Si les opérations sont effectuées en comptes courants, qu'il y ait ouverture de crédit pour une somme déterminée, la taxe est due sur les sommes qui ont été effectivement prêtées et pour la durée respective des débits correspondants, déduction faite des remboursements. A cet effet, les sommes dont il s'agit sont considérées comme autant de prêts et d'avances distincts.

(1) *Le Temps*, 29 décembre 1937, page 7.

Pour le recouvrement de l'impôt, une déclaration doit être effectuée pendant le mois de janvier et le mois de juillet de chaque année au bureau de timbre ou de l'enregistrement du district du siège principal d'exploitation en Italie ; l'impôt doit être payé dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai de présentation de la déclaration.

Tarif : 1) Opérations sur dépôt ou gage de marchandises, titres et valeurs effectuées par les banques et leurs succursales : 0,01 % et par jour ;

2) Opérations sur dépôts constitués exclusivement par des titres d'Etat ou garantis par l'Etat, 0,005 % et par jour.

6° *Impositions dues à raison de la possession des immeubles nécessaires à l'exercice du commerce de banque en Italie.*

Si la société de banque est propriétaire de ses immeubles, elle est assujettie à l'impôt foncier d'Etat.

Cet impôt taxe la valeur locative cadastrale de l'immeuble. Le taux est 10 %.

Il faut ajouter à l'impôt d'Etat les centimes additionnels perçus au bénéfice des communes et des provinces, ainsi que les surtaxes foncières qu'elles sont autorisées à établir en vertu du décret-loi du 14 septembre 1931 N° 1175 sur l'impôt foncier d'Etat.

Enfin un impôt d'Etat réel extraordinaire sur la valeur des immeubles ruraux et urbains a été institué par le décret-loi du 5 octobre 1936 N° 1744 pour une période de 25 ans. Le taux de l'impôt est de 3,50 % de la valeur de l'immeuble, compte tenu dans une certaine mesure de sa dépréciation et de son amortissement.

SECTION II. — TAXATION DES RESULTATS DE L'EXPLOITATION

§ 1. — Impôt sur la richesse mobilière

L'impôt sur la richesse mobilière est le plus important des impôts directs du droit fiscal italien. La loi fondamentale en la matière est celle du 24 août 1877 N° 4021 (modifiée par de nombreuses lois ultérieures) et le décret royal du 11 juillet 1907 N° 560, portant règlement d'application.

D'une manière générale, cet impôt frappe tous les revenus autres que ceux qui proviennent des immeubles, sauf lorsque ceux-ci ne sont pas soumis à l'impôt foncier.

1° ASSIETTE DE L'IMPÔT

L'impôt frappe également les entreprises nationales et étrangères, à raison des produits qu'elles tirent d'Italie, que ces produits soient périodiques ou exceptionnels.

La loi (1) considère comme produit sur le territoire de l'Etat :

a) Les revenus inscrits dans les bureaux de conservation des hypothèques du royaume ou résultant d'un acte authentique nominatif dressé dans le royaume.

b) Les traitements, pensions, annuités, intérêts, et dividendes payés par l'Etat, les provinces, les communes, les établissements publics et les sociétés commerciales ayant leur siège dans le royaume.

c) Les revenus provenant d'industries, de commerce... exercés dans le royaume et en général toute espèce de revenus autre que foncier, quand ce revenu est produit dans le royaume ou dû par des personnes domiciliées ou résidant dans le royaume.

Une société de banque sera considérée comme résidant en Italie lorsque l'acte constitutif et les statuts y auront établi son siège social (Art. 16 Code civil). Le droit fiscal italien adopte à ce point de vue le même critérium que le droit fiscal français.

D'une manière générale, les revenus d'une société bancaire ne tomberont sous le coup du fisc italien que s'ils sont perçus en Italie, ou quand le centre de l'exploitation est en Italie, même s'ils sont perçus à l'étranger.

Cependant les revenus tirés par une banque italienne de sa succursale à l'étranger, ne sont pas frappés par l'impôt lorsqu'il est possible de déterminer exactement ces revenus (Art. 9, L. 12 août 1927, n° 1463 (2)).

Il en est de même pour les succursales établies dans les colonies italiennes qui ont un droit fiscal autonome.

Enfin, les filiales de banques italiennes qui sont constituées à l'étranger sous forme de société juridiquement autonome ne sont pas frappées par l'impôt sur le revenu, même si elles sont contrôlées directement par la banque italienne.

Exemptions

Sont exemptés les revenus qui ont déjà été frappés une fois par l'impôt : c'est ainsi qu'une société de banque n'est pas imposée

(1) S. D. N. L'imposition des entreprises nationales et étrangères, Tome II, p. 227.

(2) Voir 2° partie.

pour les dividendes distribués par une de ses filiales et qui ont déjà été taxés en tant que bénéfices de cette filiale. Il en est de même des revenus des dépôts qu'une banque peut avoir effectués dans une autre.

Sont aussi exemptés les primes d'émission d'actions nouvelles, les intérêts des titres de la dette publique et des bons du Trésor, les intérêts des prêts accordés par les sociétés de crédit foncier, les intérêts des obligations émises par les collectivités publiques ou privées (Art. 10, L. 20 septembre 1926, n° 1643) soit dans le royaume d'Italie, soit même à l'étranger (1).

Calcul du revenu imposable

L'impôt sur la richesse mobilière est un impôt cédulaire dont les principes tiennent à la fois des caractères de l'impôt cédulaire français et de l'income tax anglais ; en effet, comme l'impôt français, l'impôt italien frappe suivant des taux variables les différentes catégories de revenus ; comme l'income tax anglais, un élément du revenu ne peut être taxé par l'impôt afférent à deux catégories différentes. La superposition de deux cédules, comme l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en France, n'existe pas dans l'impôt sur le revenu italien.

On verra du reste plus loin qu'il existe aussi en droit italien des superpositions d'impôt analogues à celles du droit français, mais elles sont dues à la création de deux taxes sur les revenus distribués, et non à la superposition de deux cédules de l'impôt sur la richesse mobilière.

Les revenus italiens sont classés en 5 catégories :

Catégorie A : revenus provenant uniquement du capital.

Catégorie B : revenus industriels et commerciaux.

Catégorie C1 : revenus du travail ayant un caractère incertain et variable.

Catégorie C2 : revenus du travail ayant un caractère certain et fixe : traitements et salaires.

Catégorie D : traitements payés par des personnes publiques.

Deux catégories intéressent seulement les revenus tirés d'Italie par les banques et leurs succursales : les catégories A B et C2.

(1) La loi du 10 décembre 1923, N° 2162, et celle du 5 janvier 1928, N° 1, assujettissent à l'autorisation préalable de l'Etat les emprunts contractés à l'étranger.

Les revenus de la catégorie A sont taxés globalement sans aucune déduction.

Au contraire, les revenus de la catégorie B sont taxés sur leur montant net ; des déductions sont autorisées en ce qui concerne les charges du passif d'une part et, d'autre part, les dépenses afférentes à l'exploitation. Les charges du passif comprennent les intérêts des dettes contractées en vue de l'exploitation : cependant ne doivent pas être déduites les sommes affectées à l'augmentation du capital social, ou à l'extinction de dettes, ou celles qui sont portées au fonds de réserve.

Il est à remarquer que pour une filiale de banque constituée sous forme de société par actions, les charges déductibles du passif sont frappées par ailleurs dans les revenus de la catégorie A. Ainsi les intérêts payés aux clients à raison de leurs dépôts d'épargne sont déduits des revenus imposables à la catégorie B, mais imposés au nom de la banque en tant que revenu de la catégorie A, la banque gardant du reste, dans ce cas, son recours contre le client.

Si la banque n'est pas constituée sous forme de société par actions, l'administration italienne ne permet de déduire les intérêts du bénéfice taxé à la catégorie B que si l'établissement débiteur donne le nom et le domicile en Italie du créancier d'intérêts.

En ce qui concerne les comptes courants commerciaux, leurs intérêts sont déduits des revenus de la catégorie B, mais ne sont pas imposables au titre de la catégorie A, car le créancier est taxé par ailleurs à raison de ces intérêts au titre de la catégorie B.

Quant aux dépenses d'exploitation déductibles, elles sont analogues à celles qui existent dans le droit fiscal français.

2° FONCTIONNEMENT DE L'IMPÔT

Déclaration

Une déclaration du revenu doit être faite et présentée tous les ans au Bureau des Finances, dans un délai de trois mois à partir de l'approbation du bilan et au plus tard le 31 décembre de l'année. En principe, le Bureau de Finances détermine le revenu imposable au moyen des résultats du bilan et, si celui-ci ne paraît pas sincère, d'après tous les éléments d'appréciation qui parviennent à la connaissance de l'administration.

Après la constitution de la société de banque, les données fournies par le premier bilan servent de base pour l'imposition de la

première et de la troisième année d'exercice ; le second bilan donne les éléments qui serviront à asseoir l'impôt afférent à la deuxième et à la quatrième années. Ensuite, ce sont les résultats écrits dans le troisième bilan qui détermineront l'impôt dû la cinquième année, ceux du quatrième bilan qui détermineront l'impôt dû la sixième année et ainsi de suite. Ce système de déclaration et d'imposition a été dénommé : méthode de rotation des bilans.

En principe, cette méthode oblige l'administration à ne pas tenir compte du revenu ressortant du bilan effectif de l'année pour laquelle l'impôt est perçu, sauf dans le cas où il doit apparaître un solde passif ou seulement l'absence de bénéfices ; alors la banque peut déposer une demande en remboursement de l'impôt payé en vertu de la méthode de taxation expliquée ci-dessus (Art. 7, L. 20 septembre 1926, N° 1643).

Pour contrôler les déclarations, l'administration italienne dispose, en vertu de l'article 37 de la loi du 24 août 1877 (n° 402), d'une part, du droit de demander à la société redevable les renseignements nécessaires et, d'autre part, d'un droit de communication de la comptabilité et des pièces justificatives (art. 2, décret royal 28 janvier 1929, n° 360). En dehors de ces moyens, le Bureau des Finances peut utiliser toute autre source d'information, taxer d'office d'après les indices extérieurs et enfin recourir à l'aide de la « police des recherches fiscales ».

Taux de l'impôt

L'impôt sur la richesse mobilière qui frappe les revenus de la catégorie A est perçu au taux de 20 % ; celui qui frappe les revenus de la catégorie B est perçu au taux de 14 % ; celui qui frappe les revenus de la catégorie C2 est perçu au taux de 8 %.

Paiement de l'impôt

Les règles qui régissent le recouvrement de l'impôt sont contenues dans la loi du 17 octobre 1922, n° 1901, et le décret royal du 15 septembre 1925, n° 2090.

Pour l'impôt qui frappe les revenus de la catégorie B, les établissements de banque en sont personnellement débiteurs et doivent en effectuer le paiement en six versements bimestriels. L'échéance de chaque versement est fixée au dixième jour du second mois de chaque groupe de deux mois.

Pour l'impôt dû à raison des revenus des catégories A et C2, la perception a lieu à la source. La banque retient le montant de l'impôt, soit pour l'impôt sur les revenus de la catégorie A au moment du versement des intérêts aux clients, soit pour l'impôt sur les revenus de la catégorie C2 au moment du paiement des traitements et salaires du personnel. Dans les deux cas, elle verse le montant de l'impôt périodiquement au Bureau des Finances.

§ 2. — Autres impôts sur le revenu

1° *Taxe sur les produits des titres au porteur*

Jusqu'en 1935, l'Italie n'a pas connu d'impôt sur les distributions de bénéfices tels que l'impôt français sur les valeurs mobilières. Mais un décret-loi du 7 septembre 1935, n° 1627, a institué une taxe de 10 % sur les dividendes, les intérêts et primes des actions et obligations et, d'une manière générale, de tous les titres au porteur émis en Italie par les sociétés.

L'impôt s'applique également aux distributions des réserves et à toute distribution de bénéfice.

La taxe doit être retenue à la source par la société émettrice et le produit de l'impôt perçu est versé à un compte courant postal 15 jours après que les dividendes et autres produits sont devenus exigibles. Une déclaration annuelle doit être faite avant le 31 janvier de chaque année, indiquant les versements effectués au compte courant et les noms des possesseurs de titres nominatifs (les produits de ces titres n'étant pas soumis à l'impôt).

L'application de la taxe est dominée par une distinction :

D'une part, en ce qui concerne les sociétés italiennes, la taxe est exigible :

1) sur tous les produits des actions, que ces actions aient été émises en Italie ou à l'étranger ;

2) sur les produits des obligations émises en Italie, à l'exclusion des produits des obligations émises à l'étranger.

D'autre part, en ce qui concerne les sociétés étrangères, la taxe n'est exigible qu'à condition que les titres aient été émis en Italie, et ne s'applique pas à ceux qui y ont été introduits après leur émission.

2° *Taxe progressive sur les bénéfices distribués*

L'impôt sur les produits des titres au porteur est resté le seul impôt sur les distributions de revenu jusqu'au 5 octobre 1936. A

cette date, il a été institué un impôt extraordinaire progressif sur les bénéfices distribués des sociétés, dont les bénéfices excèdent 6 % du capital versé et des réserves tels qu'ils résultent du bilan.

L'impôt s'applique non seulement aux dividendes versés aux associés, mais aux distributions des réserves, aux sommes destinées à l'amortissement du capital ou à l'extinction d'une dette.

Sur la partie des distributions faites aux associés et qui excède 6 % du capital versé et des réserves, le taux de l'impôt est :

5 %	sur la partie comprise entre 6 % et 7 % du capital et des réserves;
10 %	» » » 7 % et 8 % »
25 %	» » » 8 % et 10 % »
35 %	» » » 10 % et 12 % »
60 %	sur la partie qui excède 12 % du capital versé et des réserves.

La perception de la taxe extraordinaire n'exclut pas la perception de la taxe sur le revenu des titres au porteur. Car en effet, sur la fraction des distributions perçues par les porteurs de titres, il y a lieu d'appliquer enfin, après avoir payé la taxe extraordinaire progressive, l'impôt proportionnel de 10 % dont il a été question plus haut.

§ 3. — Impôts locaux assis sur la richesse mobilière

Pour avoir une vue complète des charges fiscales que supportent les succursales de banques en Italie, il faut ajouter aux impôts d'Etat ceux qui sont perçus par les collectivités locales, communes et provinces (1).

Il est perçu par les communes un impôt sur les industries, dont le tarif varie selon les communes et qui s'ajoute à l'impôt sur la richesse mobilière frappant les revenus de la catégorie B et de la catégorie C1. Les taux maxima sont :

- 3,50 % pour les revenus de la catégorie B;
- 2,40 % pour les revenus de la catégorie C1.

Les provinces perçoivent des contributions additionnelles à l'impôt communal dont les taux maxima sont respectivement 1,75 % et 1,20 %. Il est à remarquer que, tant pour les communes que pour les provinces, le rapport qui existe entre les taux relatifs aux deux catégories de revenu doit être constant.

(1) Texte sur les finances locales; DL, 14 septembre 1931.

CHAPITRE III

Régime fiscal des succursales de banques aux Etats-Unis**GÉNÉRALITÉS**

Le système bancaire américain est très complexe : il est dominé par le Federal Reserv System, qui groupe la plupart des banques d'émissions du pays. Il comprend en effet, outre les 12 Federal Reserv Banks, certaines banques des Etats particuliers qui ont adhéré au système (Members Banks). Cet ensemble d'organismes financier est dirigé par le Federal Reserv Board, qui a la haute main sur le système et qui a, en particulier, pour mission de contrôler les relations qui peuvent exister entre les Federal Reserv Banks et les banques étrangères.

En dehors du Federal Reserv System restent les banques non affiliées. Ces dernières ont toujours eu un grand nombre de succursales. Les Federal Reserv Banks, au contraire, n'ont pu en établir que depuis le Mac Faden Act de 1929.

La législation qui régit le système bancaire américain a été récemment refondue : les textes principaux sont en cette matière le « Emergency Banking Act » du 16 juin 1933 et le Banking Act du 23 août 1935, qui établissent en fait le contrôle des banques aux Etats-Unis.

La difficulté qui domine tant le régime juridique que le régime fiscal des banques et de leurs succursales en Amérique, c'est la présence de deux législations superposées : législation fédérale et législation des Etats particuliers.

Cette situation a pour première conséquence de compliquer la notion de banque étrangère : en effet, sont considérées comme banques étrangères non seulement celles qui ont été constituées sous l'empire de la loi d'un pays étranger, mais aussi, au regard de la législation fiscale d'un Etat, celles qui ont été constituées sous l'empire de la loi d'un autre Etat particulier. Ces différentes catégories de sociétés étrangères de banques s'opposent, au regard

de la loi fiscale d'un Etat particulier, aux sociétés domestiques qui ont pour caractéristiques d'avoir été constituée dans l'Etat.

La co-existence en Amérique de deux catégories distinctes de législation a pour seconde conséquence qu'il ne suffit pas, lorsqu'il est question d'y établir une succursale de banque, d'étudier uniquement la législation fédérale ; il faut encore prendre en considération la législation des Etats particuliers. De là une grande diversité de régimes.

Cependant, d'une manière générale, on peut dire que le commerce de banque, dans presque tous les Etats, est soumis à des règles exorbitantes du droit commun des sociétés commerciales. Il existe, en effet, dans la plupart des Etats, des textes spéciaux pour ce genre d'exploitation.

D'autre part, on peut établir en règle générale que les législations particulières sont défavorables à l'établissement des succursales de banques étrangères. En effet, les banques étrangères qui veulent fonder une succursale aux Etats-Unis ne peuvent le faire sous le régime des lois fédérales. Elles sont obligées de se soumettre à la législation des Etats particuliers où elles veulent établir leur exploitation. Mais les législations particulières interdisent souvent leur établissement (Wisconsin, Massachussetts) ou limitent leur activité (New-York).

Cette rigueur ne présente d'ailleurs pas de très gros inconvénients étant donné le critérium indiqué ci-dessus du caractère étranger des sociétés. Les banques étrangères n'auront, en effet, qu'à constituer une filiale d'après les règles législatives en vigueur dans le pays où elle doit fonctionner, pour que cette filiale soit traitée comme une société domestique.

Du point de vue fiscal, les banques et leurs succursales supportent, du fait de la co-existence d'une législation fédérale et d'une législation locale, une double charge d'impôts. Aussi convient-il d'étudier successivement à quels impôts fédéraux et à quels impôts locaux elles sont soumises.

SECTION I. — IMPOTS FEDERAUX

§ 1. — Impôt sur le revenu

C'est le plus important des impôts fédéraux. Il atteint le revenu net total de tous les établissements de banque qui sont constitués aux Etats-Unis. Qu'elles soient constituées sous l'empire de la

législation fédérale ou d'une législation locale, les banques sont imposées du seul fait de leur constitution aux Etats-Unis, sur les revenus qu'elles tirent, soit du pays même, soit de l'étranger.

Au contraire, les banques constituées à l'étranger ne sont imposables que pour les revenus tirés de sources provenant des Etats-Unis.

1° ASSIETTE

Le revenu net imposable est la différence entre le revenu brut et les charges déductibles. (Art. 21 à 41 Revenue Act 1936).

Calcul du revenu brut

Il comprend les profits et revenus de quelque nature qu'ils soient et de quelque manière qu'ils soient payés.

Charges déductibles (Art. 23 Revenue Act)

Sont déductibles les frais généraux exposés dans l'intérêt de l'exploitation ; les intérêts payés ou échus pendant l'année d'imposition, sauf les intérêts afférents à des dettes contractées pour l'acquisition ou la conservation d'obligations, dont les intérêts sont exemptés d'impôts ; les impôts payés ou dus pendant l'année d'imposition, sauf les taxes fédérales sur le revenu, sur les bénéfices de guerre et sur les excédents de bénéfices (1), qu'ils aient été institués par les Etats-Unis, les possessions ou les gouvernements étrangers ; les taxes perçues en contre-partie d'avantages locaux de nature à accroître la valeur des biens imposés.

Sont aussi déductibles les impôts payés par une corporation en l'acquit de ses actionnaires lorsque la dite corporation n'est pas remboursée, les pertes subies pendant l'année d'imposition et non compensées par une assurance.

D'une manière générale, les principes applicables pour la détermination du revenu net sont les mêmes que pour la détermination du revenu net servant en France de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

(1) Autres que la taxe sur les excédents de bénéfices prévue par l'article 106 du Revenue Act. 1935.

Déductions à faire subir au revenu net
(Art. 26 Revenu Act 1936)

Doivent être déduits les intérêts des obligations d'Etat, d'un territoire ou de toute subdivision politique d'un Etat ou d'un territoire, ou du district de Colombie, des obligations de toute corporation organisée en vertu d'un act du Congrès si cette corporation est un organisme des Etats-Unis, des obligations des Etats-Unis et de leurs possessions.

Sont aussi admis en déduction les dividendes reçus d'une corporation domestique assujettie à l'impôt jusqu'à concurrence de 85 % de la somme perçue. Cette déduction n'est pas applicable aux dividendes reçus d'une corporation qui n'est imposable que sur son revenu provenant de sources situées aux Etats-Unis, du fait qu'elle reçoit une forte proportion de son revenu brut de sources situées dans une possession des Etats-Unis (1).

Si la société de banque a passé un contrat restreignant le paiement des dividendes aux actionnaires (art. 26C), elle peut déduire de son bénéfice brut une somme égale à la différence entre le revenu net ajusté (2) et le montant global des sommes qui, en vertu du contrat, peuvent être distribuées aux actionnaires.

Dans le cas où la société a droit à plusieurs déductions ainsi calculées, en raison de plusieurs stipulations contractuelles, seule la plus importante des déductions peut être accordée.

Si, d'autre part, en vertu d'une convention écrite passée par la corporation, une fraction de bénéfice doit être affectée nécessairement au remboursement d'une dette durant l'année d'imposition, cette fraction peut être déduite du bénéfice brut.

Toutefois, il n'y a jamais lieu d'effectuer cumulativement les deux déductions prévues par le paragraphe C de l'article 28. Seule la déduction la plus forte est accordée.

En ce qui concerne les banques affiliées, les gains que le Conseil

(1) C'est-à-dire, en vertu de l'article 251 du Revenu Act, les corporations dont 80 % au minimum du revenu brut afférent à la période triennale précédent immédiatement la clôture de l'année d'imposition ont été retirées de sources situées dans une possession des Etats-Unis, ou les corporations de ce genre dont 50 % des revenus pour la même période ont été retirés de l'exploitation effective d'un commerce dans une possession des Etats-Unis.

(2) Le revenu net ajusté est la différence entre le revenu net et le total de l'impôt sur le revenu normal, des déductions accordées sur des intérêts d'obligations des Etats-Unis, et des organismes gouvernementaux, s'il s'agit d'une banque affiliée, le montant des bénéfices que le Conseil des Gouverneurs du Federal Reserv System certifie avoir été consacré à l'acquisition d'actifs facilement négociables, autre que des actions de banques.

des Gouverneurs du Federal Reserv System certifie avoir été consacrés par la banque à l'acquisition d'actifs facilement négociables sur le marché, autres que des actions de banques, peuvent être déduits.

Une déduction est accordée aussi (art. 27) au titre des dividendes payés : elle est égale à la somme de ces dividendes qui ont été payés pendant l'année imposable.

Si les dividendes payés durant l'année d'imposition sont inférieurs au revenu net ajusté on admet, comme partie de la déduction au titre des dividendes payés, et dans l'ordre suivant :

1° les dividendes payés durant l'avant-dernière année d'imposition en excédent du revenu net ajusté de la dite année, dans la mesure où cet excédent n'entre pas en déduction au titre des dividendes payés pour l'année d'imposition antérieure à celle pour laquelle l'impôt est calculé ;

2° les dividendes payés en excédent du revenu net ajusté durant l'année d'imposition précédente.

Dans le cas où le dividende serait payé sous forme d'obligations, la déduction serait calculée sur la plus faible des deux bases suivantes : la valeur nominale des titres ou leur valeur marchande.

Si le dividende est payé sous forme d'actions imposables ou d'un droit à des actions, la déduction est calculée sur la valeur marchande de l'action ou du droit.

La déduction des dividendes payés n'a pour raison d'être que d'éviter qu'un même dividende soit taxé deux fois, une fois au nom de la corporation et une autre fois au nom de l'actionnaire ; aussi, s'il arrive qu'une partie des dividendes payés n'est pas taxable entre les mains des actionnaires, cette partie ne peut être déduite du bénéfice taxable de la corporation.

Déductions accordées aux banques étrangères

(Art. 232 du Revenu Act)

En ce qui concerne les déductions accordées aux corporations étrangères pour la détermination du revenu imposable, elles doivent être calculées dans la mesure où elles se rapportent à une source de revenu située aux Etats-Unis.

Bénéfices taxables des banques domestiques tirant la majeure partie de leurs revenus de sources situées dans les possessions de Etats-Unis (Art. 251 Revenu Act)

En ce qui concerne les corporations domestiques qui tirent des revenus des possessions des Etats-Unis, elles peuvent n'être taxées que sur le revenu brut provenant de sources situées aux Etats-Unis, et non sur le revenu total, lorsque 80 % au minimum du revenu afférent aux trois années précédentes ont été retirés d'une possession des Etats-Unis, ou lorsque 50 % de ce revenu est tiré d'une exploitation effective du commerce de banque dans une possession des Etats-Unis.

Filiales de banques américaines à l'étranger (Art. 141 H)

Lorsqu'une banque domestique possède 100 % du capital actions d'une filiale organisée selon les lois d'un pays étranger limitrophe, dans le seul but de se conformer aux lois de ce pays relatives au droit de propriété et aux opérations sur les biens, cette filiale peut être considérée au regard de l'income tax comme une société domestique, si la société mère en fait la demande.

2° FONCTIONNEMENT DE L'IMPÔT

Déclaration (Art. 52 à 55)

Toute corporation assujettie à l'impôt sur le revenu doit produire une déclaration indiquant d'une manière détaillée les éléments de son revenu brut ainsi que les exonérations et déductions admises et, d'une manière générale, tous les renseignements demandés par le commissaire.

Cette déclaration doit être certifiée exacte par un représentant responsable et le chef de la comptabilité de la société.

Elle doit être remise le 15 mars si l'exercice social se confond avec l'année civile, et dans le cas contraire, le 15 du troisième mois suivant la clôture de l'exercice, au percepteur du district où se trouve le siège principal de l'affaire aux Etats-Unis.

Païement (Art. 56 et suiv.)

Le montant total de l'impôt sur le revenu doit être payé dans les mêmes délais.

Cependant la corporation peut payer trimestriellement le mon-

tant des droits par versements égaux les 15 du troisième, du sixième, du neuvième, du douzième mois suivant la clôture de l'exercice social. A défaut du paiement d'un terme, le percepteur peut mettre en demeure la société de verser immédiatement l'impôt restant dû. Toutefois, une prorogation de délai au plus égale à 6 mois peut être accordée. Enfin la société peut se libérer par anticipation sur sa demande.

Tarif

Le taux de l'impôt est fixé pour les banques en Amérique uniformément à 15 % du revenu net.

De plus, elles ne supportent pas la surtaxe sur les bénéfices non distribués qui frappent les autres corporations.

Toutefois, pour être soumise à ce régime, il faut que la société de banque corresponde à la définition donnée par l'article 104 du Revenu Act de 1936 : c'est-à-dire à une société de dépôt incorporée, exerçant des affaires conformément aux lois des Etats-Unis ou d'un Etat particulier, et dont les affaires consistent pour une part importante à recevoir des dépôts et à faire des opérations d'escompte ou à exercer des pouvoirs fiduciaires semblables à ceux qui sont permis par le Federal Reserv Act, et qui de plus est soumise à la surveillance des pouvoirs publics.

Si la banque envisagée ne répond pas à cette définition, il y a lieu de lui appliquer le tarif de droit commun (1); de plus la banque est alors soumise à la surtaxe sur les bénéfices distribués.

Réductions et majorations d'impôts

Des dégrèvements sont accordés pour les impôts payés par les corporations indigènes à l'étranger ou à une possession des Etats-Unis. Par contre, les corporations étrangères et celles qui relèvent d'une possession américaine ne sont pas admises au bénéfice de ces dégrèvements.

L'article 103 du Revenu Act prévoit que, si les lois d'un pays étranger soumettent les sociétés américaines à des taxes « dis-

(1) 8% sur le revenu net soumis à la taxe et ne dépassant pas 2.000 dollars.

160 dollars sur les revenus nets ne dépassant pas 2.000 dollars et 11 % sur les revenus nets compris entre 2.000 et 15.000 dollars.

1.590 dollars sur les revenus nets ne dépassant pas 15.000 et 13 % sur les revenus nets compris entre 15.000 et 40.000 dollars.

4.840 dollars sur les revenus nets ne dépassant pas 40.000 dollars et 15 % sur les revenus nets excédant 40.000 dollars.

criminatoires ou extraterritoriales », le Président des Etats-Unis peut doubler le taux de l'impôt normal sur le revenu américain.

Rôle des banques en tant qu'agent du fisc

Les banques américaines jouent, en ce qui concerne particulièrement l'impôt sur les revenus, un double rôle en faveur du fisc américain, rôle d'informateur et rôle de percepteur.

1° Elles doivent en effet déclarer les paiements de 1.000 dollars et plus effectués à un même bénéficiaire pendant l'année imposable. (Art. 147 a).

En outre, quelle que soit la somme payée, elles doivent déclarer les paiements d'intérêts sur obligations, créances hypothécaires, actes constitutifs de trust et autres obligations similaires des corporations, ainsi que les recouvrements des intérêts non payables aux Etats-Unis, de titres des sociétés ou des gouvernements étrangers. (Art. 147 b).

2° D'autre part, les banques et leurs succursales doivent effectuer la retenue de l'impôt dans deux cas : d'une part en ce qui concerne les revenus échéant à des étrangers ou des sociétés en nom collectif qui n'ont aux Etats-Unis ni bureau ni centre d'affaires; il doit être retenu à la source, par le payeur de revenu, une taxe de 10 % du montant des revenus payés; cette taxe peut être ramenée jusqu'à 5 % dans le cas d'étrangers non résidents habitant un pays limitrophe des Etats-Unis, par traité avec les pays intéressés. (Art. 143 b).

Cette retenue n'est cependant pas exigée dans le cas de dividendes payés par des banques étrangères, sauf si elles ont un centre d'affaires aux Etats-Unis et si plus de 85 % de leur revenu brut pendant la période triennale se terminant avec la clôture de l'année d'imposition, ont été tirés de sources situées aux Etats-Unis.

D'autre part (art. 144 a), en ce qui concerne les corporations étrangères soumises à l'impôt sur le revenu, mais qui n'ont aucune exploitation aux Etats-Unis, il doit être retenu à la source une taxe de 15 % de leurs revenus. Toutefois, le taux n'est que de 10 % s'il s'agit de dividendes, et en ce qui concerne les sociétés étrangères des pays limitrophes, ce taux de 10 % pourra être ramené à 5 % par des traités avec les dits pays.

Enfin (art. 143 a), quand les obligations d'une corporation émises avant le 1^{er} janvier 1934 contiennent une clause d'exemption d'impôt en faveur du créancier, le débiteur devra retenir une taxe égale

à 2 % des intérêts des obligations si ces intérêts sont payables à une personne physique ou à une corporation étrangère non résidente.

Si la dette résultant pour le débiteur de la clause d'exemption d'impôt ne dépasse pas 2 % des intérêts, la retenue à la source sera effectuée au taux de 10 % s'il s'agit d'étrangers ou de sociétés en nom collectif ne résidant pas aux Etats-Unis, 15 % pour les corporations étrangères, enfin 2 % pour tous autres particuliers ou sociétés en nom collectif.

§ 2. — Impôts additionnels sur le revenu

1° IMPÔT SUR LA VALEUR AJUSTÉE DU CAPITAL (Art. 105 Revenue Act 1935)

Il est dû par les sociétés un droit d'accise de 1 % sur la valeur globale du capital et des réserves de la société.

Toute corporation assujettie doit faire une déclaration dans le délai d'un mois à partir de la fin de l'année imposable au percepteur de district du siège principal ou, à défaut de siège principal aux Etats-Unis, au percepteur de Baltimore (Maryland). L'impôt doit être payé sans avertissement, dans le délai imparti pour faire la déclaration.

Pour la première année expirant le 30 juin au titre de laquelle la taxe doit être imposée, il est tenu compte, comme valeur ajustée, de la valeur indiquée par la corporation dans sa première déclaration, déterminée à la fin de l'année d'income tax expirant avant l'année d'imposition au titre de la taxe sur le capital. Pour les années ultérieures la valeur ajustée, si la société est une société domestique, est déterminée en faisant la différence entre deux séries d'éléments.

Tout d'abord, on ajoute à la valeur du capital ajusté primitivement déclarée, la valeur des apports nouveaux, les versements faits aux réserves et les contributions au capital, le revenu net de la corporation, la somme dont le revenu de la corporation, exempt de l'income tax, dépasse le montant des éléments du revenu non susceptibles d'être déduits, enfin le montant des dividendes dont la déduction est autorisée en vue de l'income tax.

De ce total on retranche : la valeur des biens distribués en liquidation aux actionnaires, les répartitions de bénéfices, le montant dont les déductions autorisées en vue de l'income tax excèdent le revenu brut de la corporation.

Un ajustement doit être effectué pour chaque année d'income tax incluse dans la période comprise entre la date adoptée comme date déterminante pour la valeur primitivement déclarée, et la fin de la dernière année d'income tax expirant pendant l'année à laquelle s'applique la taxe. Pour chacune de ces années, l'ajustement est calculé sur la base d'une déclaration distincte.

Pour les corporations étrangères, le principe est le même.

Dans ce cas, la valeur primitive déclarée doit être ajustée en tenant compte des variations du capital affecté à l'exploitation aux Etats-Unis.

2° TAXE SUR LES EXCÉDENTS DE BÉNÉFICES (Revenu Act 1935)

Cette surtaxe ne concerne que les banques qui ne rentrent pas dans la définition de l'article 104 (1). Elle porte sur le revenu net des corporations dans les conditions et aux taux suivants :

6 % de la portion du revenu afférent à l'année d'income tax considérée, dépassant 10 % mais n'excédant pas 15 % de la valeur déclarée du capital ajusté, et 12 % de la portion du revenu net dépassant 15 % de cette valeur.

La valeur déclarée ajustée est déterminée comme il a été indiqué pour la taxe sur le capital ; le revenu net envisagé est le même que celui qui est soumis à l'income tax.

3° SURTAXE SUR LES BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

Les bénéfices non distribués soumis à la taxation sont la différence entre le revenu net ajusté et la somme représentée par la déduction des dividendes payés et la déduction accordée en ce qui concerne les contrats qui restreignent le paiement des dividendes.

La surtaxe est progressive par tranche :

7 % de la portion du revenu net non distribué n'excédant pas 10 % du revenu net ajusté ;

12 % de la portion du revenu net non distribué comprise entre 10 et 20 % du revenu net ajusté ;

17 % de la portion du revenu net non distribué comprise entre 20 et 40 % du revenu net ajusté ;

22 % de la portion du revenu net non distribué comprise entre 40 et 60 % du revenu net ajusté ;

(1) Voir ci-dessus, page 134.

27 % de la portion du revenu net non distribué excédant 60 %.

Si le revenu net ajusté est inférieur à 50.000 dollars, il est alloué une réduction spéciale égale à la portion du revenu net non distribué qui excède 10 % du revenu net ajusté, mais ne dépasse pas 5.000 dollars.

Dans ce cas, la surtaxe est égale à la surtaxe de droit commun indiquée plus haut sur le montant du revenu net non distribué diminuée du montant de la déduction spéciale, plus 7 % du montant de la déduction spéciale.

Sont exemptées de la surtaxe les corporations indigènes insolubles ou en faillite, les corporations étrangères, les corporations qui tirent une portion considérable de leur revenu d'une possession des Etats-Unis, enfin les Joint Stock Land Banks.

4° SURTAXE SUR L'ACCUMULATION ABUSIVE DES RÉSERVES

Les corporations qui accumulent des réserves dans le but d'éviter le paiement par leurs actionnaires de la surtaxe sur les personnes physiques, sont astreintes à une surtaxe sur les bénéfices non distribués qui peut se cumuler avec la surtaxe précédemment étudiée.

Si la corporation n'est pas soumise à cette dernière surtaxe, la seconde surtaxe est égale à 25 % du montant du revenu net non distribué ne dépassant pas 100.000 dollars, plus 35 % du revenu net non distribué excédant 100.000 dollars.

Dans le cas contraire, les taux de 25 % et 35 % sont respectivement ramenés à 15 % et 20 %.

§ 4. — Impôt du timbre

1° EMISSION DES TITRES

L'émission des titres d'une banque et de sa filiale donne lieu à un droit de timbre calculé sur le montant des titres réellement émis, sans tenir compte de ceux dont l'émission a été autorisée mais non encore faite.

Valeurs négociables

En ce qui concerne les obligations, le droit est de 5 cents par 100 dollars de la valeur nominale inscrite sur le titre ou par fraction de 100 dollars. Mais cette taxe n'est pas applicable aux instruments aux termes desquels l'obligataire est tenu d'effectuer des

versements échelonnés et n'est pas autorisé à faire annuellement un versement supérieur à 20 % du montant en numéraire auquel il aura droit à l'échéance de l'instrument.

En ce qui concerne les émissions d'actions ou de droits analogues, le droit de timbre est de 5 cents par 100 dollars ou fraction de 100 dollars de la valeur nominale des certificats émis par la société ou des parts s'il n'a pas été émis de certificats.

Si les titres ne comportent pas de valeur nominale (1), le droit est de 5 cents par titre, sauf si leur valeur vénale est supérieure à 100 dollars, auquel cas le droit de timbre est calculé à raison de 5 cents par 100 dollars ou fraction de 100 dollars de cette valeur. Si au contraire le titre a une valeur vénale inférieure à 100 dollars, le droit de timbre est calculé à raison de 2 cents par 20 dollars ou fraction de 20 dollars de cette valeur.

Les timbres représentatifs sont apposés sur le registre des actions et non sur les titres eux-mêmes.

2° TRANSMISSION DES TITRES

Transfert de parts de capital

Le droit de timbre est de 2 cents par 100 dollars ou fraction de 100 dollars de la valeur nominale des certificats ou des parts; il est dû à l'occasion de toute vente ou promesse de vente et, d'une manière générale, de toute mutation de propriété des certificats ou parts, que la transmission ait lieu au moyen d'une inscription sur un registre de la société, ou par endossement ou par tout autre moyen écrit établissant le transfert des droits attachés aux certificats et parts. Si le titre ne porte pas de valeur nominale, le droit de timbre est de 4 cents par titre.

Le droit de transmission n'est exigible qu'au moment d'une transmission réelle. Il n'est pas dû pour un transfert pignoratif par exemple. Il n'est pas dû non plus pour les transferts nécessités au moment d'une opération de bourse, par l'intermédiaire indispensable de l'agent de change.

Transfert des obligations

Il est dû de même un droit de 2 cents par 100 dollars ou fraction de 100 dollars. Il faut aussi qu'il y ait une mutation réelle.

(1) Et c'est un usage qui se répand de plus en plus dans les sociétés américaines (Cahiers de droit étranger, *op. cit.* Tome II, page 23).

Cependant la taxe n'est pas due lors des transferts d'obligations effectués à l'occasion d'une réorganisation de la société si la loi d'income tax applicable à l'année au cours de laquelle s'effectue l'opération n'admet pas qu'il soit fait état d'une fraction quelconque du gain ou de la perte provenant de l'échange ou de la répartition qu'implique le transfert.

Si le transfert s'opère par simple tradition; le timbre doit être apposé sur le titre lui-même.

SECTION II. — IMPOTS LOCAUX

§1. — Généralités

Il ne peut être question d'étudier ici les impôts prévus dans les 48 Etats de l'Union américaine.

D'une manière générale les Etats particuliers ont édicté des prescriptions spéciales sur le statut juridique et fiscal des banques qui fonctionnent sur leur territoire.

Cependant il est possible de classer en deux catégories principales les taxes qui sont applicables aux banques et qui se retrouvent dans un grand nombre d'Etats particuliers : ce sont des taxes qui frappent la propriété (Property taxes) et les taxes de franchises (Franchises taxes) (1).

La distinction entre ces deux groupes de taxes est importante, car la constitution fédérale exige que l'Etat respecte, en ce qui concerne les property taxes, l'égalité entre les sociétés constituées dans l'Etat et les autres sociétés américaines ou étrangères.

Au contraire, la législation des Etats particuliers peut faire une discrimination entre société domestique et étrangère, en ce qui concerne les Franchises Taxes.

1° *Property Taxes*

Ces taxes se retrouvent dans tous les Etats; elles frappent la propriété immobilière et la propriété des biens mobiliers incorporels tels que les titres de bourse, les ouvertures de crédit, les dépôts en banque et les créances en général. Elles sont assises, tantôt sur le capital social évalué d'après sa valeur nominale ou d'après sa valeur vénale, tantôt sur les réserves, les bénéfices de la clientèle, le portefeuille.

(1) Cahiers de droit étranger, T. II, p. 25 et suiv.

2° *Franchise Taxes*

Ces taxes peuvent être groupées dans trois catégories :

Des taxes perçues en contre-partie du privilège accordé par l'Etat particulier d'exister comme corporation sur son territoire.

Des taxes perçues en contre-partie du privilège de faire du commerce sous la forme d'une corporation.

Des taxes perçues en contre-partie de privilèges spéciaux.

Dans tous les Etats on retrouve des taxes de franchises qui frappent la constitution de la société ou l'installation des succursales et des droits annuels exigés pour le maintien du privilège pendant la durée de l'être social.

§2. — Le régime fiscal des succursales de banque dans l'Etat de New-York

1° *Régime juridique*

Le régime juridique des banques dans l'Etat de New-York est indiqué par la New-York Banking Law.

Elle établit une discrimination entre les banques domestiques et les banques étrangères : la réglementation des banques étrangères se trouve principalement dans les sections 144-145 et 223 de la loi (1).

Les banques étrangères sont exclusivement autorisées « à faire dans l'Etat de New-York, le commerce d'acheter et de vendre, de payer ou d'encaisser des traites ou d'émettre des lettres de crédit ou de recevoir de l'argent pour le transmettre par traite, chèque, câble, ou par tout autre moyen, ou d'émettre des emprunts en livres sterling, ou autres monnaies ou d'entreprendre une partie de ces affaires et de maintenir dans cet Etat une agence en vue de ces opérations ».

L'article 223 interdit aux banques étrangères de recevoir des dépôts d'argent, des bons ou autres propriétés personnelles, ni d'exercer aucun des pouvoirs réservés aux Compagnies domestiques. (Agir comme agent fiscal de transfert aux Etats-Unis de toute personne morale, agir comme trustee de toute hypothèque ou bons émis par quiconque, accepter les trusts de la part des femmes mariées, agir en qualité de trustee d'un mineur, et d'une manière générale accepter les trusts de toute nature).

(1) Annales de droit commercial, 1923, p. 25.

La banque qui se soumet à ces dispositions, doit être autorisée par le gouvernement de l'Etat et se soumettre à sa loi d'incorporation. Elle doit envoyer au « *superintendent of Banks* » tous les renseignements nécessaires sur son activité, son organisation, ses résultats, elle doit choisir un avocat responsable.

Cette législation rigoureuse explique pourquoi il y a peu de banques étrangères à New-York; celles qui s'y sont établies sont soit des banques anglaises, soit des banques canadiennes. Les banques françaises y sont à peu près inconnues : on peut citer cependant le *French American Banking Corporation*, qui est une filiale du *Compatoir National d'Escompte de Paris*.

2° Régime fiscal

Le régime fiscal des banques et de leurs succursales à New-York comporte des impôts spéciaux.

a) *Initial Licence Tax*. — Une licence doit être délivrée par le *superintendent des finances* et donne lieu au paiement d'un droit.

Les sociétés de placements sont de plus assujetties au dépôt d'un cautionnement.

b) *Impôt d'Etat sur les banques, les trusts et les sociétés financières nationales et étrangères*. — Le taux est de 4,5 % du revenu net provenant d'opérations effectuées dans l'Etat de New-York.

Une déclaration doit être déposée le 1^{er} septembre de chaque année indiquant le revenu brut et le revenu net tiré d'établissements permanents ou de biens sis dans l'Etat de New-York.

Les sociétés *holdings* sont soumises à une taxe annuelle calculée d'après le montant de leur capital-actions dans l'Etat de New-York.

c) *Taxe de transfert des titres*. — Cette taxe est analogue à l'impôt fédéral du timbre.

CHAPITRE IV

Régime fiscal des succursales de banques en Suisse

GENERALITES

La législation suisse présente la même dualité que la législation américaine. Comme les Etats-Unis, la Suisse est un état fédéral. Elle est composée de 22 cantons, dont trois sont divisés en demi-cantons. Aussi, pour se faire une idée du régime juridique et fiscal auquel sont assujetties les banques et leurs succursales en Suisse, il faut non seulement considérer les lois fédérales mais aussi les lois particulières des cantons suisses dans lesquels l'activité de la banque se développe.

Le système bancaire suisse, malgré la faible étendue du territoire national, est extrêmement développé et ramifié. A la fin de 1932, il existait plus de 300 établissements financiers qui publiaient mensuellement leurs comptes. Ces établissements possédaient un vaste réseau de 200 succursales et de 400 agences, et de plus de 1.500 offices auxiliaires collecteurs de fonds. Il faut ajouter à cet ensemble les caisses Raiffeisen qui répondent à un but assez spécial (1).

Contrôle des banques

Le régime juridique des banques en Suisse est fixé actuellement par la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne du 8 novembre 1934. Cette loi institue en Suisse le contrôle de l'Etat sur le système bancaire national et réglemente l'exercice du commerce des banques.

Les banques suisses sont tenues de limiter dans leurs statuts le champ de leur activité et elles doivent prévoir une organisation

(1) Message du Conseil Fédéral à l'Assemblée fédérale du 2 février 1934.

de leur personnalité morale en rapport avec l'importance des opérations qu'elles se proposent de faire.

Les statuts des banques doivent être approuvés obligatoirement par la Commission des banques avant toute constitution de société ; mais ces dispositions ne régissent què les banques fédérales et laissent les banques cantonales en dehors de leur application.

Pour obliger les banques à conserver par devers elles les liquidités suffisantes, la loi de 1934 fixe une certaine proportion qui doit être maintenue d'une part entre le montant de leurs fonds propres et celui de l'ensemble de leurs engagements, d'autre part entre leurs disponibilités et leurs actifs facilement réalisables d'un côté, et de l'autre leurs engagements à court terme.

Les sociétés de banque doivent en outre accumuler une réserve légale au moyen du versement annuel du vingtième des bénéfices jusqu'à ce que le fonds de réserve ait atteint le cinquième du capital social, ou bien pour les banques qui n'ont pas de capital versé, un vingtième des fonds confiés par les tiers à l'établissement.

Tous les ans, la banque doit publier un bilan et un compte profits et pertes. Si son bilan annuel dépasse 20 millions, un bilan semestriel est exigé. Si, enfin, le bilan annuel de la banque excède 100 millions, un bilan trimestriel doit être publié.

D'une manière générale, l'Etat exerce un contrôle intermittent sur les banques et leurs succursales par l'intermédiaire des réviseurs qui forment un corps d'inspection spécialisé. Les banques cantonales échappent à ce contrôle lorsqu'elles possèdent un service de revision exercé par des personnes qualifiées.

Banques étrangères et nationales

Le critérium de la nationalité des personnes morales est en Suisse le même qu'en France. Une banque est considérée comme domiciliée en Suisse lorsqu'elle y a son siège social. Ce siège social doit être réel (1) et non fictif. Les tribunaux suisses se reconnaissent la faculté de ne pas tenir compte du siège indiqué par les statuts, si celui-ci ne correspond pas à la réalité des faits, et a été choisi dans le seul but de frauder le fisc.

Les banques étrangères et les banques suisses sont soumises en principe à un régime juridique équivalent.

(1) Arrêt de justice civile de Genève, 11 avril 1919 (Semaine Judiciaire, 1919, p. 315). Arrêt Tribunal Fédéral, 1^{er} avril 1924 (R.O. et Journal de Droit International, 1924, p. 785 et suiv.); cités dans les Cahiers de Droit étranger, T. II, p. 65.

Comme en France, la reconnaissance en Suisse de la personnalité morale de la société est réglée d'une manière générale par les traités.

Toutes les sociétés, pour avoir une existence légale en Suisse, devant faire l'objet d'une inscription au registre du commerce, les banques étrangères qui établissent des succursales dans le pays doivent se plier à cette formalité, quand il s'agit de succursales dirigées par un représentant ayant capacité pour conclure des affaires d'une manière définitive. Au contraire, l'inscription au registre du commerce n'est pas exigée lorsqu'il s'agit d'une agence dirigée par un représentant n'ayant aucune capacité pour traiter définitivement avec la clientèle.

Régime fiscal

Les banques suisses ne supportent pas d'impôts particuliers ; celles qui sont constituées sous forme de société de personnes suivant les règles applicables aux personnes physiques, celles qui, au contraire, sont constituées sous forme de sociétés par actions, sont soumises à la législation spéciale qui concerne ces sociétés quand toutefois le canton considéré fait une distinction du point de vue fiscal entre les personnes et les sociétés par actions.

En tout état de cause, chaque établissement de banque a à supporter non seulement des impôts fédéraux, mais aussi des impôts cantonaux : il convient donc d'étudier séparément ces deux catégories de charges.

SECTION I. — IMPOTS FEDERAUX

L'Etat fédéral n'a fait qu'exceptionnellement usage de ses pouvoirs fiscaux. Aussi les impôts qui peuvent frapper le commerce de banque en Suisse sont-ils très peu nombreux.

Pendant et après la guerre, certains impôts extraordinaires ont été établis : tel le premier impôt de guerre qui ne fut perçu que jusqu'en 1917, l'impôt sur les bénéfices de guerre perçu de 1915 à 1920 et l'impôt extraordinaire de guerre institué en 1921 et qui a été appliqué jusqu'en 1932.

Plus récemment, une contribution fédérale de crise avait été instituée par l'article 16 de l'Arrêté fédéral du 13 octobre 1933 dont les modalités d'application ont été fixées par l'arrêté du 19 janvier 1934 ; cette contribution avait tout d'abord un caractère extraordinaire et présentait la particularité d'être prélevé par pé-

riodes de deux ans. Elle frappait le bénéfice net réalisé pendant cette période de deux ans : son taux était progressif et s'élevait de 1 à 10 %. Etaient exonérées les banques (et en général toutes les sociétés) quand leur bénéfice net n'atteignait pas une valeur moyenne annuelle de 1 % du capital actions et des réserves.

A cette contribution extraordinaire, était ajoutée une contribution complémentaire également bisannuelle sur le capital action versé et non versé et sur les réserves : son taux était fixé à 1 % du capital action versé et des réserves et à 1/4 % du capital actions non versé.

Ces contributions devaient être perçues pendant 4 ans à partir du 1^{er} janvier 1934 ; elles ne sont plus en vigueur à l'heure actuelle.

Il ne reste plus comme impôt fédéral que l'impôt du timbre, en particulier l'impôt du timbre sur les coupons.

§ I. — Impôt du timbre

Les sources législatives sont essentiellement la loi du 25 juin 1921, modifiée ultérieurement par celle du 22 décembre 1927, par l'arrêté fédéral du 13 octobre 1933 et la loi de budget de 1936.

Assiette

L'impôt du timbre frappe principalement : les coupons des obligations émises par les sociétés ayant leur siège en Suisse, les titres de rente, les lettres de gage, les obligations de caisse, les bons de caisse et de dépôt, les cédules hypothécaires et lettres de rentes émises en série, les actions et parts sociales des sociétés coopératives, et d'une manière générale tous les produits assimilés par le législateur aux coupons.

L'impôt du timbre frappe aussi les titres émis par les sociétés étrangères et qui circulent en Suisse, soit parce qu'ils y ont été émis, soit parce que, ayant été émis à l'étranger, ils ont été admis à la cote d'une bourse suisse (1).

L'impôt du timbre frappe enfin les avoirs en banque de toute nature, soit sous forme de dépôts, soit sous forme d'avoirs en comptes courants, à condition que l'échéance de ces avoirs soit supérieure à trois mois, ou que leur remboursement ne puisse être demandé sans un préavis de trois mois.

(1) Cahiers de Droit étranger, Tome II, op. cit., p. 72.

Tarif et Paiement

Le tarif du droit de timbre varie suivant la nature de la matière imposable.

Le taux est de 4 % pour les coupons d'obligations.

Il est de 6 % pour les dividendes des actions.

Il est de 12 % sur les primes des obligations à primes sorties par tirage au sort.

Le taux est le même, que la matière imposable soit suisse ou étrangère.

Les banques doivent acquitter le droit de timbre sur les coupons des titres qu'elles possèdent et, quand elles sont débitrices des coupons, elles doivent retenir le montant de l'impôt sur les sommes versées en paiement du coupon.

SECTION II. — IMPOTS LOCAUX

Il ne peut être question d'étudier successivement les 25 législations différentes qui déterminent le régime fiscal des banques et de leurs succursales dans les différents cantons de la confédération helvétique. Aussi des précisions ne seront-elles données qu'en ce qui concerne le droit fiscal des six cantons suivants : Zürich, Berne, Lucerne, Bâle-Ville, Vaud et Genève.

D'une manière générale, lorsqu'une banque nationale ou étrangère installe des succursales dans un canton suisse, deux séries de dispositions fiscales sont à prendre en considération : d'une part les impositions établies par le législateur cantonal et d'autre part celles qui sont édictées par les autorités communales.

Impôts cantonaux

Tous les cantons suisses ont établi un impôt sur la fortune ; tantôt cet impôt porte sur le montant net de la fortune globale du redevable, tantôt au contraire son assiette est restreinte à certains éléments de cette fortune : dans ce cas, il s'appelle impôt spécial sur la fortune et il frappe ordinairement la valeur des biens immobiliers et celle des titres, tels que les actions, les obligations, les créances et les dépôts ; il peut même parfois être limité à une taxation de la valeur des biens immobiliers et des créances gagées sur une hypothèque.

A côté de l'impôt sur la fortune, les législations des cantons de la confédération ont fait place soit à un impôt général sur le

revenu net global, et c'est le cas dans les législations des cantons de Zürich, Lucerne, Uri, Soleure, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Genève, soit à un impôt sur les produits du travail.

Enfin, certains cantons ont établi sur les entreprises industrielles et commerciales un droit de patente (par exemple le canton Zoug).

Ces différentes taxations qui, d'une manière générale, s'appliquent aux personnes physiques, peuvent intéresser le régime fiscal des banques et de leurs succursales, lorsque la société de banque est constituée sous la forme d'une société de personnes. Mais la plupart des cantons soumettent les sociétés de capitaux, sociétés par actions et coopératives, à une législation spéciale ; le plus souvent, les banques seront donc soumises à ce régime. Dans ces législations spéciales, l'impôt sur la fortune est remplacé par un impôt sur le capital social de l'entreprise, et l'impôt sur le revenu par un impôt sur les bénéfices nets réalisés au cours de l'exercice social.

Impôts communaux

Dans presque tous les cantons, le système d'impôts communal est le même que le système d'impôt cantonal. Cependant, cette règle générale souffre des exceptions : ainsi les cantons de Soleure, des Grisons et de Vaud possèdent des règlements fiscaux communaux qui diffèrent considérablement de ceux établis par les cantons correspondants.

L'autorité cantonale peut permettre aux communes d'établir des impôts spéciaux communaux même lorsque l'ensemble de la fiscalité communale est copiée sur la fiscalité cantonale : c'est ainsi qu'il existe, dans certaines communes, des taxes spéciales sur les immeubles sis dans la commune ou des taxes industrielles et commerciales particulières aux entreprises établies dans la commune.

Après avoir donné un tableau schématique des différents impôts qui peuvent frapper les succursales de banque dans les cantons de Zürich, de Berne, de Lucerne, de Bâle-Ville, de Vaud et de Genève, on examinera les conditions générales de l'assiette et du paiement des différentes taxes cantonales en Suisse.

§ 1. — Tableau des impôts qui frappent les succursales de banques dans les cantons de Zürich, de Berne, de Lucerne, de Bâle-Ville, de Vaud et de Genève (1)

1° ZÜRICH (Loi du 25 février 1917)

a) *Impôts cantonaux.*

Impôt sur le capital. 1,65 % du capital actions versé ou du capital des parts sociales et des réserves.

Impôt sur les bénéfices nets. Le taux de l'impôt est la moitié du taux que le bénéfice net représente par rapport au capital imposable (1). Toutefois, l'impôt à payer ne peut dépasser 11 % du bénéfice net (2).

b) *Impôts communaux.*

Impôt sur le capital et impôt sur le bénéfice net ; ils sont assis suivant les mêmes règles que l'impôt cantonal. Le taux est un pourcentage de l'impôt cantonal.

Mais en outre, si la banque réalise un bénéfice net qui ne dépasse pas 3 % du capital imposable, elle est assujettie en sus de l'impôt sur le capital à un impôt de 3 % sur le revenu.

Impôt foncier bâti.

2° BERNE (Lois du 7 juillet 1918, 22 janvier 1919, 23 janvier 1919 et textes modificatifs).

a) *Impôts cantonaux.*

Dans le canton de Berne, les sociétés par actions sont taxées suivant les mêmes règles que les personnes physiques.

(1) Cahiers de Droit étranger, p. 73 et suivantes.

(2) Soit une banque du canton de Zürich ayant un capital social de 18.000.000 de francs suisses, des réserves d'un montant global de 2.000.000 et qui réalise un bénéfice net de 1.000.000 de francs.

$$1^{\circ} \text{ Montant de l'impôt sur le capital : } (18.000.000 + 2.000.000) \times \frac{1,65}{100} = 33.000 \text{ francs}$$

$$2^{\circ} \text{ Taux de l'impôt sur les bénéfices : soit } \frac{x}{100} \text{ ce taux on doit avoir :}$$

$$\frac{x}{100} = \frac{1}{2} \times \frac{1.000.000}{20.000.000}$$

$$x = 2,5 \%$$

Le montant de l'impôt sur les bénéfices est de 25.000 francs.

Le maximum de l'impôt à payer quelque soit le taux x est :

$$1.000.000 \times \frac{11}{100} = 110.000 \text{ francs.}$$

Impôt sur la fortune : 1 % de la valeur de la propriété foncière, de la valeur des capitaux productifs d'intérêts et des rentes garanties par des immeubles imposables.

Impôt sur le bénéfice net, dit « Impôt sur le revenu de première classe ». Taux 1,5 %. L'impôt frappe aussi le revenu des titres du portefeuille des établissements financiers.

Impôt sur le revenu, dit « de deuxième classe ». Taux 2,5 % du revenu des capitaux non soumis à l'impôt sur la fortune, de la valeur des gains spéculatifs et des plus-values de capital.

Contribution additionnelle sur les cotes dues au canton et dépassant 100 francs : son taux varie de 5 à 50 %.

b) *Impôts communaux.*

Les communes perçoivent les mêmes impôts que le canton. Il faut cependant remarquer que la déduction des dettes n'est pas permise dans le calcul de l'impôt sur la fortune et que les contributions additionnelles ne s'appliquent pas à la partie de l'imposition de la fortune compensée par les dettes non déductibles.

3° LUCERNE (Loi 22 septembre 1922 ; Loi 30 novembre 1927)

a) *Impôts cantonaux.*

Impôt sur le capital versé ou le capital social augmenté des réserves : 1,35 %.

Impôt sur le bénéfice net. Le taux est un pourcentage égal à la moitié du taux que représente le bénéfice net par rapport au capital imposable avec un maximum de 10,8 %.

b) *Impôts communaux.*

Les mêmes impôts sont perçus mais le montant global des impositions cantonales et communales est limité à 30 % du revenu total.

4° BALE-VILLE (Loi 23 juin 1921)

a) *Impôts cantonaux.*

Impôt sur le capital action versé et non versé et sur les réserves, ou bien impôt sur le capital social augmenté des réserves. Le taux est de 22 % du capital versé et de 0,55 % du capital non versé.

Impôt sur le bénéfice net : le taux est la moitié du taux que représente par rapport au capital versé imposable, le bénéfice net. Il ne doit pas être inférieur à 0,575 %, ni supérieur à 13,8 %.

b) *Impôts communaux.*

La commune de Bâle-Ville qui se confond presque avec le canton, ne lève aucun impôt communal.

5° VAUD (Lois du 24 janvier 1923, 24 novembre 1926, 14 février 1928, 22 janvier 1919, 19 mai 1925).

a) *Impôts cantonaux.*

Dans le canton de Vaud, l'imposition des sociétés suit les mêmes règles que l'imposition des personnes physiques.

Impôt sur la fortune : il frappe la partie de la fortune qui excède le capital social. Son taux est de 1,5 %.

Impôt sur le produit du travail : 0,8 à 8,5 % du bénéfice net, déduction faite d'un intérêt calculé à 5 % sur le montant du capital investi dans l'exploitation et déduction faite des tantièmes qui sont imposés par ailleurs entre les mains des bénéficiaires.

Impôt des patentes : le droit peut varier de 10 à 5.000 francs, il tient compte du capital versé, des réserves, du chiffre d'affaires, des bénéfices réalisés, de la nature de l'actif.

b) *Impôts communaux.*

Impôt sur la fortune.

Impôt sur le produit du travail.

Selon les communes, ces deux impôts sont à tarif proportionnel ou progressif. Dans ce dernier cas, la progression ne peut être plus rapide que celle de l'impôt cantonal.

Impôt foncier (Les dettes ne sont pas déduites).

6° GENÈVE (Loi 24 mars 1923 et modifications ultérieures)

a) *Impôts cantonaux.*

Impôt sur le capital actions versé et non versé ou sur le capital social. Le taux est 1,725 % du capital versé et des réserves et 0,7625 % du capital non versé.

Impôt sur le bénéfice net : le taux est un pourcentage déterminé du taux que représente le bénéfice net par rapport au capital versé et aux réserves. Le taux maximum est 15,25 % du bénéfice net.

Impôt foncier bâti sur la valeur des immeubles, les dettes n'étant pas déduites.

b) *Impôts communaux.*

Centimes additionnels sur les impôts cantonaux frappant le capital et les bénéfices.

Taxe professionnelle fixe de 5 à 30.000 francs. Le tarif comporte

4 classes : le classement est fait en tenant compte de l'importance du commerce, de la clientèle, du chiffre d'affaires, des locaux professionnels, de l'importance du personnel.

§ 2. — Conditions générales de l'assiette et du paiement
des taxes cantonales

1° *Assiette*

a) *Capital et Revenu imposable.*

Les impôts établis par un canton suisse frappent d'une part les banques qui y ont leur siège effectif sur le montant global de leur capital et de leurs bénéfices, d'autre part les banques qui, ayant leur siège dans un autre canton ou à l'étranger, ne possèdent dans le canton qu'une succursale. Mais dans ce cas, le capital et les bénéfices imposables sont calculés proportionnellement à l'activité déployée par la succursale dans le canton (1).

Enfin, si une banque étrangère n'a en Suisse qu'un siège social, toute l'activité de la banque ayant lieu à l'étranger, les cantons imposent la dite banque sur l'ensemble de son capital et de son bénéfice, mais alors la banque est assimilée aux sociétés holdings et bénéficie de leur régime de faveur (2).

b) *Evaluation de la fortune et du capital imposable.*

Evaluation de la fortune.

Dans les cantons qui n'ont pas de législation spéciale pour les sociétés par actions et les coopératives, les banques sont imposées sur le montant de leur « fortune » comme les particuliers.

La fortune est l'ensemble des choses et des droits dont dispose la société de banque. Les énumérations données par les différentes législations des éléments qui doivent entrer dans le calcul de la fortune viennent parfois limiter cette définition.

L'impôt sur la fortune est établi d'après la consistance des biens et leur valeur à l'époque fixée par la législation du canton. Cette époque est généralement le commencement de la période fiscale.

Qu'il s'agisse d'un impôt général sur la fortune ou d'un impôt spécial sur certains de ses éléments, tel que l'impôt sur la fortune

(1) Voir deuxième partie, pages 255 et suivantes.

(2) Voir deuxième partie, page 265.

existant dans le canton de Berne, dans les deux cas la fortune imposable est égale à la différence entre la fortune brute et les dettes qui peuvent être déduites.

Fortune brute.

Les principes d'évaluation qui sont le plus fréquemment appliqués sont les suivants (1).

Pour les immeubles, la valeur retenue est, suivant les cas, soit la valeur vénale, soit la valeur déterminée par leur rendement, soit la valeur qui ressort de la police d'assurance contre l'incendie.

Pour les installations mobilières, la valeur retenue est le prix d'achat, compte tenu de l'usure de ces installations calculée suivant les usages de l'amortissement commercial.

Pour les valeurs mobilières cotées en bourse, la valeur retenue est celle qui ressort du cours de bourse.

Pour les valeurs mobilières non cotées, la valeur retenue est soit la valeur nominale, soit la valeur vénale si les titres ne portent pas l'indication d'une valeur nominale ; dans ce dernier cas, on tient compte du revenu produit ou, à défaut, de l'état général de l'entreprise qui a émis les valeurs.

Pour les créances de toute nature, créances hypothécaires, dépôts en banque, soldes des comptes courants, la valeur retenue est leur valeur nominale. Si certaines de ces créances sont douteuses ou litigieuses, on suppose pour les évaluer la probabilité du recouvrement.

Les droits que la banque peut posséder en dehors des créances peuvent être évalués soit à leur valeur nominale, soit à leur valeur vénale.

Enfin, l'argent comptant suisse est évalué à sa valeur légale, l'argent comptant étranger suivant les cours des devises.

Déductions à faire subir à la fortune brute.

La totalité des dettes n'est déductible que pour l'établissement de l'assiette des impôts qui frappent la fortune totale. Au contraire, quand il s'agit d'un impôt spécial sur la fortune, on ne peut déduire que les dettes afférentes aux éléments d'actif rentrant dans l'évaluation de la fortune brute. C'est ainsi que la législation du canton de Berne, qui n'impose que les immeubles et les créances productives d'intérêts et garanties par un gage immo-

(1) S. D. N. L'imposition des sociétés nationales et étrangères, page 425.

bilier situé dans le canton, ne permet de déduire que les dettes hypothécaires.

Par ailleurs, dans certains cantons, il est interdit aux sociétés qui n'ont pas leur siège dans le canton de déduire les dettes afférentes à des objets imposables situés dans d'autres cantons. D'autres législations sont moins sévères et autorisent la déduction sous condition de réciprocité.

Evaluation du capital imposable.

Dans les cantons qui soumettent les sociétés par actions et les coopératives à une législation spéciale, l'impôt sur la fortune est remplacé par un impôt sur le capital.

Le capital imposable est le capital indiqué par les statuts, ou bien pour les banques coopératives par les données du bilan.

On ajoute au capital les réserves visibles qui figurent au compte du passif.

Les réserves occultes doivent faire partie aussi du capital imposable. Pour les déceler, on évalue les éléments de l'actif en suivant les règles qui ont été étudiées ci-dessus et on retranche de la valeur ainsi déterminée le montant porté au bilan.

c) Evaluation du revenu ou des bénéfices imposables.

Revenu.

Suivant les législations, l'impôt porte soit sur le revenu net global, soit sur certains éléments du revenu net.

Le revenu net global comprend tous les produits, tous les bénéfices, qu'ils soient en espèces, qu'ils soient en nature, provenant de l'exploitation de l'établissement et de tous les produits et revenus des biens et capitaux quelconques.

Les plus-values sont taxables à partir du moment où elles ont été réalisées et même dans le canton de Bâle-Ville, elles sont taxables du fait de leur simple existence, sans avoir été réalisées.

Du revenu brut global, on déduit tous les frais et charges qui ont incombé à la société pendant l'exercice imposé soit pour l'acquisition du revenu, soit pour sa conservation ainsi que les amortissements d'usage et les pertes d'exploitation. Peuvent être aussi déduites d'une manière générale dans la plupart des cantons les sommes versées par la société pour les fonds de prévoyance constitués en faveur du personnel.

Toutefois, dans la majorité des cantons, il est interdit de défalquer du bénéfice brut, le montant de l'impôt sur le revenu.

Bénéfice.

Dans les cantons qui possèdent une législation spéciale pour les

sociétés par actions et les coopératives, l'impôt frappe le bénéfice net.

Au bénéfice net tel qu'il ressort du compte de profits et pertes de la société, il faut ajouter les sommes affectées à des fonds spéciaux et aux fonds de réserves, les participations et tantièmes accordés aux membres du conseil d'administration, les amortissements effectués au delà des usages normaux du commerce et, d'une manière générale, de tous les prélèvements destinés à un autre but que de couvrir les dépenses d'exploitation, tels que les remboursements de capital et les acquisitions de biens.

Dans les cantons de Genève et de Zürich, il faut ajouter de plus au résultat du compte profits et pertes, les agios réalisés sur les émissions d'actions nouvelles.

Du total ainsi déterminé, il convient de retrancher le solde reporté du compte profits et pertes de l'exercice antérieur, ainsi que les différentes déductions qui ont été énumérées pour l'établissement de l'impôt sur le revenu.

2° PAIEMENT

a) *Impôt cantonal.*

Déclaration. — L'assiette de l'impôt est connue par la déclaration de la société de banque : des formules spéciales pour l'impôt sur le capital et pour l'impôt sur les bénéfices doivent être remplies et il doit y être joint un exemplaire du bilan et du compte profits et pertes.

Taux. — D'une manière générale, le taux applicable est une fraction de mille francs pour l'impôt sur le capital et un pourcentage pour l'impôt sur le revenu : les taux de ces deux impôts sont généralement distincts.

Les taux sont souvent progressifs, sauf dans les cantons de Berne, Schwyz, Unterwald-le-Haut, Soleure, Schaffouse, Argovie. Dans ces cantons, les taux sont simplement gradués suivant l'importance de l'assiette.

En ce qui concerne les sociétés étrangères qui ne sont imposables dans un canton que pour une fraction de leur capital ou de leur bénéfice, le taux applicable est en général le taux qui correspond à la valeur de cette fraction, excepté dans les cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Fribourg, Genève, Vaud, Saint-Galles, Valais, Zürich, dans lesquels le taux applicable est celui qui correspond à la totalité du capital et des bénéfices.

Calcul de la cote. — La cote de l'impôt est obtenue en multipliant le taux applicable par la valeur déterminée des éléments imposables. Le produit de cette multiplication s'appelle l'unité d'impôt.

Dans certains cantons, le montant de l'impôt à payer se confond avec l'unité d'impôt ; c'est le cas dans les cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Fribourg, Zoug, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève.

Dans tous les autres cantons, le montant de l'impôt à payer est un multiple de l'unité d'impôt. C'est la loi de budget qui fixe annuellement le coefficient à employer.

Impôts communaux. — Les impôts communaux suivent d'une manière générale, les mêmes règles que les impôts cantonaux. Cependant, le taux progressif de l'impôt cantonal est souvent remplacé pour le prélèvement communal par un taux proportionnel.

Les communes fixent annuellement le nombre d'unités d'impôt à percevoir.

Dans les cantons de Genève et de Zürich, les impôts communaux sont perçus sous forme de centimes additionnels aux impôts cantonaux.

Mode de paiement. — Il est à remarquer qu'en Suisse, les impôts sur le capital et sur les bénéfices sont toujours payés directement par le redevable. Le paiement a lieu, suivant les cantons, en une ou plusieurs fois.

Mais contrairement à ce qui existe dans les législations fiscales des autres pays étudiés, la perception de l'impôt à la source ne s'est pas développé. Il n'a lieu en effet que pour un seul impôt : l'impôt fédéral du timbre sur les coupons.

DEUXIÈME PARTIE

Questions litigieuses soulevées par l'imposition des succursales de banques en France, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Etats-Unis et en Suisse

TITRE I

Vue d'ensemble des difficultés rencontrées dans la taxation des succursales de Banques

CHAPITRE UNIQUE

Le développement d'un vaste réseau de succursales donne aux sociétés de banque une structure complexe. En effet, les succursales d'une même banque ne sont pas toutes de même nature ; les unes sont de simples agences, les autres des filiales ; et les liens qui unissent ces divers établissements entre eux et avec le siège social ou la maison-mère, peuvent être extrêmement variables. Alors que certains établissements jouissent d'une grande indépendance dans leurs opérations, d'autres au contraire peuvent n'avoir aucune liberté d'action et ne constituer qu'une partie détachée de l'établissement principal.

Cette complexité de structure met l'administration fiscale des différents pays devant des difficultés considérables pour taxer les résultats d'exploitation des établissements qui rentrent dans leur juridiction fiscale.

L'enchevêtrement des opérations effectuées par les différents établissements de la banque fait naître deux dangers principaux : l'un est à craindre pour la banque elle-même, c'est la double imposition, l'autre est dangereux pour le fisc, c'est l'évasion fiscale.

Ces deux dangers montrent l'importance qu'il y a à déterminer de façon aussi exacte que possible les éléments taxables qui doivent être pris en considération par les différentes administrations compétentes : dans cette matière, deux difficultés se présentent, l'une d'ordre technique qui consiste pour l'administration à distinguer dans les renseignements dont elle dispose quels sont les éléments taxables et quels sont ceux qui ne le sont pas ; l'autre d'ordre pratique, qui consiste à se procurer matériellement les renseignements sur lesquels elle basera ses calculs.

Trois questions doivent être étudiées successivement : l'une théorique, la question des doubles impositions et de l'évasion fiscale en général, l'autre technique, celle de la ventilation des éléments du revenu imposable, enfin la dernière, pratique, les méthodes d'imposition qui permettent d'effectuer cette ventilation.

SECTION 1. — DOUBLES IMPOSITIONS ET EVASIONS FISCALES

§ 1. — Les causes

La double imposition et l'évasion fiscale ne sont pas des phénomènes complètement modernes ; ils se posent déjà depuis fort longtemps ; cependant ils ont pris à l'heure actuelle une importance considérablement accrue : la cause de cette évolution réside principalement dans le développement des relations internationales, dans la tendance des administrations fiscales à étendre leur compétence, dans la tendance contraire des redevables qui cherchent par tous les moyens à échapper à l'impôt.

A ces causes, il faut en ajouter d'autres moins importantes, la multiplication des entreprises sous forme de sociétés de capitaux, l'augmentation des charges publiques qui, en obligeant l'administration à élever ses tarifs et à se montrer plus stricte, rend l'évasion fiscale plus intéressante, l'importance croissante dans les systèmes actuels d'impôts sur le revenu, des impôts assis sur les revenus réels et la disparition corrélative des impôts assis d'après les signes extérieurs, enfin, la complexité de la législation fiscale elle-même qui rend impossible de prévoir toutes les répercussions des lois fiscales, et donne aux redevables des refuges juridiques où l'administration ne peut saisir la matière imposable.

La double imposition peut être soit intentionnelle, soit involontaire.

Les doubles impositions intentionnelles ne posent pas de ques-

tions ; le législateur recherche en effet par ce moyen à réaliser certains buts : par exemple, il peut essayer de discriminer deux catégories de redevables en établissant sur l'une d'elles un impôt de superposition ; la double imposition peut aussi servir à pénaliser, en quelque sorte, certaines opérations, soit parce qu'elles sont désavantageuses pour le fisc, soit aussi parce qu'il y a un intérêt économique ou social à les supprimer.

Les doubles impositions involontaires sont, au contraire, la source des plus grandes difficultés. Elles se produisent sous deux formes : doubles impositions internes, doubles impositions internationales, suivant qu'elles ont lieu à l'intérieur d'un Etat, ou qu'elles sont provoquées par l'incidence de plusieurs législations fiscales nationales.

Les doubles impositions internes sont provoquées par l'existence à l'intérieur d'un Etat de subdivisions administratives douées d'une certaine autonomie financière.

Ainsi, à l'intérieur d'un Etat unitaire, les revenus d'un même établissement peuvent être taxés à la fois par un impôt d'Etat et un impôt local, provincial ou communal. Il est du reste très légitime que les collectivités locales cherchent des ressources dans des impôts additionnels aux impôts d'Etat ; et généralement elles sont limitées par la loi dans leur compétence fiscale. Mais la double imposition devient intolérable lorsque les collectivités locales fixent leurs impôts sans tenir aucun compte du prélèvement effectué par l'Etat. Il peut en résulter une véritable spoliation pour le redevable.

Une situation analogue à celle qui vient d'être signalée existe dans les Etats fédéraux : le phénomène de double imposition se complique du fait qu'il peut être provoqué non seulement par la superposition d'un impôt fédéral à un impôt d'Etat particulier, mais de plus, si à l'intérieur de cet Etat il existe des collectivités locales douées de l'autonomie financière, par l'incidence d'une disposition fiscale des autorités locales.

Le risque des doubles impositions est d'autant plus à craindre que les Etats particuliers et les collectivités locales ont généralement comme ressources des impôts directs sur le revenu.

On peut encore faire entrer dans le cadre des doubles impositions internes, les doubles impositions qui peuvent se produire entre la métropole et les colonies qui ont une législation fiscale spéciale.

Si les doubles impositions internes présentent des inconvénients, il est relativement facile d'y remédier, car au-dessus des différents

domaines fiscaux distincts, il existe une autorité qui est susceptible de les faire cesser.

Au contraire, le problème des doubles impositions internationales paraît plus difficile à résoudre.

Elles supposent l'existence d'une même matière imposable frappée par la loi fiscale de deux ou plusieurs pays au titre d'impôts analogues. Elles peuvent provenir soit de la divergence des principes de taxation appliqués dans les différents pays, soit même quand les principes sont identiques dans les deux pays, de leur multiplicité.

Premier cas, exemple : une banque sise dans un pays A a une succursale dans le pays B. Le principe de taxation du pays A est le principe du domicile, celui du pays B le principe de l'origine. Les bénéfices résultant de l'exploitation de l'entreprise sont taxés en totalité par le pays A et repris partiellement par le pays B en ce qui concerne les revenus tirés de la succursale.

Deuxième cas, exemple : Les deux pays ont la même règle d'imposition, mais cette règle repose sur une dualité de principe. Si par exemple les deux pays taxent les résidents sur tous leurs revenus et les non-résidents sur les revenus tirés de sources situées dans le pays, une banque considérée comme résidente dans le pays A ayant des succursales dans le pays B est taxée sur son revenu global dans le pays A et le revenu qu'elle tire de ses succursales est à nouveau taxé dans le pays B.

§ 2. — Conséquences

L'importance de la question des doubles impositions provient de la gravité des conséquences qu'elles entraînent.

Tout d'abord, la double imposition heurte l'idée de justice fiscale. A l'intérieur d'un Etat, l'impôt doit en effet être égal pour tous ; un redevable ne doit pas être taxé deux fois lorsqu'un autre ne l'est qu'une fois dans les mêmes circonstances.

Du point de vue international, la double imposition peut entraîner des mesures de rétorsion de la part des Etats auxquels appartiennent les nationaux qui souffrent de la double imposition.

Les conséquences de la double imposition sont en effet les mêmes que celles qui résulteraient de l'application d'un impôt supplémentaire sur les étrangers qui possèdent une exploitation dans le pays ; elles s'expliquent par la théorie de l'incidence.

Pour déterminer les effets de la double imposition, il suffit de raisonner à partir de la théorie classique de l'amortissement ou de la capitalisation de l'impôt.

Au moment où la double imposition apparaît, elle est une charge pour le propriétaire actuel du bien doublement taxé. La valeur du bien diminue, et s'il est vendu, le prix de vente tiendra compte de l'impôt qui frappe ce bien, de telle sorte que le nouvel acquéreur n'en sentira plus l'effet : l'impôt s'amortit.

Voici un exemple (1) : « La Moranie, pays qui fait appel aux capitaux étrangers, établit un impôt qui frappe les revenus de ces capitaux. Quant aux placements qui avaient été effectués avant que l'impôt ne fut établi, la théorie de l'amortissement se vérifiera ; c'est-à-dire que la double imposition restera entièrement à la charge des capitalistes ; ou bien, ils subiront une perte en revenus, ou bien s'ils veulent se défaire de leurs placements en repassant leurs titres à de nouveaux acquéreurs, ils subiront une perte en capital.

« Quant aux placements qui pourraient être effectués après l'établissement de l'impôt, la situation est toute différente. L'impôt fonctionne à leur égard comme barrière, c'est-à-dire qu'il fait obstacle aux nouveaux investissements ».

Les étrangers en présence d'une double imposition peuvent opter entre deux lignes de conduite : ou bien ils peuvent renoncer à leurs placements dans le pays où sévit la double imposition ; il en résulte dans ce pays une raréfaction des capitaux, une hausse du taux de l'intérêt, et par suite une dépréciation générale des valeurs dont doivent pâtir aussi les valeurs du pays considéré et, en tout état de cause, une diminution des échanges internationaux. Ou bien, les placements étrangers continueront, malgré la double imposition, mais alors ils se feront en vertu de la théorie de l'amortissement, dans des conditions plus onéreuses pour le débiteur : ainsi les étrangers ne sentent finalement plus le poids de la double imposition ; au contraire, les ressortissants du pays dans lequel elle sévit en subissent toute la charge dans leurs emprunts.

Sans doute, ces conséquences ne sont-elles que théoriques, et peuvent-elles être compensées pour différentes raisons (les capitalistes ignorent souvent les taux d'intérêts dans les différents pays, les capitaux ne sont pas en pratique aussi mobiles que le suppose la théorie, etc...), mais il n'en subsiste pas moins que l'imposition plus forte des étrangers, et par conséquent la double imposition qui aboutit au même résultat, est une charge pour le pays où elle existe.

(1) ALLIX. Cours de doctorat, 1937-1938.

La double imposition comme toute surcharge fiscale, excite l'évasion fiscale ; d'une part la fraude devient plus intéressante et plus rémunératrice, d'autre part les redevables qui préfèrent rester dans la légalité et ne pas courir le risque des sanctions fiscales, recherchent les moyens juridiques d'éluder le paiement de l'impôt ; enfin les sociétés essayent de transférer indirectement les bénéfices de leurs succursales situées dans un pays surimposé à d'autres établissements sis à l'étranger.

D'une manière générale, l'évasion fiscale est favorisée par les différences des charges fiscales existant dans les différents pays. Elle fait subir une perte au trésor du pays d'où la matière imposable s'évade. Aussi les transferts indirects de bénéfices d'un établissement à l'autre d'une société internationale sont-ils étroitement surveillés.

Mais le fisc ne doit pas se borner à surveiller les agissements des sociétés internationales.

En effet, le transfert de bénéfice par augmentation du prix des services rendus par une filiale à une société-mère, et inversement, peut aboutir à frustrer le trésor même lorsque les deux sociétés sont situées dans le même pays. Il suffit de supposer que l'un des deux établissements fait des bénéfices tandis que l'autre est déficitaire : normalement l'établissement bénéficiaire doit payer l'impôt sur son bénéfice. Par contre, l'établissement déficitaire n'a rien à payer. Si la société transfère indirectement les bénéfices de l'établissement bénéficiaire à l'établissement déficitaire, l'administration peut être frustrée d'une certaine somme d'impôt et même de la totalité quand les bénéfices absorbent la perte.

§ 3. — Remèdes

Les doubles impositions peuvent conduire à des abus manifestes. Un même redevable peut avoir à cause d'elles une somme d'impôts à payer plus élevée que le revenu qu'il encaisse. Aussi, des mesures ont-elles été prises : les unes sont d'ordre interne, les autres d'ordre international.

La législation interne des différents pays a essayé de réagir contre les doubles impositions internes, d'une part, et les doubles impositions internationales, d'autre part.

Une loi suffit dans les pays unitaires pour mettre fin aux abus que peuvent commettre les autorités financières locales.

Dans les Etats Fédéraux, la constitution fédérale cherche généralement à éviter que l'occasion des doubles impositions se pré-

sente ; tout d'abord en limitant soigneusement la compétence fiscale des Etats particuliers, ensuite en chargeant parfois l'Etat fédéral des impôts qui donnent lieu à double imposition, enfin en posant le principe de l'interdiction des doubles impositions.

Dans les relations entre la métropole et ses colonies, une solution interne aux doubles impositions peut être cherchée dans des accords entre les administrations compétentes, prévoyant dans certains cas des déductions ou des dégrèvements.

Quant aux doubles impositions internationales, elles peuvent être évitées unilatéralement aussi par des dégrèvements et des déductions accordés sous la seule condition de réciprocité par exemple.

Mais la véritable solution réside dans les conventions internationales provisoirement, et dans la reconnaissance ultérieurement par tous les pays de principes d'imposition identiques et d'une méthode de répartition générale des éléments imposables.

Dans ce sens, des études approfondies ont déjà été faites par la Chambre de Commerce Internationale et la Société des Nations (1).

SECTION II. — PROBLEMES POSES PAR LA VENTILATION DES ELEMENTS DU REVENU IMPOSABLE D'UNE SUCCURSALE DE BANQUE

Comparée aux problèmes que soulèvent les autres entreprises commerciales et industrielles, la ventilation des éléments du revenu imposable des succursales de banque ne présente qu'assez peu de difficultés. La raison en est que, tout d'abord, les banques internationales sont moins nombreuses que les entreprises commerciales et industrielles internationales, d'autre part, la nature des opérations de banque permet de les rattacher très souvent à un établissement bien déterminé.

Les problèmes posés par la ventilation des revenus varient suivant la nature du lien qui unit l'établissement principal à sa succursale : lorsque le lien est particulièrement étroit, dans le cas d'une agence, d'un bureau par exemple, les difficultés de ventilation se présentent au maximum. Les questions qui se posent

(1) Rapports sur la double imposition du 3 avril 1923 et du 7 février 1925 avec, dans ce dernier, une note de M. Dufour sur les différentes méthodes proposées pour remédier à la double imposition et leur représentation graphique

sont au contraire moins nombreuses lorsque la succursale est une filiale. D'où la nécessité de distinguer entre les deux catégories de succursales.

§ 1. — Agences

Trois catégories d'agences doivent être successivement envisagées : d'une part les agences situées dans le pays des banques nationales, d'autre part les agences étrangères des banques nationales, enfin les agences nationales des banques étrangères.

1° AGENCES SITUÉES DANS LE PAYS DES BANQUES NATIONALES

Elles ne soulèvent aucune difficulté de ventilation : les bénéfices réalisés par l'intermédiaire de ces succursales se confondent dans les bénéfices globaux de l'entreprise et ne donnent pas lieu à une imposition séparée.

2° AGENCES ÉTRANGÈRES DE BANQUES NATIONALES

Les bénéfices d'une agence située à l'étranger peuvent au contraire faire naître des difficultés diverses suivant les principes qui président dans le pays où est établi le siège, à la taxation des revenus.

a) Si la législation fiscale du pays du siège social assujettit à l'impôt toute personne physique ou morale à raison de l'existence dans le pays de son domicile fiscal quelle que soit la source d'où proviennent ses revenus, la banque doit être taxée non seulement à raison de son exploitation dans le pays, mais aussi à raison des résultats obtenus par l'agence étrangère. La seule question qui se pose dans ce cas est celle de savoir si la banque a effectivement son domicile fiscal dans le pays.

b) Si la législation fiscale du siège social taxe à raison de l'existence dans le pays d'un établissement distinct, le problème revient à savoir si, aux yeux du fisc national, l'agence étrangère doit ou ne doit pas être considérée comme un établissement distinct : si elle constitue un véritable établissement distinct, ses résultats ne doivent pas entrer dans le bénéfice imposable, dans le cas contraire, le bénéfice global de l'entreprise est taxé.

Deux difficultés se présentent : une difficulté de fait qui est d'apprécier si l'établissement peut être ou non considéré comme distinct, une difficulté de répartition, dans le cas où les résultats de l'agence ne doivent pas être compris dans le revenu taxable.

c) Si la législation fiscale du siège social ne taxe que les revenus tirés de sources situées dans le pays, les revenus de l'agence doivent être mis à part ; donc encore difficulté de répartition.

d) Enfin, du fait de l'incidence des conventions internationales tendant à éviter la double imposition, et quelquefois aussi par mesure unilatérale appliquée ou non sous condition de réciprocité, les législations fiscales accordent pour les revenus tirés des agences situées à l'étranger, soit des déductions d'assiette, soit des réductions sur le montant de l'impôt. La difficulté est ici de calculer, quand elle n'est pas forfaitaire, la déduction à faire subir au revenu brut, du fait de l'agence étrangère, ou bien d'évaluer la quantité de matière sur laquelle porte la réduction ou l'exonération. D'où encore difficulté de répartition des éléments constitutifs du revenu imposable.

Ces difficultés dans les différents cas qui viennent d'être examinés sont analogues à celles que l'on rencontre dans l'évaluation du revenu imposable de la succursale nationale d'une banque étrangère.

3° AGENCES NATIONALES DE BANQUES ÉTRANGÈRES

Dans la plupart des pays, le revenu taxable est constitué par le revenu net, calculé d'après les règles posées par l'administration fiscale. Ce revenu net est la différence entre le revenu brut et les charges déductibles.

Trois questions se posent donc :

La répartition des éléments du revenu brut ;

La répartition des charges déductibles ;

La répartition des revenus imposables ou des pertes entre les différents établissements de la banque.

A) *Répartition des éléments du revenu brut.*

Les éléments du revenu brut peuvent se classer en trois catégories suivant la difficulté plus ou moins grande que l'administration peut éprouver à les attribuer à un établissement déterminé :

La première catégorie comprend les revenus bruts attribuables à une seule source ; la deuxième catégorie : les revenus bruts attribuables à deux ou plusieurs sources, enfin la troisième catégorie comprend les revenus bruts provenant d'opérations effectuées entre établissements appartenant à la même société de banque.

a) *Revenus attribuables à une seule source* (1).

Les revenus bruts qui peuvent être attribués d'une manière précise à un établissement déterminé de la banque comprennent principalement les revenus suivants :

« 1) Les intérêts encaissés du chef des dépôts que la succursale a effectué auprès d'autres banques se trouvant à l'intérieur du pays dans lequel elle se trouve.

« 2) Les intérêts de prêts consentis par la succursale à des tiers résidant dans le pays où elle se trouve.

« 3) Le revenu que la succursale tire de l'escompte d'effets de commerce émis par des sociétés locales et des bons émis par le gouvernement du pays dans lequel la succursale est située.

« 4) Le revenu que la succursale réalise en se livrant à des opérations de change.

« 5) Les bénéfices réalisés par la succursale sur l'achat et la vente de valeurs mobilières à l'intérieur du pays.

« 6) Le revenu encaissé par la succursale provenant de placements en titres émis par des sociétés résidentes dans le pays où se trouve la succursale.

« 7) Les bénéfices ou commissions que la succursale encaisse pour avoir garanti le placement d'une émission de titres ou avoir placé cette émission dans le pays (sans qu'il y ait lieu de tenir compte du domicile de l'organisme qui procède à l'émission).

« 8) Les courtages ou commissions reçus par la succursale pour les recouvrements effectués ou les services rendus dans l'intérieur du pays.

« 9) Les loyers encaissés pour la location ou la sous-location de locaux dans les immeubles dont la succursale est propriétaire ou locataire, et situés dans le pays où elle se trouve.

« 10) Les loyers reçus par la succursale pour la location des coffres-forts ».

b) *Revenus attribuables à plusieurs sources.*

Intérêts des comptes nostro.

Une agence peut effectuer des dépôts soit pour son compte personnel, soit pour le compte du siège social ou d'un autre établissement de la société dans une banque qui se trouve à l'étranger : l'affectation de ces intérêts peut être faite de trois façons différentes, et par conséquent ils risquent de subir une triple im-

(1) Société des Nations. Impositions des entreprises étrangères et nationales, p. 224 et suivantes.

sition ; ces intérêts peuvent en effet être affectés soit au pays dans lequel est située la banque qui paye les intérêts, soit au pays dans lequel est située l'agence qui encaisse les dits intérêts, soit enfin à titre de partie intégrante du bénéfice global de l'entreprise, dans le pays du siège social.

La solution de cette difficulté peut être trouvée en assimilant les fonds de banques aux stocks des entreprises commerciales et industrielles. Les revenus tirés des opérations faites sur des stocks de marchandises sont en effet attribués en pratique à l'établissement qui a effectué ces opérations. Cette fiction permet d'éliminer ainsi la compétence du fisc de la source du revenu, et la compétence du fisc du siège social.

L'existence d'une triple affectation possible et le danger d'une triple imposition peut être montrée comme pour les revenus des comptes *nostro* en ce qui concerne les :

Revenus des capitaux placés dans un autre pays que celui dans lequel est située l'agence considérée, et celui dans lequel se trouve le siège social de l'entreprise ;

Revenus des valeurs mobilières étrangères conservées en portefeuille par l'agence ;

Revenus des comptes en devises étrangères que l'agence a pu avoir l'occasion d'ouvrir à sa clientèle.

c) *Revenus provenant d'opérations effectuées entre établissements de la même agence.*

Opérations sur devises. — Le bénéfice ou la perte réalisés sur l'achat ou la vente de devises, au comptant ou à terme, sous forme de versements télégraphiques, d'effets ou de monnaies étrangères, est attribuable à l'établissement qui effectue l'opération. Le fait que la contrepartie est un autre établissement de la même banque ne pose pas de difficulté. Il en est de même si, au lieu de vente ou d'achat direct, il s'agissait d'opérations d'arbitrage intéressant les établissements de la banque situés dans plusieurs pays.

Opérations sur valeurs mobilières. — Les profits tirés des arbitrages sur titres ne présentent pas non plus de difficultés, et sont attribués à l'agence qui a fait l'opération et l'a inscrite dans ses livres.

Transferts de créances à terme. — Les obligations et les créances qui sont cédés par un établissement à un autre établissement de la même banque font surgir une difficulté : c'est de savoir

quel intérêt doit revenir à chaque établissement qui s'est trouvé en possession de l'effet de commerce ou de l'obligation considérés.

Les banques peuvent librement régler cette question. Mais le fisc considère généralement que l'intérêt qui doit entrer dans le revenu brut encaissé par une agence, qui escompte une lettre de change, un bon du trésor, ou tout autre papier à un autre établissement de la même banque, est proportionnel au temps pendant lequel la créance est restée dans le portefeuille de l'agence.

Opérations de recouvrement. — Un client remet à l'agence d'un pays A un effet ou un chèque à encaisser sur un pays B. L'agence du pays A transmet la valeur « en recouvrement » à l'agence du pays B qui effectue l'encaissement matériel des fonds. La question se pose de savoir à quel pays doit être attribué la commission versée par le client à l'agence du pays A pour l'opération.

On pourrait admettre qu'une partie de cette commission doit être ristournée par l'agence du pays A à l'agence du pays B en rémunération de son service. Si le règlement intérieur de la banque prévoit effectivement qu'une commission doit être servie par l'agence du pays A à celle du pays B, il n'y a pas de question, cette commission est attribuable sans hésitation au revenu brut de l'agence du pays B.

En général, l'administration fiscale décide que la commission versée par le client est attribuable uniquement à l'agence qui a pris la valeur en recouvrement.

Opérations de placement. — Une banque peut prêter son concours au placement des titres d'une société ou de fonds d'Etat étranger : elle peut intervenir seule, ou faire partie d'un syndicat, elle peut intervenir soit seulement en prêtant ses guichets, soit en garantissant le résultat de l'opération, soit en prenant ferme une partie des titres.

Les modalités de l'opération de placement sont conclues à la direction centrale au siège ; elles comprennent en particulier le paiement par l'organisme émetteur d'une rémunération pour le service demandé à la banque. Mais pour effectuer le placement matériel des titres, la société de banque peut utiliser l'intermédiaire de ses succursales. Pour celles qui sont situées dans un autre pays que le siège social, la question se pose de savoir si une partie de cette rémunération doit être attribuée aux succursales. Quand le siège social a prévu lui-même qu'une partie de la rémunération payée par l'organisme émetteur serait ristournée aux succursales qui prennent part au placement en rémunération des

services qu'elles rendent personnellement, la question est simplifiée, la fraction de rémunération touchée par la succursale est en effet attribuable sans aucun doute au pays dans lequel elle est située.

B) Répartition des charges déductibles.

Les charges qui peuvent être déduites du revenu brut dans le calcul du revenu net imposable présentent des difficultés très variables de ventilation entre les différents établissements d'une même société de banque. C'est la question de la déduction des intérêts qui pose les problèmes les plus difficiles : aussi convient-il de distinguer d'une part les frais et charges autres que les intérêts déductibles et d'autre part les intérêts déductibles.

1° *Frais et charges autres que les intérêts déductibles.*

Ces frais et charges sont de deux catégories : soit des frais généraux d'exploitation, soit des pertes ; dans les deux cas les mêmes difficultés se présentent dans la détermination du revenu imposable de l'agence nationale d'une banque étrangère.

Frais et charges attribuables à une agence déterminée.

Certains frais et certaines pertes peuvent être facilement attribués à une agence déterminée : tels sont d'une part les dépenses et les pertes encourues à l'occasion du fonctionnement de l'agence, d'autre part celles qui ont été exposées par le siège social ou un autre établissement de l'entreprise dans l'intérêt spécial d'une agence déterminée.

Frais généraux et pertes encourues dans l'intérêt général de la banque.

Ces charges déductibles sont beaucoup plus difficiles à répartir. Elles comprennent essentiellement les frais de direction, les dépenses de personnel et de matériel des services centraux, les frais de procès, etc... Il est difficile de savoir dans quelle mesure chaque établissement a profité de ces frais et quelle est la déduction qu'il est juste de leur accorder.

Cependant cette question se résout d'une manière plus facile pour les entreprises de banque que pour les autres entreprises commerciales et industrielles. Les banques le plus souvent, en effet, ne font pas supporter à leurs agences situées à l'étranger aucune fraction proportionnelle de ces charges.

2° *Intérêts déductibles.*

L'importance pratique de la question de la déduction des inté-

rêts provient de ce fait que les revenus imposables des banques sont en majeure partie constitués par la différence qui existe entre les intérêts encaissés à raison des prêts consentis par la banque à sa clientèle et les intérêts que la banque doit servir aux personnes qui lui procurent des capitaux, déposants, obligataires.

Il convient de mettre immédiatement de côté les intérêts que l'agence paye à ses propres déposants et à ses autres créanciers, la déduction de ces intérêts ne pose aucune question de répartition, elle doit être faite pour le calcul du revenu imposable de l'agence considérée.

Mais le plus souvent l'agence ne peut par ses propres moyens répondre aux demandes de crédit de sa clientèle. Elle est obligée de demander des fonds, soit au siège social, soit à un autre établissement de la société. Les fonds qu'une agence peut recevoir d'un autre établissement de la société proviennent de deux sources, soit d'avances ou d'ouvertures de crédit, soit de dépôts que d'autres établissements ont pu effectuer dans ses caisses.

Deux situations peuvent alors se présenter : ou bien les capitaux sont mis à la disposition de l'agence demanderesse purement et simplement, ou bien l'établissement prêteur stipule qu'un intérêt doit être versé à raison de l'avance consentie.

Premier cas. — La situation est avantageuse pour le fisc du pays dans lequel se trouve l'agence emprunteuse : aucune déduction ne peut être faite au titre des capitaux empruntés puisqu'aucun intérêt n'est payé.

Au contraire, le fisc du pays dans lequel se trouve l'établissement prêteur est frustré. En effet, sur les capitaux qui ont été avancés, l'établissement doit payer un intérêt à ses déposants et créanciers, mais il ne reçoit en contre-partie aucune rémunération. Du fait de l'opération, son bénéfice brut ne varie pas ; mais les intérêts payés doivent être déduits, d'où une réduction du bénéfice net imposable.

On peut concevoir en poussant les choses à l'extrême que, grâce au rayonnement dont jouit la société de banque, les établissements de certains pays attirent des dépôts considérables, alors qu'ils n'effectuent que peu d'opérations de crédit dans le pays et que la majorité des capitaux amassés vont approvisionner les établissements d'un autre pays. Les bénéfices imposables des établissements situés dans ce premier pays peuvent ainsi disparaître complètement.

Deuxième cas. — L'avance est constituée moyennant intérêts. La situation est plus normale ; les intérêts payés à l'établissement

prêteur doivent venir en déduction des bénéfices réalisés dans l'opération de crédit.

Une seule question se pose : c'est le niveau auquel doit être fixé le taux de l'intérêt, car, en effet, des minorations ou des majorations d'intérêts judicieusement pratiquées entre établissements peuvent conduire à déplacer la matière imposable d'un pays dans l'autre.

Le taux qui semble le plus admissible est le taux de l'argent sur le marché de l'établissement prêteur ; on peut poser que les établissements de la banque se consentiront entre eux un taux d'intérêt de faveur ; il semble normal de prendre comme taux de références le taux des avances entre banques indépendantes sur la place où se trouve l'établissement prêteur.

Cependant cette solution n'est pas sans critique : le taux des prêts interbancaire peut être en effet, suivant les conditions du marché et les besoins des banques, supérieur ou inférieur au taux que l'établissement prêteur doit verser à ses déposants et, de plus, il ne tient pas compte des frais généraux qui ont été encourus par l'établissement prêteur pour l'obtention des capitaux avancés et qui vont être pour l'agence qui les a sollicités une source de revenu.

La question des avances entre établissement est compliquée en pratique, du fait que dans la plupart des législations le fisc n'admet pas que la société de banque déduise du revenu brut les intérêts qu'elle verse à son propre capital ; la même difficulté se rencontre dans tous les établissements qui sont dotés d'un fonds de roulement spécial.

Le problème est donc de rechercher dans chaque avance quel est l'intérêt qui se rapporte à des fonds pris dans le capital propre de l'entreprise, c'est-à-dire sur son capital social, ses réserves et ses bénéfices non distribués et l'intérêt qui rémunère les fonds provenant des dépôts et des emprunts.

Quand les prêts sont consentis à la clientèle avec les capitaux propres de l'établissement prêteur, la question ne se pose pas. En fin d'exercice on peut connaître exactement l'intérêt versé par l'établissement à son fonds de roulement et il suffit de le déduire de l'ensemble des intérêts réalisés dans les opérations au moment du calcul du revenu imposable.

Au contraire, si les prêts sont consentis non seulement avec les capitaux propres de l'agence, mais aussi au moyen d'avances d'autres établissements, il faut déterminer dans ces avances quelle est la part d'intérêt qui revient au capital social et celle

qui revient aux fonds d'emprunts. La succursale ne doit pas en effet déduire de son bénéfice brut la première fraction, tandis qu'elle peut déduire la seconde. Or, il est impossible de connaître le montant exact de ces deux fractions, car capital et fonds d'emprunts sont pratiquement confondus dans l'entreprise.

Le moyen de sortir de cette difficulté, c'est de poser en principe que dans chaque avance de l'établissement créateur le capital social et les fonds d'emprunts sont dans la même proportion que le fonds de roulement et l'ensemble des dépôts et des emprunts de cet établissement.

Quand l'avance a été consentie par plusieurs établissements, les fractions d'avance consenties par chaque établissement doivent être, en vertu de cette méthode, ventilées en appliquant la proportion propre à chacun de ces établissements.

Pour éviter cette complication, on peut supposer qu'étant donné que l'ensemble du capital social de la banque garantit l'ensemble de ses obligations, la fraction de capital social et la fraction de fonds d'emprunt rentrant dans toute avance consentie par la banque et ses succursales sont dans la même proportion que le capital social, le total des réserves et des bénéfices non distribués et l'ensemble des fonds déposés par la clientèle ou empruntés par la société.

C) Répartition des revenus nets ou des pertes.

Les bénéfices nets ou le déficit des agences de la banque viennent pratiquement se fondre dans les résultats généraux de l'entreprise. La banque, en définitive, est soit en bénéfice, soit en perte. Mais la situation particulière des agences qui se trouvent dans le pays peut n'avoir aucun rapport avec la situation générale de l'entreprise. La difficulté est ici de concilier l'idée de justice avec la nécessité d'éviter l'évasion fiscale. Du conflit de ces deux idées naissent les raisons qui peuvent pousser l'Administration à choisir entre les deux méthodes d'imposition suivantes : ou bien considérer l'exploitation nationale comme une partie de l'ensemble de l'exploitation de la société de banque, ou bien, au contraire, faire abstraction de la société et taxer l'exploitation nationale comme une entreprise indépendante.

Si les agences nationales sont déficitaires, alors que l'ensemble de l'exploitation est bénéficiaire, cette situation peut être l'expression de la réalité, mais elle peut aussi cacher une évasion fiscale. Des deux méthodes indiquées précédemment, l'application de la première empêche l'évasion fiscale, mais peut être injuste;

l'application de la seconde aboutit à ne pas taxer; c'est juste si les opérations de la banque sont fiscalement correctes; dans le cas contraire, le Trésor subit une perte.

L'application des deux méthodes de taxation, au cas où la banque est déficitaire tandis que les agences nationales sont bénéficiaires, conduirait à des conclusions analogues.

Aussi, la taxation des résultats de l'exploitation dans le pays d'agences de banques étrangères donne naissance à une question de fait sur le point de savoir si le bénéfice net ou la perte avouée au fisc sont réels ou fictifs.

Enfin, le bénéfice net ou la perte étant évalués à leur valeur effective, la question se pose de savoir s'il ne serait pas juste d'attribuer une part du bénéfice net au centre effectif de direction, c'est-à-dire au siège social, en vertu de l'idée que l'agence doit une partie de ces bénéfices au rayonnement de l'entreprise et aux impulsions qui lui viennent de l'organisme central.

§ 2. — Filiales

Les sociétés filiales étant des entreprises organiquement indépendantes de la société mère, le fisc les considère comme des sociétés autonomes et les taxe séparément. Aussi, les questions de ventilation sont-elles, pour les succursales établies sous la forme de filiale, beaucoup moins complexes que pour les succursales créées sous la forme de simples agences.

Cependant, l'existence du lien que constitue le contrôle exercé par la société mère sur la société filiale peut entraîner quelques difficultés.

Le danger pour le fisc des sociétés filiales, c'est le transfert indirect des bénéfices entre la société mère et la société filiale. Ce danger existe même, comme il a été vu plus haut (1), lorsque la société mère et la société filiale sont situées dans le même pays et que l'une d'entre elles est déficitaire. Le problème se ramène à une question de fait qui est de savoir si oui ou non les deux sociétés se conduisent comme des sociétés indépendantes dans leurs rapports entre elles. Dans la négative, la plupart des administrations fiscales se reconnaissent le droit de redresser les résultats de la société filiale.

À côté du risque de l'évasion fiscale, la possession de sociétés filiales pose un grave problème de doubles impositions.

(1) Voir ci-dessus, page 162.

En effet, la société mère reçoit les revenus qu'elle tire de sa filiale sous la forme de dividendes; ces dividendes sont imposés une première fois à titre d'élément constitutif du bénéfice de la filiale, une seconde fois à titre d'élément constitutif du bénéfice de la société mère; cette difficulté est réglée le plus souvent par des exonérations sur la taxation des dividendes dans le pays de la société mère.

Les problèmes posés par l'exploitation des filiales se retrouvent et prennent une importance particulière lorsque plusieurs sociétés de banques sont dirigées par une Holding Company et lorsqu'elles forment un *omnium* de sociétés.

La structure d'une Holding Company peut être très complexe : les sociétés qu'elles contrôlent peuvent elles-mêmes avoir des agences ou des filiales dans différents pays, et ces filiales peuvent à leur tour contrôler d'autres succursales. Le danger des doubles impositions et de l'évasion fiscale se retrouve à chacun des échelons superposés de ce groupement de sociétés. Les dividendes distribués par l'une d'entre elles peuvent ainsi supporter une imposition multiple. Aussi, dans ce cas particulier, l'étude des exonérations prévues par la législation interne des Etats ou par les conventions internationales présente un intérêt pratique considérable. De ces mesures dépendent en effet la possibilité même de l'existence des Holding Companies.

SECTION II. — METHODES DE VENTILATION DES ELEMENTS DU REVENU IMPOSABLE

Depuis que la taxation du revenu d'après les signes extérieurs a fait place dans la plupart des pays à la taxation d'après les bénéfices réels de l'entreprise, les administrations fiscales disposent, pour établir l'assiette de l'impôt, de la déclaration du redevable appuyée généralement d'un certain nombre de documents comptables : bilan, compte profits et pertes, relevé des amortissements et des provisions. Le redevable doit tenir compte dans sa déclaration des règles posées par l'Administration en ce qui concerne la ventilation des bénéfices. Mais le fisc doit pouvoir, de son côté, vérifier si le bénéfice imposable est correctement établi. Dans ce contrôle, des difficultés diverses peuvent être rencontrées.

Cependant, en ce qui concerne la taxation des succursales de banque, la tâche de l'Administration est plus facile que pour les

entreprises industrielles et commerciales : en effet, les affaires de banque offrent une plus grande uniformité que les autres opérations commerciales; d'autre part, le plus souvent, il existe dans chaque établissement une comptabilité détaillée qui permet au fisc de déceler les irrégularités; enfin, dans beaucoup de pays, les pouvoirs publics ont réglementé ou contrôlé les entreprises bancaires et les ont soumis à des obligations, en particulier en ce qui concerne la tenue de leurs livres et la publicité de leurs comptes, qui sont de nature à faciliter considérablement le travail des administrations fiscales.

Malgré ces facteurs favorables, les administrations des différents pays rencontrent certaines difficultés; plusieurs solutions peuvent être envisagées; le choix de l'une d'elles dépend de ses mérites et des circonstances.

§ 1. — Les difficultés

La situation diffère pour les succursales imposables séparément (filiales) qui se trouvent dans le pays du siège social et pour les succursales situées à l'étranger.

L'administration fiscale du pays du siège social peut en effet examiner la comptabilité entière de la société de banque et des filiales situées dans le pays : l'assiette de l'impôt peut être déterminée ainsi d'une manière très sûre et les transferts de bénéfices peuvent être assez facilement décelés. Dans ce cas, l'administration peut établir avec une certaine exactitude le revenu qui doit être attribué en vue d'une exonération, par exemple, à une succursale étrangère.

Au contraire, la situation de l'administration fiscale est beaucoup moins favorable en ce qui concerne la taxation des succursales nationales d'entreprises étrangères : tout d'abord, quand il s'agit d'agences, elles peuvent ne pas avoir de comptabilité particulière ou bien, si elles en ont une, cette comptabilité peut être incomplète ou irrégulière du point de vue fiscal. D'autre part, les filiales de la société de banque peuvent ne pas être traitées comme des entreprises dépendantes par la société mère et leur comptabilité peut donner lieu aux mêmes difficultés que celles des agences.

Aussi, l'administration devra-t-elle, pour compléter les indications fragmentaires qu'elle peut recueillir dans le pays, rechercher à l'étranger des renseignements complémentaires. C'est une source nouvelle de difficultés : en effet, même dans les cas où

l'administration fiscale jouit à l'intérieur du pays d'un droit de communication étendu, elle ne peut prétendre user du même droit à l'égard d'entreprises situées à l'étranger. Aussi est-elle obligée de se référer à des indices plus ou moins certains recueillis au gré des circonstances. Souvent, cependant, elle parvient à obtenir de l'administration fiscale du pays du siège social les renseignements nécessaires; c'est, du reste, dans ce but et pour éviter les fraudes de toute nature, que les pays passent entre eux des conventions d'assistance fiscale.

Même quand les renseignements nécessaires ont été recueillis, le fisc du pays de la succursale peut se trouver devant de nouvelles difficultés. Ces difficultés tiennent à ce que les documents obtenus sont rédigés en langue étrangère; pour certaines langues peu répandues, des difficultés de traduction peuvent se présenter. D'autre part, les méthodes suivant lesquelles est établie la comptabilité peuvent être parfaitement inintelligibles pour le personnel fiscal de l'administration considérée; enfin, les évaluations étant faites en monnaie étrangère, il faut les convertir en monnaie nationale, ce qui n'est pas toujours extrêmement aisé.

§ 2. — Les solutions

Devant ces difficultés, les administrations se contentent généralement des éléments d'appréciation qu'elles peuvent trouver sur place. Si la comptabilité paraît acceptable, la question est résolue; dans les cas contraires, l'administration évalue forfaitairement le revenu imposable.

1° EXAMEN DE LA COMPTABILITÉ

Le contrôle de l'administration est relativement facile lorsque chacune des succursales de la banque tient une comptabilité séparée, dans les mêmes conditions qu'un établissement indépendant.

Il est alors possible de trouver dans les comptes tous les éléments nécessaires pour la ventilation des bénéfices et l'établissement de l'assiette de l'impôt. Les comptes doivent en effet retracer : 1° les variations du fonds de roulement spécialement affecté à la succursale; 2° les différentes catégories de recettes, intérêts et dividendes des titres nationaux et étrangers du portefeuille, intérêts des prêts consentis dans le pays et à l'étranger, rémunérations reçues pour des services rendus à d'autres établissements de la société situés dans le pays ou à l'étranger, loyers,

ventes d'actifs, rémunérations diverses; 3° les différentes catégories d'engagements assumés par la succursale, paiements effectués au siège ou à d'autres établissements, intérêts des dettes à court terme et à long terme, les loyers, les salaires, les rémunérations des services sollicités à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

En ce qui concerne les filiales, les comptes doivent indiquer nettement, en principe, les paiements d'intérêts, les redevances, les dividendes distribués à la société mère, les rémunérations payées ou reçues à l'occasion des services que la filiale et les autres établissements du même groupe se sont rendus mutuellement.

Tels sont les éléments que l'administration fiscale peut trouver dans la comptabilité; les résultats de ses recherches seront fonction de facteurs divers : « le niveau général de l' « honnêteté fiscale » des entreprises d'un pays donné, le développement de la science comptable, la considération dont jouit la profession de comptable, l'expérience des fonctionnaires du fisc, les fondements historiques des méthodes d'impositions, le caractère même et l'intelligence de la population du pays... » (1).

2° MÉTHODES FORFAITAIRES

Quand la comptabilité de la succursale ne paraît pas suffisante, te, ou est soupçonnée d'irrégularités destinées à favoriser l'évasion fiscale, l'administration a recours aux méthodes forfaitaires. C'est une tendance très naturelle, surtout dans les pays où l'impôt sur les bénéfices réels est récent et où les fonctionnaires du fisc ont été pendant longtemps accoutumés à taxer d'après les signes extérieurs.

Les méthodes forfaitaires peuvent se classer en deux catégories : d'une part des méthodes fractionnaires, d'autre part des méthodes établies sur des bases empiriques.

a) Méthodes fractionnaires

Dans leur ensemble, les méthodes fractionnaires ont pour idée commune que l'activité de la succursale représente une quote-part de l'activité totale de l'entreprise.

Le bénéfice net global de l'entreprise est réparti suivant une proportion déterminée entre la succursale située dans le pays et le reste de l'entreprise.

(1) S. D. N. *Op. cit.*, Tome IV, page 49.

Parfois, au lieu d'envisager le bénéfice global, il suffit de considérer les résultats réalisés seulement par une ou plusieurs branches d'activité de l'entreprise. Ainsi, une banque, située dans un pays A, a dans un pays B une succursale indépendante, qui possède elle-même une succursale dans le pays C; l'administration du pays C peut déterminer de deux manières la part d'activité sociale que représente la succursale située dans le pays : elle peut, soit comparer l'importance de la succursale à l'ensemble de l'entreprise, et pour cela il faut tenir compte de l'activité qu'elle exerce dans le pays A, dans le pays B, et éventuellement dans d'autres pays. Elle peut, ce qui est plus simple, considérer seulement le rapport qui existe entre les activités exercées dans les pays B et C.

La complexité de structure des entreprises internationales, et la difficulté pour elles d'établir une comptabilité qui réponde aux exigences fiscales des différents pays dans lesquels sont situées leurs succursales, conduisent les administrations à adopter de plus en plus les méthodes fractionnaires pour la répartition des bénéfices entre les différents établissements. Certaines administrations ont même fini par n'employer que ces méthodes (1).

En général, l'administration du pays de la succursale se reconnaît des pouvoirs d'appréciation discrétionnaires. La banque court ainsi le danger d'être taxée sur une base qui ne correspond pas à la réalité. Mais en fait, l'administration tient compte, dans la plupart des pays, de certains éléments concrets : ainsi le rapport qui existe entre l'activité de la succursale et l'activité totale peut être soit le rapport de l'actif situé dans le pays à l'actif total, soit le rapport du fonds de roulement spécialement affecté à la succursale au capital social, soit le rapport des chiffres d'affaires partiels et totaux, lorsqu'aucun fonds de roulement n'est spécialement affecté à l'établissement local.

L'emploi des méthodes fractionnaires peut avoir pour but soit d'évaluer le bénéfice total imposable de la succursale, soit d'apprécier seulement les éléments qui ne ressortent pas avec une netteté suffisante des données de la comptabilité.

b) Méthodes empiriques

Quand la comptabilité de la succursale est insuffisante, quand pour des raisons pratiques les méthodes fractionnaires ne don-

(1) Ainsi, l'administration espagnole avait abandonné complètement la taxation d'après les éléments de la comptabilité et imposait toujours les succursales d'entreprises étrangères d'après une proportion fixée par un jury « Jurado de Utilida des ».

nent pas de bons résultats, en raison des difficultés qui se présentent dans l'estimation de l'activité globale de l'entreprise, par exemple, l'administration cherche par d'autres méthodes à saisir la matière imposable. Les éléments d'appréciation dont elle peut tenir compte sont extrêmement variés. En voici quelques exemples.

1) L'administration peut apprécier les résultats de la succursale par comparaison avec les résultats d'une entreprise similaire exploitée dans le pays sous forme de société indépendante.

L'administration peut aussi admettre que le bénéfice net de la succursale est égal à un pourcentage de son chiffre d'affaires. Pour évaluer ce pourcentage, l'administration calcule la proportion qui existe entre le bénéfice net et le total des recettes brutes d'une entreprise similaire.

L'administration peut de même supposer que les bénéfices bruts de la succursale sont, avec son chiffre d'affaires, dans la même proportion que le bénéfice brut et le total des recettes brutes d'un établissement similaire : une fois le bénéfice brut ainsi déterminé, il ne reste plus qu'à déduire les frais et charges exposés par la succursale pour obtenir le bénéfice net.

2) Une autre méthode empirique consiste à considérer le bénéfice net réalisé par la succursale comme égal à l'intérêt des capitaux qui y ont été investis au taux courant du marché. Ce procédé d'évaluation est particulièrement pratique quand la banque a affecté un fonds de roulement spécial à sa succursale étrangère.

3) L'administration du pays de la succursale peut encore baser ses évaluations sur les dépenses d'exploitation effectuées dans le pays par l'établissement et supposer qu'il réalise au delà de ces dépenses un bénéfice d'un montant forfaitaire.

4) L'administration peut encore fixer le bénéfice net forfaitairement après un examen général de la nature de l'entreprise et de la consistance de l'actif social et, d'une manière plus générale, d'après tous les signes extérieurs susceptibles d'être recueillis.

De quelque manière que l'administration opère, les méthodes empiriques contiennent toujours une part plus ou moins grande d'arbitraire; elles paraissent généralement plus comme des moyens d'intimidation destinés à amener les redevables, qui risquent d'être taxés abusivement, à fournir des déclarations exactes et à tenir leur comptabilité suivant les règles posées par le fisc. L'emploi de ces méthodes empiriques posent du reste une difficulté pratique supplémentaire : c'est l'organisation des recours qui doivent être mis à la disposition du redevable pour contester les

évaluations de l'administration, et la nature de la preuve qu'il devra fournir pour échapper à une taxation d'office abusive.

§ 3. — Éléments pouvant déterminer le choix de l'Administration entre les solutions proposées

Les raisons qui peuvent pousser les administrations fiscales à choisir entre ces différentes solutions dans la taxation des succursales de banques, dépendent d'une part des prescriptions législatives en vigueur et d'autre part des mérites respectifs de chacune des méthodes de ventilation du bénéfice.

D'une manière générale, les législations des différents pays contiennent peu de prescriptions relatives à la tenue des comptabilités : les lois d'impôt se bornent à déterminer les modalités d'assiette et de perception et à indiquer que l'impôt ne doit être perçu que dans les limites de leur juridiction; mais elles n'imposent généralement à l'administration aucune méthode de ventilation et se bornent à donner aux agents du fisc des pouvoirs discrétionnaires pour vérifier les déclarations et assurer le recouvrement.

Dans la pratique, l'administration utilise tout d'abord la déclaration et les documents qui l'accompagnent. Si les documents paraissent sujets à caution, elle demande à consulter la comptabilité de l'entreprise, et enfin si celle-ci ne paraît pas suffisante, elle recourt à titre complémentaire ou principal aux évaluations forfaitaires.

La tenue d'une comptabilité séparée par la succursale est le meilleur moyen de ventilation des bénéfices imposables. Elle a comme avantage fiscal pour le contribuable de faire ressortir le bénéfice réel de l'établissement et de permettre de tenir compte des circonstances particulières qui ont pu affecter les résultats de la succursale. L'administration peut de son côté s'entendre à l'amiable avec l'entreprise pour que la comptabilité soit tenue de telle manière que le bénéfice apparaisse nettement.

Mais des difficultés subsistent cependant. La comptabilité d'un établissement de banque est compliquée, surtout quand cet établissement dépend d'un autre situé à l'étranger. L'administration fiscale ne peut facilement déceler les opérations comptables factices et tenir compte des disparités qui existent entre la législation fiscale nationale et celle du pays dans lequel se trouve le siège social.

L'avantage principal des méthodes fractionnaires, c'est d'éviter

l'évasion fiscale quand la succursale nationale d'une banque étrangère n'est pas gérée comme un établissement indépendant. D'aucuns ajoutent à cet avantage pratique que les méthodes fractionnaires satisfont pleinement l'idée de justice fiscale, étant donné qu'elles permettent de tenir compte du potentiel de rendement de l'établissement national, et évitent la double imposition puisque, si le pays du siège social et celui de la succursale utilisent la même méthode, jamais plus de 100 % du bénéfice net ne peut être taxé.

Si ces appréciations comportent une part de vérité, il n'en reste pas moins que les méthodes fractionnaires se heurtent à la difficulté d'évaluer les indices de l'activité globale de la société, puisque la plupart d'entre eux se trouvent à l'étranger et que, d'autre part, le bénéfice ainsi évalué peut n'avoir aucun rapport avec les résultats effectifs de la succursale nationale.

Enfin, l'appréciation des méthodes empiriques dépend des cas d'espèces pour lesquels elles sont employées. Elles poussent au maximum l'arbitraire de l'évaluation; aussi ne sont-elles utilisées qu'à titre de méthodes subsidiaires.

TITRE II

Solutions internes apportées aux questions soulevées
par l'imposition des succursales de banques en France,
en Grande-Bretagne, en Italie, aux Etats-Unis et en Suisse

CHAPITRE I

France

Le problème de l'imposition des revenus réalisés par les succursales de banques en France se pose d'une façon relativement simple, du fait que la France est un pays unitaire et que, par conséquent, une seule législation fiscale s'étend à tout le territoire. Aussi le problème des doubles impositions internes ne se présente-t-il que rarement. La difficulté principale à résoudre provient donc uniquement des doubles impositions internationales. Si, de ce point de vue, l'imposition des revenus au titre de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux soulève peu de questions, il n'en est pas de même en ce qui concerne l'application de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Aux problèmes que posent ces deux impôts s'ajoutent ceux qu'a fait naître l'imposition des réserves par une taxe spéciale.

SECTION I. — IMPOT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Les difficultés soulevées par la taxation des bénéfices que les banques réalisent par l'intermédiaire de leurs succursales, proviennent principalement du caractère territorial de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Principe de la territorialité

L'article 2 du Code des Impôts directs pose en principe que l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est dû à raison des bénéfices réalisés dans les entreprises exploitées en France.

Les sociétés de banques, en particulier, ne peuvent donc être imposées en France, du fait de cet impôt, que si elles y possèdent un établissement et seulement dans la mesure des bénéfices réalisés par cet établissement.

La loi ne définit pas ce qu'il faut entendre par établissement exploité en France. Aussi faut-il, pour en connaître les éléments constitutifs, se référer à la jurisprudence.

La recherche des arrêts relatifs à la question de l'établissement au regard de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ne peut apporter que peu de lumière sur cette question. Les arrêts sont en effet assez rares en ce qui concerne la notion d'établissement, en général. Ils sont encore plus rares en ce qui concerne les établissements de banque, car les sociétés de cette nature ne recourent pas très fréquemment à la juridiction des tribunaux.

Aussi, pour préciser cette notion, est-on contraint de se référer à la jurisprudence qui existe sur cette question en matière de patente. L'application du droit fixe de patente s'effectue, comme il a été dit ci-dessus, par établissement distinct et a donné lieu à une jurisprudence développée. Or la notion d'établissement en matière de patente ne semble pas différente de la notion d'établissement au regard des bénéfices industriels et commerciaux. Dans les deux cas, l'établissement est caractérisé par un ensemble de faits qui distinguent l'exercice d'une profession déterminée. (Art. 1 et 257 C.I.D.).

Notion d'établissement

Un simple rappel de ce qui a été dit en matière de patente suffit ici (1).

D'une manière générale, une succursale de banque doit être considérée comme un établissement distinct. En effet, un banquier tenant dans une localité un bureau dirigé par un préposé spécial et formant succursale, est censé exploiter dans cette localité un établissement distinct (2). L'importance de la succursale

(1) Se référer à la jurisprudence citée page 54.

(2) C. E., 15 janvier 1875, cité dans DURAND et BOURREL, impôt sur les revenus, page 113.

n'a aucune influence sur le caractère d'établissement distinct. Il importe peu de même que la succursale soit ouverte au public d'une façon permanente ou bien intermittente; un bureau périodique constitue aussi un établissement distinct. Cependant l'existence d'une installation stable est exigée. Il n'y a pas lieu de rechercher si les locaux dans lesquels sont installés les services de la succursale sont la propriété de la société, ou bien si la société n'en est que locataire, ou bien même si les locaux ont été loués au nom du préposé spécial qui dirige la succursale. Il en résulte donc qu'une banque qui se bornerait à avoir dans une localité un encaisseur (1) ou un démarcheur n'y posséderait, au regard de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, aucun établissement.

L'impôt taxant les bénéfices des « professions » industrielles et commerciales, il en résulte que les opérations effectuées dans l'établissement doivent caractériser à elles seules l'exercice de la profession. Cette exigence ne nécessite pas que les opérations effectuées par la succursale soient les mêmes que celles que traite l'établissement principal; elles peuvent être connexes, accessoires, complémentaires. Ne sont donc pas considérés comme des établissements, par exemple, le local où peut être concentrée uniquement la comptabilité de l'entreprise, le siège social lui-même, s'il n'effectue lui-même aucune opération et n'est que le point de rassemblement des services généraux et de direction de l'entreprise; au contraire, constitue un établissement la succursale qui se borne à transmettre des ordres à d'autres établissements de l'entreprise, alors même qu'elle n'effectue elle-même aucune opération.

Enfin, l'établissement distinct est caractérisé par la présence d'un préposé spécial commis par la société à la direction de l'établissement. Ce préposé ne doit pas avoir une personnalité indépendante de celle de la société, sinon il ne serait qu'un simple courtier, un correspondant, et ne constituerait pour la société aucun établissement; mais peu importe quels sont les pouvoirs du préposé vis-à-vis de la société, que le chef de bureau, le directeur de la succursale aient compétence pour engager *proprio motu* la société ou bien qu'il doive avant toute opération en référer au siège social pour recevoir des directives.

En résumé donc, l'établissement distinct, au regard de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, peut être défini com-

(1) C. E., 22 juin 1923, Rec. C. E., p. 516.

me suit : « un organisme qui tout en restant subordonné à l'établissement principal est en mesure de répondre seul aux besoins d'une clientèle déterminée, et où les affaires peuvent être soit traitées d'une manière définitive, soit simplement engagées » (1).

Critique de la notion d'établissement distinct

La notion d'établissement distinct peut conduire à des anomalies qui expliquent pourquoi la doctrine et même les tribunaux s'en sont parfois écartés. C'est surtout dans la taxation des entreprises industrielles et commerciales ordinaires que cette notion soulève des objections. Mais des cas analogues peuvent se présenter, bien que plus rarement, dans les établissements de banque.

Il suffit de supposer, en effet, qu'un des établissements de la banque considérée ne concourt que d'une manière partielle à la formation d'un élément du bénéfice : c'est le cas par exemple d'un bureau qui se bornerait à escompter des effets de commerce avec les fonds que lui envoie le siège et à remettre ces effets à l'établissement principal; ce bureau agirait en somme comme le bureau d'achat d'une entreprise industrielle et commerciale. Il pourrait aussi agir comme bureau de vente : on peut imaginer en effet que le bureau considéré soit chargé de placer une partie d'une émission de titres que la société a prise ferme.

Dans ces deux cas, l'opération effectuée par la succursale de banque n'est qu'une partie de l'opération d'où doit sortir les bénéfices : dans le premier cas envisagé, en effet, le bénéfice ne sera acquis qu'au moment où les effets de commerce seront réescomptés ou encaissés; dans le deuxième cas, le bénéfice résulte de l'ensemble des deux opérations d'achat et vente des titres.

Le Conseil de Préfecture de la Seine a décidé qu'un bureau de ce genre « uniquement destiné à exécuter les ordres de la maison principale » (2), qui effectue des opérations sans prélever aucune commission, ni remise, ne réalisait pas de bénéfices et par conséquent ne devait pas être passible de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Une partie de la doctrine, d'autre part, s'était rangée à l'idée que l'impôt ne devrait s'appliquer qu'aux entreprises qui réalisaient en France des bénéfices d'une manière effective et définitive. Le bénéfice ne pouvant exister qu'au moment où la double

(1) DURAND et BOURREL, Impôts sur les revenus. Questions litigieuses, p. 117.

(2) Arrêt 5 septembre 1928, *Gazette du Palais*, 1928, 2, 837, relatif à un bureau exploité en France par une société étrangère faisant le commerce du café.

opération achat et vente est accomplie, il n'est pas possible d'imposer les opérations préliminaires qui concourent à la formation du bénéfice.

Mais cette interprétation favorable aux sociétés et aussi à l'idée de justice fiscale n'en doit pas moins être rejetée; car l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux taxe, d'après les articles 1 et 2 du Code, les professions industrielles et commerciales exploitées en France, et la loi ne dit pas qu'il faille, pour être taxable, effectuer le cycle complet des opérations qui conduisent à la naissance du bénéfice (1).

D'une manière plus générale, on peut dire que le principe de la territorialité, qui est un aspect de l'ancien principe de l'allégeance politique en matière fiscale, est un principe périmé. Dans une époque où les relations internationales, malgré les obstacles qui actuellement entravent les échanges, se développent de plus en plus, la notion de territorialité dans le système fiscal accroît le danger de la double imposition.

§ 1. — Méthodes de ventilation des bénéfices

L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est assis comme il a été dit dans la première partie, sur la déclaration du redevable. Cette déclaration doit être accompagnée de certaines pièces justificatives : copies du bilan, résumé du comptes profits et pertes, relevé des amortissements et provisions, copies des documents déposés au bureau de l'Enregistrement pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Si la déclaration paraît satisfaisante et les pièces justificatives sincèrement établies, l'administration s'en tient là.

Dans le cas contraire, elle peut exercer son droit de communication sur la comptabilité des établissements situés en France et rectifier la déclaration sur des bases forfaitaires : la société n'a alors, si elle n'est pas satisfaite du travail du contrôleur, qu'à exercer les recours prévus par la loi.

1° EXAMEN DE LA COMPTABILITÉ

La tâche de l'administration est facilitée, si pour les établissements situés en France, il est tenu une comptabilité séparée de celle du reste de l'entreprise. Si la comptabilité séparée est

(1) DURAND et BOURREL, *op. cit.*, p. 118.

tenue hors de France, l'administration ne peut exercer son droit de communication et doit demander de simples renseignements.

En fait, le plus souvent les succursales françaises auront une comptabilité séparée. La nature même des opérations que traitent les banques les conduit pratiquement à tenir des comptabilités très détaillées. Mais aucune disposition légale n'est relative à la façon dont doit être tenue la comptabilité des banques. Aussi, en principe, les banques ne sont-elles soumises en France qu'à l'obligation de tenir les trois livres de commerce obligatoires de l'article 8 du Code du Commerce : livre journal, livre copie de lettres, livre des inventaires, et de les conserver pendant dix ans. L'article 9 prévoit de plus l'obligation pour tous les commerçants d'établir « tous les ans, sous-seing privé, un inventaire de ses effets mobiliers et immobiliers et de ses dettes actives et passives », ce qui revient pour la banque à dresser son bilan.

A côté de cette comptabilité rudimentaire qu'exige le Code de Commerce, les lois fiscales ont fait naître pour les banquiers l'obligation de tenir certains registres, soit pour le recouvrement des impôts qui leur incombe personnellement, soit à raison de leur rôle d'agent du fisc (1). Tels sont dans l'ensemble les documents sur lesquels l'administration peut compter d'une manière sûre.

En fait, la comptabilité pourra toujours fournir des renseignements plus détaillés et même dans certains cas, à côté de la comptabilité commerciale, une comptabilité fiscale peut être tenue séparément.

Mais aussi détaillée que soit une comptabilité, elle peut ne pas faire ressortir le bénéfice net fiscal tel que le conçoit l'administration, et contenir des opérations fictives ou artificiellement évaluées, cachant en fait l'évasion fiscale ou la fraude. Il faut donc que l'administration puisse redresser les résultats de la comptabilité d'après des données forfaitaires.

2° EVALUATIONS FORFAITAIRES DES RÉSULTATS DE LA SUCCURSALE

En principe, le Code des Impôts directs ne limite pas le nombre des indices d'après lesquels le contrôleur peut rectifier les déclarations. En fait, deux méthodes principales sont employées : l'évaluations d'après le chiffre d'affaires, l'évaluation d'après les bénéfices globaux.

(1) Voir première partie, Titre I.

Evaluation d'après le chiffre d'affaires

L'administration pose en principe que dans tous les établissements similaires, les bénéfices sont dans une certaine proportion avec le chiffre d'affaires réalisé par ces établissements. D'où la méthode : il suffit de calculer un pourcentage moyen représentant le rapport qui existe dans les entreprises semblables exploitées en France d'une manière autonome, entre leurs bénéfices et leur chiffre d'affaires.

Cette méthode conduit à deux variantes : la première consiste à prendre comme pourcentage le rapport entre les bénéfices nets et le chiffre d'affaires des entreprises similaires, et de multiplier le chiffre d'affaires déterminé pour l'application de la taxe de 2 % par ce pourcentage. On obtient ainsi un bénéfice net forfaitaire.

La seconde méthode consiste à employer le pourcentage qui ressort de la comparaison des bénéfices bruts au chiffre d'affaires. On obtient ainsi le bénéfice brut. Il ne reste plus qu'à retrancher les frais et charges déductibles. Enfin, la ventilation des frais de direction entre les différentes succursales peut être effectuée en considérant que ces frais sont attribuables à une succursale dans la même proportion qui existe entre le chiffre d'affaires réalisé par cette succursale et le chiffre d'affaires global de l'entreprise. Cette évaluation forfaitaire n'est admise que lorsqu'il n'y a pas, au siège de la banque, de service spécial qui suive dans une comptabilité isolée les frais relatifs aux succursales considérées.

Evaluation d'après le revenu global

L'administration détermine parfois le revenu de la succursale d'après une méthode fractionnaire : elle considère que le revenu de la succursale est égal à une fraction du revenu global de l'entreprise.

Pour utiliser cette méthode, l'administration doit d'abord se procurer un résumé du compte général profits et pertes de la société et tous les éclaircissements nécessaires sur les indications contenues dans ce document.

La fraction de revenu global à attribuer à la succursale doit être proportionnelle à son importance relative dans la société. On prendra par exemple comme base d'estimation le fonds de roulement affecté spécialement à la succursale ou tout autre indice susceptible de conduire à un résultat satisfaisant.

Bien qu'employée par l'administration, cette méthode fractionnaire est en contradiction avec la notion de territorialité qui

caractérise l'imposition des bénéfices en France. La répartition fractionnaire des bénéfices ne tient pas compte en effet du principe que chaque établissement doit être taxé sur ses résultats propres, et que les bénéfices des autres établissements ne doivent en aucun cas réagir sur le bénéfice taxable des établissements français.

3° RECOURS DE LA SOCIÉTÉ DE BANQUE

Contre les redressements effectués par le contrôleur, la société de banque peut utiliser l'article 18 du Code des Impôts directs qui organise certains recours. Quand la société a reçu notification motivée des modifications apportées par le contrôleur à ses bases d'imposition, elle peut, soit accepter, soit formuler des observations dans les vingt jours qui suivent. A défaut d'observations de la part de la société, le contrôleur fixe les bases de l'imposition sous réserve pour la banque d'un recours possible après l'établissement de son rôle.

« Si, des observations ayant été présentées dans le même délai, le désaccord persiste, il peut être soumis à l'appréciation d'une commission consultative siégeant au chef-lieu du département...; l'avis de la commission est notifié au contribuable par le contrôleur qui l'informe en même temps du chiffre d'après lequel il se propose de le taxer; si cette taxation est conforme à l'appréciation de la commission, le contribuable ne peut obtenir de réduction par voie de réclamation devant la juridiction contentieuse qu'en apportant la preuve du chiffre exact de ses bénéfices. Dans le cas contraire, la charge de la preuve incombe à l'administration en tant que le bénéfice retenu pour l'assiette de l'impôt excède l'appréciation de la commission ». (Art. 18 C.I.D.).

§ 2. — Répartition des éléments du bénéfice imposable entre la banque et ses succursales

A) AGENCES FRANÇAISES DE BANQUES ÉTRANGÈRES

1° Répartition des bénéfices bruts

D'après la théorie de l'établissement distinct exposée plus haut, une banque étrangère qui possède une succursale en France est imposée à raison des bénéfices réalisés par cette succursale; si, au lieu d'une succursale, la banque en possède plusieurs, l'impôt est établi au siège de la succursale principale ou de l'une d'entre

elles pour l'ensemble des bénéfices réalisés par tous les établissements situés en France.

Tous les établissements de banque passibles de l'impôt en France sont frappés non seulement à raison des bénéfices réalisés en France, mais aussi de ceux qui sont tirés de sources étrangères et qui ne peuvent être considérés comme réalisés par un établissement distinct.

D'une manière générale, rentrent dans le bénéfice brut, tous les intérêts, profits, commissions, remises et revenus de toute nature réalisés soit dans des opérations effectives avec la clientèle ou d'autres établissements de banques, soit dans les opérations internes entre les établissements de la même banque.

2° Répartition des charges

Aucune difficulté pour les charges qui incombent spécialement à un établissement déterminé. Toutes les charges incombant à l'établissement doivent être déduites du bénéfice brut.

Il en est ainsi en particulier des intérêts des avances que les différents établissements de la banque se consentent entre eux. Mais l'administration française n'admet pas que les intérêts versés aux capitaux propres de l'entreprise soient déduits : ainsi les intérêts versés sur les fonds de roulement mis par le siège à la disposition de la succursale font partie du bénéfice imposable.

Mais pour dégager le bénéfice net, il faut tenir compte aussi des charges encourues par l'entreprise dans l'intérêt commun des établissements français et étrangers, ainsi que des charges fiscales.

a) Charges communes aux établissements français et étrangers.

Intérêts des dettes communes. — Si une dette est contractée par la société étrangère en faveur d'un établissement français particulier, elle vient en déduction du bénéfice brut de cet établissement. Si, au contraire, l'emprunt a été fait dans l'intérêt générale de l'entreprise de banque, l'administration autorise que la charge des intérêts soit répartie entre les différents établissements français et étrangers ; en principe, la fraction de l'emprunt qui est attribuée à une succursale déterminée doit être égale à la part de cet emprunt qui a effectivement et spécialement servi au fonctionnement de la succursale.

Frais généraux. — Les frais généraux engendrés par le fonctionnement des services centraux du siège, les participations qui peuvent être allouées à certains membres du personnel et qui sont

calculés sur l'ensemble des bénéfices (1) et, d'une manière générale, tous les frais qui ont bénéficié à l'ensemble de l'entreprise, doivent être ventilés entre les établissements d'après leur importance.

Enfin, les dépenses engagées dans l'intérêt général de l'exploitation, et qui ont leur origine dans l'existence de certains établissements, doivent être ajoutées à celles qui sont propres aux établissements considérés. Il en est ainsi des dépenses de publicité exigées par la loi du 24 juillet 1867 à l'ouverture d'un établissement de banque, dépôt aux greffes, insertions dans les journaux par exemple.

b) *Charges d'impôt.*

Il suffit de rappeler ici les déductions des articles 7 et 8 du Code des Impôts directs, qui permettent de déduire les revenus immobiliers et les revenus tirés des valeurs mobilières, pour éviter que ces mêmes revenus ne soient taxés par deux impôts cédulaires.

Une question entièrement différente se pose sur le point de savoir si l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières que les banques étrangères acquittent à raison des biens d'exploitation qu'elles possèdent en France peut être déduit du bénéfice brut de la succursale française : il semble en effet que cet impôt soit une charge spécialement attribuable à la succursale française.

En fait, l'administration n'admet pas cette déduction ; l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières n'est pas en effet une charge sociale, mais une charge personnelle du porteur de titres.

Cependant, il y aurait plusieurs raisons pour voir dans l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières acquitté par la banque étrangère une charge sociale : en effet, quand, en premier lieu, il n'y a en France aucun titre en circulation, et que par conséquent la banque étrangère est taxée uniquement à raison des biens exploités en France, elle ne peut récupérer la taxe sur des porteurs de titres français, puisqu'il n'y a pas de titres. quand, en second lieu, il existe des titres circulant en France, la banque étrangère le peut souvent ne peut récupérer l'impôt sur les porteurs français faute de connaître l'origine des coupons présentés au siège social. Dans ces deux cas, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières tombe dans les frais généraux de l'entreprise. D'autre part, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières acquitté par les banques étrangères à raison des biens qu'elles possèdent en France étant assis sur une base forfaitaire, il continue à être perçu même

(1) C. E., 28 décembre 1929, D.H., 1930, 1, 36.

quand la société de banque est en déficit. La déduction du montant de l'impôt français reposerait donc sur des bases sérieuses. Mais l'administration peut objecter qu'il ne lui appartient pas de s'occuper si la société peut ou ne peut pas récupérer l'impôt ; étant donné que la société n'en supporte pas la charge, aucune déduction ne doit être admise : c'est à la société à prendre les mesures nécessaires pour éviter l'impôt.

3° Répartition des bénéfices nets

L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux étant établi sur les bénéfices réalisés par les succursales situées en France, l'administration ne doit tenir aucun compte de la situation générale de l'entreprise. Il n'y a donc jamais lieu d'affecter une part du bénéfice net d'un établissement à un autre établissement de la société.

Ainsi, quand les succursales françaises sont bénéficiaires, elles doivent être taxées sur leurs bénéfices, même si dans l'ensemble l'entreprise est en déficit. En sens inverse, si les établissements situés en France ne réalisent aucun bénéfice ou même sont en perte, il n'y a pas lieu à taxation quand même l'ensemble de l'entreprise serait bénéficiaire.

On admet naturellement ici que le bénéfice ou la perte sont évalués exactement par la société et que des transferts indirects de bénéfices n'ont pas soustrait tout ou partie de la matière imposable au fisc français.

B) AGENCES ÉTRANGÈRES DE BANQUES FRANÇAISES

Le principe de la territorialité de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux conduit à taxer tous les bénéfices qu'une banque française réalise soit en France, soit à l'étranger. Cependant, si l'agence étrangère constitue au regard de l'impôt un établissement distinct, il y a lieu de déduire du bénéfice total le bénéfice réalisé par cette agence.

Dans le cas où la banque française n'aurait en France que son siège social, et si toute l'exploitation avait lieu à l'étranger, le principe de la territorialité conduirait à l'exonérer totalement de l'impôt.

Pour déterminer la déduction à faire subir au bénéfice total, du fait de l'agence étrangère, les mêmes questions de ventilation se posent que pour l'imposition en France des agences françaises de banques étrangères. Elles sont résolues suivant les mêmes principes.

C) FILIALES

En général, les filiales de banques ne posent aucune question en ce qui concerne leur assujettissement à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Elles constituent des sociétés qui doivent acquitter l'impôt sur leurs bénéfices propres. Dans la taxation des filiales, le rôle de l'administration est simplifié par ce fait qu'il existe toujours une comptabilité à laquelle il est possible de se référer.

Le seul danger est le transfert indirect des bénéfices, soit à la société mère, soit à une autre filiale de la société : ce danger est à craindre non seulement dans les rapports qui existent entre les sociétés du même groupe situées en France et à l'étranger, mais aussi entre celles qui sont établies en France.

L'article 20 du Code des Impôts directs a prévu les transferts indirects de bénéfices entre sociétés françaises et étrangères : « pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû par les entreprises qui sont sous la dépendance ou qui possèdent le contrôle d'entreprises situées hors de France, les bénéfices indirectement transférés à ces dernières, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen, sont incorporés aux résultats accusés par les comptabilités. Il est procédé de même à l'égard des entreprises qui sont sous la dépendance d'une entreprise ou d'un groupe possédant également le contrôle d'entreprises situées hors de France.

« A défaut d'éléments précis pour opérer les redressements prévus à l'alinéa précédent, les produits imposables sont déterminés par comparaison avec ceux des entreprises similaires exploitées normalement ».

Quant aux transferts indirects de bénéfices qui peuvent s'effectuer entre sociétés françaises du même groupe, bien qu'ils ne soient pas prévus explicitement par le Code, il semble que l'administration doit avoir la même possibilité de redresser les comptabilités que dans les cas prévus par l'article 20. Si, en effet, par une interprétation *a contrario* de cet article, on peut déduire que l'administration n'a pas le droit d'effectuer le redressement envisagé, il ne paraît pas que cette solution doive cependant être retenue; elle aboutirait en effet à permettre aux omniums de sociétés bancaires d'échapper à l'impôt pour la totalité ou en partie, en compensant les déficits de certaines sociétés du groupe par les bénéfices réalisés par d'autres sociétés affiliées.

Si la législation française prévoit l'évasion fiscale, par contre elle ne contient aucune disposition pour éviter les doubles impositions qui se produisent dans la taxation des bénéfices des filiales.

Double imposition internationale. — Les bénéfices réalisés par une filiale étrangère sont distribués sous forme de dividendes à la société mère française. Ces dividendes supportent tout d'abord l'impôt sur le revenu dans le pays de la filiale en tant que bénéfice de cette filiale. Dans le bénéfice imposable de la société mère, les dividendes doivent être déduits après imputation d'une quote-part des frais et charges y afférents, quote-part fixée actuellement à un forfait égal à 60 % des revenus mobiliers reçus. Tout se passe donc comme si 60 % du bénéfice de la société filiale étaient taxés à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Ces 60 % du bénéfice distribués de la filiale subissent ainsi une double imposition.

Double imposition interne. — De même, si la société mère et la société filiale sont toutes les deux en France, un raisonnement identique conduit à prouver que 60 % du bénéfice de la filiale supporte deux fois l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (1).

Triple imposition. — Enfin, si dans ces deux cas on suppose que les bénéfices de la société mère située en France ont été rehaussés en vertu de l'article 20 du Code d'un montant égal à X, une triple imposition peut se produire sur une partie du bénéfice. Le

(1) Soit W une fraction du bénéfice net de la filiale, b le taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux : le bénéfice W est taxé une première fois en tant que bénéfice de la filiale; le montant de l'impôt à payer est $W \times b$;

La filiale ne peut donc distribuer à la société mère que la somme : $W - Wb = W(1-b)$.

Premier cas. — La totalité des dividendes touchés par la société mère sont déduits du bénéfice imposable de cette société : la somme $W(1-b)$ ne supporte donc pas l'impôt.

2^e Cas. — Les dividendes de la filiale sont déductibles du bénéfice de la société mère, mais après imputation d'une quote-part des frais généraux y afférents, laquelle quote-part est une fraction k des dividendes perçus.

Soit B le bénéfice total de la société mère : de ce bénéfice il convient de déduire la somme : $W(1-b) - kW(1-b)$.

Le bénéfice taxable de la société mère est : $B - W(1-b) + kW(1-b)$.

Donc, la somme $kW(1-b)$ supporte une fois de plus l'impôt, soit $kW(1-b) \times b$.

En somme du bénéfice initial W il ne reste entre les mains de la société mère que la fraction $W(1-b - kW(1-b) \times b) = W(1-b)(1-kb)$.

Application : dans les conditions de la législation actuelle, un bénéfice initial de 100 francs produit par une filiale représente entre les mains de la société mère 78 fr. 77 centimes; le fisc a donc prélevé 21,23 % au titre de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (majoration de 8 % du D. - L. 2 mai 1938 non comprise).

Remarque. — Si la filiale est située à l'étranger, le même calcul montre que si b' est le taux de l'impôt sur les bénéfices dans le pays étranger considéré, l'expression à laquelle on est parvenu s'écrit : $W(1-b')(1-kb)$.

rehaussement considéré a en effet pour but d'annuler les effets du transfert indirect du montant X de bénéfices de la société mère à la succursale. Ce montant fait partie intégrante des dividendes distribués par la succursale, il revient donc à la société mère; comme il a été vu plus haut, 60 % du montant X subit de ce fait une double imposition; mais il ne faut pas oublier que d'autre part la somme X a été incorporée à la comptabilité de la société mère et, de ce fait, supporte les bénéfices industriels et commerciaux. Ainsi 60 % de la somme X ont été taxés trois fois de suite par le même impôt.

Multiplés impositions. — On peut se faire une idée de la superposition d'impôts qui peut exister sur le revenu tiré des omniums de sociétés comportant plusieurs échelons de société mère et de société filiale.

SECTION II. — IMPÔT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES

Si la taxation des bénéfices réalisés par les banques et leurs succursales ne présente en somme que peu de difficultés, l'application de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières donne lieu, au contraire, à des questions litigieuses plus nombreuses.

L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers est en effet celui qui, dans la législation française, donne lieu au plus grand nombre de cas de doubles impositions internes et internationales.

Il constitue tout d'abord un impôt de superposition qui s'ajoute à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dans tous les cas où des revenus sont acquis par une société : en effet, les bénéfices réalisés par une société sont taxés en premier lieu par l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux; ils sont taxés ensuite à nouveau au moment de leur distribution aux associés par l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières (1); il y a là un cas typique de double imposition interne intentionnelle. Le législateur français a en effet voulu surtaxer les revenus acquis

(1) Soit : W une fraction de revenu de la société, b le taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, c le taux de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

Après taxation à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, le revenu susceptible d'être distribué par la société est : $W(1-b)$.

La société retient l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, soit : $W(1-b) \times c$.

L'actionnaire ne touche en définitive que : $W(1-b) - W(1-b)c = W(1-b)(1-c)$.

Application : dans les conditions actuelles de la législation française, sur un bénéfice de 100 francs produits par la société, l'actionnaire ne touche que 65 fr. 36; le prélèvement du fisc est de 34,64 % (majoration de 8 % du D.L. 2 mai 1938 non comprise).

par l'intermédiaire des sociétés par rapport aux revenus tirés d'une entreprise individuelle.

Sans doute peut-on objecter qu'il n'y a pas là à proprement parler double imposition, puisque l'un de ces impôts est supporté par la société, personne morale, et l'autre par l'actionnaire ou l'associé. Mais il ne faut pas oublier que si, juridiquement, la société a une personnalité distincte de celle des associés, en pratique, l'être social n'est au fond qu'une personne fictive et qu'en définitive les deux impôts retombent sur les associés.

Cette superposition d'impôts, qui tient à l'existence même de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, ne pose en fait aucune question particulière; elle est seulement un des aspects de l'importance des charges fiscales qui grèvent en France les sociétés. La plupart des pays étrangers n'ayant pas d'impôts similaires, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières paraîtra particulièrement lourd aux banques étrangères qui installeront des succursales en France.

La superposition des deux impôts cédulaires étant signalée, il reste à étudier les difficultés spéciales rencontrées dans l'application de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières lui-même. Des difficultés surgissent en effet dans deux cas : dans la taxation des succursales nationales des banques étrangères, dans la taxation des distributions faites par les filiales à la société mère.

§ 1. — Succursales françaises de banques étrangères

Il a été dit dans la première partie de cette étude comment les banques étrangères, du seul fait qu'elles exploitent en France une succursale, indépendamment de la présence sur le marché français de titres de la société, sont assujetties à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et comment l'assiette de cet impôt était déterminée d'après une évaluation forfaitaire.

Ces deux caractères de l'application de l'impôt aux sociétés de banques étrangères sont à l'origine de deux séries de difficultés.

1° Difficultés nées de la taxation des banques étrangères à raison des succursales qu'elles exploitent en France.

L'assujettissement des banques étrangères à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières résulte, comme il a été dit, soit du fait que des titres de la société circulent en France, soit seulement du fait que la banque exploite en France une succursale.

Le décret du 6 décembre 1872, décret d'application de la loi du

29 juin 1872, assujettit en effet à l'impôt les sociétés étrangères qui « ont pour objet des biens situés en France ». L'imprécision de cette formule a permis à l'administration de l'Enregistrement d'en étendre la portée dans l'intérêt du Trésor.

Si une agence française de la banque étrangère doit être considérée à juste titre comme une possession française rentrant dans l'objet de la société, et motiver de ce fait l'application de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières aux distributions effectuées par la banque étrangère, au contraire, dans le cas où celle-ci agit en France par l'intermédiaire d'une filiale, il semble à première vue qu'il n'y ait pas lieu d'appliquer l'impôt : mais l'administration soutient l'opinion opposée.

L'attention du fisc avait été attirée en effet par la multiplication des filiales françaises de sociétés étrangères, et par les transformations nombreuses des agences françaises de ces sociétés en filiales. Cette évolution était préjudiciable aux intérêts du trésor. En effet, les filiales constituant juridiquement des sociétés indépendantes, les sociétés mères étrangères espéraient échapper ainsi à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières auquel elles étaient assujetties à raison des succursales qu'elles possédaient en France.

Aussi l'administration a-t-elle interprété d'une façon de plus en plus large le texte du décret de 1872 et elle est parvenue, en assimilant progressivement le contrôle d'une société française rentrant dans l'objet de la banque étrangère à l'exploitation d'un bien situé en France, à taxer la société mère étrangère indépendamment de la filiale française (1).

(1) Jurisprudence sur la taxation de la société mère étrangère par l'intermédiaire de la filiale française :

Voir ci-dessus Chapitre III, section II, paragraphe I.

Cahiers de droit étranger, Tome I, p. 186 et suivantes.

Tripier-Drouville : Les Sociétés étrangères en France et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Thèse Paris, 1936.

Lille, 22 octobre 1926, R. E. 8.480.

Marseille, 28 juin 1927, R. E. 8.698.

Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928, R. E. 8.734.

Seine, 9 mars 1928, R. E. 9.160.

Haute-Loire, 25 juillet 1928, R. E. 8.925.

Versailles, 1^{er} décembre 1928, R. E. 8.860.

Seine, 15 février 1929, R. E. 9.088.

Valence, 30 juin 1930, R. E. 9.384.

Lyon, 5 mai 1931, R. E. 9.569.

Nice, 30 novembre 1932, R. E. 10.034.

Cass. civ. 28 avril 1933, R. E. 9.937.

Bordeaux, 26 juin 1933, R. E. 10.106.

Versailles, 27 juin 1934, R. E. 10.540.

Ainsi, un impôt sur le revenu des valeurs mobilières frappe deux fois de suite les résultats de l'exploitation en France d'une filiale de banque étrangère.

L'impôt frappe en effet une première fois les revenus distribués par la filiale sous forme de dividendes à la société mère. Ces dividendes entrent dans le bénéfice de la société étrangère et sont taxés une seconde fois par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, dans les limites de la quotité imposable, au moment où la société mère distribue à son tour ses bénéfices à ses actionnaires.

Cette double imposition va à l'encontre du principe de l'équivalence des charges fiscales supportées en France par les sociétés nationales et étrangères : les filiales de banques françaises y échappent en effet dans une certaine mesure en vertu de l'article 153 du Code des valeurs mobilières.

Aussi a-t-on contesté la légalité de cette double imposition ; la filiale, a-t-on prétendu, a une personnalité propre ; elle possède personnellement les biens qu'elle exploite et ceux-ci ne peuvent donc pas être considérés comme exploités par la société mère étrangère, personnalité juridique différente. L'existence d'une filiale en France ne peut conduire l'administration à voir dans la banque étrangère une société qui a « pour objet des biens situés en France ». La société ne doit donc pas être assujettie à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Mais la même notion de personnalité juridique distincte de la filiale peut servir aussi à légitimer la double imposition : ce n'est pas en effet la même personne qui est frappée deux fois par l'impôt. La charge de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur les dividendes distribués par la filiale à la société mère incombe à celle-ci ; au contraire, la charge de l'impôt sur les revenus distribués par la société mère incombe aux actionnaires.

Mais la personnalité juridique des sociétés est une fiction derrière laquelle une seule réalité existe : l'associé.

Aussi l'administration de l'Enregistrement cherche-t-elle, en présence d'une filiale, à taxer le résultat pratique pour les associés ; l'exploitation d'une filiale en France étant de nature à accroître les dividendes distribués par la société mère, il est naturel que le fisc cherche à les atteindre dans les mêmes conditions que les bénéfices réalisés par l'intermédiaire d'une simple agence. Ceci ne veut du reste pas dire que la société filiale soit considérée par l'administration comme une société fictive et comme une simple agence. Cette interprétation conduirait en effet à ne taxer que

la société mère et à exonérer les distributions effectuées par la filiale, ce qui est contraire à la réalité des faits (1).

2° *Difficultés nées de l'évaluation forfaitaire de l'assiette de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères.*

Comme il a été dit dans la première partie de cette étude, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères est assis d'après une quotité imposable déterminée suivant les cas de manière variable. Cette méthode de répartition fractionnaire des revenus entre les administrations fiscales françaises et étrangères présente un certain nombre d'inconvénients.

L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières faisant partie d'un système d'impôts sur le revenu, devrait normalement cesser de s'appliquer dès le moment où le revenu a disparu, et en tout état de cause, ne devrait s'appliquer que dans la mesure où un revenu est tiré du territoire français : l'assiette forfaitaire de cet impôt ne permet pas qu'il en soit ainsi.

En premier lieu, en effet, la quotité imposable étant déterminée discrétionnairement par le ministre peut n'avoir aucun rapport avec la proportion qui existe entre les faits imposables existant en France et ceux qui ont lieu hors de France : les indices sur lesquels la commission des valeurs mobilières peut motiver son appréciation ne traduisent la réalité que d'une façon plus ou moins grossière. Les banques étrangères risquent donc d'être taxées sur un plus grand nombre de titres qu'il n'en circule en France; elles risquent de voir attribuer aux biens qu'elles exploitent en France une importance relative trop considérable.

En second lieu, la quotité imposable n'étant révisable que tous les trois ans, l'impôt acquitté en France ne suit pas les mouvements de la matière imposable. Tous les titres de la société peuvent avoir quitté le marché français, l'impôt n'en reste pas moins dû.

En troisième lieu, la succursale française peut devenir totalement improductive, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières continue à être perçu sur les distributions effectuées par la société mère.

Enfin, le principe même de la quotité imposable est en contradiction avec les faits : elle suppose en effet que les établissements de la banque étrangère constituent « des exploitations autonomes

(1) *Journal de Droit international*, 1929. Article de M. J. Michel, p. 582. *Revue de Droit international privé*, 1932. Article de M. Lepaulle, p. 496.

ayant des intérêts propres et dont les bénéfices sont destinés à s'ajouter mathématiquement aux bénéfices réalisés par les autres; ils apparaissent plutôt comme les membres solidaires d'une organisation unique, et comme ayant pour but de concourir sous les manifestations les plus diverses, par leurs relations d'affaires et leur conjugaison, à la formation du bénéfice général » (1).

La taxation forfaitaire du revenu des valeurs mobilières des banques aboutit souvent à rendre illusoire le principe de l'équivalence entre les charges fiscales des banques nationales et étrangères. Quand le forfait est défavorable à la société de banque, celle-ci est surtaxée par rapport aux banques françaises. Dans le cas contraire, la concurrence des banques étrangères devient plus dangereuse pour les banques nationales et le trésor se trouve frustré d'une partie des droits qui légitimement devaient lui revenir.

§ 2. — Distributions des sociétés filiales à la société mère

Les revenus qu'une banque tire de l'activité d'une filiale sont soumis inévitablement à une double imposition : l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières atteint en effet les dividendes distribués par la filiale à la société mère. Il frappe une seconde fois ces mêmes dividendes, au moment où la société mère distribue à ses actionnaires les bénéfices réalisés, parmi lesquels figurent en particulier les dividendes de la filiale.

Le danger des doubles impositions de ce genre est particulièrement menaçant dans deux cas principaux : dans le cas des omniums de sociétés bancaires et dans celui des sociétés holding contrôlant des sociétés de banques. Dans ces deux cas, la double imposition se reproduit à chacun des échelons superposés de sociétés mères et de sociétés filiales.

Le dividende tiré de la filiale initiale n'arrive qu'après avoir payé plusieurs fois l'impôt dans le bénéfice de la société qui domine l'ensemble de l'omnium (2).

(1). S. D. N. *Op. cit.* T. I., p. 252.

(2) Multiple imposition des omniums de sociétés françaises en l'absence de l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920.

Soit W une fraction du bénéfice réalisé par la filiale, b et c les taux respectifs de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers; k la fraction des frais et charges imputables sur la déduction de dividendes dans le calcul de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices :

Taxation de W en tant que bénéfice de la filiale S_1 . Le montant de l'impôt est $W \times b$. (Suite page suivante).

C'est pour éviter ces multiples impositions que, par l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920, le législateur français a exonéré de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, dans certaines conditions, les distributions effectuées par les sociétés mères dans la mesure des produits de leur participation dans le capital de la filiale.

Après des modifications successives qui lui ont été apportées par la loi du 30 mars 1929, du 31 juillet 1929 et par l'article 53 de la loi portant réforme fiscale du 31 décembre 1936, la disposition édictée par la loi de 1920 est devenue la suivante (art. 153 C.V.M.) :

« Lorsqu'une société française par actions ou à responsabilité limitée a reçu en représentation d'apports en nature ou en numéraires par elle faits, soit à une autre société française par actions ou à une société française à responsabilité limitée, soit à une société par actions ou à une société à responsabilité limitée constituée dans les termes de la loi française et ayant son siège dans un pays de protectorat, des actions nominatives ou des parts d'intérêts représentant la moitié au moins du capital social de cette dernière société, les dividendes distribués par la première société sont, pour chaque exercice, exonérés de la taxe sur le revenu des capitaux mobiliers établie par l'article 50 dans la mesure du produit de ces actions ou de ces parts d'intérêts touchés par elle

Distribution à la société mère S_2 de la somme : $W(1-b)$ après paiement de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers; la Société S_2 reçoit :

$W(1-b)(1-c)$.

(Voir page 195 en note).

La fraction k de cette somme est à nouveau taxée par l'impôt sur les bénéfices; après cette taxation, la société S_2 ne conserve de la somme reçue de sa filiale S_1 que la somme :

$W(1-b)(1-c)(1-kb)$.

(Voir page 194 en note).

Cette somme est distribuée à la société mère de S_2 , soit S_3 . Un raisonnement analogue montrerait qu'il ne reste à la disposition de S_3 , une fois toutes les taxations effectuées, que la somme :

$W(1-b)(1-c)^2(1-kb)^2$ et ainsi de suite.

A la société S_n il ne reste donc, toute taxation étant faite, que la somme :

$W(1-b)(1-c)^{n-1}(1-kb)^{n-1}$

Les actionnaires de la société S_n reçoivent en définitive après une nouvelle taxation au titre de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, que la somme :

$W(1-b)(1-c)^n(1-kb)^{n-1}$

Application : Soit une banque ayant une filiale qui, elle-même, possède une filiale : aux taux actuels des impôts français, un bénéfice de 100 francs réalisé par la dernière filiale représente dans les mains des actionnaires de la banque : 31 fr. 56.

Le prélèvement du fisc est de 68,44 %. (Majoration de 8 % du D.-L. 2 mai 1938 non comprise.

au cours de l'exercice, à condition que ces actions ou parts d'intérêts soient restées inscrites au nom de la société, qu'elles représentent toujours la moitié au moins du capital social et que leurs produits aient acquitté l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ».

L'exonération prévue par la loi pour éviter les doubles impositions au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est donc limité étroitement ; l'étude de ces conditions d'application permet d'en mesurer l'efficacité.

Conditions que doivent remplir les sociétés de banques pour bénéficier de l'exonération

Ces conditions sont les unes relatives à la forme sociale prise par la société, les autres à sa nationalité.

Seules bénéficient de l'exonération, les sociétés de banques constituées sous forme de sociétés par actions ou sous forme de sociétés à responsabilité limitée, ayant des filiales elles-mêmes constituées sous forme de sociétés par actions ou de sociétés à responsabilité limitée. Ces conditions sont remplies en pratique dans la majorité des cas : il faut cependant signaler que si les sociétés mères ou les filiales revêtaient une autre forme sociale, elles ne pourraient bénéficier de l'exonération.

D'autre part, les formes sociales exigées doivent exister pour la société mère comme pour la société filiale au moment où la société mère a pris une participation dans la société filiale (1). S'il n'en était pas ainsi, la réalisation ultérieure des conditions requises pour bénéficier de l'exonération ne pourrait entraîner l'application de l'article 153 du Code des valeurs mobilières.

La société mère doit en toute circonstance avoir la nationalité française pour bénéficier de l'exonération : au contraire, la société filiale peut être soit française (art. 153 C.V.M.), soit étrangère (art. 154 C.V.M.).

Par exception aux règles communément admises en droit fiscal, les sociétés filiales établies dans un pays de protectorat sont assimilées aux sociétés françaises, à condition qu'elles aient été constituées suivant les prescriptions de la loi française.

Les banques coloniales sont évidemment assimilées aux banques françaises ; cette assimilation peut du reste conduire à des résultats assez étranges, lorsque le taux établi dans la colonie

(1) Sol, 14 Décembre 1922. Cass. 15 janvier 1929. D. H., 1929, 98.

n'est pas le même que le taux métropolitain (1). Pour s'en rendre compte, il suffit de supposer que le taux colonial est par exemple inférieur au taux métropolitain.

Premier cas. — La société mère est en France, la filiale dans la colonie. Soit D le dividende distribué par la filiale à la société mère, si t est le taux de l'impôt colonial, le prélèvement du fisc colonial sur les dividendes est $D \times t$. Mais l'exonération dont bénéficie la société mère est $(D - Dt) \times T$, T étant le taux de l'impôt métropolitain supérieur par hypothèse au taux colonial. Un simple calcul (2) montre que l'exonération accordée est plus grande que l'impôt perçu.

Second cas. — La société mère est dans la colonie, la filiale en France. Dans ce cas l'impôt payé en France est $D \times T$; l'impôt dont la société mère est exonérée dans la colonie est $(D - DT) \times t$, c'est-à-dire une somme moindre que celle payée en France sur le revenu distribué par la filiale.

Si, au contraire, le taux de la colonie est supérieur à celui de la métropole, les situations sont renversées.

Dans le cas où la société filiale est étrangère, l'exonération est subordonnée à la justification préalable : 1° que les titres ont été attribués aux sociétés françaises en représentation d'apports en nature ou en numéraire, et sont toujours restés inscrits au nom des dites sociétés ; 2° que les dividendes et autres produits de ces titres aient acquitté l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (Art. 154 C.V.M.).

Si les titres de la filiale étrangère sont abonnés, la preuve qu'ils ont acquitté l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières résulte de l'abonnement lui-même.

Si les titres ne sont pas abonnés, la banque française doit prouver qu'elle a acquitté personnellement la taxe sur la déclaration dans les trois premiers mois de l'année suivant l'encaissement des coupons en France ou à l'étranger.

Dans aucun cas, une banque étrangère ayant des filiales en France ne peut donc bénéficier de l'exonération. Il y a là une entorse au principe de l'équivalence de la taxation des sociétés nationales et étrangères.

(1) La Rochelle, 27 juillet 1932.

(2) Il suffit de résoudre le système des deux inégalités suivantes :

$$D t \quad (D - Dt) T \\ t < T$$

Conditions que doit remplir la participation de la société mère dans la société filiale

Sous la pression de l'administration qui soutenait avant 1936 que l'exonération ne devait être accordée que si la société mère avait effectivement le contrôle de la société filiale, la loi a décidé que l'exonération serait soumise à la condition que la participation de la société mère représente au moins cinquante pour cent du capital social de la filiale.

Cette limitation laisse subsister la double imposition dans tous les cas où la participation de la société mère n'atteint pas 50 % du capital social de la filiale.

D'autre part, les titres attribués à la société mère en représentation de sa participation doivent être nominatifs depuis leur création, sans interruption : l'administration admet du reste que cette condition est remplie quand, au lieu de titres matériels, la société mère a son droit représenté par une inscription sur le registre de la société (1).

Mais l'exonération peut être appliquée même dans le cas où les titres nominatifs représentant les apports ont des coupons au porteur, même si les titres ne sont pas créés en fait et si le droit de la société mère réside simplement dans le pacte social.

L'exonération porte non seulement sur le revenu des titres, mais aussi éventuellement sur les lots et primes de remboursement.

Enfin, les titres doivent avoir été créés dans le but unique de rémunérer les apports de la société; si la participation résulte de titres achetés en bourse, il n'y a pas lieu d'appliquer l'exonération. Il ne faut pas, en un mot, que les titres aient eu d'autre propriétaire que la société mère (2).

Fusion de sociétés. — L'article 153 dit qu'en cas de fusion réalisée dans les conditions de l'article 151, le bénéfice de l'exonération est transporté de plein droit de la société absorbée à la société absorbante.

Les conditions de l'article 151 sont celles des fusions de sociétés existant avant la date du 1^{er} janvier 1936 et dont l'acte de fusion a été enregistré antérieurement au 1^{er} avril 1937.

(1) ROGEON, DURAND ET BOURREL, *op. cit.*, p. 586. Sol 3 novembre 1931.

(2) Si les titres ont été placés par un syndicat de prise ferme, l'exonération ne s'applique que si le syndicat n'a joué qu'un rôle d'intermédiaire, et n'est devenu à aucun moment propriétaire (Seine, 14 décembre 1906; 23 mai 1910; 19 février 1925).

ROGEON, DURAND ET BOURREL, *op. cit.*, p. 586.

Calcul de l'exonération. — L'exonération porte sur tous les revenus distribués par la filiale, y compris les produits exempts d'impôts. Si les produits sont reçus par la société mère nets d'impôt, l'exonération n'a lieu que sur la somme encaissée effectivement par la société mère (1).

L'exonération ne porte pas sur les distributions des filiales effectuées sous forme d'amortissement ou de remboursement du capital. Elle peut avoir lieu autant de fois qu'il est nécessaire pour éviter l'imposition multiple.

L'exonération prévue par les articles 153 et 154 du Code des valeurs mobilières est effectuée, non sous la forme d'une réduction d'impôt, mais par une déduction sur l'assiette de l'impôt dû par la société mère.

Cette déduction est égale au revenu tiré de la filiale par la société mère et effectivement encaissé soit par un paiement matériel, soit seulement par une inscription à un compte.

Mais la déduction ne peut être imputée sur n'importe quelle distribution de la société mère; deux conditions sont exigées pour que l'imputation soit possible : il faut, en premier lieu, que l'imputation soit faite sur des dividendes, des intérêts statutaires, des jetons de présence d'actionnaires, des distributions gratuites d'actions; elle ne peut être effectuée sur les intérêts des obligations, les tantièmes et autres rémunérations des actionnaires, ni sur les amortissements de capital (2).

Il faut en second lieu que les revenus distribués par la filiale et qui font l'objet de la déduction, soient relatifs au même exercice social que les revenus de la société mère sur lesquels la déduction doit être effectuée. Cette règle est absolue : ainsi, quand la société mère reçoit d'abord un acompte sur le dividende de sa filiale, au cours d'un premier exercice, puis le solde au cours de l'exercice suivant, chacune des deux fractions du revenu encaissé doit être imputée et déduite du revenu distribué par la société mère au cours de l'exercice correspondant.

Holding. — D'une manière générale, le régime des holding contrôlant des sociétés de banque est le même que celui des *omniums* précédemment étudiés.

(1) Cass. 29 décembre 1932, S. 1935-1-262.

Cass. 15 juillet 1930, S. 1931-1-287.

(2) ROGEE, DURAND ET BOURREL, *op. cit.* p. 589.

SECTION III. — TAXE ANNUELLE SUR LES RÉSERVES

Comme il a été dit dans la première partie, une taxe annuelle a été instituée par la loi du 31 décembre 1936 sur les réserves des sociétés.

Elle avait un but économique : obliger les entreprises à distribuer leurs réserves, ce qui devait contribuer à accroître le pouvoir d'achat des actionnaires et, suivant la théorie en honneur à l'époque, faciliter le redressement économique. La taxe sur les réserves est donc un exemple typique d'impôt établi non dans un but principal de rendement, mais pour provoquer la disparition de la matière imposable.

Si, du point de vue économique, la taxe sur les réserves a été à juste titre très critiquée, elle ne mérite pas du point de vue purement fiscal des éloges très enthousiastes.

Venant s'ajouter, en effet, à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, elle est un impôt de superposition, comme l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. En reprenant ce qui a été signalé pour ce dernier impôt, on s'aperçoit qu'à l'heure actuelle une même fraction de revenu peut tomber sous le coup d'une triple imposition interne voulue par le législateur.

Soit une banque ayant fait un certain bénéfice : le bénéfice peut se diviser en trois fractions chacune assujettie à un impôt cédulaire. La première fraction est le bénéfice net imposable à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux; la seconde est constituée par le revenu des valeurs mobilières du portefeuille et, d'une façon générale, de tous les capitaux mobiliers : ce revenu a déjà payé à la source l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières; enfin la troisième fraction concerne les revenus fonciers taxés par ailleurs à l'impôt foncier.

La banque distribue une partie de ce revenu; il y a sur cette partie la superposition d'impôts signalée dans la section II.

L'autre partie des bénéfices est mise en réserve (1) et de ce fait est atteinte par la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués, qui se superpose sur une fraction du revenu à chacun des impôts cédulaires qui l'ont déjà frappée.

Mais là ne s'arrête pas la superposition d'impôts; si, pour une raison quelconque, la banque décide à un moment donné (et cette hypothèse arrive obligatoirement à la fin de la société) de distri-

(1) On suppose évidemment que la réserve en question ne rentre pas dans un des cas d'exemption de la taxe.

buer ces réserves aux actionnaires, ou de les employer à tout autre usage qui soit considéré par l'administration comme une distribution, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières vient frapper une troisième fois ces bénéfices déjà doublement imposés (1).

Étroitement apparentée à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, la taxe annuelle présente les mêmes difficultés d'assiette, tenant à ce que cet impôt a un caractère territorial et à ce que les éléments du bénéfice non distribué doivent être répartis, dans le cas où la banque a une activité internationale, entre les juridictions fiscales de différents pays.

(1) Soit W la fraction du bénéfice mise en réserve.

Cette fraction W se compose de trois parties :

W_1 , bénéfices taxés par l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, de taux b .

W_2 , dividendes taxés par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, de taux c .

W_3 , revenus immobiliers taxés par l'impôt foncier, de taux f .

Tout se passe comme si W était frappé par un seul impôt de taux i tel que :

$$W \times i = W_1 \times b + W_2 \times c + W_3 \times f$$

d'où :

$$i = \frac{W_1 b + W_2 c + W_3 f}{W}$$

La société met donc en réserve :

$W(1-i)$.

Cette somme est atteinte par la taxe annuelle sur les réserves de taux r ; chaque année, tant que le bénéfice considéré reste dans les réserves, l'impôt à payer est :

$W(1-i)r$.

Au bout de n années, on distribue les réserves.

L'impôt total payé pendant ces n années est :

$W(1-i)r \times n$.

La somme restant à distribuer est donc :

$W(1-i) - W(1-i)r \times n = W(1-i)(1-rn)$.

Il convient de remarquer que, au-dessus d'une certaine valeur de n , le montant de la réserve est totalement absorbé par l'impôt; ceci a lieu dès que :

$$1 - rn = 0.$$

$$\text{Soit pour } n = \frac{1}{r}$$

Si n est inférieur à $\frac{1}{r}$ on peut encore distribuer une certaine somme aux actionnaires :

$W(1-i)(1-rn)$. Sur cette somme, l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers est retenue à la source : l'actionnaire ne reçoit donc que :

$W(1-i)(1-rn)(1-c)$.

Application : Soit 100 francs la fraction de bénéfice mise en réserve; étant donnés les taux actuels des impôts français, si cette somme est distribuée 5 ans après avoir été mise en réserve, l'actionnaire ne reçoit que 50 fr. 46 (on a supposé que le revenu de l'entreprise se composait de 60 % de bénéfices nets, de 30 % de dividendes et de 10 % de revenus immobiliers, et que les fractions de revenu entrant dans la somme W sont les mêmes). (Majoration de 8 % du D.-L. 2 mai 1938 non comprise).

Banques françaises ayant des agences à l'étranger

L'article 26 *ter* du Code des Impôts directs, alinéa 3, prévoit qu' « en ce qui concerne les sociétés possédant des exploitations hors de France, le montant des sommes distribuées est réduit en proportion des bénéfices réalisés en France par rapport aux bénéfices totaux ».

L'article 5 du règlement d'administration publique du 28 mai 1937 entend par bénéfice réalisé en France, le bénéfice net ayant servi de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, augmenté des revenus fonciers et des revenus mobiliers admis en déduction de l'impôt cédulaire. Quant aux bénéfices totaux, ils comprennent les bénéfices de toute nature réalisés en France et hors de France.

Ces bénéfices sont évalués suivant les mêmes principes d'appréciation que les bénéfices taxés à l'impôt cédulaire.

La ventilation des bénéfices non distribués taxables en France, et de ceux qui échappent à la loi française, est donc faite par l'administration grâce à une méthode fractionnaire.

Banques étrangères ayant des agences en France

Le paragraphe 2 du même article pose une règle analogue pour la ventilation des bénéfices non distribués en ce qui concerne les banques étrangères qui ont des agences en France.

« Les dispositions du paragraphe I ci-dessus sont applicables aux sociétés étrangères exploitant en France une entreprise ou des biens rentrant dans leur objet et acquittant l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières suivant les règles fixées par l'article 3 (§ 3) du décret du 6 décembre 1872. Toutefois, à l'égard de ces sociétés, le rapport des bénéfices réalisés en France aux bénéfices totaux peut, si ces derniers ne peuvent être déterminés avec précision à l'aide des renseignements et justifications fournies par la société, être considéré comme égal à la quotité imposable fixée en conformité de la disposition précitée du décret du 6 décembre 1872 ».

L'administration donne donc une option à la banque étrangère; celle-ci doit indiquer dans sa déclaration la méthode d'imposition qu'elle choisit. (Art. 9 décret du 28 mars 1937).

Filiales

Pour l'administration, le danger des filiales, comme on l'a vu,

est le transfert indirect des bénéfices de la société mère à la société filiale et inversement. Les bénéfices non distribués de chacun des établissements d'un omnium de sociétés bancaires ne seront établis qu'après la détermination du bénéfice réel de l'établissement par l'administration.

La filiale ou la société mère pourrait en effet se soustraire à la taxe en transférant à un autre établissement l'excédent du bénéfice réalisé sur le bénéfice distribué.

En fait, la filiale française d'une banque étrangère peut échapper pratiquement à la taxe annuelle en distribuant tous ses bénéfices à la société mère qui peut se trouver dans un pays où il n'existe pas d'imposition des réserves.

APPENDICE

**RÉGIMES SPECIAUX ETABLIS PAR LES ARTICLES 1^{er} ET 3
DE LA LOI DU 16 FEVRIER 1932**

1^o ARTICLE 1^{er} DE LA LOI DU 16 FÉVRIER 1932

Les dispositions de cet article ont été inscrites dans l'article 153 du Code des valeurs mobilières qui prescrit : « Les sociétés françaises constituées par actions sont exonérées de l'impôt sur le revenu établi par le chapitre II du titre III sur les intérêts, arrérages, dépôts et cautionnements dépendant des succursales et agences de ces sociétés établies hors de France.

« Les sociétés visées à l'alinéa qui précède sont dispensées sous les mêmes conditions de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers pour les intérêts, arrérages et tous autres produits des prêts consentis autrement que par souscription publique et sans délivrance de titres négociables aux collectivités étrangères par l'article 50, n° 6 » (1).

Avant la loi de 1932, la situation était la suivante : si une banque française avait une agence à l'étranger, l'administration française prétendait percevoir l'impôt sur le revenu des créances sur les prêts dépendant de la succursale étrangère, et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur les titres d'emprunt que la succursale possédait en portefeuille; la Cour de Cassation donnait du reste raison à l'administration. Voici l'arrêt du 11 février 1931 (2) dans une affaire Crédit Commercial de France contre administration de l'Enregistrement.

La société anonyme du Crédit Commercial de France, dont le siège social est à Paris, s'était vue décerner contrainte par l'administration de l'Enregistrement en paiement de la taxe sur le

(1) L'article 50, n° 6, a trait aux sociétés et collectivités étrangères passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières en France.

(2) D. H., 1930, p. 161.

revenu exigible sur les coupons de valeurs mobilières étrangères et les intérêts de créances étrangères touchés à Gênes (Italie) par sa succursale ouverte en cette ville; la Cour de Cassation a approuvé l'administration : « Attendu, en ce qui concerne les coupons de valeurs mobilières touchées à l'étranger, qu'aux termes de l'article 37 de la loi du 29 mars 1914, la taxe sur le revenu est due par le « propriétaire ou usufruitier de ces valeurs qui se fera envoyer, ou encaissera à l'étranger, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, les dividendes, arrérages ou tous autres produits de ces valeurs ».

« Attendu, d'autre part, qu'en ce qui concerne les intérêts des créances que, d'après les articles 38 de la loi du 31 juillet 1927 et 52 de la loi du 25 juin 1920, la taxe est due dès lors que le créancier a son domicile ou sa résidence habituelle en France, ou y possède un établissement industriel ou commercial dont dépend sa créance;

« Attendu qu'il résulte des constatations des jugements que la succursale de Gênes... n'est... autre chose que l'intermédiaire dont se sert la société française... ».

Depuis la loi de 1932, l'impôt sur le revenu des créances n'est plus jamais applicable, mais l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières continue à frapper les prêts consentis par les succursales d'une banque étrangère dans deux cas :

1) quand le prêt a été consenti non à une collectivité étrangère mais à une collectivité française;

2) quand le prêt est fait sous forme de souscription à une émission de valeurs négociables et que les titres en question sont assujettis à l'impôt soit parce que la société emprunteuse exploite des biens en France, soit parce que les titres circulent en France.

2° ARTICLE 3 DE LA LOI DU 16 FÉVRIER 1932

Les dispositions de cet article sont reproduites dans l'article 137 du Code des valeurs mobilières : « Sont exonérés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, les arrérages, les intérêts et autres produits des prêts consentis sous une forme quelconque par des sociétés françaises constituées par actions qui émettent ou souscrivent en représentation de ces prêts des obligations ou autres titres d'emprunt soumis eux-mêmes à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Les prêts exonérés ne pourront jamais excéder le montant des obligations et titres émis ou souscrits et il devra en être justifié par la société ».

L'exonération de l'article 137 évite une double imposition; en effet, en l'absence de cette exonération, les produits des prêts consentis seraient taxés par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et à nouveau taxés dans la mesure où ils servent à payer l'intérêt dû aux obligataires.

La société prêteuse, pour justifier que les conditions auxquelles sont subordonnées l'exonération sont remplies, doit tenir un registre où elle inscrit jour par jour le montant des prêts exonérés et des obligations ou bons émis en représentation et non encore remboursés. Comme c'est la société débitrice de la société prêteuse qui retient le montant de l'impôt cédulaire sur les intérêts du prêt à elle consenti, elle doit, pour n'être pas obligée de retenir l'impôt, produire une attestation de la société prêteuse faisant preuve du régime auquel le prêt est soumis.

Si les obligations et bons émis par la société prêteuse viennent à être d'un montant inférieur aux prêts consentis, l'impôt est exigible sur les intérêts de la différence existant entre ces deux masses de capitaux. Il est liquidé, dans cette hypothèse, sur les intérêts courus et calculés pour chaque jour au taux afférent aux prêts les plus récents (1).

(1) ROGEON, DURAND, BOURREL, *op. cit.*, p. 591.

CHAPITRE II

Grande-Bretagne

La législation anglaise soulève moins de difficultés que la législation française dans la taxation des banques et de leurs succursales : cela provient en partie de ce qu'en Angleterre il n'existe qu'un seul impôt sur le revenu, l'*income tax*, et non comme en France, deux ou trois impôts susceptibles d'atteindre les résultats de l'entreprise.

Il ne faudrait pas croire cependant que l'unité d'impôt sur le revenu ne laisse aucune place en Angleterre pour la double imposition : en effet, des cas de double imposition interne et internationale peuvent se présenter.

Cas de doubles impositions internes

Les banques sont taxées sur leurs bénéfices au titre de la cédule D de l'*income tax*. Si elles placent ces bénéfices en actions, ils sont à nouveau frappés par l'impôt au moment où la banque encaisse le montant des revenus de son placement. En fait, il n'y a pas là une véritable double imposition : l'impôt s'applique à deux opérations différentes : la création du bénéfice et l'emploi de ce bénéfice.

Cas de doubles impositions internationales

Ce sont de beaucoup les plus importantes. La législation fiscale anglaise est dominée dans la taxation des revenus par deux principes, celui du domicile et celui de la source (1). Soit une banque anglaise résidente en Grande-Bretagne ayant une succursale en France formant établissement distinct; elle doit être taxée en

(1) Voir 1^{re} partie, Titre II, Chapitre I.

Angleterre sur tous ses bénéfices; elle est d'autre part taxée en France sur les bénéfices réalisés par la succursale.

Inversement, une banque française qui possède un bureau en Grande-Bretagne ne formant pas établissement distinct ou bien y effectuant des opérations directement ou indirectement, est taxée en France à raison de son bénéfice global, et en Angleterre à raison des revenus tirés de sources situées dans le Royaume-Uni.

Etant donné le taux des impôts sur le revenu, les doubles impositions peuvent finir par absorber complètement le revenu. D'où l'utilité d'étudier successivement les méthodes de ventilation du revenu imposable entre les différentes juridictions fiscales, les règles de répartition des éléments du revenu imposable, enfin les mesures internes prises dans certains cas pour éviter la double imposition.

SECTION I. — METHODES DE VENTILATION DU REVENU

Comme il a été vu dans la première partie, l'income tax de la cédule D en ce qui concerne les bénéfices, est recouvré, dans le cas général, au moyen d'une déclaration de la banque assujettie, et parfois par stoppage à la source.

Dans le cas où l'impôt est stoppé à la source, il se pose une question qui est inconnue en droit français parce que les impôts cédulaires sont des impôts indépendants en fait, tandis que les cédules de l'income tax ne sont que des catégories de revenus, sans autonomie; quand un redevable effectue sa déclaration, l'administration se rend compte si le montant de l'impôt retenu, ajouté à ce que doit payer lui-même l'assujetti, est ou non supérieur à l'impôt qu'il doit effectivement supporter. Si le montant de l'impôt est supérieur ou inférieur à celui qui doit être mis à la charge du redevable, il y a lieu soit au remboursement du trop-perçu, soit au contraire au versement par la société d'un complément d'impôt.

La déclaration des bénéfices réalisés par une banque en Angleterre peut, si elle paraît insuffisante ou inexacte, être contrôlée au moyen de la comptabilité de l'entreprise; et lorsque ce contrôle ne donne pas de résultats satisfaisants, il est procédé à une évaluation forfaitaire.

§ 1. — Examen de la comptabilité

En Angleterre, l'administration de l'Inland Revenue ne possède pas, comme le fisc français, un pouvoir d'investigation aussi étendu.

du dans les banques. Les inspecteurs n'ont pas de droit de communication; en fait, ils demandent souvent les comptes des entreprises dont ils contrôlent les déclarations et ils peuvent soumettre les comptes aux « Chartered accountants » qui sont des comptables appartenant à l'une des grandes corporations reconnues par la loi (1); ces comptables présentent toute garantie étant donné la sévérité des statuts de leur corporation.

Une des raisons qui permet à l'administration de prendre connaissance de la comptabilité des entreprises en dehors de l'existence de tout droit de communication, c'est le danger que la société court d'être taxée d'une manière désavantageuse par l'une des méthodes forfaitaires qui seront exposées plus loin.

Dispositions du Companies act de 1929 sur la comptabilité des sociétés et de leurs succursales, et mesures destinées à assurer la publicité des résultats de l'entreprise.

Le Companies act de 1929 ne donne pas beaucoup de précisions sur la façon dont doit être tenue la comptabilité des entreprises et en particulier celle des banques et de leurs succursales.

L'article 122 prescrit que « toute société devra faire tenir des livres de comptabilités appropriés relativement à :

- « a) toutes sommes d'argent reçues ou dépensées par la société avec l'indication de l'objet de la recette et de la dépense;
- « b) toutes ventes et tous achats de marchandises par la société;
- « c) l'actif et le passif de la société ».

Ces livres peuvent être tenus dans l'établissement où les administrateurs de la société le jugent utile.

L'obligation de tenir des livres est sanctionnée pénalement.

L'article 123 prévoit dans toutes les sociétés l'établissement d'un compte « profits et pertes » et d'un bilan annuel. De plus, un rapport annuel doit avoir lieu devant les assemblées d'actionnaires. Il doit faire mention des sommes distribuées aux actionnaires et des sommes mises en réserves; ces différents documents, compte profits et pertes, bilan, rapport annuel, doivent être publiés.

Le contenu du bilan est réglementé par l'article 124 qui prévoit que le bilan des sociétés doit contenir un « état sommaire indiquant le capital actions autorisé et le capital actions émis de la société, le passif et l'actif de la société, ainsi que les renseignements qui sont nécessaires pour faire apparaître la nature géné-

(1) Ротнѣ, *op. cit.*, p. 91.

rale du passif et de l'actif fixe et de l'actif variable; cet état devra indiquer la manière dont la valeur de l'actif a été calculée ».

Par ailleurs, le bilan doit mentionner sous des intitulés différents le montant non encore amorti des frais de premier établissement et de toute émission d'actions ou d'obligations.

Tout élément du passif garanti spécialement par un élément de l'actif doit donner lieu à une mention spéciale qui, toutefois, peut ne pas indiquer l'élément d'actif spécialement affecté à la garantie considérée.

Le cas d'une société ayant une filiale (subsidiary company) est spécialement visé par l'article 125 qui prescrit que « lorsqu'une partie quelconque de l'actif d'une société consiste en actions dans, ou en sommes dues par (soit au titre d'un emprunt, soit à tout autre titre) une ou plusieurs sociétés subsidiaires, le montant total de cet actif, en distinguant entre les actions et les dettes, sera indiqué dans le bilan de la première société séparément de tous ses autres actifs; quand une société est endettée, soit au titre d'un emprunt, soit de toute autre manière, envers une ou plusieurs sociétés subsidiaires, le montant total de cette dette sera indiqué dans le bilan de la dite société séparément de tous ses autres engagements ».

L'article 126 énumère des renseignements que le bilan de la société mère doit contenir relativement à l'activité de ses filiales. Les sociétés holding, en effet, qui détiennent directement ou indirectement par personne interposée les actions de sociétés filiales, doivent joindre à leur bilan un état indiquant comment les bénéfices ou les pertes des filiales ont été reprises « en tant qu'ils intéressent la société holding », dans les comptes de cette société; notamment, la société holding doit indiquer :

a) comment et dans quelle mesure il a été pourvu aux pertes d'une société subsidiaire, soit dans les comptes de cette société, soit dans ceux de la holding, soit dans les comptes de l'une et de l'autre;

b) comment et dans quelle mesure les administrateurs de la société holding ont tenu compte des pertes d'une société subsidiaire dans le calcul des bénéfices et des pertes de la holding, tels qu'ils apparaissent dans les comptes de celle-ci.

Pour l'application de ces dispositions, les comptes de la société holding et des filiales doivent être établis au cours du même exercice social.

Enfin, l'article 128 prescrit aux sociétés de mentionner d'une manière distincte dans leurs comptes, les prêts consentis et les

rémunérations accordées aux administrateurs et aux autres agents de la société, sauf si les sommes considérées sont inférieures à un certain minimum (2.000 livres en 1929), si le prêt a été effectué suivant la pratique adoptée par la société en matière de prêts aux employés, si enfin ces prêts ne sont pas faits par la société de banque à titre d'opération rentrant dans ses attributions normales d'établissement de crédit.

« Toute société à responsabilité, dit l'article 131, faisant des affaires de banque, devra, avant de commencer ses affaires, ainsi que le premier lundi de février et le premier mardi d'août de chaque année, tant qu'elle continue ses affaires, établir une situation dans la forme indiquée dans la septième cédula du présent Act. »

Une copie de cette situation doit être affichée au siège et dans toutes les succursales.

Quant aux banques étrangères qui ont des succursales en Grande-Bretagne, elles ont l'obligation d'établir un bilan dans les mêmes formes que les banques anglaises et de le déposer au greffe des sociétés, aux fins d'enregistrement, chaque année.

Enfin, il faut signaler que les banques qui déposent au greffe des sociétés un rapport annuel avec l'indication des noms des diverses places où elles effectuent des opérations (art. 361 Act 1929) ne sont pas tenues de fournir aux commissaires de l'Inland Revenue les rapports prévus par le Country Bankers Act 1926, par le Bankers Scotland Act 1936, par le Bank Charter Act 1844 (1) et le Bank notes Scotland Act 1845 (2).

Pour avoir une idée plus complète de la comptabilité tenue par les banques en Angleterre, il faudrait encore se référer au Bankers' Books Evidente Act 1879.

Ainsi les dispositions législatives concernant la comptabilité des banques et de leurs succursales ne permettent pas de résoudre tous les problèmes de ventilation qui peuvent se poser. Aussi l'administration doit-elle, dans le cas où la comptabilité est jugée insuffisante, s'en remettre aux méthodes forfaitaires.

§ 2. — Evaluations forfaitaires

Dans la majorité des cas, les sociétés de banques sont imposées à raison de l'activité de leurs succursales sur les données d'une

(1) Article 21.

(2) Article 13.

comptabilité séparée. Pour les autres, on évalue forfaitairement le bénéfice taxable. Si, en effet, le bénéfice imposable ne peut être calculé exactement, on cherche dans l'appréciation qui en est faite à serrer la réalité au plus près.

Quand une banque étrangère a des succursales dans le Royaume-Uni, la méthode qui est le plus souvent employée est celle qui consiste à comparer l'actif existant en Grande-Bretagne à l'actif total. Il suffit de multiplier le rapport de ces actifs par le bénéfice total de l'entreprise et on obtient le bénéfice attribuable à la succursale anglaise.

Cette méthode peut être non seulement appliquée dans l'évaluation du bénéfice total de la succursale, mais pour l'estimation d'une partie seulement de ce bénéfice qui, même avec l'aide des comptabilités séparées des établissements anglais et étrangers, ne peuvent être attribués d'une manière incontestable à l'un ou à l'autre des établissements : il s'agit des bénéfices ou des dépenses qui ressortent des opérations entre établissements : crédits et débits réciproques, frais généraux intéressant la totalité de l'entreprise, intérêt des prêts entre les établissements de la même société.

Comme il a été vu dans le titre premier de cette partie, le calcul de l'actif global peut entraîner des difficultés; mais le plus souvent l'administration anglaise arrive, après négociations avec la société, à les aplanir (1).

On peut aussi citer une autre méthode que l'administration anglaise pourrait employer à l'occasion, bien que les sociétés bancaires s'y prêtent moins bien que les autres sociétés commerciales et industrielles : c'est la méthode qui fait reposer l'évaluation du bénéfice sur un pourcentage du chiffre d'affaires.

La règle 8 des règles générales de l'Act de 1918 sur l'Income Tax prescrit en effet que « lorsqu'il apparaît, soit au commissaire qui calcule l'impôt, soit en cas de réclamation ou d'appel aux commissaires généraux ou spéciaux, que le montant véritable des bénéfices ou des gains d'une personne ne résidant pas dans le Royaume-Uni, qui est passible de l'impôt au nom d'une personne y résidant, ne peut être déterminé exactement, les commissaires peuvent, s'ils l'estiment nécessaire, taxer la personne ne résidant pas dans le Royaume-Uni suivant un certain pourcentage du chiffre des affaires, faites par la personne ne résidant pas dans le Royaume-Uni

(1) S. D. N., *op. cit.*, p. 294.

grâce à la personne y résidant ou avec cette personne au nom de laquelle l'impôt est payable ».

§ 3. — Recours de la société de banque taxée d'après un revenu évalué forfaitairement

Les réclamations relatives à la taxation des revenus de la cédule D doivent être faites dans les vingt et un jours suivant l'avis d'imposition.

Lorsque la banque est en désaccord avec l'administration sur les bases de la taxation, elle peut recourir devant les commissaires généraux ou spéciaux, au choix; d'une manière générale, la société de banque ne fera appel aux commissaires spéciaux que dans le cas où le litige repose sur une question de droit. Elle fera appel au contraire aux commissaires généraux pour les questions de fait; ceux-ci, en effet, font partie de l'administration locale et, habitant dans la circonscription, sont mieux à même de trancher une question de fait.

Au contraire, les commissaires spéciaux sont des fonctionnaires nommés par le pouvoir central et doués d'une compétence spéciale.

**SECTION II. — REPARTITION DES ELEMENTS
DU REVENU IMPOSABLE
ENTRE LA BANQUE ET SES SUCCURSALES**

§ 1. — Agences anglaises de banques étrangères

En ce qui concerne les bénéfices bruts, il convient de remarquer que tous les bénéfices bruts de l'établissement anglais entrent dans le calcul du revenu frappé par l'income tax, et que, par conséquent, aucune fraction n'en est distraite pour être affectée au siège situé à l'étranger : la règle est donc la même qu'en France.

Pour obtenir le bénéfice imposable, il faut retrancher du bénéfice brut les charges déductibles : parmi celles-ci, comme il a été dit, deux catégories de charges soulèvent les plus grandes difficultés de ventilation :

En premier lieu, les intérêts des dettes. En Angleterre, les intérêts des dettes ne posent aucune question de répartition; la règle 3 de l'Act 1918 spécifie :

« Dans le calcul du montant des bénéfices ou des gains imposables, aucune somme ne devra être déduite pour...

« 1° les intérêts annuels, annuités ou autres paiements annuels sur les bénéfices ou les gains. »

En *second lieu*, les frais généraux : les frais généraux qui ont servi à l'intérêt général de l'entreprise sont répartis suivant la comparaison des chiffres d'affaires de l'établissement anglais et de l'ensemble de la société, ou d'après tous autres éléments susceptibles de donner des résultats satisfaisants. Du reste, pour les banques, les demandes de déduction au titre de ces frais généraux sont exceptionnels (1).

La ventilation de ces frais ne se pose pas lorsque la banque étrangère et ses succursales sont taxées d'après une méthode forfaitaire, les frais généraux rentrant en effet globalement dans le bénéfice total de l'ensemble de l'entreprise.

Enfin, en ce qui concerne les bénéfices nets, aucune question de répartition ne se pose; comme l'administration française, l'administration britannique ne considère pas le résultat global de l'entreprise, mais seulement celui de l'établissement anglais; aucune compensation ne peut donc intervenir entre les déficits et les bénéfices des différents établissements de la société étrangère de banque.

§ 2. — Agences étrangères de banques anglaises

D'une façon générale, aucune question de répartition ne se pose dans cette hypothèse : en effet, le bénéfice global de l'entreprise doit être frappé de l'income tax, quelle que soit la source d'où la société tire ses bénéfices.

Deux cas peuvent donner naissance à des questions litigieuses.

C'est, tout d'abord, le cas d'une société de banque qui serait constituée en nom collectif et dont certains associés habitent à l'étranger (2). Ce cas tout théorique pour une entreprise de banque ne mérite pas plus qu'une simple mention.

Le second cas est susceptible au contraire de se présenter pratiquement : c'est celui d'une banque anglaise qui a établi des agences dans un dominion britannique. On verra plus loin qu'il existe une disposition permettant d'éviter, pour ces banques, la double imposition des revenus tirés de sources situées dans les dominions.

Mais l'application de cette disposition suppose que la fraction du revenu tiré des dominions, et qui doit bénéficier d'une exemption d'impôt, est déterminée : les mêmes difficultés que pour les agences anglaises des banques étrangères peuvent donc se présenter; elles sont résolues de la même façon.

(1) S. D. N., *op. cit.*, p. 291.

(2) S. D. N., *op. cit.*, Tome 1, page 295.

§ 3. — Filiales

En principe, la société filiale est une société indépendante qui doit être taxée comme telle sur la base de sa comptabilité propre. Cependant, l'administration anglaise ne peut, comme d'ailleurs l'administration française, faire abstraction des liens qui unissent les sociétés filiales à la société mère ou à la société holding qui les contrôle.

1° BANQUES ANGLAISES AYANT UNE FILIALE A L'ÉTRANGER

Lorsqu'une banque anglaise possède les actions d'une filiale à l'étranger et exerce en fait le contrôle de la filiale, c'est-à-dire, comme il a été vu dans la première partie, tire de sa filiale un revenu rentrant dans le cas I de la cédule D et non dans le cas V, tous les revenus tirés de la filiale sont taxés dans le bénéfice de la société mère; aucune question ne se pose, si ce n'est lorsque la filiale est établie dans un dominion, auquel cas il faut, comme pour les agences, déterminer la part du revenu qui doit bénéficier des dispositions contre la double imposition.

2° BANQUES ÉTRANGÈRES AYANT UNE FILIALE EN ANGLETERRE

Ce cas est prévu dans la règle 7 de l'Act de 1918 : « Dans les cas où une personne ne résidant pas dans le Royaume-Uni et n'étant ni un ressortissant de la Grande-Bretagne, ni une firme ou société relevant de la Grande-Bretagne, de l'Inde, d'un dominion britannique ou d'une colonie britannique, ni une succursale de pareille firme ou société, effectue des opérations avec une personne résidant dans le Royaume-Uni, si les commissaires procédant à la taxation estiment que, vu la relation étroite existant entre la personne résidant et la personne ne résidant pas dans le Royaume-Uni, et vu le contrôle réel exercé par la personne ne résidant pas dans le Royaume-Uni sur la personne y résidant, la marche des affaires entre ces deux personnes peut être combinée, et est effectivement combinée de telle sorte que les affaires faites par la personne résidant dans le Royaume-Uni, vu ses relations avec la personne n'y résidant pas, ne procurent à la personne résidant dans le Royaume-Uni aucun profit, ou bien lui procurent des bénéfices inférieurs aux bénéfices normaux auxquels on aurait pu s'attendre dans une telle affaire, la personne ne résidant pas dans le Royaume-Uni sera taxée et assujettie à l'impôt au nom

de la personne y résidant, comme si la personne résidant dans le Royaume-Uni était un agent de la personne n'y résidant pas ».

Le dernier membre de phrase de la règle 7 montre que la taxation de la société mère par l'intermédiaire de la filiale repose sur le caractère fictif, aux yeux du fisc anglais, de la filiale considérée, et sur son assimilation à une simple agence. Ce procédé a les mêmes résultats que les redressements que l'administration française se permet d'effectuer dans la taxation des filiales.

On peut comparer la différence de situation dans laquelle se trouve la banque étrangère qui traite par l'intermédiaire de sa filiale anglaise ou par l'intermédiaire d'un correspondant habituel. Si, en effet, ce correspondant effectue ses opérations sans collusion désavantageuse pour le fisc avec la banque française, si, en un mot, il réunit les caractères prévus par la section 17 de la loi de finance de 1925, en aucun cas la banque étrangère ne peut être rendue passible de l'income tax dans les conditions prévues par la règle 7.

Quand la règle 7 est applicable, la répartition des bénéfices se fait généralement d'une manière forfaitaire.

Il faut ajouter que la filiale est chargée de retenir l'impôt dû par la société mère au moment du versement des dividendes.

SECTION III. — MESURES INTERNES DESTINÉES A EVITER LA DOUBLE IMPOSITION

D'une manière générale, l'impôt sur le revenu payé dans un Etat étranger par une société de banque frappée par ailleurs au titre de l'income tax, peut être déduit du bénéfice brut dans le calcul de l'assiette de l'impôt. Cette déduction n'évite du reste pas la double imposition; tout au plus le revenu sur lequel porte cette double imposition est-il diminué dans la mesure de l'impôt payé à l'étranger.

Cette déduction est, en principe, la seule exemption admise par l'administration fiscale anglaise.

Cependant, cette règle comporte deux exceptions : l'une en faveur des banques qui paient un impôt sur le revenu dans les Dominions britannique, l'autre, pour éviter la double imposition provoquée par l'existence en Irlande d'une législation fiscale spéciale.

Les mesures prises ne sont donc pas des moyens de lutte contre la double imposition internationale, mais apparaissent plutôt

comme des mesures de préférence impériales : elles font ainsi échec au principe d'équivalence qui est la règle en ce qui concerne la taxation des entreprises nationales et étrangères dans le Royaume-Uni (1).

§ 1. — Impôt payé par les banques dans les Dominions

L'exemption en est prévue par la section 27 de la loi de finance de 1920.

Cette faveur s'effectue au moyen d'une réduction de la cote d'impôt qui incombe à la société de banque, qui doit payer ou a déjà payé par voie de déduction ou autrement, dans le Royaume-Uni, l'income tax sur une fraction de son bénéfice. Si la Banque peut prouver aux commissaires de l'Inland Revenue ou aux commissaires spéciaux et généraux, qu'elle a payé un impôt sur le revenu dans un dominion pour la même fraction de son bénéfice et pour la même année fiscale, une réduction lui est accordée sur l'impôt que la banque a payé ou doit payer en Angleterre, calculée de la manière suivante :

Dans le cas où le taux de l'impôt sur le revenu en vigueur dans le Dominion est au plus égal à la moitié du taux de l'income tax anglaise, la réduction est égale au montant de l'impôt payé dans le dominion : la double imposition disparaît donc complètement.

Dans le cas où le taux de l'impôt sur le revenu en vigueur dans le dominion dépasse 50 % de l'income tax anglaise, la réduction est égale au montant de l'impôt obtenu en multipliant les revenus bénéficiant de la réduction par la moitié du taux en vigueur de l'income tax anglaise. Il reste ici une trace de double imposition. Mais son importance est cependant réduite.

§ 2. — Irlande

Un arrangement entre l'Etat libre d'Irlande et le Royaume-Uni, qui figure dans l'accord du 14 avril 1926, a supprimé entre ces deux pays la double imposition : d'une part donc, les banques irlandaises ayant des succursales dans le Royaume-Uni ne sont pas assujetties à l'income tax anglaise sur les revenus tirés du Royaume-Uni, et inversement les banques anglaises ne supportent

(1) Cahiers de droit étranger, tome I, p. 60 et 61

pas l'impôt sur le revenu irlandais sur les bénéfices tirés de leurs succursales en Irlande.

Si la banque est considérée comme résidente à la fois en Angleterre et en Irlande, ses revenus sont taxés deux fois, sauf certaines compensations prévues par l'accord d'avril 1926 ou celui du 25 avril 1928 qui a modifié sur des points de détails le précédent.

CHAPITRE III

Italie

La législation fiscale italienne ne donne pas lieu à de grandes difficultés; l'Italie étant un pays unitaire comme l'Angleterre et la France, les doubles impositions internes sont assez rares. Sans doute les collectivités locales ont-elles une certaine autonomie financière, mais comme il a été vu dans la première partie, leurs pouvoirs fiscaux sont restreints dans d'étroites limites. Si la surcharge d'impôt que la fiscalité locale peut faire supporter aux banques en raison de l'exploitation de leurs succursales en Italie n'est pas négligeable, cette superposition d'impôt, ayant été voulue par le législateur, n'entraîne aucune difficulté de principe.

Les difficultés posées par l'imposition des succursales de banques en Italie proviennent, principalement, de l'application de l'impôt sur la richesse mobilière aux bénéfices réalisés par l'intermédiaire de ces établissements.

Cependant, l'existence d'une taxe sur le capital des sociétés étrangères et de deux taxes sur les distributions de revenus (taxe extraordinaire et taxe sur le revenu des titres au porteur) posent aussi certains problèmes spéciaux qui doivent être examinés brièvement au préalable.

Taxe sur le capital des sociétés étrangères

En ce qui concerne l'impôt sur le capital, il convient de signaler en effet que, depuis l'instruction ministérielle de décembre 1937, certaines doubles impositions internationales peuvent se produire. En effet, la taxe annuelle que les banques étrangères doivent acquitter sur leur capital s'applique différemment dans deux cas :

Les banques constituées à l'étranger, et qui ont en Italie leur siège ainsi que l'objet principal de leur exploitation, ne sont imposables que pour le capital investi en Italie. Dans ce cas, il n'y a aucune difficulté, la taxe ne frappe pas les fonds de roulement

affectés aux agences établies à l'étranger ni les capitaux investis dans les filiales étrangères.

Mais au contraire, lorsque la banque a été constituée en Italie avec des capitaux provenant de l'étranger, elle doit supporter l'impôt non seulement sur le capital investi dans le pays, mais aussi sur celui qui est placé à l'étranger.

Impôts sur les distributions : taxe sur les produits des titres au porteur et taxe extraordinaire sur les bénéfices distribués

Les difficultés que présente l'application de ces taxes sont du même ordre que celles qui ont été examinées en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières en France.

Doubles impositions internes. — Les deux taxes en question donnent lieu à deux catégories de superposition d'impôts, inévitables puisqu'elles sont voulues par le législateur :

1° La taxe extraordinaire se superpose à la taxe de 10 %.

Soit, en effet, une banque italienne au capital de 8.000.000 de livres et dont les réserves s'élèvent à 2.000.000 de livres. Les bénéfices réalisés par la banque sont de 1.300.000 livres dont 1.000.000 est distribué aux actionnaires, 200.000 livres sont mises en réserves et 100.000 livres représentent les intérêts d'un emprunt.

Il convient tout d'abord de taxer le bénéfice distribué au titre de l'impôt extraordinaire.

Sur la fraction des bénéfices qui excède 6 % du montant total du capital et des réserves, soit 600.000 livres, on perçoit :

5 % sur la fraction comprise entre 600.000 et 700.000 livres, soit	5.000 livres
10 % sur la fraction comprise entre 700.000 et 800.000 livres, soit	10.000 livres
25 % sur la fraction comprise entre 800.000 et 1.000.000 de livres, soit	50.000 livres
35 % sur la fraction comprise entre 1.000.000 et 1.200.000 livres, soit	70.000 livres
60 % sur la fraction excédant 1.200.000 livres, soit..	60.000 livres

Total de l'impôt à payer	195.000 livres
--------------------------------	----------------

Une fois cette somme acquittée, la banque doit retenir l'impôt de 10 % sur les sommes versées à ses actionnaires possesseurs de titres aux porteurs. Si on suppose que la banque a émis 8.000 titres de 1.000 francs et que 5.000 titres sont au porteur, sur la somme dis-

tribuée à ces titres, soit 625.000 livres (le dividende est 125 francs : 1.000.000 — 8.000), la banque doit retenir 10 % de cette somme, soit 62.500)

lives. La somme de 625.000 livres supporte donc une double taxation.

Le prélèvement total du fisc est par conséquent, dans l'exemple précédent, de 19,5 % au titre de l'impôt extraordinaire, et de 10 % au titre de la taxe des titres au porteur, soit 29,5 %.

2° Les impôts dont on vient de voir la superposition, se superposent eux-mêmes à l'impôt sur la richesse mobilière de la même façon que l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux en France.

En effet, en tant que bénéfices de la société, les dividendes et autres produits distribués sont tout d'abord taxés par l'impôt sur la richesse mobilière catégorie B, puis par les deux impôts qui ont été étudiés plus haut (1).

Double imposition internationale. — L'impôt extraordinaire et l'impôt sur le revenu des titres au porteur peuvent donner lieu à des cas de double imposition internationale.

1° Soit une banque étrangère ayant une filiale en Italie.

Les dividendes distribués par la filiale sont frappés par l'impôt extraordinaire. Les titres qui représentent la participation de la société mère sont le plus souvent nominatifs, aussi n'y a-t-il pas lieu d'appliquer la taxe de 10 % (mais dans le cas contraire, il faudrait tenir compte de cette taxe).

D'autre part les dividendes, en entrant dans les bénéfices de la banque étrangère, sont frappés par l'impôt sur les bénéfices qui existent à l'étranger et même, s'il existe dans le pays étranger considéré un impôt sur le revenu des valeurs mobilières, les divi-

(1) Résultat total de la superposition d'impôts :

Soit W une fraction du bénéfice réalisé par une banque; après taxation de l'impôt sur la richesse mobilière catégorie B (soit b le taux), il reste $W(1-b)$. Cette somme est distribuée :

1° à des porteurs de titres nominatifs ou mise en réserve; elle est taxée par l'impôt extraordinaire, soit e le taux du prélèvement du fisc; le montant de l'impôt acquitté est $W(1-b)e$, il reste donc $W(1-b)(1-e)$.

2° à des porteurs de titres au porteur dans les conditions d'application de la taxe sur le revenu des titres au porteur, soit p le taux de cette taxe. Le montant de l'impôt acquitté est $W(1-b)p$.

Le total des impôts payés est :

$$W(1-b)e + W(1-b)p = W(1-b)(e+p).$$

Il reste donc en définitive au porteur de titres : $W(1-b)(1-e-p)$.

Application : dans les conditions de l'exemple précédent, sur 100 livres produites par la société, le porteur de titres nominatifs ne reçoit que : 69 livres 23.

Le porteur de titres au porteur ne reçoit que : 60 livres 63.

dendes en question pourront de plus être soumis à cet impôt. Si la société mère est française, par exemple, l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers devra être payé, suivant les cas, d'après les modalités du régime des valeurs abonnées ou des valeurs non abonnées.

2° Une banque italienne a une succursale à l'étranger.

Le bénéfice réalisé par la succursale ayant payé les impôts institués à l'étranger entre dans le bénéfice global de la banque et il est taxé au titre de l'impôt sur la richesse mobilière. Puis le bénéfice est assujéti à la taxe extraordinaire, à l'impôt de 10 % dans la mesure où ce bénéfice revient à des possesseurs de titres au porteur. Il faut du reste ajouter que lorsque les titres de la banque circulent dans un pays où il existe un impôt sur le revenu des valeurs mobilières, les bénéfices distribués peuvent à nouveau être frappés par cet impôt : par exemple, si la succursale de la banque italienne est sise en France, la société mère, ou le siège social italien, est redevable de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur les distributions dans la mesure de la quotité imposable.

*Difficultés posées par l'application de l'impôt
sur la richesse mobilière*

Comme on l'a vu dans la première partie, l'impôt sur la richesse mobilière est un impôt cédulaire très analogue à l'impôt cédulaire français : les deux cédules qui intéressent particulièrement l'exploitation des succursales de banques sont les catégories A et B.

Il convient de remarquer que l'impôt dû au titre de la catégorie A, qui frappe les intérêts du capital, ne se superpose pas à l'impôt dû au titre de la catégorie B qui frappe les bénéfices. L'impôt de la catégorie A ne possède aucun point commun avec l'impôt français sur le revenu des capitaux mobiliers.

En ce qui concerne l'imposition des bénéfices, en Italie comme en France, les difficultés principales sont dues à ce que l'impôt a un caractère territorial.

Principe de la territorialité de l'impôt sur les bénéfices

La condition d'exigibilité de l'impôt est la possession par la banque en Italie d'un établissement stable et distinct, doté d'une comptabilité séparée.

La loi du 12 août 1927 a en effet expressément exempté les entreprises nationales ayant des succursales à l'étranger de l'im-

pôt sur la richesse mobilière en ce qui concerne les revenus tirés de ces succursales, à condition que celles-ci aient une comptabilité séparée de la comptabilité générale de l'entreprise. Avant cette loi, la jurisprudence italienne (1) tendait à imposer tous les revenus de l'entreprise italienne considérée, y compris ceux qui étaient réalisés par la succursale à l'étranger. Aussi quand la condition posée par la loi, c'est-à-dire l'existence d'une comptabilité séparée, n'est pas remplie, l'ancienne jurisprudence continue à s'appliquer.

Donc, une banque italienne qui a des succursales à l'étranger peut être imposée sur l'ensemble des bénéfices de l'entreprise, si les succursales étrangères n'ont pas le caractère d'établissements distincts et ne possèdent pas de comptabilité séparée.

Au contraire, la même banque ne doit être imposée qu'à raison du bénéfice qu'elle retire de ses établissements situés en Italie, si les succursales étrangères apparaissent aux yeux de l'administration fiscale italienne comme des établissements distincts et si elles possèdent une comptabilité séparée de la comptabilité générale de l'entreprise.

Un raisonnement semblable montrerait de même qu'une banque étrangère n'est imposable en Italie que si elle y possède une succursale formant un établissement distinct doté d'une comptabilité séparée.

SECTION I. — METHODES DE VENTILATION DU REVENU IMPOSABLE

Comme il a été dit dans la première partie, l'établissement de l'assiette de l'impôt nécessite de la part des redevables l'obligation de déposer chaque année une déclaration de leur revenu au bureau des Finances, dans un délai de trois mois à partir du moment où le compte profits et pertes et le bilan de l'entreprise ont été établis et, en toute circonstance, avant le 31 décembre de l'année imposable.

La taxation doit être effectuée d'après les données du bilan et des pièces qui y sont ennexées, selon la méthode expliquée plus haut de la rotation des bilans. Si le bilan paraît d'une sincérité douteuse, l'administration fiscale peut procéder à l'examen de la comptabilité de l'établissement, et au besoin taxer d'après une méthode forfaitaire.

(1) S. D. N., *op. cit.*, tome II, p. 266.

§ 1. — Examen de la comptabilité

1° DROIT DE COMMUNICATION

Les agents du fisc italien ne possèdent pas le droit de communication qui est à la disposition des agents de l'administration française. Pour contrôler les déclarations de la banque, ils doivent s'en remettre à la bonne volonté de l'établissement auquel ils demandent les renseignements complémentaires : si l'établissement refuse de produire des extraits, de montrer ses livres, l'administration fiscale est sans recours. Elle ne possède qu'un moyen indirect de coercition, c'est de taxer d'office l'établissement considéré, ce qui oblige ce dernier à recourir aux jugements des tribunaux s'il s'estime surtaxé et à apporter la preuve de l'exactitude de ses prétentions.

Depuis le décret-loi du 12 mars 1936, n° 375, l'absence du droit de communication des agents de l'administration fiscale n'a plus, semble-t-il, qu'un intérêt théorique. En effet, comme on l'a vu dans la première partie, le décret-loi précité a institué un corps d'inspection des banques. Les banques sont maintenant tenues de communiquer à l'Inspectorat tous les renseignements qui leur sont demandés; elles doivent présenter à toute réquisition tous leurs documents, et par conséquent, en particulier, les documents comptables. Les pouvoirs d'investigation de l'inspection s'étendent même aux activités de l'établissement qui ne sont pas strictement bancaires, même si ces activités sont exploitées d'une manière administrativement distincte.

Sans doute l'Inspectorat des banques n'a-t-il pas une mission fiscale; mais il serait bien extraordinaire que l'administration fiscale, de son côté, n'essayât pas d'obtenir par l'intermédiaire du corps d'inspection des banques les renseignements qui lui sont nécessaires.

2° PRESCRIPTIONS LÉGALES RELATIVES A LA COMPTABILITÉ

En Italie, aucune loi spéciale n'oblige, d'une manière générale, les sociétés à tenir une comptabilité fiscale permettant de déterminer facilement le bénéfice imposable.

Les seules prescriptions du droit italien relatives à la comptabilité des entreprises commerciales sont édictées par l'article 21 du Code de commerce. Elles sont analogues aux prescriptions du Code de commerce français.

L'article 21 exige la tenue d'un livre-journal dans lequel sont portées, jour par jour, toutes les opérations de dépenses et de recettes de l'établissement; ce livre est exigé, indépendamment des autres livres qui peuvent être tenus d'une manière facultative par la banque. Tout commerçant doit conserver en liasse les lettres qu'il reçoit et tenir registre des copies de lettres qu'il envoie. Enfin, un inventaire annuel des biens meubles et immeubles, des dettes et des créances, doit être consigné dans un livre spécial. Après cet inventaire, le bilan et le compte profits et pertes de l'entreprise doivent être établis.

D'après l'article 230 du Code de commerce, toutes les succursales sises en Italie des banques étrangères doivent établir un bilan spécial.

A ces dispositions générales du Code de commerce viennent s'ajouter celles de la loi de 1936 sur le contrôle des banques, qui prévoit qu'au moment où la banque requiert l'autorisation d'ouvrir un siège en Italie ou une succursale, l'Inspectorat peut imposer dans chaque cas des obligations spéciales : l'article 32 de la loi prescrit que les établissements de banque doivent suivre les instructions que leur communique l'Inspectorat conformément aux directives du Comité des Ministres, relativement aux formes techniques des bilans et situations périodiques des entreprises soumises à son contrôle et aux délais et modalités d'établissement, aux publications et à l'envoi de ces situations à l'Inspectorat.

§ 2. — Evaluations forfaitaires

La législation fiscale italienne ne se réfère que rarement aux méthodes d'évaluations forfaitaires; les seules méthodes préconisées sont des méthodes empiriques.

L'administration italienne peut contrôler la comptabilité de la succursale en la comparant avec celle d'un établissement de banque indépendant et travaillant dans des conditions semblables. Le résultat de cette comparaison peut même servir à taxer d'office l'établissement.

Mais la législation italienne ignore les méthodes de répartition fractionnaire. Dans aucun cas, le revenu taxable de l'établissement italien n'est considéré comme une fraction du bénéfice global de l'entreprise.

Par contre, l'administration peut conclure avec la société de banque des accords particuliers; avant tout accord, le bureau des finances examine attentivement le bilan de l'établissement; tous

les renseignements nécessaires pour déterminer les éléments du revenu taxable sont demandés à la société pour voir si le chiffre sur lequel la société veut traiter concorde approximativement avec celui qui ressort de l'examen du bilan.

§ 3. — Recours de la société de banque taxée d'après un revenu forfaitairement évalué

La société peut faire opposition aux mesures prises par le bureau des finances qui a évalué d'une manière forfaitaire le revenu de l'agence qui doit être imposé ou déduit. Cette opposition doit intervenir dans les vingt jours qui suivent la notification à la banque des bases sur lesquelles l'administration se propose de l'imposer. A ce moment, la procédure peut être arrêtée par un accord amiable entre la banque et l'administration (concordat). Si l'accord ne peut se faire, le litige est porté devant les commissions administratives pour les impôts directs, qui sont des organes judiciaires.

Tout d'abord, le litige est jugé par la commission des « mandements » (1). Appel peut être interjeté devant la commission provinciale pour les impôts directs; enfin, la banque peut recourir en cassation devant la commission centrale pour les impôts directs, qui siège à Rome et ne juge que les questions de droit.

Chacun de ces recours successifs peut être intenté dans les vingt jours qui suivent la signification du jugement précédent.

Ils n'épuisent du reste pas toute la procédure possible : en effet, il peut être fait appel des questions jugées par les commissions devant les tribunaux ordinaires, mais dans ce cas, le recours ne doit pas être fondé uniquement sur une question relative à l'évaluation du revenu taxable.

**SECTION II. — REPARTITION DES ELEMENTS
DU REVENU IMPOSABLE
ENTRE LA BANQUE ET SES SUCCURSALES**

§ 1. — Agence italienne d'une banque étrangère

Revenu brut

Le revenu brut de l'agence italienne doit être calculé comme s'il s'agissait du revenu d'une entreprise totalement indépendante;

(1) Le mandement correspond en Italie à l'arrondissement français.

le principe de la territorialité de l'impôt interdit qu'aucune fraction de ce revenu brut ne soit distraite des résultats de l'agence italienne comme étant attribuable au siège social ou à un autre établissement situé à l'étranger. Inversement, aucun élément du revenu brut d'un de ces établissements étrangers ne peut entrer dans le calcul de l'impôt.

Charges déductibles

Du revenu brut, il convient de déduire le passif déductible : voici comment sont réglées en Italie les questions litigieuses ayant trait aux frais généraux et aux intérêts :

Quant aux frais généraux exposés par la société et qui ont bénéficié à l'ensemble de l'entreprise, il n'y a en principe jamais lieu d'en attribuer une fraction à l'agence italienne : c'est une conséquence du principe de la territorialité de l'impôt.

Dans la pratique, les frais généraux sont compris dans le prix des services que le siège peut être amené à rendre à sa succursale ; le rôle du bureau des finances est donc de vérifier si le prix de ces services n'est pas excessif comparativement à ceux que se rendent des entreprises indépendantes.

En ce qui concerne les intérêts des emprunts, on a vu dans la première partie qu'ils sont taxés par l'impôt sur la richesse mobilière catégorie A ; ils doivent être déduits du bénéfice imposable du débiteur d'intérêt, car l'impôt sur la richesse mobilière ne doit pas s'appliquer deux fois aux mêmes revenus.

Si on suppose que la société de banque a contracté un emprunt spécialement en faveur de sa succursale sise en Italie, deux hypothèses sont à distinguer : si l'emprunt a été contracté en Italie, les intérêts doivent être déduits, car ils supportent l'impôt au titre de la catégorie A. Si au contraire, l'emprunt est contracté à l'étranger, les intérêts ne sont pas déduits, car ils n'ont par ailleurs supporté aucun impôt.

Il suffit de faire remarquer que si l'emprunt avait été contracté dans l'intérêt général de l'entreprise et ne bénéficiait à l'établissement italien qu'indirectement, aucune déduction ne serait admise d'une fraction des intérêts payés : la règle est ici la même que pour les frais généraux.

Du reste, dans les cas où l'administration n'autorise pas la déduction des intérêts, le bureau des finances peut cependant en tenir compte dans une certaine mesure suivant les cas d'espèce au moment du calcul de l'assiette de l'impôt.

En ce qui concerne les avances faites par un établissement de banque à une autre et produisant un intérêt conventionnel, les règles relatives aux emprunts sont applicables : si l'agence italienne emprunte à un établissement étranger de la société, aucune déduction n'est possible, si elle emprunte au contraire à un autre établissement italien, il y a lieu de déduire les intérêts du bénéfice imposable.

Bénéfices nets

Le principe de la territorialité de l'impôt empêche l'administration fiscale italienne de tenir compte de la situation générale de l'entreprise. Seuls les résultats de l'agence sont pris en considération. Aucune fraction du bénéfice net de l'agence ne peut donc être distrait de l'assiette de l'impôt pour couvrir le déficit du siège social ou d'un établissement de la société situé à l'étranger. Inversement, aucun bénéfice net de ces établissements ne peut être affecté à l'agence italienne. Pour éviter l'évasion fiscale, l'administration doit donc surveiller attentivement les opérations effectuées entre établissements et ne tenir aucun compte de celles qui n'ont qu'un caractère purement factice.

§ 2. — Agences étrangères d'une banque italienne

La question de la répartition des éléments du bénéfice imposable entre les établissements situés en Italie d'une banque italienne et ses agences à l'étranger ne se pose que lorsque l'agence étrangère constitue aux yeux de l'administration fiscale italienne un établissement distinct doté d'une comptabilité propre, et que par conséquent, les bénéfices réalisés par elle doivent être distraits de l'assiette du revenu taxable en Italie.

Le montant du revenu à déduire peut être déterminé par la comptabilité de l'agence ou par comparaison avec des établissements similaires travaillant d'une manière indépendante, ou même par la connaissance de l'impôt sur les bénéfices dus par la banque italienne au fisc étranger à raison de l'exploitation de sa succursale.

Les questions de répartition sont les mêmes que pour la taxation des agences de banques étrangères en Italie. Le danger principal est ici celui de l'évasion fiscale par le transfert hors d'Italie d'une partie du revenu dont la taxation incombe normalement au fisc italien.

§ 3. — Filiales

Les filiales situées en Italie de banques nationales ou étrangères sont imposées comme des entreprises totalement indépendantes de la société mère. L'administration italienne se réserve cependant en contrôlant la comptabilité d'effectuer les redressements nécessaires pour éviter les transferts indirects de bénéfices hors du royaume. Pour ce faire, elle peut demander à consulter la comptabilité de la société mère, et à défaut, elle taxe la filiale d'office suivant les présomptions dont elle dispose.

Cependant, il convient de signaler qu'en aucun cas, au contraire du droit anglais, une filiale italienne ne peut être considérée comme fictive : cette solution concorde avec celle du droit français.

Les filiales étrangères des banques italiennes échappent totalement à l'impôt, cependant les liens qui unissent la société mère à sa filiale étrangère posent la même question d'évasion fiscale que précédemment.

Reste à connaître le sort des dividendes reçus par la société mère.

S'il s'agit d'une banque italienne contrôlant une filiale également italienne, les dividendes qu'elle reçoit en rémunération des fonds qu'elle a engagés dans la filiale ne sont pas assujettis à l'impôt en tant que partie intégrante du bénéfice de la société mère, car ils ont déjà été frappés une fois par l'impôt sur la richesse mobilière comme bénéfice de la filiale. Un même revenu ne doit pas être en effet taxé deux fois en Italie par l'impôt sur la richesse mobilière.

S'il s'agit d'une banque étrangère contrôlant une filiale italienne, en aucun cas la banque étrangère n'est soumise personnellement à l'impôt sur la richesse mobilière. Les dividendes distribués par la filiale ont, en effet, déjà été taxés une fois en Italie dans le bénéfice de celle-ci ; il n'y a aucune raison de les taxer une seconde fois.

Si au contraire, c'est une banque italienne qui possède une filiale à l'étranger, les dividendes distribués par cette filiale entrent dans le bénéfice de la banque italienne et doivent être taxés comme tels, car ils n'ont pas encore supporté l'impôt sur la richesse mobilière.

Les mêmes questions comportant les mêmes solutions se posent pour les sociétés holding étrangères ou nationales ayant des filiales dans le pays ou à l'étranger.

CHAPITRE IV

Etats-Unis

L'imposition des succursales de banques aux Etats-Unis présente une difficulté spéciale due au caractère fédéral de la constitution.

Comme on l'a vu dans la première partie, les banques et leurs succursales sont en effet atteintes aux Etats-Unis par deux catégories de dispositions législatives : d'une part les lois fédérales, d'autre part les lois des Etats particuliers.

Du point de vue fiscal, cette situation explique pourquoi le danger des doubles impositions est particulièrement à craindre : au risque de la double imposition internationale se joint, aux Etats-Unis, le risque des doubles impositions internes. La gravité du danger permet de comprendre pourquoi la législation américaine s'est particulièrement préoccupée du problème des doubles impositions, et pourquoi elle prévoit de nombreuses dispositions pour y apporter remède.

L'existence de deux catégories de doubles impositions possibles conduit à étudier successivement la question sous deux aspects :

1° Le régime fiscal des sucursales de banques au regard de la loi fédérale ;

2° Le régime fiscal des succursales de banques au regard de la loi des Etats particuliers.

SECTION I. — DIFFICULTES SOULEVEES PAR L'APPLICATION DE LA LEGISLATION FEDERALE

Comme on l'a vu dans la première partie, à côté d'un impôt sur le revenu, la législation fiscale américaine prévoit un certain nombre de taxes additionnelles : taxes sur les bénéfices non distribués, taxe sur les excédents de bénéfices, taxe sur la valeur ajustée du capital, surtaxe dans l'accumulation abusive des réserves.

Ces taxes ne donnent pas lieu à des difficultés d'application. Les trois taxes qui frappent les réserves : taxe sur les bénéfices non distribués, taxe sur l'accumulation abusive des réserves, taxe sur la valeur ajustée du capital, sont des taxes de superposition dont les effets sont analogues à la taxe sur les réserves qui existe en France.

En ce qui concerne la taxe sur la valeur ajustée du capital, on a vu qu'elle n'impose que le capital investi aux Etats-Unis.

Or, si on suppose qu'une banque constituée en Italie avec des capitaux provenant des Etats-Unis possède une succursale dans ce dernier pays, la fraction de capital investi aux Etats-Unis est sujette à une double imposition ; en effet, elle est taxée tout d'abord pour l'impôt américain, mais aussi, comme on l'a vu dans la première partie (1), par la taxe sur le capital des sociétés étrangères.

Laissant de côté les taxes additionnelles, il convient maintenant d'étudier les difficultés que présente l'application de l'Income tax fédéral.

Income Tax fédéral

Les dangers de double imposition que présente l'income tax américain sont analogues à ceux qui ont été étudiés pour l'income tax anglais. Il suffit de s'y référer. Comme dans la législation anglaise, en effet, l'income tax américain taxe les revenus, déterminés d'après un double critérium : d'une part tous les revenus des banques domestiques sont taxés, d'autre part seuls les revenus tirés de sources situées en Amérique servent de base à l'imposition des banques étrangères.

Il peut être intéressant de voir quel serait le résultat du point de vue fiscal, du conflit de ces deux législations anglaise et américaine.

Soit une banque domestique au regard de la loi américaine (c'est-à-dire constituée conformément à la loi fédérale ou à la loi d'un Etat particulier) ayant des succursales en Angleterre :

Deux cas sont à envisager : ou bien la banque est considérée comme résidente en Angleterre (elle est contrôlée en Angleterre), et dans ce cas la société est taxée en principe à la fois en Amérique et en Angleterre par l'impôt sur le revenu sur la totalité de ses bénéfices, ou bien la banque n'est pas considérée comme

(1) Voir Première partie, page 120.

résidente en Angleterre, et seul le revenu de source anglaise subit l'income tax britannique ; dans ce dernier cas, il existe encore une double imposition puisque la banque est taxée en Amérique sur la totalité de son revenu, y compris celui qui provient de sources anglaises, et que d'autre part, en Angleterre, cette même fraction de revenu doit supporter à nouveau l'income tax.

Des doubles impositions analogues se produisent dans le cas d'une banque résidente en Angleterre et ayant des succursales aux Etats-Unis, suivant que cette banque est considérée dans ce dernier pays comme une banque domestique ou une banque étrangère.

Le danger des doubles impositions n'est écarté que dans un seul cas : c'est celui d'une banque ayant des établissements en Angleterre et aux Etats-Unis, mais qui n'est considérée ni comme une banque résidente en Angleterre, ni comme une banque domestique aux Etats-Unis. Dans ce cas, l'impôt sur le revenu n'est dû qu'à raison des revenus tirés de sources situées dans chacun des deux pays.

Sous-Section I. — MÉTHODES DE VENTILATION DU REVENU IMPOSABLE

L'article 41 du Revenu Act de 1936 dit que : « le revenu net sera calculé sur la base de la période d'exercice annuel du contribuable (année fiscale ou année civile suivant les cas) conformément à la méthode de comptabilité régulièrement employée par le dit contribuable pour la tenue de ses livres. A défaut de méthode de comptabilité, ou si la méthode employée ne fait pas ressortir clairement le revenu, on adoptera pour ce calcul telle méthode que le commissaire estimera susceptible de faire ressortir clairement le revenu ».

La déclaration que la banque doit fournir pour l'établissement du montant de l'impôt sur le revenu dont elle est redevable peut donc être vérifiée au moyen de la comptabilité : si la comptabilité ne fournit pas de renseignements suffisants, l'administration fiscale s'en remet aux méthodes forfaitaires.

§ 1. — Examen de la comptabilité

D'une manière générale, aucune méthode uniforme de comptabilité n'est imposée aux banques : aussi le commissaire des Recettes intérieures doit-il se contenter de la comptabilité tenue par l'établissement considéré, quitte à user des pouvoirs qui lui sont

donnés par l'article 41 si la comptabilité ne paraît pas régulièrement établie.

Les prescriptions relatives à la comptabilité qui existent dans la législation américaine sont surtout relatives aux entreprises industrielles et commerciales ordinaires, car elles présentent les plus grandes difficultés de ventilation. C'est ainsi que l'article 323 du règlement 74 prévoit la nécessité d'un inventaire annuel, l'obligation d'affecter les dépenses d'installation dont la « vie utile » dépasse considérablement le cadre de l'année, à un compte de capital et non à un compte de dépenses, l'obligation d'affecter les sommes destinées à l'amortissement de certains éléments de l'actif au compte des « Immobilisations » ou à un compte de réserves à ce destiné, et non à un compte de dépenses courantes (1).

L'administration fiscale admet que la comptabilité soit tenue sous la forme de comptes de gestion ou d'exercice.

Le compte de gestion donne la différence entre les entrées et les sorties de caisse. L'administration exige par l'article 332 du règlement que cette comptabilité qui ne traduit que des mouvements de caisse soit complétée par l'indication des revenus réputés reçus.

Les comptes d'exercice donnent à l'administration la différence entre les revenus gagnés, qu'ils soient réalisés ou non, et les dépenses engagées. L'administration n'admet pas qu'il soit fait un usage exclusif de cette méthode.

Les revenus qui doivent entrer en ligne de compte pour le calcul de l'impôt sont ceux qui ont été reçus pendant l'année. Le fait d'avoir reçu un revenu existe dès qu'il a été versé à l'établissement redevable, inscrit à son crédit, ou mis en réserve pour son compte.

Enfin, les revenus en monnaie étrangère doivent être comptabilisés au cours du change à la date de la réception du revenu.

§ 2. — Evaluation forfaitaire du revenu

Quand l'examen de la comptabilité ne donne pas de résultats satisfaisants, l'administration américaine emploie pour déterminer le revenu une méthode forfaitaire.

Elle n'utilise jamais pour les banques une méthode de répartition fractionnaire : c'est une méthode qui n'est employée aux Etats-Unis que dans trois cas : d'une part, lorsque les marchan-

(1) S. D. N., *op. cit.*, Tome I, page 183.

dises sont produites à l'intérieur et vendues hors des Etats-Unis, et qu'il n'a pas été établi de prix de fabrique ou de production indépendant, d'autre part pour les compagnies de navigation maritime, enfin dans le cas des compagnies étrangères d'assurance sur la vie.

L'administration américaine peut se servir du chiffre d'affaires pour déterminer le revenu taxable : à cet effet des coefficients sont calculés pour chaque catégorie d'entreprise. Cette méthode est peu employée en ce qui concerne les banques parce que le caractère de leurs opérations rend particulièrement malaisé la détermination de leur chiffre d'affaires. Du reste, d'une manière générale, la considération du chiffre d'affaires des entreprises n'intervient, le plus souvent, qu'à titre d'indication permettant à l'administration d'apprécier la déclaration de la société.

Mais les pouvoirs les plus larges sont donnés aux commissaires du revenu intérieur par l'article 45 du Revenu Act en ce qui concerne la répartition des bénéfices réalisés par les entreprises internationales : ils peuvent en effet dans ce cas librement « distribuer, répartir, ou diviser le revenu brut ou les déductions entre les différents établissements de l'entreprise ».

Sous-Section II. — RÉPARTITION DES ÉLÉMENTS DU REVENU IMPOSABLE ENTRE LA BANQUE ET SES SUCCURSALES

Aucune question de répartition ne se pose en ce qui concerne les agences des banques nationales, situées aux Etats-Unis, tout au moins en ce qui a trait à l'impôt fédéral : en effet, les bénéfices réalisés par ces agences ne sont taxés qu'à titre de fraction du bénéfice général de l'entreprise. Mais il ne faut pas oublier que la multiplicité des législations des Etats particuliers pose des questions spéciales qui seront étudiées plus loin.

En ce qui concerne donc les banques internationales ayant des établissements aux Etats-Unis, leur revenu doit être réparti entre les juridictions fiscales des différents pays. Mais contrairement à ce qu'on a vu dans les autres pays précédemment étudiés, la législation fiscale américaine pose des règles précises de ventilation. Le texte fondamental en cette matière est l'article 119 du Revenu Act annuel.

Après avoir vu quelle est l'application des règles qu'il pose aux revenus tirés des succursales de banques, on étudiera comme il a été fait pour les autres pays, l'imposition particulière de chaque catégorie de succursales.

§ 1. — Règles de ventilation du revenu

Revenus bruts provenant de sources situées dans les Etats-Unis.
— D'après l'article 119 sont considérés comme des revenus ayant leur source située dans les Etats-Unis les revenus suivants :

1° Les intérêts des bons, notes, ou autres obligations d'une personne résidente constituée ou non sous la forme d'une personne morale, sauf :

a) les intérêts produits par des fonds qui sont en dépôt dans un établissement de banque et qui sont payés à des personnes qui ne font aux Etats-Unis aucune opération et n'y possèdent pas de centres d'affaires ;

b) les intérêts reçus d'une personne physique étrangère résidente ou d'une corporation étrangère résidant aux Etats-Unis, ou d'une corporation domestique, à condition qu'on puisse démontrer au Commissioner of Internal Revenue, que moins de 20 % du revenu brut distribué par la personne physique ou morale résidente ou la corporation domestique, ont été retirés de sources situées aux Etats-Unis pendant la période triennale qui expire en même temps que l'année imposable de la dite personne ou société payeuse, qui a précédé immédiatement le versement des intérêts en question, ou pendant une partie de cette période ;

c) les revenus tirés d'acceptation bancaires par une banque centrale d'émission étrangère.

2° Les dividendes distribués par :

a) une corporation domestique à condition que cette corporation ne tire pas au moins 80 % de son revenu brut d'une possession des Etats-Unis ou bien que 50 % de son revenu ne provienne pas d'une exploitation située dans une possession des Etats-Unis ;

b) une corporation étrangère, sauf toutefois pour celles dont moins de 50 % du revenu brut pendant la période de trois ans se terminant à la fin de l'année fiscale qui a précédé la déclaration des dividendes est tiré de sources situées aux Etats-Unis.

Dans ce cas, ne sont réputés comme des revenus ayant leur source aux Etats-Unis que la fraction des dividendes correspondant au rapport entre le revenu brut global de la corporation tiré des Etats-Unis et le revenu brut de la corporation provenant de toute origine.

Cependant, les revenus tirés des corporations étrangères sont considérés comme provenant de sources situées en dehors des Etats-Unis, quand il s'agit de calculer la réduction d'impôt à la-

quelle le redevable peut avoir droit du fait des impôts payés à l'étranger.

3° Les services personnels accomplis dans les Etats-Unis, les revenus tirés des services rendus à une corporation non engagée dans les affaires aux Etats-Unis ne sont pas considérés comme y ayant leur origine.

4° Les loyers et redevances relatifs à des biens situés aux Etats-Unis.

5° Les gains, les bénéfices et autres produits provenant de la vente de biens situés aux Etats-Unis.

Revenu net provenant de sources situées dans les Etats-Unis. — Des éléments du revenu brut qui viennent d'être déterminés, il faut déduire les dépenses, les pertes et autres déductions y afférentes. De plus, une quote-part des dépenses, des pertes et autres charges qui ne peuvent être imputées spécialement à une des classes de revenu brut, doit être attribuée aux établissements situés dans les Etats-Unis. Enfin, le reliquat éventuel des revenus de la société, qui n'auront pu être attribués par l'application des règles précitées, doivent être comptées intégralement comme revenue nets provenant de source situées aux Etats-Unis.

Revenus bruts provenant de sources situées hors des Etats-Unis. — Sont considérés comme tels, les revenus qui ne sont pas compris dans l'énumération de l'article 119 relative aux revenus provenant de sources situées dans les Etats-Unis.

Revenus nets provenant de sources situées hors des Etats-Unis. — Ils comprennent tous les revenus nets qui, en vertu des règles précédentes, n'ont pu être attribués à une source située dans les Etats-Unis.

Revenus provenant à la fois de sources situées dans les Etats-Unis et en dehors des Etats-Unis. — Ces revenus sont attribués à l'une ou l'autre source « conformément aux règles et instructions prescrites par le Commissaire avec l'approbation du Secrétaire ». Des revenus bruts ainsi ventilés, on déduit les dépenses, pertes et autres charges qui ne peuvent être affectées d'une manière précise à un élément du revenu brut, et on calcule ensuite la portion du revenu net qui a sa source aux Etats-Unis en appliquant les méthodes et formules générales établies par le commissaire avec approbation du secrétaire.

§ 2. — Application

1° AGENCES AMÉRICAINES DE BANQUES ÉTRANGÈRES

Les banques étrangères sont taxées sur les revenus qu'elles tirent de leurs agences américaines.

Revenu brut. — Il comprend tous les revenus tirés de source américaine ; aucune partie de ce revenu n'est attribué au siège de la banque ou à un autre établissement situé à l'étranger.

Charges déductibles. — En ce qui concerne les intérêts des dettes, ils doivent être répartis entre les établissements américains et étrangers suivant la fraction de l'emprunt utilisée par chaque établissement. Une part proportionnelle peut, en effet, en vertu de l'article 680 du règlement 74, être imputée à l'agence américaine.

En ce qui concerne les frais généraux, la règle est analogue : le même article 680 permet de ventiler les frais généraux non attribuables d'une façon précise à un établissement déterminé, d'après le rapport qui existe entre le revenu brut total de la société et le revenu brut ayant sa source dans les Etats-Unis.

Pour les pertes éventuelles, par exemple les créances irrecevables, il convient de les affecter à l'établissement qui a conclu le contrat de prêt.

Bénéfices nets. — Pour calculer le bénéfice net de l'agence, on peut tenir compte d'une partie des pertes de l'ensemble de la société. Cependant, dans le cas où la banque dans son ensemble éprouverait une perte nette alors qu'au contraire l'agence sise aux Etats-Unis serait bénéficiaire, l'administration n'admettrait pas qu'une part du bénéfice net de l'agence soit attribuée à la banque étrangère déficitaire.

Si, au contraire, l'agence américaine est en perte, tandis que la banque dans son ensemble est bénéficiaire, en principe, il n'y a pas lieu à taxation aux Etats-Unis. Cependant l'administration se réserve, dans ce cas, le droit de contrôler si la perte éprouvée par l'agence ne résulte pas de manœuvres destinées uniquement à transférer le bénéfice réalisé dans les Etats-Unis.

2° AGENCES ÉTRANGÈRES DE BANQUES AMÉRICAINES

Les banques américaines sont taxées non seulement à raison des bénéfices qu'elles tirent de leur exploitation dans les Etats-Unis,

mais aussi à raison des revenus qu'elles reçoivent de leurs agences étrangères. Donc, en principe, aucune question de ventilation ne se pose.

Cependant, on verra plus loin que la loi américaine prévoit une réduction d'impôt pour compenser les impôts payés à l'étranger sur les revenus tirés de sources étrangères; d'où la nécessité, dans ce cas, de déterminer ces revenus, et c'est pourquoi, à cette occasion, les mêmes questions de ventilation ne se posent que pour les succursales américaines de banques étrangères : elles sont résolues de la même façon.

3° FILIALES

Il convient de remarquer, tout d'abord, que dans la majorité des cas, c'est sous la forme de filiale que se présentent les succursales de banques étrangères aux Etats-Unis et que, le plus souvent, les succursales de banques américaines à l'étranger sont constituées sous forme de sociétés filiales.

D'une manière générale, les filiales de banques aux Etats-Unis sont taxées comme des sociétés indépendantes et les filiales étrangères de banques américaines échappent totalement à l'impôt.

Cependant, aux Etats-Unis comme dans les autres pays, le danger des transferts indirects de bénéfices existe. Aussi l'article 45 du Revenue Act annuel prévoit que : « lorsque deux ou plusieurs commerces, organisations ou entreprises (qu'ils aient ou non la forme de sociétés, qu'ils soient ou non organisés aux Etats-Unis et qu'ils soient ou non affiliés) sont possédés ou contrôlés directement ou indirectement par le même groupe, le commissaire peut distribuer, répartir, ou diviser le revenu brut ou les déductions entre ces commerces ou entreprises, s'il estime que cette distribution, cette répartition ou cette division est nécessaire pour empêcher l'évasion de l'impôt ou pour déterminer clairement le revenu de l'un quelconque de ces commerces, organisations ou entreprises ».

La méthode de ventilation employée par le commissaire peut être différente suivant les cas d'espèce ; son intervention est légitime dès que la filiale est contrôlée par une autre société, c'est-à-dire si la banque considérée contrôle effectivement les opérations de la filiale, et ne se contente pas de détenir seulement la majorité des actions par exemple : son intervention est provoquée lorsqu'il s'aperçoit, en particulier, que les rémunérations des administrateurs et des employés sont payées par l'une des

sociétés, société mère ou société filiale, alors que les services qu'ils rendent intéressent l'autre société, quand les services que se rendent mutuellement les sociétés sont payés suivant un tarif anormal, lorsque les fournitures et l'outillage utilisés par l'une sont payés par l'autre, lorsque les deux sociétés se consentent des prêts gratuits, lorsque des redevances excessives sont mises à la charge de l'une des sociétés, etc...

En dehors de ce redressement de comptabilité que peut opérer le Commissioner of Internal Revenue, aucune compensation ne peut être effectuée entre les pertes et les bénéfices de deux sociétés.

Il faut cependant signaler que les omniums peuvent présenter à l'administration américaine une déclaration de revenu commune à toutes les sociétés de l'omnium (Art. 141 Revenu Act) au lieu de déclarations séparées : mais, dans ce cas, le commissaire avec l'approbation du secrétaire, détermine les règlements adéquats pour calculer, asseoir, percevoir, l'impôt dû par l'omnium et par chaque société en particulier.

Sous-Section III. — MESURES INTERNES CONTRE LA DOUBLE IMPOSITION INTERNATIONALE

On a vu plus haut comment le double principe sur lequel est fondé l'imposition des revenus peut donner lieu à des cas de double imposition internationale : pour y remédier, la législation fiscale des Etats-Unis prévoit dans la section 131 du Revenu Act annuel, des mesures spéciales.

Des dégrèvements peuvent, en effet, être accordés aux banques domestiques pour les impôts qu'elles sont obligées de payer à l'étranger, à raison des revenus qu'elles tirent de sources étrangères. Les mêmes dégrèvements sont accordés pour les revenus tirés de sources situées dans les possessions des Etats-Unis.

§ 1. — Banque domestique ayant une agence à l'étranger

Si la banque en manifeste le désir dans sa déclaration, il y a lieu d'imputer l'impôt dû ou payé à l'étranger ou dans une possession des Etats-Unis sur l'impôt dû dans les Etats-Unis. Cependant, cette imputation ne doit pas dépasser un certain maximum déterminé de la façon suivante : le rapport entre la somme à imputer, acquittée ou due au profit d'un pays étranger ou d'une possession des Etats-Unis, et le montant de l'impôt sur lequel est faite l'imputa-

tion, ne doit pas dépasser le rapport qui existe entre le revenu net de la banque provenant de sources situées dans le pays considéré, d'une part, et le montant global du revenu de la dite banque pour la même année d'imposition, d'autre part.

Ceci revient à dire que la déduction maximum est égale au montant de l'impôt que paierait le revenu tiré de source étrangère s'il avait été tiré des Etats-Unis. Si donc, le montant de l'impôt dû à l'étranger est inférieur à cette valeur, la double imposition est évitée, si au contraire, le montant de l'impôt dû à l'étranger est supérieur, il subsiste une double imposition réduite (1).

L'imputation peut être opérée l'année même où les taxes ont été payées ou sont devenues exigibles, à l'étranger, ou dans la possession des Etats-Unis. La banque qui demande à en bénéficier doit prouver quel est le montant total du revenu qui provient de sources situées hors des Etats-Unis, le montant du revenu tiré de chaque pays séparément, le montant de l'impôt acquitté ou exigible et dont la banque demande l'abattement; enfin tous les renseignements jugés nécessaires par le Commissioner of International Revenue.

§ 2. — Banque domestique ayant une filiale à l'étranger

Si une banque américaine possède la majeure partie des actions comportant un droit de vote d'une société filiale sise à l'étranger, l'administration fiscale des Etats-Unis considère qu'elle a payé elle-même une partie des impôts sur le revenu de toute nature; (et la loi mentionne ici les impôts sur les bénéfices de guerre, et

(1) Soit W le montant global du bénéfice de la banque, w le bénéfice tiré d'une succursale étrangère, I le taux de l'impôt américain, i celui de l'impôt étranger, et x le montant de l'imputation prévue par la section 131.

Le maximum de cette imputation est tel que :

$$\frac{x}{W I} = \frac{w}{W}$$

d'où : $x = wI$.

Le maximum de l'imputation est égal au produit du bénéfice retiré de source étrangère par le taux de l'impôt américain.

Or, l'impôt payé à l'étranger est $w \times i$. Si wi est inférieur ou égal à wI , c'est-à-dire si le taux de l'impôt étranger est inférieur ou égal au taux de l'impôt américain, le montant total de l'impôt payé à l'étranger peut être imputé sur l'impôt américain : dans le cas contraire, une partie seulement de l'impôt payé à l'étranger peut être imputée; la partie non imputable est égale à : $wI - wi = w(i - I)$.

Le revenu w supporte donc dans ce dernier cas une double taxation provoquée d'une part par l'impôt américain qui taxe w en tant que partie intégrante du bénéfice W et d'autre part par un impôt dont le taux serait la différence entre le taux en vigueur dans le pays étranger et le taux américain. $(i - I)$.

sur les bénéfices extraordinaires) versés par la filiale dans le pays étranger ou la possession des Etats-Unis considérée.

Cette quote part des impôts que la banque américaine est réputée avoir payé doit être avec le montant total des dits impôts acquittés par la filiale dans le même rapport que le montant des dividendes payés à la banque américaine par la filiale et les « bénéfices accumulés » de la filiale (1).

Le dégrèvement ainsi accordé ne doit pas dépasser un certain maximum comme pour le dégrèvement accordé à l'occasion des revenus tirés d'une agence étrangère par une banque domestique.

En effet, le rapport entre le dégrèvement accordé à la banque domestique et le montant total des impôts sur lesquels ce dégrèvement doit être effectué, ne doit être en aucun cas supérieur au rapport qui existe entre les dividendes reçus par la banque domestique et le revenu net total de cette banque (revenu net dans lequel sont compris les dividendes en question). Ceci revient à dire que le dégrèvement ne peut dépasser le montant de l'impôt que paieraient les revenus tirés de la filiale étrangère s'ils avaient été tirés d'une filiale située dans les Etats-Unis (2).

Le commissioner of internal revenue a tous pouvoirs, avec l'assentiment du secrétaire, pour déterminer l'année ou les années sur les bénéfices accumulés desquels ont été payés les dividendes distribués par la filiale. Il dispose dans certains cas de présomptions légales : c'est ainsi que les dividendes payés dans les soixan-

(1) La loi américaine entend par bénéfices accumulés, les gains et autres profits réalisés par la filiale, déduction faite des impôts sur le revenu qui les frappent.

Soit x la quote-part que la banque américaine est réputée avoir payée dans le pays de sa filiale, où il existe, par exemple, un impôt sur les bénéfices de taux b et un impôt sur le revenu des capitaux mobiliers de taux c .

La filiale a un bénéfice total imposable W ; elle distribue w à la société mère américaine :

Le montant total des impôts acquittés par la filiale sont :

Pour l'impôt sur les bénéfices : $W \times b$.

Pour l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers : $W(1-b)c$. (Voir p. 195 en note).

Total : $Wb + W(1-b)c = W[b+(1-b)c]$.

Le montant des bénéfices accumulés a pour expression :

$W(1-b)(1-c)$. (Voir p. 195 en note).

d'où :

$$\frac{x}{W[b+(1-b)c]} = \frac{w}{w(1-b)(1-c)}$$

Après développement :

$$x = w \frac{1}{1 + bc - b - c} - 1$$

(2) Voir ci-dessus page 246 en note

te premiers jours d'une année quelconque sont considérés comme payés sur les bénéfices accumulés l'année ou les années précédentes, sauf preuve contraire. Dans tous les autres cas, les dividendes sont considérés comme ayant été payés sur les gains accumulés le plus récemment par la filiale.

SECTION II. — DIFFICULTES SOULEVEES PAR LES LEGISLATIONS DES ETATS PARTICULIERS

La coexistence à l'intérieur des Etats-Unis des quarante-huit législations différentes des Etats particuliers rend particulièrement grave le danger des doubles impositions internes. Sans doute en pratique, les difficultés ne seront-elles pas aussi importantes qu'elles apparaissent en théorie; en effet beaucoup d'Etats tels que le Wisconsin, le Massachussets interdisent sur leur territoire l'installation des agences des banques étrangères. Cependant, les banques peuvent tourner cette interdiction en effectuant leurs opérations par l'intermédiaire de sociétés filiales constituées conformément aux lois de l'Etat considéré.

Mais les banques des Etats particuliers peuvent posséder des agences ou des filiales dans d'autres Etats. Aussi des questions de ventilation des revenus imposables se posent-elle d'une manière analogue à celles qui peuvent se présenter dans le domaine international.

« Au fur et à mesure que les relations commerciales entre les pays se resserrent, la situation se rapproche de plus en plus de celle qui existe entre les Etats de l'Union de l'Amérique du Nord ou entre les cantons de la Confédération Suisse. La double imposition a lieu entre ces Etats ou ces cantons de la même manière qu'entre deux pays étrangers en raison des différences qui existent entre les lois fiscales et du fait que les mêmes personnes sont tenues de payer des impôts sur le même revenu ou sur les mêmes biens par deux ou plusieurs juridictions fiscales. » (1)

L'imposition des succursales de banques par la législation fiscale des Etats particuliers peut donc donner lieu à des problèmes très complexes.

D'une part, en effet, les bénéfices qu'elles réalisent sont frappés par l'imposition fédérale, et comme on l'a vu précédemment il convient d'appliquer certaines règles de ventilation entre les revenus des établissements de la banque situés à l'étranger et aux Etats-Unis.

(1) S. D. N., *op. cit.*, tome IV, page 41

Mais d'autre part, une deuxième ventilation, se superposant à la première, est nécessaire pour déterminer les éléments imposables ressortissants aux différentes juridictions fiscales des Etats particuliers. Cette seconde ventilation est faite suivant les règles particulières de l'Etat dans lequel est situé la succursale et comme ces règles peuvent varier, et varient en fait, suivant les Etats, le risque des doubles impositions n'est pas exclu.

Après avoir examiné les principes généraux qui dominent la question dans tous les Etats particuliers, on étudiera à titre d'exemple quelle est la solution qui lui est apportée dans l'Etat de New-York.

§ 1. — Principes généraux

La constitution des Etats-Unis contient quelques principes qui dominent la matière : tout d'abord, elle délimite avec précision la juridiction fiscale des Etats particuliers; c'est un moyen d'éviter les empiétements réciproques et par conséquent les doubles impositions.

La Constitution fédérale interdit, en effet, que les lois fiscales d'un Etat particulier viennent frapper des biens situés dans un autre Etat particulier. De ce point de vue, la législation fiscale des Etats est donc essentiellement fondée sur le principe de la territorialité. Ce principe élimine toutes les questions susceptibles de se poser quant à l'application des « property taxes ». Les « property taxes » qui incombent à une banque à raison de ses succursales ne peuvent poser aucune question de ventilation; puisqu'elles s'appliquent à des biens situés sur le territoire de l'Etat dans lequel est établie la succursale, et que ces biens ne peuvent pas être atteints par la législation fiscale d'un autre Etat.

Mais à côté des « property taxes » les banques sont assujetties, comme il a été vu dans la première partie, à un certain nombre de « franchise taxes ». Parmi ces dernières taxes, il en est qui atteignent le revenu, soit directement, comme par exemple dans l'Etat de Wisconsin, soit indirectement, le calcul de leur assiette exigeant au préalable la détermination du revenu comme par exemple le droit d'excise qui existe dans l'Etat de Massachusetts. Ces « franchise taxes » peuvent donc, en principe, donner lieu à de fréquentes doubles impositions.

Les doubles impositions sont une surcharge d'impôt pour la personne qui les subit. En particulier, elles peuvent aboutir aux Etats-Unis, à surimposer par rapport aux banques domestiques

d'un Etat particulier, les banques des autres Etats qui y effectuent des opérations par l'intermédiaire de succursales.

Mais il existe une disposition dans la constitution fédérale qui garantit « the equal protection of the Laws ». Cette disposition a dans le domaine fiscal pour effet de poser en principe que l'impôt doit frapper également tous les redevables (1) et par conséquent de condamner en principe la double imposition.

D'autre part, il existe dans la constitution fédérale deux autres principes qui interdisent implicitement la double imposition : le principe que les rapports entre Etats de l'Union (Interstate Commerce), doivent être réglés souverainement par la législation fédérale (section VIII, § 3 de la Constitution Fédérale) et le principe d'après lequel il est interdit de priver les contribuables de biens leur appartenant en dehors des voies légales. (The taking of property without due process of law, 14^e amendement à la Constitution).

Le Tribunal Suprême assure par sa jurisprudence l'application de ces principes, ce qui le conduit parfois à condamner la double imposition (2).

Si laissant de côté la législation fédérale, on examine les différentes législations des Etats particuliers, on constate que la plupart des Etats particuliers possèdent des dispositions légales détaillées sur la ventilation des revenus.

Parmi les méthodes de ventilation employées, il apparaît que celle qui est le plus en honneur aux Etats-Unis est la méthode de répartition fractionnaire du revenu entre les divers établissements de la banque. Le revenu d'un établissement est dans presque tous les Etats considéré comme une fraction du revenu total de l'entreprise. Cette méthode est en opposition absolue avec celle qui est suivie par la législation fédérale pour ventiler les revenus des établissements étrangers et nationaux d'une banque considérée.

La méthode de répartition fractionnaire a l'avantage pour la banque de tenir compte de la situation générale des affaires; elle

(1) Cahiers de droit étranger, *op. cit.*, tome I, p. 12.

(2) S. D. N., *op. cit.*, tome IV, page 41 : Arrêts du Tribunal Suprême tendant à empêcher la double imposition en imposant diverses limitations aux attributions fiscales de l'Etat.

Frick contre Etat de Pensylvanie (1925), 263 U. S. 473.

Rhode Island Hospital Trust Co contre Daughton (1926), 270, U. S., 65.

Safe Deposit and Trust Co de Baltimore contre Etat de Virginie (1929), 280 U. S. 83.

Baldwin contre Etat de Missouri (1930), 281 U.

U. S. — United States Reports.

supprime, d'autre part, les difficultés pratiques de la ventilation des revenus. Mais comme le calcul de la fraction du bénéfice total attribuable à une succursale déterminée est effectué suivant les Etats au moyen de méthodes différentes, le risque des doubles impositions ou de l'évasion fiscale subsiste quoi que dans une mesure restreinte.

Souvent quand la méthode de répartition fractionnaire est défavorable à la banque, celle-ci peut demander à être taxée d'après ses bénéfices réels tels qu'ils ressortent de la comptabilité de ses différents établissements. La méthode de l'imposition d'après les données de la comptabilité séparée, bien que ne venant qu'au second rang du point de vue de son importance pratique, est parfois employée cependant à titre principal. Aussi est-il utile de connaître les dispositions légales qui réglementent la tenue des comptes des banques dans les différents Etats.

D'une manière générale, les législations des Etats particuliers ne contiennent aucune disposition spéciale concernant la comptabilité; elles prévoient seulement que l'autorité fiscale, la Commission d'impôt, peut exiger, dans chaque cas d'espèce, la tenue de livres particuliers, qui lui permettent de se procurer des renseignements pour l'établissement de l'impôt.

Mais en pratique les établissements de banque auront toujours une comptabilité assez complète, d'une part à cause de la nature même de leurs opérations, d'autre part à cause du fait que dans la plupart des cas, les succursales de banques aux Etats-Unis sont constituées sous la forme de sociétés filiales et possèdent donc obligatoirement une comptabilité distincte.

Quand l'imposition de la banque se fait sur la base de la comptabilité séparée, la commission d'impôt lui fait généralement remplir un formulaire spécial destiné à faciliter la ventilation du revenu. C'est ainsi que dans le Wisconsin (1) le formulaire en question comporte trois colonnes: la première est destinée aux revenus tirés d'opérations effectuées dans l'Etat, la seconde aux revenus d'opérations effectuées en dehors de l'Etat, la troisième enfin aux revenus tirés de l'ensemble des opérations de la société. Le verso du formulaire est utilisé pour établir la concordance entre les données qui ressortent de la comptabilité de la société et celles qui sont inscrites dans sa déclaration; à cet effet le verso est également divisé en trois colonnes. La commission d'impôt peut même réclamer que le bilan de la banque soit établi suivant la même méthode.

(1) S. D. N., *op. cit.*, tome IV., page 57

Quand la méthode fractionnaire et la méthode de la comptabilité séparée ne donnent pas de résultats parce que, par exemple, les comptes de l'entreprise ne sont pas régulièrement tenus et ne font pas ressortir le bénéfice imposable, ou parce que la banque n'a pas fourni de déclaration ou n'a pas répondu aux demandes de renseignements du fisc, les commissions d'impôt ont généralement le droit de taxer d'office, et jouissent pour ce faire de pouvoirs discrétionnaires ; en l'absence d'un droit de communication analogue à celui dont bénéficie le fisc français, c'est un moyen d'intimidation efficace.

§ 2. — Imposition des succursales de banques dans l'Etat de New-York

Le seul impôt qui puisse donner lieu à des difficultés est l'impôt sur le revenu qui, comme il a été vu dans la première partie, atteint les résultats des entreprises financières.

Dans l'Etat de New-York, il n'existe aucune disposition spéciale relative à la comptabilité des établissements de banque. La commission d'impôts peut cependant exiger tous les renseignements qui lui sont utiles pour la détermination du revenu.

La méthode de ventilation fondamentale est une méthode de répartition fractionnaire du revenu. Elle est prévue expressément par le paragraphe 214 de l'article 9 A des lois codifiées (1). L'impôt sur le revenu net dans l'Etat de New-York frappe en effet une fraction du bénéfice total de la banque; cette fraction est égale au rapport existant entre le montant global de l'actif de la banque située dans l'Etat et de l'actif global de la société.

La loi énumère les revenus qui doivent entrer dans ces deux catégories d'actif :

Font partie de l'actif de la banque située dans l'Etat :

La valeur mensuelle moyenne des biens mobiliers et immobiliers sis dans l'Etat de New-York.

La valeur mensuelle moyenne des créances relatives à ces biens et de celles qui sont nées à l'occasion des services rendus par tout employé de la banque qui se trouve directement ou indirectement en rapport avec la société.

La quote-part que la loi attribue à la juridiction fiscale de l'Etat de New-York dans la valeur moyenne des actions possédées par la succursale d'autres sociétés.

Font partie du montant global de l'actif de la banque :

(1) S. D. N., *op. cit.*, tome III, page 257.

La valeur mensuelle moyenne de tous les biens de la société de banque.

La valeur mensuelle moyenne de toutes les créances.

La valeur totale de toutes les actions d'autres sociétés.

La banque peut, quand la fraction déterminée par la méthode qui vient d'être exposée n'aboutit pas à une répartition équitable des revenus, demander à la commission d'impôt de tenir compte ou au contraire de négliger tel élément du calcul qui semble entraîner l'iniquité. Du reste, la commission d'impôt dispose de pouvoirs discrétionnaires pour taxer exactement les revenus nets de la société.

Quand la méthode fractionnaire est appliquée, aucune question de ventilation ne se pose en ce qui concerne les bénéfices bruts, les charges déductibles, et les bénéfices nets. Il convient toutefois de remarquer que, lorsque la banque est déficitaire dans l'ensemble, il est dû cependant dans l'Etat de New-York un minimum d'impôt fixé par la loi bien qu'il n'existe aucun élément de matière imposable.

A côté de la méthode de répartition fractionnaire fondée sur la comparaison des actifs qui est la méthode de droit commun, il existe une autre méthode plus spéciale aux établissements de banque : son principe est que le rapport du revenu net de l'établissement situé dans l'Etat de New-York, au revenu net global de la banque, est égal à la proportion qui existe entre le revenu brut des opérations effectuées à l'intérieur de l'Etat et le revenu brut de la société.

La détermination de ces deux catégories de revenu pose des questions préalables de ventilation du revenu brut des établissements considérés. Aussi l'examen de la comptabilité de la banque est-il souvent nécessaire.

Quand l'imposition est établie suivant la méthode de la comptabilité séparée, il y aura lieu, à plus forte raison, de ventiler les éléments du revenu imposable.

On peut poser comme règle que, pour ce qui concerne les charges déductibles, la commission d'impôt tient compte des dettes qui ont été contractées par la banque, dans le calcul du revenu net de l'établissement, elle permet de déduire une fraction proportionnelle au rapport des actifs situés dans l'Etat de New-York et des actifs totaux de la banque. En ce qui concerne les frais généraux, qui ne sont pas attribuables facilement à un établissement déterminé, ils doivent être répartis d'après le rapport des bénéfices bruts ou des actifs partiels et totaux.

CHAPITRE V

Suisse

L'imposition des succursales de banques en Suisse donne lieu à des difficultés analogues à celles qui ont été rencontrées en ce qui concerne l'imposition des succursales de banques aux Etats-Unis.

La Suisse, en effet, comme les Etats-Unis, est un pays fédéral et le danger de la double imposition interne résulte de l'autonomie des législations fiscales cantonales.

Cependant, le problème se pose en Suisse d'une façon plus simple qu'aux Etats-Unis, et ceci, pour deux raisons.

Tout d'abord, la législation fiscale de l'Etat fédéral ne comprend en Suisse qu'un droit de timbre sur les coupons; sans doute ce droit peut-il se superposer aux droits de timbre qui frappent à l'étranger les mêmes coupons, mais en fait cette double imposition possible ne pose aucune question.

D'autre part, les législations fiscales des cantons suisses sont assez analogues entre elles; elles comprennent toutes, comme on l'a vu dans la première partie, un impôt sur la fortune; la plupart d'entre elles y ajoutent un impôt sur le revenu.

Les difficultés que présente l'imposition des succursales de banques en Suisse sont donc essentiellement relatives aux doubles impositions intercantionales qui peuvent se produire à l'occasion soit de l'application de l'impôt sur la fortune, soit de l'application de l'impôt sur le revenu.

D'une manière générale, les questions de doubles impositions internationales se résolvent en Suisse de la même manière que les questions de doubles impositions intercantionales.

SECTION I. — REGLES DE VENTILATION DES ELEMENTS IMPOSABLES ENTRE LA BANQUE ET SES SUCCURSALES

La compétence fiscale des cantons suisses n'est limitée directement par aucune disposition constitutionnelle : un canton dans lequel se trouve le siège de la banque peut l'imposer au titre de

l'impôt sur la fortune sur l'ensemble de ses biens, qu'ils soient situés à l'intérieur ou à l'extérieur du canton, et au titre de l'impôt sur le revenu pour l'ensemble de son revenu quelle qu'en soit la source.

La seule restriction qui existe à la liberté d'imposition des autorités cantonales, est celle qui résulte de l'alinéa 2 de l'article 46 de la Constitution Fédérale, en vertu duquel les doubles impositions intercantionales sont interdites; ce même article donne en outre à la personne physique ou morale qui est victime de la double imposition, un recours devant le Tribunal fédéral. Aussi, la question de la ventilation des éléments imposables a-t-elle en Suisse une importance particulière.

§ 1. — Dispositions légales concernant la ventilation

Contrairement à ce qu'on a vu pour les Etats particuliers des Etats-Unis, il n'existe dans la législation des cantons aucune disposition légale prévoyant des règles de ventilation, ni en ce qui concerne la taxation des entreprises internationales, ni pour les entreprises établies dans plusieurs cantons.

Il convient cependant de signaler quelques exceptions :

Les législations des cantons de Genève, de Zürich et de Bâle-Ville contiennent des dispositions relatives aux questions de ventilation. La législation genevoise est la plus détaillée et distingue suivant qu'il s'agit de double imposition internationale ou de double imposition intercantonale.

A défaut de dispositions légales, il faut se référer à la jurisprudence.

§ 2. — Principes

Le principe fondamental posé par le Tribunal fédéral, c'est que la ventilation des éléments de la fortune et du revenu doit être faite au moyen d'une méthode fractionnaire.

Si une banque possède des succursales dans plusieurs cantons, chacun de ces cantons impose, non les biens possédés par l'établissement sis dans le canton, ni le revenu tiré de cet établissement, mais une fraction de la fortune globale et du revenu global de la banque.

A côté de ce premier principe, il en existe un second, par lequel l'autorité fiscale cantonale peut exempter ou imposer d'une manière réduite la fraction de la matière imposable située à l'étranger.

En pratique, il faut distinguer, pour l'application de la méthode fractionnaire, suivant qu'il s'agit d'imposer la banque au titre de l'impôt sur la fortune ou au titre de l'impôt sur le revenu.

1° IMPÔT SUR LA FORTUNE

Le principe est double :

D'une part, les biens possédés par la banque, et qui se trouvent localisés sur le territoire du canton, doivent être imposés.

D'autre part, les autres biens doivent être répartis suivant le rapport qui existe entre les biens localisés d'une manière précise dans le canton, et le total des biens localisés de même dans les différents cantons où est établie la banque (1).

La catégorie des biens qui ne peuvent être facilement localisés et qui doivent être répartis d'une manière fractionnaire, sont principalement : le numéraire, les participations, les effets de commerce, les créances, les dépôts en banque, les titres, le capital social et les réserves de la société.

Du reste, la répartition proportionnelle des éléments de la fortune peut n'être employée que partiellement même pour les éléments qui ne sont pas facilement localisables : le Tribunal fédéral a décidé, par exemple, dans le cas d'une entreprise industrielle, d'attribuer à la juridiction fiscale du canton dans lequel se trouve le siège social, les participations que l'entreprise possédait dans d'autres entreprises et les avances permanentes consenties par le siège à ses filiales (2).

Du montant de la fortune ainsi calculée, il convient de retrancher les dettes de l'entreprise. Les dettes font l'objet d'une déduction proportionnelle à la fortune attribuée au canton.

Cependant, cette règle souffre des exceptions; par exemple, quand la législation cantonale interdit la déduction des dettes de toute nature, dans le cas où l'impôt sur la fortune ne frappe que certaines catégories de bien (dans ce cas, seules sont déductibles les dettes afférentes à ces biens), enfin dans le cas où les immeubles sont taxés d'après leur valeur brute.

Dans certains cantons, les sociétés par actions sont taxables non seulement sur le capital versé, mais aussi sur le capital non versé.

(1) Recueil des Arrêts du Tribunal Fédéral 1910, tome I, n° 2; 1911, tome I, nos 52 et 54.

S. D. N., *op. cit.*, tome IV, page 72.

(2) Recueil des Arrêts du Tribunal Fédéral, 1926, tome I, pages 247 à 250 (S. D. N., *op. cit.*, tome II, page 446).

Les questions qui se posent relativement à la ventilation du capital non versé sont réglées de la même manière que pour le capital versé.

2° IMPÔT SUR LE REVENU

En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, la répartition se fait aussi suivant une méthode fractionnaire (1).

La répartition des bénéfices entre les différents établissements d'une banque n'est pas effectuée de la même manière que pour les autres entreprises.

Le principe général posé par le Tribunal fédéral est en effet que le revenu attribuable à un établissement commercial ou industriel est une fraction du revenu global, proportionnelle au rapport entre les facteurs productifs qui entrent en jeu dans les cantons où se trouve l'établissement, et l'ensemble des facteurs productifs de l'entreprise.

Pour les banques, les éléments nécessaires pour déterminer le rapport d'après lequel est calculée la fraction du revenu attribuable à un établissement déterminé, sont recherchés d'abord dans la comptabilité séparée de chaque entreprise. On part en effet de cette idée que, dans la majorité des cas, les établissements d'une banque sont gérés comme des entreprises séparées; mais il ne faut pas oublier que le bénéfice qui ressort de l'examen de la comptabilité ne sert que de base indirecte pour déterminer le rapport destiné à servir de base à la répartition fractionnaire : il n'y a donc pas application ici de la méthode qui consiste à calculer l'assiette de l'impôt sur le revenu d'après les données de la comptabilité séparée.

Dans le cas où l'agence n'aurait pas de comptabilité propre, l'autorité fiscale essaierait de déterminer la part du bénéfice qui lui revient par l'examen de la comptabilité générale de l'entreprise. Et dans le cas où cette méthode ne donnerait aucun résultat, il ne serait pas exclu que les autorités cantonales déterminent le rapport soit au moyen de la comparaison des facteurs productifs, soit au moyen de la comparaison des chiffres d'affaires, des frais d'exploitation ou d'autres éléments appropriés à chaque cas déterminé.

(1) Recueil des Arrêts du Tribunal Fédéral, 1923, tome I, page 33; 1924, tome I, page 115 (S. D. N., *op. cit.*, tome II, page 457).

§ 3. — Jurisprudence

Il existe sur l'emploi de la méthode fractionnaire pour la ventilation de la fortune et du revenu une jurisprudence développée du Tribunal fédéral. Voici deux cas relatifs aux banques (1) :

1° ARRÊT DU 30 JUIN 1930 (2)

« L'arrêt Banque Fédérale contre Conseil d'Etat neuchatelois du 25 janvier 1923 (R.O. 49, I; page 33) déclare qu'en ce qui concerne les banques dont l'exploitation s'étend sur le territoire de plusieurs cantons, les comptes de profits et pertes qui sont dressés séparément pour chacun des établissements de la même entreprise fournissent le moyen direct et sûr de calculer la mesure en laquelle chacun a contribué au bénéfice net total, et que c'est sur ces comptes de profits et pertes qu'il convient de tabler pour la détermination des quotes-parts imposables dans les différents cantons.

« La recourante estime qu'une fois les quotes-parts cantonales ainsi fixées, les cantons ne sont pas autorisés à calculer d'après leur propre législation le montant du bénéfice total sur lequel ils percevront l'impôt correspondant à leur quote-part. D'après la recourante, le bénéfice net imposable doit être établi suivant les mêmes règles uniformes que celles qui valent pour la détermination des quote-parts. Dès lors, comme pour cette détermination l'agio d'émission n'est pas ajouté au bénéfice, la thèse de la recourante a pour conséquence que, dans tous les cas où pour une entreprise intercantonale, les quotes-parts des différents cantons se calculent d'après la méthode directe, l'imposition de l'agio d'émission comme bénéfice net ne peut avoir lieu ni au siège principal, ni aux autres sièges, alors même que cette imposition serait prévue par les législations cantonales.

« On ne peut se rallier à cette solution trop absolue. Le Tribunal fédéral a déclaré, en jurisprudence constante, que pour la taxation d'une entreprise empruntant le territoire de plusieurs cantons, chacun des différents fisci cantonaux doit partir de la fiction que l'entreprise est soumise dans son ensemble à la souveraineté du canton. Après avoir calculé le bénéfice imposable dans cette hypothèse — bénéfice qui variera suivant les différen-

(1) Cités dans S. D. N., *op. cit.*, tome II, pages 448 et 453.

(2) Recueil des Arrêts du Tribunal Fédéral, 1930, tome I, p. 231 - 233.

tes lois cantonales d'impôts — le canton déterminera le montant effectivement imposable à raison de la quote-part cantonale établie d'après les règles créées par la jurisprudence. Ce principe vaut aussi bien pour le calcul du bénéfice imposable que pour celui de la fortune imposable. Les cantons intéressés adoptent les quotes-parts fixées par le Tribunal fédéral et, pour le surplus, appliquent les dispositions de leur propre droit fiscal. L'article 46, alinéa 2, Constitution fédérale, qui interdit la double imposition, est respecté lorsqu'un canton ne prétend imposer une fraction de capital ou de bénéfice supérieur à la quote-part qui lui revient suivant les règles de répartition fédérales. (Recueil officiel 40, I, page 197; 41, I, page 437; 42, I, page 130; 46, I, page 428, etc...).

« Le Tribunal fédéral n'a, il est vrai, consacré jusqu'ici ce principe que dans les cas où les quotes-parts étaient établies d'après la méthode indirecte (sur la base des chiffres d'affaires ou des facteurs de production). Mais on ne voit pas pour quel motif on s'écarterait de cette jurisprudence lorsque la méthode directe trouve application (c'est-à-dire le calcul basé sur les comptes de profits et pertes. Recueil officiel 49, I, page 33). Il faut distinguer entre, d'une part, l'établissement des comptes de profits et pertes en vue de la fixation des quotes-parts cantonales et, d'autre part, la détermination du bénéfice global en vue de son imposition sur la base de la quote-part fixée.

« Lorsque, dans le calcul des quotes-parts, des contestations s'élèvent au sujet des éléments entrant dans les comptes de profits et pertes, il est nécessaires de les aplanir d'après les règles uniformes qui ne peuvent par conséquent être les règles fiscales des différents cantons, mais doivent être des principes généraux posés par le Tribunal fédéral. La situation n'est plus la même une fois les quotes-parts fixées. Les lois cantonales deviennent alors applicables, et il peut arriver que le montant sur lequel se calculent les quotes-parts ne soit pas le même que celui sur lequel est perçu l'impôt à raison de la quot-part. Le Tribunal fédéral n'a aucun motif d'intervenir en pareil cas, tant que le contribuable n'est pas imposé pour plus de 100 % de sa fortune ou de son revenu. Le système proposé par la recourante aurait cette conséquence inadmissible que, s'agissant d'entreprises intercantionales, un canton devrait, en ce qui concerne l'admission de certains amortissements, de la déduction des impôts, etc., traiter différemment les entreprises pour lesquelles la répartition a lieu selon la méthode directe, que celles pour lesquelles elle s'opère selon la méthode indirecte. »

2° ARRÊT DU 25 JANVIER 1923 (1)

« On doit donc se demander si les systèmes de répartition du bénéfice, employés jusqu'ici à l'égard d'entreprises d'un genre différent (fabriques ou maisons de commerce; voire entre autre R. O. 36, I, n^{os} 23 et 94), peuvent aussi être appliqués aux banques, ou si les conditions particulières de leur exploitation ne justifient pas l'adoption d'un autre système. Cette question trouve sa réponse détaillée et complète dans le rapport d'expertise du professeur Weyermann, auquel il suffit de se référer. Ainsi que le fait observer l'expert, c'est seulement en l'absence d'une méthode directe sûre qu'il est légitime de recourir à des méthodes indirectes de calcul de la part proportionnelle des divers établissements dans la production du bénéfice total de l'entreprise. Or, en ce qui concerne les banques, non seulement les méthodes indirectes (répartition d'après l'importance des facteurs de production, ou du chiffre d'affaires, ou du capital de dotation) ne peuvent, pour les raisons indiquées par l'expert, donner des résultats satisfaisants — et il est en effet manifeste que deux succursales de la même banque disposant des mêmes facteurs de production, du même capital de dotation, et faisant le même chiffre d'affaires, peuvent réaliser des bénéfices bien différents et même travailler l'un avec profit et l'autre à perte — mais, en outre et surtout, les comptes de profits et pertes qui sont dressés séparément pour chacun des établissements fournissent le moyen direct et sûr de calculer la mesure en laquelle chacun a contribué au bénéfice total. C'est donc sur ces comptes de profits et pertes qu'il convient de tabler. Il ne s'agit d'ailleurs nullement d'en revenir au système consistant à considérer isolément et à imposer pour lui-même le résultat de l'exploitation de chaque établissement. L'établissement continue à être imposé sur une quote-part du bénéfice total de l'entreprise, et les comptes de profits et pertes servent simplement à déterminer cette quote-part. La différence peut n'être pas sensible (sous réserve de ce qui sera dit ci-après au sujet de la part réservée au canton du siège central) lorsque tous les établissements ont réalisé des bénéfices, mais elle se marque nettement lorsque les comptes de l'un des établissements bouclent par une perte. Cette perte réduisant le bénéfice global de l'entreprise, elle se répartira entre les autres établissements dans la proportion suivant laquelle ils ont contribué à produire ce bénéfice. »

(1) Recueil des Arrêts du Tribunal Fédéral, 1923, tome I, page 37.

§ 4. — Dispositions relatives à la comptabilité

On vient de voir que la méthode de répartition fractionnaire repose en définitive sur l'examen des comptes de la banque et de ses succursales.

Mais, en ce qui concerne la comptabilité, la législation fédérale, comme la législation cantonale, ne donne que peu d'indications. D'une manière générale, les livres que doivent tenir tout commerçant sont prévus dans les articles 877 à 880 du Code fédéral des obligations du 7 juillet 1911. A côté de ces trois articles, un article 655 oblige l'administration de toute société à veiller à la tenue régulière des livres.

La banque est tenue de présenter ses livres lorsque les autorités fiscales les réclame; il n'y a du reste pas là un droit de communication analogue à celui que possède l'administration fiscale française. La seule sanction du refus de communication est la taxation d'office d'après l'estimation pouvant reposer sur des éléments quelconques d'appréciation et en particulier sur la comparaison entre l'établissement de banque taxable et des établissements d'autres banques exploités dans des conditions analogues.

Certains cantons ont prévu expressément dans leur législation l'obligation de présenter ses livres.

Exemples : article 2 de la loi sur les impôts directs du 6 avril 1922 et article 7 de la loi sur l'imposition des sociétés anonymes du 23 juin 1921 du canton de Bâle-Ville;

article 27 de la loi sur les impôts directs cantonaux et communaux du 7 juillet 1918 du canton de Berne;

articles 7 et 18 de la loi du 1^{er} décembre 1928 du canton de Genève;

articles 44 et 50 de la loi sur les impôts directs du 25 novembre 1917 du canton de Zürich.

Si les mesures qui viennent d'être décrites permettent aux cantons de se procurer les renseignements nécessaires à l'établissement de l'impôt auprès des établissements qui sont situés dans le canton, aucune disposition ne leur permet d'exiger des renseignements semblables des entreprises qui sont situées en dehors du canton.

Cependant, un accord d'assistance judiciaire et administrative est intervenu le 18 février 1911, sous la forme d'un concordat (1) auquel adhèrent tous les cantons.

(1) Recueil Officiel des lois fédérales, 1912, page 611.

S. D. N., *op. cit.*, tome II, page 444.

Cet accord a surtout développé l'assistance judiciaire intercantonale, particulièrement en ce qui concerne l'exécution forcée des prestations et la force exécutoire des jugements. Au contraire, en ce qui concerne l'assistance administrative, les résultats sont plus modestes. Aussi un canton déterminé doit-il compter principalement sur la bonne volonté des autres cantons et, en pratique, des accords spéciaux à chaque cas d'espèce interviennent entre les cantons intéressés.

SECTION II. — APPLICATION DES REGLES DE VENTILATION POSEES PAR LA JURISPRUDENCE

Aucune question ne se pose en ce qui concerne les agences situées dans le canton, de banques qui y ont leur siège. Les éléments de leur fortune et de leurs revenus sont compris dans ceux d'après lesquels la banque elle-même est imposée, et il n'y a à procéder à aucune ventilation.

1°. AGENCES DE BANQUES AYANT LEUR SIÈGE EN DEHORS DU CANTON

Qu'il s'agisse de l'agence d'une banque étrangère, ou de l'agence d'une banque suisse, l'impôt sur la fortune et l'impôt sur le revenu sont établis suivant les proportions qui ont été déterminées dans la section I. Cependant, au contraire de ce qui se passe dans les autres Etats précédemment étudiés, il est possible, en Suisse, d'affecter au siège situé à l'extérieur du canton une fraction des bénéfices attribuables à l'établissement situé dans le canton pour tenir compte de l'influence de la direction du siège sur les résultats de l'agence. Cette pratique est admise par la jurisprudence du Tribunal fédéral; c'est pourquoi on déduit généralement de la fraction du bénéfice imposable dans le canton où est située l'agence, un préciput pouvant aller de 10 à 25 % suivant les cas.

Un arrêt du Tribunal fédéral du 25 janvier 1923 s'exprime en ces termes : « Il importe, enfin, d'observer que la réserve de 10 % en faveur du canton du siège central (voir notamment R.I. 46, I, N° 58) qui a été opérée dans l'arrêté attaqué, se justifie également dans le système de répartition d'après les résultats des comptes de profits et pertes, et cela même si les frais généraux de l'administration centrale se trouvent répartis entre les différents établissements; en effet, il n'en reste pas moins que, par son activité de direction et de contrôle, l'administration centrale

contribue à la production du bénéfice de chacun des établissements secondaires; la quote-part imposable dans le canton intéressé devra donc de ce chef être réduite de 10 % » (1).

Etant donné les caractères de la répartition fractionnaire, aucune question spéciale ne se pose pour l'attribution des charges déductibles aux différents établissements de la banque; en particulier, il n'y a pas lieu de tenir compte des intérêts que se consentent les établissements de la banque pour les services qu'ils se rendent mutuellement; on ne considère pas, en effet, la situation spéciale de chaque établissement, mais on envisage une fraction globale de l'entreprise : ces intérêts réciproques ne sont en effet pas une charge de l'entreprise.

En ce qui concerne l'origine des différents emprunts de la société, il n'y a pas lieu, étant donné la méthode de répartition employée, de tenir compte du fait que la dette a été contractée en Suisse ou à l'étranger.

Enfin, une fois la répartition des éléments du bénéfice brut et des charges effectuée, il en ressort un bénéfice net. Etant donné la méthode de répartition, ce bénéfice net taxable tient compte de la situation de l'ensemble de l'entreprise, et non seulement de la situation propre de l'établissement taxé. Il n'y a donc pas de question de répartition du bénéfice net.

Quand le déficit de l'entreprise fait disparaître l'impôt sur le revenu, le canton n'a comme ressource que de percevoir l'impôt sur la fortune qui, lui, est indépendant des résultats de l'entreprise.

2° AGENCES SITUÉES HORS DU CANTON DE BANQUES CANTONALES

Les mêmes règles de répartition s'appliquent. Le canton perçoit l'impôt sur la fortune, sur la fraction qui lui revient; quant à l'impôt sur les bénéfices, il est également perçu sur la fraction des bénéfices attribuée au canton, fraction à laquelle il convient d'ajouter le préciput de 10 à 25 % dont il a été parlé plus haut.

Si les agences de la banque suisse sont situées non plus dans d'autres cantons suisses, mais à l'étranger, le canton du siège social peut, en principe, percevoir les impôts qui frappent la fortune et les bénéfices sur l'ensemble des éléments de la fortune et sur les bénéfices globaux de l'entreprise, ceux qui sont situés à l'étranger ou tirés de sources situées à l'étranger y compris.

(1) S. D. N., *op. cit.*, tome II, page 454.

En fait, la double imposition internationale est évitée totalement ou partiellement par les législations fiscales des cantons.

Tantôt, il est prévu des exemptions d'impôt, sans condition, en faveur des sociétés, par exemple à Bâle-Ville, à Schaffhouse ; tantôt, l'exemption n'est accordée que sous condition de réciprocité, ou moyennant la preuve de l'impôt payé à l'étranger ; enfin, l'exemption peut s'étendre aux deux impôts, impôt sur la fortune et impôt sur les bénéfices, ou à un seul (impôt sur la fortune seulement en Thurgovie).

A Genève et Zürich, l'exemption n'est que partielle : elle n'a lieu que si le montant de l'impôt restant au canton est supérieur à une certaine fraction du montant global de l'impôt : cette fraction est égale, dans le canton de Genève, à la moitié, et dans le canton de Zürich au tiers.

La législation du canton de Berne prévoit des allègements d'impôts pour pallier à la double imposition, mais elle laisse au Conseil d'Etat du canton le soin de statuer dans chaque cas d'espèce. Dans la plupart des cas, les dispositions prévoyant les réductions d'impôts s'appliquent non seulement aux impôts cantonaux, mais aussi aux taxes communales.

3° FILIALES

Les filiales de banques situées dans un canton suisse sont considérées comme des entreprises indépendantes et taxées comme telles. Lorsque l'autorité locale s'aperçoit que la filiale n'est pas traitée comme une société indépendante par la société mère et que des bénéfices sont transférés indirectement à la société mère, la filiale est imposée comme une simple agence et ses résultats sont réunis à ceux de la société mère ; après quoi, intervient une ventilation fractionnaire des éléments imposables.

Quand la taxation de la filiale sur la base d'une unité économique avec la société mère, présente des difficultés particulières, les autorités fiscales du canton peuvent procéder au redressement de la comptabilité de la filiale.

Quant aux filiales sises dans un autre canton, ou à l'étranger, elles sont considérées au regard du fisc cantonal comme des agences et il en est tenu compte dans la détermination du rapport suivant lequel la société mère doit être taxée. A défaut de ce procédé, on peut aussi, dans ce cas, effectuer un redressement de la comptabilité de la société mère pour éviter l'évasion fiscale.

4° SOCIÉTÉS HOLDING

Après la guerre, les sociétés holding se sont développées en Suisse; il s'agissait principalement de sociétés de gestion de capitaux étrangers, constituées dans le but de faire échapper ces capitaux à l'instabilité monétaires et aux charges fiscales trop lourdes existant dans les autres pays. Ces mêmes circonstances existant à l'heure actuelle, la multiplication de ces sociétés holding ne peut que s'accroître. Les cantons, pour attirer ce genre de sociétés, ont inséré dans leur législation fiscale des allègements particuliers : ces allègements revêtent tantôt la forme d'une réduction de l'impôt normal; tantôt le capital est taxé à taux réduit et les bénéfices sont exonérés. Des allègements sont aussi accordés sur les impôts communaux.

Voici les dispositions adoptées dans quelques cantons :

Zürich : Impôt sur le capital, 0,55 %. L'impôt communal est constitué par un certain nombre de centimes additionnels.

Berne : Aucun allègement. Les holding sont taxées comme les sociétés anonymes.

Bâle-Ville : Les sociétés dont l'objet principal est d'administrer des participations dans d'autres entreprises, ne payent que 1 % sur le capital versé et 1/4 % sur le capital non versé.

Lucerne : Réduction au quart du montant de l'impôt cantonal, suppression de l'impôt communal.

Argovie : Réduction du montant de l'impôt spécial et de l'impôt ordinaire de l'Etat au quart, mais taxation ordinaire des immeubles sis dans le canton. Réduction au quart des impôts communaux.

Genève : Imposition cantonale du capital versé, 1,11 %. Imposition cantonale du capital non versé, 0,575 %. Pas d'imposition communale.

TITRE III

Solutions internationales apportées aux questions soulevées
par l'imposition des succursales de Banques

Chaque pays taxe les succursales de banques établies sur son territoire sans se préoccuper des taxations que l'entreprise peut encourir par ailleurs du fait d'un autre Etat. Les méthodes de ventilation des éléments imposables diffèrent d'un Etat à l'autre; aussi, malgré les efforts unilatéraux des administrations fiscales, la double imposition subsiste-t-elle.

Le seul moyen de résoudre le problème est donc apparu dans des accords internationaux. Mais la conclusion de conventions destinées à éviter la double imposition présente des difficultés techniques qui ont nécessité une étude préparatoire du phénomène lui-même.

La Société des Nations d'une part, la Chambre de Commerce internationale d'autre part, ont consacré une partie de leur activité à la recherche des moyens propres à éviter la taxation d'une matière imposable par les administrations fiscales de deux pays différents.

Après avoir examiné rapidement ces travaux préparatoires, on étudiera les effets des conventions passées par la France avec différents pays sur l'imposition des succursales de banques, et les effets des conventions passées par la Grande-Bretagne, l'Italie, les Etats-Unis et la Suisse, sur l'imposition des succursales de banques établies respectivement dans ces pays.

CHAPITRE I

Travaux préparatoires

Historique des travaux sur la double imposition (1)

Dès sa création, la Chambre de Commerce internationale a mis le problème des doubles impositions à son ordre du jour. Dans ses congrès de Londres en 1921, et de Rome en 1923, la question fut étudiée et, de ces débats, sortirent en 1926 une série de propositions qui recommandaient d'une manière générale le principe de la taxation du revenu d'après le domicile du redevable, principe tempéré cependant par l'exonération pour les nationaux des revenus ayant leur source à l'étranger, et par la taxation des revenus tirés par les étrangers de sources nationales.

Mais c'est surtout la Société des Nations qui a contribué à faire progresser le problème de la double imposition. Deux comités furent chargés d'étudier la question : un comité de savants devait l'envisager sous son aspect théorique et scientifique, un comité de praticiens devait au contraire rechercher les solutions pratiques. Les rapports du premier comité se sont échelonnés de 1923 à 1925; en 1927, le comité de techniciens élaborait quatre projets de conventions-types : deux destinés à éviter l'évasion fiscale, deux contre la double imposition. Ces projets ont été approuvés par la conférence d'octobre 1928, qui réunissait les délégués de 27 Etats.

Enfin, la Société des Nations, dans sa session de juin 1929, à Madrid, créa un comité fiscal permanent qui reçut comme mission spéciale de trouver une solution au problème des doubles impositions.

Enquête Carroll

Le comité, dans sa première réunion d'octobre 1929, a envoyé à un grand nombre de gouvernements un questionnaire sur le pro-

(1) ALIX : Traité élémentaire de science des finances, page 564.

blème de la ventilation : les réponses à ce questionnaire firent apparaître la difficulté du problème, et grâce à un don de 90.000 dollars de la fondation Rockefeller, une grande enquête sous la direction de B. Mitchell Carroll, ancien special attorney du département du Trésor aux Etats-Unis, fut entreprise.

Cette enquête, qui a rassemblé une importante documentation sur les systèmes de taxations des entreprises dans 27 pays différents, a été publiée par la Société des Nations dans une série de cinq brochures intitulées : « L'imposition des entreprises étrangères et nationales ».

Bien que cette enquête ait envisagé le problème de la ventilation des bénéfices d'une manière générale, certains renseignements spéciaux ont été recherchés en ce qui concerne plus particulièrement l'imposition des banques et de leurs succursales (1).

SECTION I. — SOLUTIONS PROPOSEES AU PROBLEME DE LA VENTILATION DES BENEFICES ENTRE LES DIFFERENTS ETABLISSEMENTS D'UNE SOCIETE DE BANQUE.

Voici quels sont les principe : M. Mitchell Carroll dégage la conclusion de son enquête dans le volume IV de « L'imposition des entreprises étrangères et nationales ».

Après avoir constaté la difficulté du problème, il montre comment « la solution complète du problème de la ventilation pré-suppose l'accord des pays au sujet de la juridiction à laquelle ressortissent chacun des éléments du revenu considéré ».

Délimitation préalable de la compétence fiscale des Etats

« Il est impossible de formuler un régime général de ventilation sans établir des principes uniformes de juridiction, ce qui entraîne des modifications des dispositions fondamentales régissant l'obligation fiscale dans certaines législations fiscales, et l'introduction de restrictions dans les dispositions correspondantes d'autres législations. En un mot, cela implique l'abandon de tous les principes de l'obligation fiscale autre que ceux du domicile fiscal et de la source, et rend nécessaire l'adoption d'une définition uniforme de la notion de domicile fiscal, ainsi que la définition des notions de source, lesquelles doivent être strictement limitées aux sources net-

(1) L'imposition des entreprises étrangères et nationales, vol. IV, chapitre XII.

tement situées dans les limites de la juridiction de l'Etat. Cela exclut l'extensibilité indéfinie de la notion de source qui permettrait d'atteindre des bénéfices à travers des sociétés constituées en vertu de la législation d'un autre pays, ou l'imposition du revenu que tire d'une source située dans un pays étranger une société constituée ou domiciliée dans ce même pays étranger, ou dans un autre, par le motif de quelque relation économique éloignée, qui serait censée se rapporter à une source dans l'Etat qui impose, ou la possibilité de considérer, sur des présomptions légales, tout le revenu résultant d'une relation d'affaires avec l'Etat ou d'une vente dans celui-ci comme étant réalisée exclusivement dans le pays qui impose, sans tenir compte de la nature des établissements situés à l'étranger ».

M. Carroll remarque ensuite que la question de la juridiction fiscale est déjà résolue dans une large mesure par la législation et la jurisprudence des différents pays et par les conventions bilatérales destinées à éviter la double imposition.

*Ventilation du revenu : principes posés par les projets
de conventions contre la double imposition*

La difficulté qui subsiste est d'attribuer chaque élément du revenu à une source déterminée. Si, comme on l'a vu, certains revenus sont facilement localisables, d'autres ne le sont que plus difficilement. Les règles internes qui tranchent cette question doivent être uniformes, sinon le danger des doubles impositions subsiste; si, en effet, le pays A admet que tel revenu a sa source dans sa juridiction fiscale, tandis que l'administration fiscale du pays B revendique la source du revenu en question, la double imposition est inévitable. Des accords doivent donc être conclus.

Le comité financier de la Société des Nations, dans des travaux sur la double imposition, a établi des conventions-types devant servir de modèle aux conventions passées entre Etats désireux d'éviter dans les rapports de leurs nationaux les inconvénients des doubles impositions. L'article 5 de la convention-type n° I (a) contient les principes qui doivent dominer l'imposition des sociétés internationales (1).

« Article 5. — Les revenus non visés à l'article 7 de toutes exploitations industrielles, commerciales ou agricoles et de toutes autres

(1) S. D. N. Doubles impositions et évasion fiscale, C. 216, M. 85, 1927, II, page 10.

professions exercées à demeure, sont imposables dans les Etats où se trouvent des établissements stables.

« Sont considérés comme établissements stables, les sièges de directions effectives, succursales..., agences..., bureaux... Le fait pour une entreprise d'avoir des relations d'affaires avec un pays étranger, par l'intermédiaire d'un agent vraiment autonome (courtier, commissionnaire, etc.), ne constitue pas pour cette entreprise l'existence d'un établissement stable dans ce pays.

« Si l'entreprise a des établissements stables dans les deux Etats contractants, chacun de ces deux Etats perçoit l'impôt afférent à la partie des revenus produits sur son territoire. Les administrations compétentes des deux Etats contractants s'entendront pour arrêter les règles de ventilation. »

...« Article 7. — Les traitements, salaires ou autres rémunérations quelconques sont imposables dans l'Etat où les intéressés exercent leur activité. »

Filiales

En ce qui concerne les filiales, elles doivent être considérées comme des entreprises totalement indépendantes. Toute opération entre la société mère et la filiale ou entre deux filiales, doit être effectuée en principe comme une opération entre entreprises indépendantes. Les bénéfices indirectement transférés d'un établissement à l'autre doivent être incorporés dans les résultats de l'établissement par lequel ils ont été réalisés. Le fisc de chaque pays doit donc taxer d'après le bénéfice « qu'aurait réalisé la filiale si elle avait traité avec une entreprise indépendante ».

Dans ce cas, évidemment, la double imposition peut subsister, à moins que l'administration fiscale du pays dans lequel les bénéfices ont été transférés ne consente une déduction dans les bases de son imposition, ou une restitution de l'impôt déjà perçu sur la fraction transférée du bénéfice.

Agences

En ce qui concerne les agences, M. Carrol distingue suivant que la succursale est un établissement autonome ou un établissement dépendant. Les agences autonomes doivent être traitées comme des entreprises indépendantes par les législations fiscales des pays. Au contraire, les agences qui ne concourent qu'à une partie des opérations coopérant à la formation du revenu posent des questions de ventilation qui doivent être réglées d'une manière spéciale.

En fait, il ne semble pas qu'il soit possible le plus souvent de classer les agences des banques dans l'une ou l'autre de ces deux catégories : en effet, elles apparaissent suivant les affaires qu'elles traitent, tantôt comme des établissements indépendants, tantôt comme des établissements dépendants.

Principes de l'enquête Carroll

M. Carroll consacre un paragraphe de ses conclusions aux questions de ventilation dans les entreprises bancaires et financières (1).

Méthode de ventilation

« Nous proposons, dit-il, qu'en règle générale, la ventilation du revenu des banques exerçant leur activité dans deux pays ou plus soit effectuée sur la base d'une comptabilité séparée pour la ou les succursales de chaque pays, celles-ci étant traitées comme s'il s'agissait de banques indépendantes. Cette règle exige comme condition préalable que les opérations entre le siège et les diverses succursales ou entre les diverses succursales elles-mêmes, soient exécutées dans la mesure du possible sur la même base que des opérations effectuées avec d'autres banques ou avec des clients, afin de réduire au minimum la question de la détermination de la part qui, dans les bénéfices réalisés conjointement par deux établissements ou plus, est attribuable à chacun d'eux, ainsi que la question de l'imputation des dépenses communes de deux établissements ou plus et des éléments des frais généraux ».

L'auteur du rapport ne va pas cependant jusqu'à prévoir l'attribution à chaque agence d'un capital propre, car l'immobilisation de ces capitaux serait anti-économique, et entraverait leur circulation.

Vient ensuite l'énumération des revenus attribuables à une source bien déterminée et les solutions proposées aux questions litigieuses relatives aux revenus et déductions qui peuvent être rattachés à plusieurs sources.

Intérêts

En ce qui concerne les intérêts des comptes *nostro*, ouverts par une agence au siège social, des dépôts pour le compte de l'agence dans une autre succursale de la banque, des prêts que se consen-

(1) S. D. N., *op. cit.*, tome IV, page 223

tent mutuellement le siège et les succursales, des prêts consentis à des débiteurs étrangers, des valeurs étrangères que la succursale possède en portefeuille, des comptes en devises étrangères ouverts à la clientèle, la solution proposée aux difficultés exposées dans le titre I est la suivante : « Pour faire en sorte que parmi les pays pouvant être considérés comme étant la source du revenu, ce soit un seul — et non plusieurs — qui prélève l'impôt (ce pays pouvant d'ailleurs éventuellement être le même que le pays du domicile), il faut, soit priver du droit d'imposer ces intérêts le pays dans lequel réside le débiteur des intérêts, soit ne pas tenir compte des éléments de cette nature dans le calcul du revenu imposable de la succursale ».

La solution proposée est en principe que la banque ne doit être imposée que dans le pays où elle possède un établissement permanent, les bénéfices réalisés par une succursale dans un tiers pays où la banque ne possède pas d'établissement permanent, devant être rattachés à la dite succursale. Le pays dans lequel est domicilié le débiteur du revenu doit donc dans cette hypothèse renoncer à imposer ce revenu.

Mais les succursales d'une banque A peuvent posséder des dépôts dans une autre banque B située dans un pays où la banque A possède des succursales, soit pour assurer le paiement des traites, soit pour exécuter des contrats de change ou pour tout autre motif. Les revenus tirés de ces dépôts doivent être attribués à la succursale dépositante et non à la succursale située dans le pays de la banque B. La même règle devrait s'appliquer aux prêts autres que des placements, consentis à des débiteurs domiciliés dans un pays tiers, aux opérations sur valeurs mobilières, effectuées dans ce pays, ainsi qu'aux opérations de change, aux opérations de garantie de placement et à toute autre opération intervenant dans les mêmes conditions.

En ce qui concerne au contraire les placements effectués par la succursale dans un pays tiers, il est recommandé d'en attribuer les revenus au pays dans lequel est effectué le placement, car c'est là qu'il y a sa source : dans ce cas, des déductions devraient être accordées sur le revenu taxable dans le pays de la succursale ou dans le bénéfice global taxé par le fisc du siège social.

Pour les revenus tirés d'opérations entre succursales, il convient d'attribuer à une succursale déterminée tous les revenus qui sont inscrits dans la comptabilité de l'établissement.

Quand plusieurs succursales concourent à la formation d'un élément du revenu, le revenu doit être ventilé entre chacun des

établissements : pour les créances transférées d'une succursale à l'autre, l'intérêt doit être réparti proportionnellement au temps pendant lequel le titre est resté dans le portefeuille de l'établissement, pour l'encaissement des chèques et des effets on propose d'attribuer la commission à la succursale qui a pris le papier à l'encaissement ; pour les opérations de placement et de garantie d'une émission de titres, chaque succursale étrangère doit recevoir en principe une rétribution représentant le service rendu.

La ventilation des intérêts déductibles pose, comme on l'a vu dans le titre I, des questions difficiles.

Règles générales proposées

Le rapport Carroll propose les règles générales suivantes qui tiennent compte des difficultés exposées dans le titre I sur cette question.

« Lorsqu'un établissement d'une entreprise se trouve dans une situation de créancier ou de débiteur vis-à-vis d'un autre établissement de l'entreprise, les dispositions suivantes seront applicables.

« 1) Si un établissement situé dans un Etat (établissement créancier) fournit des fonds, que ce soit sous forme d'avances, de prêts, d'ouvertures de crédit ou autrement à un établissement situé dans un autre Etat (établissement débiteur), les intérêts seront considérés, aux fins de l'imposition, comme constituant un revenu de l'établissement créancier et comme un élément déductible du revenu de l'établissement débiteur, et ces intérêts seront calculés au taux pratiqué entre banques pour de semblables opérations dans le pays où se trouve situé l'établissement créancier ;

« 2) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, ne seront pas compris dans le revenu brut de l'établissement créancier, ni admis en déduction du revenu brut de l'établissement débiteur, les intérêts qui correspondent aux dotations permanentes consenties à l'établissement débiteur, que ce soit sous forme d'avance, de prêt, d'ouverture de crédits ou autrement ;

« 3) Si l'on ne peut déterminer les intérêts afférents au capital permanent nécessaire aux opérations de l'établissement d'après sa comptabilité propre, on peut considérer que ces intérêts représentent, par rapport aux intérêts comptés sur les avances, prêts, ouvertures de crédit, etc... la proportion du capital total de la banque (comprenant le capital proprement dit, les réserves et les bénéfices non distribués) à la somme totale du capital et du passif dû aux tiers (dépôts et emprunts) d'après la situation existante

lors de la clôture du dernier exercice de l'entreprise. Le cours du change utilisé pour déterminer cette proportion sera le cours de clôture pour les virements télégraphiques appliqués par le principal établissement pour la conversion des monnaies dans l'Etat où les succursales sont situées ;

« 4) Si un établissement, pour des besoins commerciaux, confie à un autre établissement des fonds à titre de dépôt, les intérêts seront imputés comme il est prévu au paragraphe I ci-dessus, mais en appliquant le taux pratiqué pour ces dépôts dans le pays où est situé l'établissement débiteur ; si l'on ne peut déterminer les intérêts afférents au capital nécessaire à l'établissement débiteur d'après les comptes propres de cet établissement, l'on devra exclure des intérêts comptés sur les dépôts, la partie de ces intérêts qui correspond au capital que l'on présume être englobé dans les fonds en dépôt en procédant de la manière prévue au paragraphe 3 ci-dessus. »

Frais généraux

En ce qui concerne les frais généraux dont la répartition pose des questions de ventilation, M. Carroll ne propose pas de règle parce que « la plupart des banques ont pour politique de ne pas faire supporter à une succursale située à l'étranger une part proportionnelle des frais généraux de cette nature ».

Bénéfices nets

Enfin, le bénéfice net ou la perte nette d'une succursale devra être établie sans tenir compte des résultats globaux de l'entreprise.

SECTION II. — PRINCIPES GÉNÉRAUX RELATIFS A LA COMPTABILITÉ DES BANQUES ET DE LEURS SUCCURSALES DESTINÉES A FACILITER LA VENTILATION DES REVENUS.

La méthode de ventilation la plus commode étant la méthode de la comptabilité séparée, l'enquête de la Société des Nations ne devait pas manquer d'étudier l'aspect comptable de la question, aussi le livre cinquième de la publication « L'imposition des entreprises étrangères et nationales » est-il consacré à la recherche des principes que doivent suivre les comptabilités des entreprises pour faciliter la ventilation du revenu imposable : Cette étude a été

faite par Ralph C. Jones, professeur adjoint de comptabilité à l'Université de Yale ; mais il n'a envisagé que les entreprises industrielles et commerciales ordinaires, qui posent les plus nombreuses questions de ventilation : aussi doit-on se borner à signaler les principes généraux qu'il pose dans le Chapitre II en ce qui concerne la comptabilité des succursales et qui semblent applicables aux succursales des entreprises financières.

« La comptabilité séparée, dit M. Ralph C. Jones, a pour objet l'établissement — pour la ou les succursales qu'une entreprise possède dans chaque ressort fiscal — de comptes qui fassent ressortir le revenu directement attribuable à la succursale ou aux succursales considérées et fournissent en même temps les données essentielles requises pour répartir les éléments de revenus ou de dépenses dont l'attribution directe est impossible. »

Aucune méthode uniforme ne peut être proposée ; le choix d'un système dépend des fonctions remplies par la succursale, de l'importance de l'établissement, de l'organisation générale de la banque. Cependant, l'auteur du rapport indique quelques principes généraux :

1° « Chaque succursale ou groupe de succursales situé dans un même ressort fiscal doit être organisé de manière à constituer une unité comptable distincte possédant un dispositif approprié de comptes et de livres. »

Ce groupe doit former une unité économique distincte traitant avec les autres établissements de la société situés dans d'autres ressorts fiscaux comme s'il était une entreprise indépendante.

Du reste, les banques internationales sont conduites souvent, en raison de l'éloignement de leurs succursales, des monnaies différentes existant dans les pays où les succursales fonctionnent, des usages commerciaux différents, à donner à la comptabilité de leurs succursales une certaine indépendance.

Le rapport conseille qu'il en soit de même si la comptabilité des différentes succursales est centralisée au siège ou dans un autre lieu.

La centralisation des comptabilités, si elle peut présenter des inconvénients lorsqu'elle groupe les comptes de succursales situées dans les pays différents, présente au contraire de grands avantages fiscaux lorsqu'elle groupe les comptes de tous les établissements situés dans un pays donné.

En fait, pour les banques, les succursales étrangères tiendront souvent une comptabilité complète, car elles possèdent déjà un personnel chargé de tenir les écritures courantes des diverses

opérations traitées, et de ce fait, la tenue d'une comptabilité complète ne représente pas pour la société une dépense supplémentaire considérable.

Enfin, le rapport conseille que la classification des comptes de la succursale et du siège soit faite suivant une méthode uniforme : « Cette uniformité facilite la préparation de relevés globaux pour l'entreprise toute entière et augmente la probabilité d'exactitude des répartitions de dépenses ».

2° « Le système de comptabilité employé par la succursale devrait s'adapter aux exigences législatives et fiscales particulières au pays où se trouve cette succursale. »

Peu de pays imposent aux sociétés de banque une forme de comptabilité spéciale ; le plus souvent, les dispositions législatives en cette matière sont si générales qu'elles n'apportent aucun élément nouveau pour la solution des problèmes de ventilation.

Il faut tenir compte dans la comptabilité non seulement des dispositions internes concernant la ventilation des éléments taxables, mais aussi des conventions internationales qui répartissent ces éléments d'après des règles spéciales.

Une grande distinction devra être faite d'une part entre les catégories de revenus et de charges facilement attribuables à la succursale envisagée, et les revenus et charges qui posent des questions de ventilation compliquées.

3° « La comptabilité de chaque succursale devrait comporter une analyse complète des opérations réalisées avec les autres succursales et avec les filiales de la société. »

La question est simplifiée du fait que la plupart des opérations entre établissements de la même société de banque passent en général par l'intermédiaire d'un compte courant ouvert à chacune des succursales dans la comptabilité du siège central. L'administration fiscale dans le ressort de laquelle se trouve une succursale peut se procurer des renseignements nécessaires sur les opérations intervenues entre établissements de la société en demandant au siège le relevé du compte de la succursale.

Cependant, il peut y avoir intérêt à ce que deux succursales qui ont des occasions multiples, étant donné les circonstances, de se trouver en relation d'affaires, possèdent un compte courant spécial destiné à retracer leurs opérations réciproques.

Ces différents comptes doivent même retracer les opérations au comptant.

Quand les succursales sont dotées d'un fonds de roulement ou

d'un capital propre, le compte de la succursale au siège doit être divisé en deux parties : l'un retraçant les mouvements du capital affecté à la succursale, l'autre constituant le compte courant dont il a été question plus haut.

4° « Des pièces comptables et autres pièces justificatives devraient figurer à l'appui de toutes les opérations :

- « a) entre la succursale et les entreprises indépendantes ainsi
- « b) qu'entre la succursale et les autres succursales ou filiales de la même entreprise. »

CHAPITRE II

**Effets des conventions internationales passées par la France
sur le régime fiscal des succursales de banques
au regard du droit français**

Le régime fiscal des succursales de banques françaises situées à l'étranger et de banques étrangères en France peut être modifié par l'incidence des dispositions insérées dans les conventions conclues entre la France et l'étranger. Les banques peuvent se prévaloir de deux catégories de traités internationaux : les traités de commerce généraux qui contiennent des clauses que les banques peuvent invoquer pour obtenir des allègements fiscaux, et les traités purement fiscaux.

Après avoir étudié brièvement les effets sur le régime fiscal des succursales de banques des clauses insérées dans les traités de commerce, on verra quelles sont les conséquences des conventions destinées à éviter la double imposition qui ont été passées par la France avec l'Italie, avec les Etats-Unis et avec les autres pays.

SECTION I. — CLAUSES DES TRAITES DE COMMERCE

Une distinction fondamentale doit être faite entre les traités qui ont reçu l'approbation législative et ceux qui ne l'ont pas reçue :

« Cette distinction est lourde de conséquences pratiques. Quand les sociétés étrangères ont prétendu trouver dans les conventions approuvées par décret un allègement à leurs obligations fiscales, l'Administration a répondu qu'un décret ne pouvait modifier les lois internes et les décrets applicatifs qui fixent les statuts des sociétés étrangères » (1).

Au contraire, lorsque le traité de commerce a reçu la sanction

(1) SÉNÉCHAL : Les conventions fiscales passées par la France contre la double imposition des sociétés nationales et étrangères, pages 82 et suivantes.

législative, les dispositions qu'il contient modifient sans aucun doute la législation fiscale interne à l'égard des pays cosignataires.

En pratique, pour les traités de commerce, l'approbation est donnée le plus souvent par décret, aussi faut-il s'attendre à ce que les banques invoquent à l'encontre de l'administration les clauses qu'ils comportent, mais aussi à ce que leurs prétentions soient repoussées par l'administration.

Les banques internationales peuvent être tentées en effet de demander le bénéfice de trois catégories principales de clauses : clause d'égalité, clause de la nation la plus favorisée, clauses fiscales.

§ 1. — Clause d'égalité

Elle se trouve dans la plupart des traités d'établissement et des accords commerciaux. La jurisprudence n'admet pas qu'une société étrangère se prévale de cette clause en matière fiscale.

Il a été ainsi jugé, par le tribunal de Marseille (28 juin 1927) (1) qu'une société suisse ne pouvait invoquer la clause d'égalité pour échapper, dans une certaine mesure, à l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières : la société prétendait « que la clause d'égalité contenue dans les articles 1 et 3 du traité franco-suisse du 23 février 1882 lui donne le droit de bénéficier des dispositions de l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920, qu'elle est fondée, par suite, si le tribunal la déclare recevable de l'impôt dans les limites de la quotité imposable à demander l'imputation dans la même mesure des droits qu'elle a acquittés sur les dividendes touchés par elle des deux sociétés françaises ».

Le tribunal de Marseille a rejeté cette prétention, attendu que l'article 27 n'est applicable qu'aux sociétés françaises et que la société « n'est pas fondée à se prévaloir de cette disposition en invoquant le principe d'égalité des articles 1 et 3 du traité franco-suisse du 23 février 1882 ; que ce traité n'admet en effet le principe d'égalité que pour les particuliers ressortissants à chacune des deux nationalités, mais non pour les sociétés distinctes des individus qui les composent ».

D'après l'administration, la clause d'égalité n'aurait pour effet que d'éviter aux banques étrangères la charge d'impôts spéciaux auxquels ne seraient pas soumises les banques nationales.

(1) Journal de l'Enregistrement, n° 33.274. Sénéchal, *op. cit.*, page 86.

§ 2. — Clause de la nation la plus favorisée

Cette clause est généralement insérée dans les traités de commerce. Une banque étrangère ne pourrait se prévaloir de la clause pour échapper à une disposition de droit fiscal français.

Le tribunal de Marseille motive son arrêt de la façon suivante :

« Attendu que la société de N... fait observer à titre subsidiaire qu'elle peut se prévaloir de l'article 27 (1) en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, qui figure dans le traité de commerce et d'établissement de 1882, qu'il résulte en effet d'un arrangement entre la France et l'Espagne promulgué par un décret du 31 août 1926 que les sociétés espagnoles assujetties à l'impôt sur le revenu, comme possédant des biens en France, et qui détiennent en même temps des actions de sociétés françaises, pouvant demander par application de l'article 27 que les dividendes provenant de leurs actions françaises et distribuées à leurs propres actionnaires soient exonérées de l'impôt sur les « biens » entendu dans les limites de la quotité ; qu'appelées par la clause à bénéficier du régime accordé aux sociétés espagnoles, les sociétés suisses doivent donc profiter de l'exonération. »

Mais le tribunal de Marseille rejette la prétention de la société attendu que « la société n'est pas fondée d'avantage à invoquer la clause de la nation la plus favorisée pour demander à bénéficier du régime accordé aux compagnies espagnoles par le traité du 7 août 1926, que cette clause insérée dans un traité de commerce doit être entendue *secundum subjectam materiam* et ne possède par suite aucune portée au point de vue de l'application des lois fiscales ».

La position de la jurisprudence est la même en ce qui concerne la clause de la nation la plus favorisée insérée dans un traité de nature fiscale. La clause, en effet, ne concerne que les taxes insérées dans le traité et ne peut pas être utilisée pour l'application des autres (2).

§ 3. — Clauses fiscales visant spécialement les sociétés

Le principe soutenu par l'administration est que les clauses fiscales des traités de commerce ne peuvent déroger au droit commun fiscal français.

(1) De la loi du 31 juillet 1920.

(2) SÉNÉCHAL, op. cit., page 90, exemple dans l'alinéa 6 de l'article 25 du Traité franco-allemand du 17 août 1927.

Voici un exemple :

L'article 26 de l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 stipule dans son dernier alinéa que « les sociétés de l'une des hautes puissances contractantes établies sur le territoire de l'autre ne pourront être en ce qui concerne les impôts sur le capital et sur le revenu, imposées pour d'autres biens que ce qu'elles y possèdent ou d'autres bénéfices ou revenus que ceux qu'elles y acquièrent ».

Une banque allemande ayant une succursale en France et prétendant qu'elle ne doit pas être imposée en vertu de ce texte à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, d'après une quotité imposable, mais d'après les revenus effectivement réalisés, ne verrait pas sa prétention acceptée par l'administration.

Il en serait de même si la banque étrangère prétendait échapper à l'impôt à raison des « biens » exploités en France dans le cas où sa succursale française serait déficitaire.

D'autres exemples entraînant la même solution pourraient être trouvés dans l'application de l'article 8 de la convention d'établissement franco-belge du 6 octobre 1927, dans les articles 21 et 22 de la convention franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, dans les clauses fiscales de l'accord commercial franco-canadien promulgué par le décret du 8 juin 1933 (1).

SECTION II. — CONVENTION FRANCO-ITALIENNE

Une convention destinée à éviter les doubles impositions qui proviennent du concours sur une même matière imposable des législations française et italienne, a été conclue le 16 juillet 1930. Elle a été complétée par un avenant en date du 16 novembre 1931 et ratifié par le Parlement français par la loi du 13 juillet 1933.

La convention franco-italienne s'inspire dans une large mesure des travaux de la Société des Nations sur la double imposition et l'évasion fiscale et elle adopte en partie la forme d'un des projets de convention type établi par le comité financier de la Société des Nations en 1928.

Territorialité de l'impôt sur les bénéfices

Le principe qu'adoptent la France et l'Italie dans la taxation des entreprises exploitant à la fois dans les deux pays, est le

(1) SÉNÉCHAL, *op. cit.*, pages 99, 101, 107.

principe de la territorialité : l'article 6 de la convention prévoit, en effet, que « les revenus de toute exploitation industrielle ou commerciale, minière ou agricole, sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel se trouvent des établissements stables, même lorsque l'entreprise étend son activité sur le territoire de l'autre Etat sans y avoir d'établissement.

« Il y a lieu d'entendre par établissement stable, aux fins de la présente convention, une organisation productive permanente appartenant à l'entreprise et dans laquelle s'exerce en totalité ou en partie l'activité de la dite entreprise.

« Si l'entreprise a des établissements stables dans les deux Etats contractants, chacun de ces Etats appliquera l'impôt sur la partie du revenu provenant de l'activité des établissements situés sur son territoire, à charge par le contribuable de présenter ses comptes généraux, ses comptes spéciaux, ainsi que toutes pièces nécessaires à la discrimination des revenus.

« A défaut de comptabilité faisant ressortir régulièrement et d'une manière distincte les revenus, les autorités financières des deux Etats contractants s'entendront pour arrêter les règles de ventilation. »

Le protocole qui suit la convention dans son dernier paragraphe définit ce qui doit être considéré comme un établissement au regard des administrations fiscales des deux pays.

« 1° Sont considérés comme établissements stables au sens de l'article 6 de la convention, non seulement le siège social et le siège central réel, mais aussi les succursales, les agences, et autres exploitations commerciales ayant un caractère d'organisation productive stable, ainsi que les représentations permanentes ».

La notion de territorialité telle qu'elle est définie dans la convention est conforme à celle qu'on a étudiée pour l'application de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, la convention n'apporte donc sur ce point aucune modification au droit fiscal interne en vigueur : une banque est taxable en France à raison des établissements qu'elle y possède, siège ou agence.

En principe, une filiale est considérée comme une entreprise autonome, sauf dans le cas prévu par le paragraphe 2° du protocole qui dit que :

« On appliquera les règles fixées aux 3° et 4° alinéas de l'article 6 de la convention, s'il existe dans l'un des Etats une entreprise qui, tout en étant juridiquement autonome selon les lois du pays, a avec une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat des liens ou des rapports de dépendance ou de participation tels que

les deux entreprises constituent une seule et même unité économique. »

Cette disposition modifie le principe français d'après lequel, s'il est permis de redresser les comptes d'une filiale, celle-ci ne peut cependant être considérée comme une simple agence.

Le quatrième alinéa de l'article 6 pose la question de la ventilation des éléments du revenu taxable, mais ne la résout pas. Les doubles impositions cependant doivent être évitées en principe puisque les administrations doivent s'entendre pour déterminer les règles de ventilation.

Mesures destinées à éviter la double imposition internationale

Les articles 3, 4, 5 et 8 de la convention procèdent à l'attribution de certains éléments du revenu à la compétence fiscale de chacun des deux pays :

« Article 3. — Les revenus des biens immobiliers qui correspondent à leur valeur locative réelle ou présumée, ainsi que tous les autres revenus de ces biens qui ne sont pas visés par l'article 6 ci-après, sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel sont situés les dits biens immobiliers. »

Ce texte ne prête à aucune difficulté.

Il n'en est pas de même des trois articles suivants :

« Article 4. — Les revenus des fonds publics, des obligations, des prêts, des dépôts et comptes de dépôts et de toutes autres créances sont imposables dans l'Etat où se trouve le débiteur de ces revenus. Si le débiteur possède dans les deux Etats des établissements stables au sens de l'article 6, ci-après, et si l'un de ces établissements dans le cadre de son activité propre contracte un emprunt ou reçoit un dépôt, l'impôt est perçu par l'Etat sur le territoire duquel est situé l'établissement. »

« Article 5. — Les revenus des actions ou des parts analogues, ceux des commandites dans les sociétés en commandite simple, ceux des parts dans les sociétés civiles et les sociétés à responsabilité limitée, sont imposables dans l'Etat où se trouve le siège effectif de la société. »

« Article 8. — Les tantièmes, jetons de présence, et autres rémunérations des administrateurs des sociétés par actions, sont imposables selon les règles établies à l'article 5. »

D'après ces trois articles, les distributions effectuées par la banque soit à ses créanciers, soit à ses actionnaires, soit à ses admi-

nistrateurs, devraient être taxées dans le pays où est situé l'établissement débiteur du revenu.

En conséquence, les dividendes, intérêts et tantièmes payés par une banque italienne ayant une succursale en France, devraient être imposés en Italie ; cela comporterait que le fisc français renonce à percevoir l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières à raison des « biens » exploités par la banque italienne en France ou à raison des titres qui y circulent, ainsi que sur les tantièmes des administrateurs de la banque qui y seraient domiciliés.

De même, si une succursale française d'une banque ayant des établissements dans les deux pays possède des créances sur des débiteurs domiciliés en Italie, l'impôt français sur les créances, dépôts et cautionnements ne devrait pas être perçu.

La question, en ce qui concerne le revenu des titres, est compliquée par l'incidence de la loi italienne du 20 septembre 1926 qui a exonéré les intérêts des obligations émises par les provinces, les municipalités et les sociétés italiennes par actions, de l'impôt sur la richesse mobilière.

Cette exonération a fait disparaître pour les titres émis depuis cette époque le danger de la superposition de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières françaises et de l'impôt sur la richesse mobilière italienne.

La convention franco-italienne ayant été faite pour éviter la double imposition, l'administration française devrait considérer qu'elle peut, dans ce cas, percevoir l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ; au contraire, pour les obligations italiennes émises antérieurement, l'exemption de la loi de 1926 aurait pour effet d'obliger le fisc français à renoncer à la perception de l'impôt.

En fait, l'incidence de la convention franco-italienne aurait fait subir au fisc français un sacrifice sérieux ; de plus, elle risquait de rompre l'équivalence des taxations que doivent subir les nationaux et les étrangers, c'est pourquoi l'article 11 de la convention prévoit que :

« Par dérogation aux dispositions des articles 4 et 5 ci-dessus, chaque Etat contractant, dans le but de maintenir l'égalité des charges fiscales sur son territoire ou entre ses nationaux, aura la faculté de frapper d'un impôt réel, conformément à sa législation générale, les revenus des capitaux étrangers investis sur son territoire, et les revenus des capitaux nationaux investis à l'étranger sous forme de fonds d'Etat, d'actions ou d'obligations. Mais dans ce cas, il accepte de précompter sur les impôts qui résulteront de

l'application de son tarif général, ceux qui seront payés dans l'autre Etat pour le même objet. »

Les conditions d'application de l'article 11 sont contenues dans le paragraphe 7° du protocole.

Le paragraphe 7°, alinéa I, explique ce qu'il faut entendre par « capitaux nationaux » au sens de l'article 11 ; il s'agit, en ce qui concerne la France par exemple, des capitaux « fournis par des sociétés dont le siège est en France ou par des particuliers domiciliés en France ».

L'article 11 a pris une importance particulière depuis qu'il existe aussi en Italie des impôts sur les revenus des capitaux mobiliers (taxe extraordinaire, taxe sur le revenu des titres au porteur). Le paragraphe 7°, avant-dernier alinéa, avait prévu cette éventualité et prescrivait que « si l'Italie venait à instituer un impôt sur les valeurs mobilières italiennes, l'impôt français sur le même revenu ne sera perçu qu'imputation faite de l'impôt perçu en Italie ».

*Mesures contre la double imposition interne résultant
de la loi française*

Les articles 4, 5 et 11, s'ils évitent la double imposition internationale, laissent subsister la double imposition interne qui existe lorsqu'une banque italienne exploite une filiale en France ; on a vu, en effet, que la société française contrôlée payait l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur les dividendes qu'elle verse à la société mère italienne, et que, de plus, cette même société mère était taxée par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières comme exploitant des « biens » en France.

Aussi, le paragraphe 6° du protocole vient-il apporter un remède à cette situation en déclarant « que conformément aux articles 4, 5 et 11 de la convention, par dérogation à la législation générale française, les sociétés italiennes bénéficieront des dispositions des articles 27, 28 et 29 de la loi française du 31 juillet 1920 et de l'article 25 de celle du 19 mars 1928, dans les conditions fixées par ces articles ».

Article 27 de la loi du 31 juillet 1920

En vertu de ce texte, une banque italienne ayant une filiale en France bénéficie de l'exonération accordée aux sociétés françaises par actions ayant des filiales soit en France, soit à l'étranger, en ce qui concerne les dividendes distribués par la filiale en vertu de l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920 et par les dispositions ulté-

rieures qui l'ont modifiée : les articles 153 et 154 du code des valeurs mobilières sont donc applicables aux banques italiennes ayant des filiales en France.

En conséquence, la fraction imposable des dividendes des banques italiennes déterminée dans les limites de la quotité fixée par le ministre des finances, doit être exonérée dans la mesure des dividendes touchés par la banque italienne, si les conditions auxquelles est soumise l'exonération prévue par l'article 27 sont remplies.

Cependant, en ce qui concerne l'application aux banques italiennes de l'article 154 du code des valeurs mobilières, qui prévoit l'exonération de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières pour les sociétés françaises par actions ou à responsabilité limitée qui reçoivent des dividendes de leurs filiales étrangères, il faut faire une distinction :

1° la banque italienne possède une filiale en dehors de France (en Suisse par exemple) mais cette filiale n'est pas abonnée à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières françaises (ce qui suppose que cette filiale n'exploite pas de biens en France, et en particulier, qu'elle n'y possède pas d'agence, ou bien que les titres de cette filiale circulant en France ne sont pas soumis au régime des valeurs abonnées). L'article 154 ne peut s'appliquer dans cette hypothèse : en effet, cet article subordonne l'exonération à la justification préalable que les dividendes et autres produits des titres ont déjà acquitté l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, justification qui ne peut être produite.

2° la banque italienne possède une filiale étrangère qui est, au contraire, abonnée à l'impôt français : dans ce cas, l'article 154 est applicable.

1^{er} Exemple : Une banque italienne a une filiale en France. Elle est en principe redevable de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières en raison de sa participation dans sa filiale d'après la quotité fixée par le ministre des finances : soit 1/10 cette quotité. On suppose que les conditions d'application de l'article 153 sont remplies (que les titres représentant la participation de la banque italienne dans sa filiale sont, depuis l'origine, restés nominatifs, que cette participation est supérieure à 50 % du capital social de la filiale — soit 75 % par exemple).

Soit 400.000 francs le dividende distribué par la filiale. La somme reçue par la banque italienne en rémunération de sa participation est $400.000 \times 75 : 100 = 300.000$ francs.

Soit, d'autre part, 5.000.000 francs la somme distribuée par la banque italienne, tant à ses actionnaires qu'à ses obligataires.

La dite banque italienne est redevable de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur une somme de :

$$5.000.000 \times 1 : 10 = 500.000 \text{ francs.}$$

L'article 153 par ailleurs exonère la banque italienne de l'impôt payé sur le produit de sa participation de sa filiale, soit sur 300.000 francs.

En définitive, la banque italienne ne devra acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières que sur la somme :

$$500.000 - 300.000 = 200.000 \text{ francs.}$$

2^e Exemple : La banque italienne précitée possède une filiale en Suisse, laquelle est imposée à l'impôt français d'après une quotité imposable égale à 3/10 par exemple. Cette filiale doit donc payer l'impôt en France sur une somme de :

$$400.000 \times 3 : 10 = 120.000 \text{ francs.}$$

De cette somme imposable en France, la banque italienne touche 75 %, soit 90.000 francs.

La banque italienne ne doit donc acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières que sur la somme :

$$500.000 - 90.000 = 410.000 \text{ francs.}$$

3^e Exemple : La filiale suisse n'est pas abonnée à l'impôt français, la banque italienne paye l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur la somme de 500.000 francs.

Article 28 de la loi du 31 juillet 1920

En ce qui concerne l'article 28 de la même loi, dont le bénéfice est étendu aux banques italiennes, il résulte que les intérêts des prêts consentis au moyen de fonds d'emprunt à une société française par une banque italienne, qui est imposée en France à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières d'après une quotité imposable, sont exonérés de l'impôt français dans les mêmes conditions que si les prêts avaient été consentis par une société française : l'article 137 du Code des valeurs mobilières est donc applicable.

1^{er} Exemple : une banque italienne est imposée en France d'après une quotité égale à 1/10.

Elle contracte un emprunt de 5.000.000 et consent des prêts à des sociétés françaises de 2.000.000 ; ces prêts portent intérêt à 5 %.

Les intérêts de ces prêts doivent être exonérés en vertu de l'article 137.

Les intérêts des prêts en question s'élèvent à 100.000 francs. L'exonération de l'article 137 porte donc :

$$100.000 \times 1 : 10 = 10.000 \text{ francs.}$$

2° *Exemple* : Les prêts consentis par la banque s'élèvent à la somme de 6.000.000; ces prêts ne sont effectués que pour 5.000.000 sur des fonds d'emprunt; c'est seulement cette somme qui bénéficie de l'exonération. La banque est donc exonérée sur le dixième des intérêts de ces prêts, soit sur 25.000 francs.

Article 25 de la loi du 19 mars 1928

Enfin, le paragraphe 6° du protocole permet d'appliquer l'article 25 de la loi du 19 mars 1928 aux banques italiennes; cet article a trait à un régime de faveur en matière de fusion de société; c'est le régime de l'article 151 du Code des valeurs mobilières qui, dans certaines conditions, reporte la perception de l'impôt dû sur les valeurs mobilières à la suite de fusions de sociétés par actions existant à la date du 1^{er} janvier 1936, sur les plus-values résultant de l'attribution gratuite de titres, à la dissolution de la société absorbante ou nouvelle, ou à l'époque du remboursement total ou partiel des dits titres.

L'article 25 prévoyait en plus un régime de faveur en ce qui concerne le droit d'apport et la prise en charge du passif, ces avantages n'existant plus à l'heure actuelle pour les sociétés françaises, les sociétés italiennes ne peuvent donc pas en bénéficier (1).

Avenant du 16 novembre 1931

Les dispositions qui viennent d'être étudiées sont des avantages conférés unilatéralement par la France à l'Italie. Les banques italiennes se trouvent donc ainsi à l'abri non seulement de la double imposition internationale, mais aussi de la double imposition interne. Cependant, l'octroi de ces avantages, particulièrement en ce qui concerne l'application de l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920, est subordonné à des conditions qui peuvent ne pas toujours être remplies, et par ailleurs les banques italiennes restent soumises, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, au système de la quotité imposable.

(1) Ce régime a été rétabli par les décrets-lois du 2 mai 1938. Voir Première partie, p 98.

Aussi, a-t-il paru nécessaire de signer un avenant ajoutant un article 11 bis à la convention (1).

La teneur de l'article 11 bis est la suivante :

« Les sociétés ayant leur siège social effectif en Italie qui possèdent en France un établissement stable, et qui sont soumises à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers en vertu de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant, acquitteront cet impôt dans les conditions prévues par ces dispositions; toutefois, le revenu taxé ne pourra excéder le montant des bénéfices réalisés en France, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages que la société aurait retirés indirectement de sa succursale ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen.

« Les sociétés ayant leur siège social effectif en Italie ne peuvent être soumises en France à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers à raison de leur participation dans une société dont le siège social effectif est en France; mais les bénéfices distribués par la société française et passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières seront augmentés, le cas échéant, pour la perception de cet impôt, des bénéfices ou avantages que la société italienne aurait indirectement retirés de sa participation ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. »

Donc, il faut maintenant distinguer suivant que la banque italienne possède en France une agence ou une filiale.

Dans le cas où la succursale est une agence, la banque étrangère est imposée en France d'après une quotité imposable, mais l'article 11 bis déroge au droit commun en fixant un maximum à cette quotité; en effet, le revenu taxable en France ne peut excéder le montant des bénéfices qui y sont effectivement réalisés, ceux-ci étant calculés naturellement sans tenir compte des transferts indirects de bénéfices qui peuvent se produire entre la banque et le siège italien.

Dans le cas où la succursale, au contraire, est une filiale, l'administration française a renoncé à imposer la société mère ita-

(1) Cette nécessité est apparue particulièrement pressante après la signature de la convention fraco-belge du 16 mai 1931 qui accordait aux sociétés belges des avantages particuliers.

SÉNÉCHAL, *op. cit.*, page 160.

lienne à raison des biens qu'elle possède en France; la convention déroge donc à la jurisprudence française étudiée par ailleurs, qui considère une filiale comme un bien exploité en France par la société mère.

Seules doivent être taxées dorénavant les distributions de bénéfices à la société mère.

L'administration se prémunit contre les transferts indirects de bénéfices, en se réservant le droit de redresser le montant des bénéfices indiqué par la comptabilité de la filiale.

SECTION III. — CONVENTION FRANCO-AMERICAINE

Une convention a été signée le 27 avril 1932 par la France et les Etats-Unis. Cette convention a été approuvée par une loi du 5 avril 1935, et une instruction n° 4257 de la Direction générale de l'Enregistrement en date du 25 mars 1936 en précise les modalités d'application.

Contrairement à la convention franco-italienne, la convention franco-américaine n'a pas pour but essentiel de mettre fin à la double imposition. En effet, elle se borne à éviter la double taxation de quelques catégories particulières de revenus; son objet principal était de fixer les modalités d'imposition des sociétés exploitant à la fois dans les deux pays.

La convention franco-américaine ne peut être invoquée que par les banques (et en général toutes les sociétés) qui ont leur siège effectif dans un Etat particulier des Etats-Unis, dans le territoire de l'Alaska et le district de Colombie, et qui exploitent des succursales ou font des opérations dans la France métropolitaine, à l'exclusion de l'Algérie et des colonies, et inversement.

Territorialité de l'impôt sur les bénéfices

Le principe de taxation adopté par les deux pays pour la taxation des bénéfices industriels et commerciaux est le principe de la territorialité :

« Article 1^{er}. — Les entreprises de l'un des Etats contractants ne sont soumises à l'impôt de l'autre Etat contractant, en ce qui concerne les bénéfices industriels et commerciaux, qu'en raison des bénéfices provenant des établissements stables qu'elles exploitent dans ce dernier pays. »

Le paragraphe 3° du protocole qui suit la convention précise

ce qu'il faut entendre par établissement stable : les succursales, bureaux, agences, sont des établissements stables.

Le fait, pour une banque de l'un des Etats contractants, d'effectuer des opérations dans l'autre Etat « par la voie d'un agent y établi qui est autorisé à contracter pour son compte », constitue dans cet Etat la possession d'un établissement stable. Il n'en serait pas de même si la banque se bornait à entretenir des relations d'affaires avec un correspondant entièrement autonome.

Ainsi, l'article 1^{er} de la convention n'apporte aucun changement à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux qui frappent les banques à raison de l'exploitation de leurs succursales en France.

Les banques américaines doivent fournir à l'administration fiscale française les mêmes déclarations et les mêmes justifications que les banques françaises en ce qui concerne les bénéfices réalisés par leurs établissements situés en France (art. 2, alinéa 1).

De son côté, l'administration se réserve le droit de redresser la déclaration des bénéfices réalisés en France d'après les principes du droit commun et sous réserve des recours de la banque intéressée (art. 2, alinéa 2).

Impôt sur le revenu des valeurs mobilières

Au contraire, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, la convention franco-américaine apporte des dérogations profondes au droit commun.

Tout d'abord, la convention franco-américaine de 1932 introduit dans une certaine mesure, en matière d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, le principe de la territorialité qu'elle consacre en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

En effet, l'instruction précitée du 24 mai 1936 qui détermine les modalités d'application de la loi, s'appuyant sur l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui soumet les banques américaines à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux à raison des bénéfices provenant des établissements qu'elles possèdent en France, prescrit que ce principe doit être étendu, contrairement à la lettre du texte, à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et qu'en conséquence, les banques américaines « ne sont pas assujetties à cet impôt lorsqu'elles exercent leur activité en France sans y avoir d'établissement stable ».

Cette interprétation paraît paradoxale, car le paragraphe 1^{er}

du protocole final qui suit la convention dit explicitement que l'article 1^{er} en question vise l'impôt français sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Le même paragraphe de l'instruction indique, d'autre part, qu'au regard de l'income tax fédéral les revenus suivants ne doivent pas être compris dans les bénéfices industriels et commerciaux, à savoir :

- a) les rémunérations pour travaux et services personnels;
- b) les revenus immobiliers;
- c) les dividendes et intérêts.

Ces revenus échappent donc au principe de la territorialité fixée par l'article 1^{er}.

En conséquence, « les sociétés américaines qui se livrent en France à des opérations rentrant dans leur objet social, leur procurant des bénéfices de l'une des catégories ci-dessus (en particulier, les sociétés ayant pour objet la conclusion de prêts), demeurent imposables en France, même lorsqu'elles n'y ont ni établissement stable, ni participation dans une société française ».

Les banques américaines sont donc imposables à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières d'après la quotité imposable fixée par le ministre des Finances, dès qu'elles possèdent en France des biens rentrant dans leur objet au sens de l'article 3 du décret du 6 décembre 1873 et de l'interprétation qu'en a donnée la jurisprudence, et alors même qu'elles n'y exploitent ni agence, ni filiale.

En ce qui concerne l'assujettissement des banques américaines ayant des succursales en France à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, il y a lieu de distinguer suivant que la succursale est une agence ou une filiale.

Banques américaines ayant une agence en France

Dans le cas où la succursale française est une agence, il y a lieu d'appliquer l'article 5 de la convention : « Les sociétés américaines qui possèdent en France des établissements stables ont, par dérogation à l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, la faculté d'acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur les trois quarts des bénéfices effectivement retirés de ces établissements, les bénéfices industriels et commerciaux étant déterminés en conformité des dispositions de l'article 1^{er}.

« Une société américaine qui veut se placer sous le régime prévu à l'alinéa qui précède doit en faire la déclaration au bureau

de l'Enregistrement dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent accord ou dans les six mois qui suivent la création par elle d'un établissement en France. L'option faite pour un établissement vaut pour tous les établissements de la même société : elle est irrévocable ».

L'article 5 de la convention franco-américaine institue donc un régime de faveur pour les banques américaines ayant des succursales en France.

Ce régime est facultatif et la banque doit opter dans les délais prescrits par l'article; sinon elle est censée opter pour le régime fiscal de droit commun et même dans ce cas son option est irrévocable.

La déclaration d'option doit être faite sur papier timbré au bureau de l'Enregistrement compétent pour recevoir les taxes dues par la société.

Le régime de faveur auquel la banque américaine peut ainsi prétendre, consiste en ce que la banque n'est plus assujettie à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, à raison des biens qu'elle exploite en France, d'après une quotité imposable, mais doit être taxée d'après les bénéfices effectivement réalisés par sa succursale en France et à raison de trois quarts de ces bénéfices.

Pour la détermination du bénéfice taxable, l'article 5 ne se réfère qu'à l'article 1^{er}, non à l'article 2. L'instruction d'application de la loi du 5 avril 1935 admet cependant que l'article 2 peut s'appliquer en l'occurrence, et qu'en particulier il réserve au fisc français le droit d'opérer les redressements nécessaires sur la déclaration fournie par la banque : en effet, l'article s'applique aux « bénéfices effectivement retirés » par la société américaine de sa succursale française.

Le système adopté en cette matière par la convention franco-américaine est entièrement différent de celui qui a été étudié dans la convention franco-italienne; en effet, d'après la convention franco-italienne, les banques qui ont en France une succursale, demeurent en principe taxables d'après la quotité imposable, bien que celle-ci soit limitée par un maximum; au contraire, d'après la convention franco-américaine, le système de la quotité disparaît totalement. Les banques américaines ne sont plus taxées en France à raison de leurs distributions, mais à raison d'une fraction de leurs bénéfices.

Pour se rendre mieux compte de l'effet des différents régimes, régime de droit commun, régime de la convention franco-ita-

lienne, régime de faveur de la convention franco-américaine, il suffit de prendre un exemple.

Soit une banque au capital de 100.000.000 de francs, ayant une succursale en France dotée d'un fonds de roulement de 10.000.000 de francs.

1° *Régime de droit commun* : la banque distribue un dividende de 5.000.000 de francs.

$$\text{La quotité imposable est } \frac{10.000.000}{100.000.000} = \frac{1}{10}$$

L'assiette de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est : $5.000.000 \times 1 : 10 = 500.000$ francs.

Le montant de l'impôt est : $500.000 \times 24 : 100 = 120.000$ francs.

2° *Régime de la convention franco-italienne* : même processus.

L'assiette de l'impôt est en principe 500.000 francs.

Mais de deux choses l'une :

Ou bien le bénéfice réel de la succursale est supérieur à 500.000 francs, auquel cas le montant de l'impôt est le même que dans le cas précédent, soit 120.000 francs.

Ou bien le bénéfice réel de la succursale est inférieur à 500.000 francs, soit par exemple 300.000 francs, auquel cas l'impôt est calculé sur 300.000 francs et non sur 500.000 francs, soit :

$$300.000 \times 24 : 100 = 72.000 \text{ francs.}$$

3° *Régime de la convention franco-américaine* : la banque américaine est taxée sur les trois quarts du bénéfice réalisé par la succursale.

Si la succursale réalise un bénéfice égal ou supérieur à 666.666 francs, le montant de l'impôt payé par la banque américaine est plus fort que celui qui ressortirait du régime de taxation de droit commun (1). La banque américaine est aussi désavantagée par rapport à une banque italienne ayant la même succursale en France.

Si, au contraire, la succursale réalise un bénéfice inférieur à 666.666 francs, la banque américaine paye moins d'impôt que si elle était soumise au régime de droit commun ou si une banque

(1) En effet : $666.666 \times \frac{3}{4} \times \frac{24}{100} = 120.000.$

italienne exploitait une succursale dans les mêmes conditions (1).

Si on suppose maintenant que la banque américaine est déficitaire, alors que sa succursale est bénéficiaire, la convention franco-américaine permet à l'administration française de percevoir l'impôt sur les trois quarts du bénéfice de la succursale, alors que dans le régime de droit commun, comme dans le régime de la convention franco-italienne, la perception serait réduite à néant.

Remarque : la question de la taxation des succursales de banques américaines en France se complique quand la banque américaine est abonnée à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, non seulement à raison des biens qu'elle possède en France, mais aussi à raison des titres de la banque qui circulent en France. On a vu dans la première partie qu'une société étrangère qui possède en France des biens d'exploitation et dont, d'autre part, les titres circulent dans le pays, est taxée suivant la quotité imposable la plus forte.

Puisque l'imposition de la banque du chef de sa succursale en France ne donne plus lieu à la fixation d'une quotité, il n'est plus possible de comparer les quotités imposables pour percevoir l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières d'après la plus élevée (paragraphe 15 de l'instruction précitée). Aussi, la comparaison doit elle « porter non plus sur les quotités mais sur les sommes qui servent de base à la liquidation de l'impôt pour les titres, d'une part, et pour l'établissement stable, d'autre part; l'impôt sera perçu sur celle de ces deux sommes qui sera la plus élevée ».

Actions. — En conséquence, si la banque « ne distribue pas d'autres produits imposables que les dividendes revenant aux actions, on comparera, d'une part, le revenu résultant de l'application de la quotité imposable (qui continue à être fixée pour les titres) à l'ensemble des dividendes distribués, et, d'autre part, les trois quarts des bénéfices effectivement réalisés par l'établissement français ».

(1) Economie réalisée dans les deux cas : soit 300.000 francs le bénéfice de la succursale.

Impôt que doit payer la banque américaine ayant opté pour le régime de fauteur : 54.000 francs.

a) Impôt à payer en vertu de droit commun : 120.000 francs.

b) Impôt à payer en vertu de la convention franco-italienne par une banque italienne exploitant en France une succursale dans les mêmes conditions que la banque américaine : 72.000 francs.

Exemple. — Soit une banque américaine taxée en France à raison de ses distributions de dividende d'après une quotité imposable égale à $1/10$, soit 5.000.000 le dividende distribué :

L'assiette de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières en ce qui concerne les actions est donc 500.000 francs.

Mais, d'autre part, la succursale située en France de la banque américaine réalise un bénéfice réel égal à 1.200.000 francs par exemple. L'assiette de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dû à raison des « biens » exploités en France par la banque américaine est donc égal aux trois quarts de cette somme, soit 900.000 francs.

L'administration fiscale française perçoit en définitive l'impôt sur celle des deux sommes ainsi déterminée qui est la plus élevée, soit sur 900.000 francs.

Obligations. — « Si, en dehors de ses actions abonnées, la société possède des obligations dont la quotité imposable est différente de celle fixée pour les actions ou qui ne sont pas assujetties au régime de l'abonnement, pour procéder à la comparaison il faut répartir le montant des bénéfices imposables de l'établissement (c'est-à-dire les trois quarts des bénéfices effectivement réalisés par l'établissement) proportionnellement à l'importance des produits revenant à chaque catégorie de titres (actions, obligations, etc...).

Le chiffre ainsi obtenu est comparé, pour chacune des catégories de titres abonnées, au montant des produits taxables résultant de l'application de la quotité imposable ».

Exemple. — La même société financière citée dans l'exemple précédent possède, d'une part, des obligations (série A) qui ne circulent pas en France, et, d'autre part, des obligations (série B) qui résultent d'un emprunt effectué en France et qui, comme il a été vu dans la première partie, sont imposables d'après une quotité spéciale : soit $5/10$ la quotité fixée par le ministre des Finances.

Les distributions effectuées par cette société financière sont les suivantes :

Actions : 5.000.000 francs;

Obligations série A : 3.000.000 francs;

Obligations série B : 2.000.000 francs.

1° Le revenu taxable de ces différents titres du fait de leur circulation en France est :

Actions : $5.000.000 \times 1/10 = 500.000$ francs.

Obligations série A : ne sont pas imposables en France.

Obligations série B : $2.000.000 \times 5/10 = 1.000.000$.

2° D'autre part, on a vu dans l'exemple précédent que la société financière était taxable du chef de sa succursale en France sur 900.000 francs. Cette somme doit être, suivant l'instruction ministérielle, l'objet d'une répartition proportionnelle à l'importance des produits revenant à chaque catégorie de titres ; le calcul donne pour les :

$$\text{Actions : } \frac{900.000 \times 5.000.000}{10.000.000} = 450.000 \text{ francs.}$$

$$\text{Obligations série A : } \frac{900.000 \times 3.000.000}{10.000.000} = 270.000 \text{ francs.}$$

$$\text{Obligations série B : } \frac{900.000 \times 2.000.000}{10.000.000} = 180.000 \text{ francs.}$$

Chacune des catégories de titres doit être imposée sur le revenu le plus élevé (1° ou 2°), soit :

Pour les actions : 500.000 ;

Pour les obligations série A : 270.000 ;

Pour les obligations série B : 1.000.000.

Les différents calculs que l'administration doit effectuer pour imposer les banques américaines à raison des agences qu'elles exploitent en France sont facilités par l'obligation à laquelle l'administration assujettit les banques américaines de fournir « soit le bilan spécialement dressé par l'établissement français, accompagné du compte de profits et pertes, soit, à défaut de bilan, une déclaration faisant connaître le montant des bénéfices effectivement réalisés par l'établissement ».

Banque américaine ayant une filiale française

L'article 6 de la convention franco-américaine dit : « Une société américaine ne sera pas assujettie aux prescriptions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, en raison d'une participation dans la gestion ou dans le capital ou à cause de toute autre relation avec une société française, si les dites société américaine et société française se conforment aux dispositions du présent article. Dans ce cas, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières continue à être perçu conformément à la législation française sur les dividendes, intérêts et tous autres produits dis-

tribués par l'entreprise française, mais il est en outre exigible, le cas échéant, et sous réserve des recours applicables en matière d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, sur les bénéfices que l'entreprise américaine retire de l'entreprise française dans les conditions prévues par l'article 4.

« Une société américaine qui veut bénéficier de la faculté prévue à l'alinéa précédent doit en faire déclaration au bureau de l'Enregistrement, conjointement avec la société française intéressée, dans les six mois de la prise de participation ou du commencement des relations de nature à entraîner l'application de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872. L'option est irrévocable ».

Cet article déroge à la jurisprudence, qui considère une filiale comme un bien exploité en France et qui, en conséquence, assujettit la société mère à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Dorénavant, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est dû sur les dividendes et tous autres produits distribués par la filiale et aussi sur les bénéfices que la banque américaine retire de sa filiale : or, ces bénéfices doivent être évalués indépendamment des transferts indirects de bénéfices qui ont pu avoir lieu entre la filiale française et la banque américaine ; l'article 4 prévoit en effet que : « lorsqu'une entreprise américaine, du fait de sa participation à la gestion ou au capital d'une entreprise française, fait ou impose à cette dernière, dans leurs relations commerciales ou financières, des conditions différentes de celles qui seraient faites à une tierce entreprise, tous bénéfices qui auraient dû normalement apparaître au bilan de l'entreprise française, mais qui ont été de la sorte transférés à l'entreprise américaine, sont, sous réserve des recours applicables en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, incorporés aux bénéfices imposables de l'entreprise française ».

L'administration française a obligé en conséquence les banques étrangères, sous peine des sanctions prévues par l'article 58 du Code des valeurs mobilières, à déclarer à la clôture de chaque exercice, le montant des profits indirectement transférés, dans les documents qu'elles déposent à l'Enregistrement.

Les banques américaines qui n'ont pas fait la déclaration prévue par l'article 6, qui n'ont par conséquent pas opté pour le régime de faveur, bénéficient cependant d'une situation privilégiée par rapport à celle des autres banques étrangères, situation qui est du reste la même que celle des banques italiennes.

Le dernier alinéa de l'article 6 prévoit en effet que « les sociétés

américaines qui n'ont pas fait la déclaration, et qui sont assujetties aux dispositions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, bénéficient des articles 27, 28, 29 de la loi du 31 juillet 1920 et de l'article 25 de la loi du 19 mars 1928 dans les mêmes conditions que les sociétés françaises ».

Cette disposition de l'article 6 accorde aux banques américaines plusieurs exemptions d'impôt dont le mécanisme a été exposé à l'occasion de l'étude du paragraphe 6° du protocole de la convention franco-italienne, étude à laquelle il suffit de se référer.

SECTION IV. — CONVENTIONS ET ARRANGEMENTS PASSES PAR LA FRANCE AVEC LES AUTRES PAYS

Outre la convention franco-italienne et la convention franco-américaine, la France a signé d'autres conventions avec l'Espagne, la Belgique et l'Allemagne.

Etant donné que le régime fiscal des succursales de banques en Espagne, en Belgique et en Allemagne n'ont pas fait l'objet d'une étude spéciale dans cet ouvrage, des indications sommaires suffisent pour montrer quelle est l'influence de ces conventions sur le droit français.

§ 1. — Arrangement franco-espagnol du 18 mai 1926

La France et l'Espagne ont conclu un arrangement à Madrid, le 18 mai 1926; il a été suivi d'un protocole du 7 août de la même année, et la ratification de la part de la France est intervenue par un décret du 31 août 1926 (1).

Cet arrangement ne modifie pas en France le régime fiscal des succursales de banques; son but était surtout d'améliorer le sort des succursales des sociétés françaises établies en Espagne et, en particulier, des succursales de banques qui y étaient soumises à un régime particulièrement défavorable.

En effet, les banques étrangères étaient soumises en Espagne à l'impôt sur le revenu de droit commun appelé « contributions financières »; mais, d'après la disposition onzième du tarif trois de la loi d'utilité, la quote minima qui devait leur incomber était de 3 % du capital affecté à la succursale espagnole et de 1 % du capital total de l'entreprise, déduction faite de la fraction de capital affecté à la succursale (2).

(1) J. O. 12 septembre 1926.

(2) Cahiers de droit étranger, *op. cit.*, tome II, page 29.

C'est pour mettre fin à l'application de cette disposition défavorable aux banques françaises, que l'arrangement a été contracté (1). Il pose tout d'abord en principe l'égalité de traitement fiscal entre les étrangers et les nationaux; si cette disposition ne changeait rien au droit français, elle aboutissait à abolir en Espagne l'impôt spécial sur les banques françaises dont il a été question.

Désormais, la taxation du capital ou des revenus sont régis dans les deux pays par l'arrangement, qui décide que chacune des hautes parties contractantes ne pourra imposer les sociétés de l'autre partie ou leurs filiales, succursales ou agences, que pour la partie de l'actif social qu'elles ont engagée sur son territoire, pour les biens qu'elles y possèdent, les traites qui y circulent, les revenus qui y sont produits, les affaires qui y sont conclues, et ne pourra leur appliquer un taux d'impôt supérieur à ceux qui sont appliqués aux sociétés nationales. Le principe de taxation prévu dans l'arrangement n'est donc pas très net; il ne se rattache pas à la notion d'établissement, mais semble plutôt se rallier à l'idée de la taxation des revenus dans le pays où ils ont leur source.

Mais l'idée qui semble dominer, c'est que le revenu doit être réparti proportionnellement à l'actif social engagé dans chacun des deux pays. Le droit fiscal espagnol, en effet, se sert d'une méthode fractionnaire de répartition des revenus pour la taxation des entreprises internationales, c'est pourquoi, à plusieurs endroits de l'arrangement, cette méthode de ventilation est mentionnée.

Les principes posés par l'arrangement franco-espagnol vont donc à l'encontre des principes de taxation du droit commun français. Mais, en pratique, rien n'est changé, car l'arrangement, tout en parlant à maintes reprises de la méthode de répartition fractionnaire, se réfère aux législations nationales pour la répartition des revenus.

Toutefois, si l'un des pays vient à employer la méthode fractionnaire, l'arrangement impose des règles précises.

(1) Les conventions internationales passées par l'Espagne avec différents pays avaient eu pour conséquence de désavantager les banques étrangères des pays n'ayant pas passé avec l'Espagne des conventions internationales, par rapport aux banques étrangères qui bénéficiaient d'accords spéciaux.

En conséquence, le décret royal du 26 novembre 1929 établit que la contribution des banques étrangères ayant des succursales dans le pays, serait proportionnelle aux bénéfices totaux de la banque, ou, s'il y avait lieu, à une fraction du capital total.

La fraction des bénéfices et du capital devait être déterminée par le « Jury des Utilités », de telle sorte que le pourcentage ne soit pas supérieur au rapport qui existe entre le montant des comptes courants des dépôts de la succursale espagnole et le montant total des comptes courants, et dépôts de la société de banque.

Pour les banques de dépôt, le pourcentage d'après lequel doit s'effectuer la répartition des revenus entre les établissements français et espagnols ne doit pas être supérieur au rapport entre le montant total des comptes courants à vue ou à terme et des dépôts bancaires que la banque possède dans le territoire sur lequel l'impôt doit être appliqué, d'une part, et le montant total des comptes courants et des dépôts bancaires généraux de la banque, d'autre part, quelles que soient les rubriques du bilan sous lesquelles ceux-ci peuvent être compris, si l'administration du pays qui applique l'impôt estime, en se fondant sur le caractère économique de ces dépôts, qu'ils doivent en totalité ou en partie être considérés comme des dépôts de ce genre.

L'arrangement définit immédiatement ce qu'il entend par « banques de dépôt » auxquelles ces dispositions sont applicables : les banques de dépôt sont des banques dont les principales opérations figurant au passif du bilan général de la banque sont constituées par des dépôts et comptes courants payables à vue ou dans les six mois, et dont les principales opérations figurant à l'actif sont constituées par des escomptes de traites et de billets à ordre, par des avances, tous exigibles à vue ou dans les six mois, ainsi que par des placements en fonds d'Etat.

Quand la banque considérée ne répond pas à cette définition, le pourcentage est calculé par la comparaison des capitaux, des actifs, des chiffres d'affaires, des bénéfices totaux et partiels, ou par une combinaison quelconque de tous ces facteurs.

Il est évident que ces dispositions relatives à la répartition fractionnaire des revenus sont surtout à l'usage de l'administration espagnole. Restées facultatives, elles ne contribuent en rien à éviter la double imposition des revenus tirés des succursales de banques, due à la différence des méthodes de ventilation; le revenu de la succursale française d'une banque espagnole, déterminé en France par la méthode de droit commun, par la méthode de la comptabilité séparée, peut être inférieur ou supérieur à celui que fait ressortir l'application du pourcentage déterminé par l'administration espagnole au montant total du revenu global de la banque.

Les autres dispositions de l'arrangement déterminent les modalités de la production des documents nécessaires à l'établissement de l'imposition et les recours dont peut bénéficier la banque contre la fixation du pourcentage applicable dans le cas de répartition des revenus suivant la méthode fractionnaire.

§ 2. — Convention franco-belge

La convention franco-belge a été signée le 16 mai 1931, et approuvée par le Parlement français par une loi du 13 juillet 1933.

Cette convention a beaucoup d'analogie avec la convention franco-italienne.

Il convient de donner un aperçu des difficultés rencontrées dans la taxation des succursales françaises de banques belges.

La législation belge comporte, comme en France, un certain nombre d'impôts cédulaires sur le revenu. Les banques sont atteintes, en particulier, par la taxe professionnelle qui correspond à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux français, et par la taxe mobilière, qui est un impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

Taxe professionnelle

La taxe professionnelle frappe d'une part les revenus de tous les biens mobiliers, et immobiliers, produits ou recueillis en Belgique, alors même que le bénéficiaire n'y a pas de domicile, et, d'autre part, les revenus de toute personne domiciliée en Belgique, quelle que soit la source du revenu. La loi belge unit donc au principe de la source, celui du domicile.

En conséquence, une banque belge ayant une succursale en France doit acquitter l'impôt belge sur l'ensemble de ses bénéfices, même sur ceux qui sont réalisés par son établissement français et qui supportent, en France, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Il y a donc double imposition des bénéfices réalisés par la succursale.

Au contraire, si une banque française établit une succursale en Belgique, il n'y a pas de double imposition, car les bénéfices de la succursale sont frappés par l'impôt belge, mais exonérés de l'impôt français, si la succursale peut être considérée comme un établissement.

Une deuxième caractéristique de la taxe professionnelle, qui la distingue de l'impôt français sur les bénéfices industriels et commerciaux, c'est que cette taxe n'impose pas le bénéfice qui excède le montant des distributions effectuées par la société.

Taxe mobilière

En ce qui concerne la taxe mobilière, elle atteint le produit des

titres et des créances et, d'une manière générale, toutes les distributions de revenu. L'impôt est perçu à la source. En conséquence, une banque belge qui a une succursale en France est taxée en Belgique sur l'ensemble de ses distributions par la taxe mobilière, et en France sur une quote-part de ces mêmes distributions, déterminée d'après la quotité imposable fixée par le ministre des Finances, pour la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Les questions de doubles impositions que devait résoudre la convention franco-belge étaient donc plus difficiles que celles qu'a résolues la convention franco-italienne. Une solution à ces problèmes s'imposait d'autant plus que le taux de la taxe professionnelle est progressif.

Imposition des bénéfices

En ce qui concerne les bénéfices industriels et commerciaux, le principe est la taxation par établissement.

Imposition du revenu des capitaux mobiliers

En ce qui concerne les revenus des capitaux mobiliers, la convention franco-belge, comme la convention franco-italienne, prescrit l'imposition des « revenus des fonds publics, des obligations, des prêts, des dépôts et comptes de dépôts, et de toutes autres créances... dans celui des deux Etats où se trouve le débiteur de ces revenus » (art. 4, § 1^{er}).

La succursale française d'une banque belge est donc imposable en France sur tous les revenus dont elle est débitrice, soit envers le siège ou un autre établissement de la banque, soit envers des tiers.

Les revenus des actions ou des parts sont taxables d'après l'article 5 dans le pays où se trouve le siège social de la banque. Les articles 4 et 5 apportent des modifications fondamentales à la législation française (comme du reste à la législation belge) ; aussi, les négociateurs ont-ils inséré dans la convention un article 6 qui déroge au principe posé par les articles 4 et 5.

D'après l'article 6, l'administration française peut continuer à taxer les revenus des valeurs mobilières d'une banque belge ayant des succursales en France, d'après les prescriptions de la législation générale, à condition de précompter, sur l'impôt qu'elle perçoit, celui qui a été payé en Belgique sur le même revenu.

Les modalités d'application de cette règle sont contenues dans les paragraphes 3 et 4 du même article.

Paragraphe 3 : « En ce qui concerne la Belgique, et pour autant que le taux général de la taxe mobilière sur les valeurs étrangères ne dépasse pas 12 %, cet impôt ne sera pas perçu sur le revenu des valeurs françaises encaissées par des personnes domiciliées en Belgique; au cas où le taux excéderait 12 %, il sera diminué de 12 ».

Paragraphe 4 : « En ce qui concerne la France, le taux général de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères sera diminué de 12 pour les valeurs belges abonnées et non abonnées ».

En conséquence, une banque belge ayant une succursale en France, et étant par conséquent taxée suivant une quotité imposable à raison de ses biens, acquitte l'impôt sur le revenu des valeurs mobilière au taux réduit de 12 % (24—12), ainsi que sur le revenu des titres qu'elle a fait abonner en France; les porteurs de titres non abonnés ne payeront l'impôt qu'au taux de 18 %. Il en est ainsi pour une banque française ayant une filiale en Belgique, et qui touche le revenu de sa participation, dont les titres représentatifs sont le plus souvent soumis au régime des valeurs mobilières non abonnées.

En ce qui concerne l'assiette de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, la convention franco-belge pose la même règle que celle qui a été étudiée dans l'article 11 bis de la convention franco-italienne. Ce sont du reste, on s'en souvient, les dispositions de l'article 8 de la convention franco-belge qui ont provoqué la rédaction de l'article 11 bis et son adjonction dans un avenant du 16 novembre 1931 à la convention franco-italienne.

Le § 1^{er} de l'article 8 pose le principe d'un maximum de perception, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers français : les banques belges ayant des succursales en France ne peuvent être assujetties à l'impôt que dans la mesure des bénéfices effectivement réalisés en France.

Le § 2 de l'article 8 conduit à exonérer les banques belges ayant des filiales en France, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, qu'elles acquittaient antérieurement à raison des biens qu'elles étaient censées exploiter en France.

Enfin, le § 3 permet aux banques françaises ayant des succursales en Belgique de demander à bénéficier du régime des sociétés belges.

Droits d'enregistrement

La convention franco-belge comporte une particularité qui ne se trouve ni dans la convention franco-italienne, ni dans la con-

vention franco-américaine : elle règle, en effet, dans son article 14, la question des droits d'enregistrement sur les actes que les sociétés de l'un ou l'autre des deux pays doivent faire enregistrer au moment de l'établissement dans le pays d'une succursale ou d'un siège.

§ 2 : « Le taux du droit d'enregistrement.... sur les actes portant constitution de société, augmentation de capital social ou prorogation de société, ne peut dépasser le taux applicable aux sociétés nationales ».

Le § 3 met un maximum au droit d'enregistrement à acquitter : l'assiette du droit ne doit pas dépasser 1/25 du capital social; son montant ne doit pas excéder 50.000 francs belges. Si la société ne possède, dans l'Etat dont elle relève par sa nationalité, aucun établissement, le droit est liquidé sur la moitié du capital social.

Le droit liquidé de cette manière exclut toutes les autres perceptions perçues normalement par l'enregistrement à raison des dispositions concernant des engagements contractés par la société envers les associés, les conventions entre la société et ses administrateurs, le versement prescrit par la loi commerciale pour les constitutions de sociétés anonymes.

Le § 3 de la deuxième partie du protocole final précise que les dispositions de l'article 14 (§ 4) ne visent pas le droit de mutation exigible en France en cas d'apport à titre onéreux de biens français.

§ 2. — Convention franco-allemande

Une convention destinée à éviter les doubles impositions a été signée par la France et l'Allemagne, le 9 novembre 1934, mais aucune ratification n'est intervenue jusqu'à ce jour; en conséquence, cette convention ne représente qu'un projet et ne modifie pas le régime fiscal des succursales de banques au regard du droit français. Les succursales françaises de banques allemandes restent soumises au régime de droit commun.

Du reste, le texte de la convention se rapproche de celui des conventions précédemment étudiées; il consacre le principe de la territorialité en matière d'impôt sur les bénéfices et il admet, du point de vue de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, les mêmes restrictions que la convention belge (maximum de perception de l'impôt à raison d'une succursale exploitée en France, non-imposition de la banque allemande à raison de sa filiale française).

CHAPITRE III

**Effets des conventions internationales passées
par la Grande-Bretagne, l'Italie, les Etats-Unis et la Suisse
sur l'imposition des succursales de banques dans ces différents pays**

SECTION I

CONVENTIONS PASSEES PAR LA GRANDE-BRETAGNE

§ 1. — Convention anglo-espagnole du 27 juin 1924

Cette convention est du même type que la convention franco-espagnole de 1926. Elle accorde l'équivalence fiscale aux banques originaires des deux pays. A la différence de la convention française, la convention anglo-espagnole contient la clause de la nation la plus favorisée. On y retrouve les mêmes dispositions relatives à la répartition des revenus.

Du point de vue anglais, le régime fiscal des succursales de banques n'est donc pas affecté par la convention.

Toutefois, à la différence des banques françaises ayant des succursales en Espagne, les banques anglaises qui travaillent dans les mêmes conditions peuvent être soumises, en vertu de la disposition onzième du tarif III de l'article 4 de la loi espagnole des Utilités, à une taxe n'excédant pas le quart pour mille de leur capital social, nominal et réserves, déduction faite du capital et des réserves affectées aux succursales établies en Espagne (1).

§ 2. — Convention anglo-suédoise du 6 juillet 1931

La convention anglo-suédoise conduit à exempter les banques suédoises qui ne sont pas considérées comme résidentes en Grande-Bretagne, de l'income tax anglais sur les bénéfices « réalisés

(1) Cahiers de droit étranger, *op. cit.*, tome II, page 34.

directement ou indirectement, soit par une succursale ou un bureau dans le Royaume Uni, soit par une agence dans ce pays, lorsque l'agent possède et exerce habituellement des pouvoirs généraux pour la négociation et la conclusion des contrats ».

Le principe posé par la convention anglo-suédoise est entièrement différent de celui qui est inscrit dans les autres conventions précédemment étudiées. Au lieu de taxer la banque étrangère qui a une succursale dans le pays à raison de l'établissement stable qu'elle y possède, la Suède et l'Angleterre se rallient au principe de la taxation au domicile.

C'est ainsi qu'une banque considérée comme résidente en Suède, est imposée en Suède sur la totalité de ses bénéfices, mais est exempte en Angleterre de l'income tax, à raison des revenus qu'elle tire d'une succursale située dans le pays.

Le principe de taxation posé par la convention écarte tout danger de double imposition; il n'en serait autrement que si la définition de la résidence dans les deux pays n'était pas la même, et que s'il était possible de considérer la banque envisagée comme résidente à la fois dans les deux pays. Pour éviter ce danger, la convention, dans son article 3, pose qu'il faut considérer comme résidentes dans l'un ou l'autre pays, les sociétés dont la direction et le contrôle s'effectuent dans le pays.

La convention anglo-suédoise apporte une dérogation importante au droit anglais; en effet, elle supprime l'imposition en Angleterre des banques suédoises non résidentes qui y ont une source de revenu. Cette dérogation peut aboutir à des situations assez pittoresques : ainsi, si on suppose qu'une banque norvégienne et une banque suédoise ont en Angleterre une succursale commune, la banque norvégienne devra payer l'income tax anglais sur la fraction du bénéfice qui lui revient ; au contraire, la banque suédoise est totalement exonérée en vertu de la convention.

Autres conventions du même type que la convention anglo-suédoise

L'Angleterre a signé avec la Suisse le 17 octobre 1931, avec la Finlande le 21 février 1935, avec la Hollande le 6 juin 1935, des conventions en tous points analogues à la convention anglo-suédoise, à laquelle il suffit de se reporter.

SECTION II. — CONVENTIONS PASSEES PAR L'ITALIE

§ 1. — Convention italo-espagnole du 28 novembre 1927

Cette convention est une reproduction de la convention franco-espagnole. Elle ne modifie en rien le régime fiscal des succursales de banques en Italie, mais améliore la situation fiscale des succursales espagnoles des banques italiennes.

§ 2. — Convention franco-italienne

On a déjà étudié l'effet de la convention franco-italienne sur le régime fiscal des succursales de banques en France ; il s'agit de voir maintenant quelles sont ses conséquences sur le régime fiscal des banques en Italie.

Les dispositions contenues dans la convention, il faut le remarquer dès maintenant, dérogent beaucoup moins à la législation italienne de droit commun qu'à la législation française.

Imposition des bénéfices

En vertu de la convention, une banque française ayant une succursale en Italie, répondant à la définition de l'établissement stable, est imposée au titre de l'impôt sur la richesse mobilière, à raison des bénéfices réalisés par la succursale. Inversement, une banque italienne n'est pas imposée en Italie pour les bénéfices qu'elle réalise par l'intermédiaire d'une succursale française.

L'article 6 ne change donc rien au régime fiscal de droit commun.

Toutefois, on pourrait peut-être entrevoir dans cet article une légère dérogation : en effet, le droit commun italien n'exonère la succursale française d'une banque italienne que si la succursale possède une comptabilité séparée (décret du 12 août 1927). Or, la convention, dans la définition qu'elle donne de l'établissement stable, ne parle à aucun moment de la comptabilité.

Il faut donc en conclure que le régime établi par la convention est avantageux pour la banque italienne qui possède une agence en France qui ne tient pas de comptabilité séparée ; dans ce cas, en effet, la convention a pour conséquence d'obliger l'administration italienne à ne pas taxer les bénéfices résultant de la succur-

sale, tandis que ces bénéfices auraient dû être, en vertu du droit commun, compris dans le revenu taxable.

Imposition des revenus des capitaux mobiliers

En ce qui concerne les revenus des capitaux mobiliers, par application des articles 4 et 5 de la convention, les banques françaises sont redevables de l'impôt italien sur les revenus des prêts, des dépôts et comptes de dépôts et de toutes autres créances dépendant de leurs succursales italiennes. Inversement, les banques italiennes sont exonérées en Italie à raison des revenus payés par leurs succursales françaises. Tant que l'Italie n'a pas eu d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, les articles 4 et 5 n'ont apporté aucun changement au régime fiscal des succursales de banques en Italie.

Mais le paragraphe 7° *in fine* du protocole éclairant les conditions d'application de l'article 11 de la convention, prévoyait que « si l'Italie venait à créer un impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères, cet impôt ne serait perçu qu'après déduction de l'imposition acquittée en France ».

Cette éventualité s'étant réalisée, l'impôt perçu en France sur les revenus des titres étrangers également taxés en Italie est imputé sur l'impôt à percevoir en Italie.

Autre convention

du même type que la convention franco-italienne

L'Italie a conclu avec la Belgique, le 11 juillet 1931, une convention sur le même modèle que la convention franco-italienne. Il suffit donc de se référer aux effets de cette dernière convention.

§ 3. — Convention italo-tchèque du 1^{er} mars 1924

Imposition des bénéfices

La convention intervenue entre l'Italie et la Tchécoslovaquie pose, en ce qui concerne la taxation des bénéfices industriels et commerciaux, le principe de l'imposition par établissement stable. « Si l'entreprise a son siège ou son établissement principal dans l'un des Etats contractants, et un ou plusieurs établissements dans l'autre, chacun des Etats appliquera l'impôt sur la partie de son revenu provenant de l'activité des établissements

situés sur son territoire ». En dehors de cette règle, aucune méthode de ventilation des revenus n'est imposée, et la convention se borne à prévoir que les administrations fiscales peuvent exiger des entreprises établies dans les deux pays des bilans généraux et spéciaux.

Ces dispositions n'apportent donc aucune modification à la législation italienne. (Le décret du 12 août 1927 n'a donc jamais eu de conséquence pratique dans la taxation des succursales tchèques de banques italiennes).

Imposition des revenus des capitaux mobiliers

Au contraire, l'article 2 pose un principe spécial qui distingue nettement la convention italo-chèque des autres conventions étudiées jusqu'à présent.

En effet : « L'impôt qui frappe le revenu provenant de l'utilisation de capitaux est appliqué par l'Etat dans lequel le créancier a son domicile ». C'est le principe inverse de celui qui est inscrit dans la convention franco-italienne, par exemple. Mais les dérogations que la convention italo-tchèque apporte immédiatement à la règle font retrouver pratiquement, en ce qui concerne l'imposition des banques, le principe de la taxation des revenus mobiliers dans le pays débiteur.

En effet, l'article 2 excepte de la règle posée plus haut, d'une part les revenus des créances hypothécaires qui, comme ceux des biens immobiliers, doivent être imposés dans le pays où l'immeuble est situé, et, d'autre part, les intérêts des titres émis par les personnes morales régulièrement constituées suivant la législation intérieure de l'un des deux pays, et les « intérêts des titres émis par des sociétés par actions, des banques ou d'autres établissements de crédit », intérêts qui doivent être taxés par l'Etat dans lequel se trouve la société débitrice.

Cette même dérogation est admise pour l'application de « l'impôt qui frappe les intérêts des dépôts d'épargne ou en compte courant auprès des banques et autres établissements de crédit. Si la banque ou l'établissement de crédit a son siège principal dans l'un des deux Etats contractants, et s'il a une ou plusieurs succursales dans l'autre Etat contractant, la partie des impôts due par les succursales revient à l'Etat dans lequel sont situées ces dernières ».

Mais la convention italo-tchèque ne pose aucune réglementation analogue à celle de l'article 11 de la convention franco-ita-

lienne. En conséquence, l'Italie doit renoncer purement et simplement à percevoir l'impôt italien quand les revenus désignés dans la deuxième exception de l'article 2 sont imposables en Tchécoslovaquie.

Autres catégories de revenus

Quant aux revenus autres que les revenus immobiliers, les revenus des capitaux mobiliers et les bénéfices, ils sont attribués par la convention à la juridiction fiscale dans laquelle se trouve le siège social de la société.

Imposition de la fortune

Les articles 7 et 8 prévoient que si un prélèvement unique sur la fortune est effectué, ou que s'il vient à être institué un impôt sur l'accroissement de la fortune ou un impôt permanent sur la fortune, dans l'un ou l'autre des deux Etats, les éléments de la fortune devront être répartis suivant les principes posés pour la répartition des revenus provenant de ces éléments.

Ces articles ont le caractère de disposition éventuellement applicables et restent sans influence sur la législation italienne, qui ne comprend pas d'impôt sur la fortune.

Enfin, les administrations fiscales des deux pays s'engagent à régler à l'amiable les difficultés d'application de l'impôt en raison des différences de principes fiscaux, et il est donné au redevable doublement imposé un recours devant l'administration de son pays qui doit régler la question en équité avec l'administration de l'autre pays.

Autres conventions

du même type que la convention italo-tchèque ..

Les mêmes remarques seraient à faire sur l'application des conventions italo-hongroises du 25 novembre 1925 et italo-allemande du 31 octobre 1925.

SECTION III. — CONVENTION PASSEE PAR LES ETATS-UNIS AVEC LA FRANCE

La convention franco-américaine de 1932 semble avoir exigé plus de sacrifices de la part de la France que de la part des Etats-Unis. Cependant, la convention a sensiblement modifié les prin-

cipes qui sont à la base de l'imposition des succursales de banques en Amérique, si toutefois elle n'en a pas allégé la taxation.

L'article 3 de la convention subordonne en effet la taxation des succursales de banques en Amérique à l'existence d'un établissement stable ; or, on a vu que le droit commun faisait dériver l'assujettissement à l'impôt de deux notions : celle du domicile entendu d'une certaine façon, et celle de la source.

Succursales américaines de banques françaises

Soit une banque étrangère au regard de l'impôt fédéral, c'est-à-dire une banque qui n'est constituée ni conformément à la loi fédérale, ni conformément à la loi d'un Etat particulier ; si cette banque effectue des opérations aux Etats-Unis, elle doit être imposée en vertu du droit commun à raison de tous les revenus qui ont été tirés de sources américaines ; c'est-à-dire non seulement à raison des revenus que la banque tire d'une succursale établie en Amérique, mais aussi à raison des revenus que la banque tire directement, sans passer par l'intermédiaire de sa succursale étrangère, de sources situées dans les Etats-Unis.

En conséquence, la convention aboutit à priver l'administration fédérale de l'impôt qu'elle aurait perçu à raison de cette seconde catégorie de revenus ; en effet, seuls les bénéfices retirés d'un établissement stable situé dans le pays doivent être taxés.

Mais, d'autre part, la convention franco-américaine fait gagner au fisc des Etats-Unis, le montant de l'impôt relatif aux revenus réalisés par l'établissement situé en Amérique et qui sont tirés de l'étranger, revenus qui, en vertu du droit commun, ne devaient pas être compris dans les bases de l'imposition puisqu'ils ne proviennent pas de sources situées aux Etats-Unis.

Exemple : une banque française a une succursale en Amérique.

Cette succursale réalise un bénéfice de 1.000.000 dollars. D'après la convention, c'est cette somme qui doit être imposée.

D'après le droit commun, c'est aussi cette somme si tous les revenus que la banque française tire de sa succursale ont leur source dans les Etats-Unis et si, d'autre part, la banque ne tire aucun revenu des Etats-Unis sans passer par l'intermédiaire de sa succursale.

Soit 300.000 dollars, les revenus que la succursale tire par exemple d'une sous-agence située au Canada et 100.000 le revenu que la banque tire directement des Etats-Unis. En vertu du droit commun, l'income tax eût été applicable sur :

$$1.000.000 - 300.000 + 100.000 = 800.000 \text{ dollars.}$$

Succursale française de banque américaine

Si, au contraire, il s'agit d'une banque américaine ayant une succursale en France, l'administration fédérale doit, en vertu de la convention, taxer la banque américaine uniquement sur les établissements qu'elle possède aux Etats-Unis, au lieu de la taxer sur son revenu global, et d'imputer sur le montant de l'impôt ainsi calculé l'impôt perçu sur le revenu tiré de l'étranger, en vertu de l'article 131 du Revenu Act.

Exemple : une banque américaine a une succursale en France. Cette succursale réalise 1.000.000 dollars de bénéfices imposables.

1° *Taxation d'après la convention franco-américaine* : le bénéfice de la succursale est entièrement exonéré de l'income tax.

Voici comment ce bénéfice aurait été taxé aux Etat-Unis en vertu du droit commun.

2° *Taxation d'après le droit commun* : le bénéfice de la succursale française aurait dû entrer dans le bénéfice global de la banque américaine, et c'est ce bénéfice global qui aurait été assujéti à l'income tax à 15 % (1).

Mais, en vertu de la section 131, on se souvient qu'il peut être imputé sur l'impôt dû en Amérique, l'impôt dû ou acquitté à l'étranger sur le même revenu dans les limites d'un maximum. Ce maximum est dans l'exemple choisi :

$$1.000.000 \times 15 : 100 = 150.000 \text{ dollars (2).}$$

1^{er} *Cas* : La banque américaine doit donc payer au fisc français 14 % au titre des bénéfices industriels et commerciaux, soit 140.000 dollars (expression en dollars de l'impôt payé en France).

D'autre part, en tant que fraction du revenu soumis à l'income tax fédéral, le bénéfice de la succursale supporte l'impôt de 15 %, soit 150.000 dollars.

Après imputation de l'impôt français sur l'impôt américain (l'imputation totale est possible puisque le maximum est de 150.000 dollars), il reste au fisc américain 10.000 dollars.

Conclusion : l'application de la convention américaine fait perdre au trésor des Etats-Unis la somme de 10.000 dollars.

(1) On suppose que la banque américaine répond à la définition donnée par la section 104 du Revenu Act de 1936.

(2) Voir ci-dessus, page 246 en note.

2° Cas : *La succursale française est une filiale* : on a vu plus haut (1) que la banque américaine qui touche les dividendes de sa filiale est réputée avoir acquitté une quote-part des impôts de toute nature payés par la filiale en France (section 131 Revenue Act).

Si on suppose que le bénéfice global de la filiale est de 2.000.000 de dollars, et le dividende distribué de 1.000.000, la quote-part en question est, dans l'exemple choisi, 530.000 dollars (2). Cette fraction d'impôt réputée payée par la banque américaine n'est imputable qu'à concurrence de 150.000 dollars (maximum d'imputation) sur le montant de l'income tax fédéral qui est aussi égal à 150.000 dollars.

Conclusion : l'application de la convention franco-américaine donne le même résultat que la taxation de droit commun.

SECTION IV. — CONVENTIONS PASSEES PAR LA SUISSE

§ 1. — Convention helvético-britannique du 17 octobre 1931

Il en a été question dans le paragraphe consacré aux conventions passées par l'Angleterre ; du point de vue suisse, la convention de 1931 apporte de profondes modifications aux principes de taxation du droit commun suisse.

On a vu, en effet, qu'une banque étrangère ayant une succursale en Suisse est imposée sur les bénéfices réalisés par sa succursale d'après une méthode fractionnaire de répartition des revenus, qu'inversement une banque ayant son siège dans un canton suisse est redevable dans ce canton de l'impôt sur le revenu, sur la totalité de son bénéfice, sous réserve des dégrèvements que le canton peut accorder à raison des revenus tirés d'une succursale étrangère.

En conséquence, la convention helvético-britannique de 1931 aboutit à faire renoncer le canton dans lequel se trouve la succursale d'une banque anglaise à l'impôt que celui-ci pouvait légitimement prélever sur les bénéfices de cette succursale, mais par contre, à attribuer au canton dans lequel se trouve le siège d'une banque qui a sa succursale en Angleterre, l'imposition de la tota-

(1) Voir ci-dessus, page 247 en note.

(2) Le taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux étant de 14 %, celui de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, 24 %.

lité du bénéfice que cette banque réalise non seulement en Suisse mais aussi en Angleterre, et à faire disparaître dans ce cas la possibilité de dégrèvements sur les revenus tirés de l'établissement anglais.

Si une banque anglaise et une banque française ont une succursale commune en Suisse, la convention conduit le canton dans lequel est établie la succursale à ne pas taxer la fraction de bénéfice revenant à la banque anglaise, mais au contraire à percevoir, d'après la méthode de droit commun, l'impôt sur le revenu que la banque française tire de sa succursale suivant le pourcentage que représente l'activité de la succursale, dans l'activité totale de la banque française.

Inversement, une banque suisse, ayant à la fois des succursales en France et en Angleterre, doit être taxée sur l'ensemble des bénéfices qu'elle réalise, déduction faite, si le canton dans lequel la banque a son siège en accorde, des dégrèvements relatifs aux revenus tirés de la succursale française.

Dans ces cas très complexes, la difficulté principale que rencontre le fisc helvétique, c'est de discerner dans le revenu global de la banque, les différentes catégories qui sont soumises à un régime particulier.

Enfin, il convient de remarquer que dans la convention rien n'est prévu en ce qui concerne l'application de l'impôt sur la fortune. Il en est certainement ainsi parce que l'Angleterre ne possédant pas d'impôt sur la fortune et n'en prévoyant pas l'institution, a jugé inutile d'insérer dans la convention des dispositions s'y rapportant.

Le fait que l'imposition de la fortune des banques exploitant à la fois en Suisse et en Angleterre reste soumise au droit commun, conduit à une disparité dans les modèles d'application de l'impôt sur la fortune et de l'impôt sur le revenu, l'un étant réparti suivant une méthode fractionnaire entre les deux pays, l'autre étant attribué en totalité au pays dans lequel la banque est effectivement contrôlée.

§ 2. — Convention helvético-allemande du 15 juin 1931

La convention intervenue entre la Suisse et l'Allemagne en 1931 a beaucoup d'analogie avec la convention italo-tchèque précédemment étudiée.

Pour les bénéfices, elle prévoit l'imposition dans le pays où est

situé l'établissement stable qui les réalise, et les mêmes règles sont étendues à l'imposition actuelle ou éventuelle de la fortune.

Cependant, pour l'imposition du revenu des capitaux mobiliers, si le principe est le même que dans la convention italo-tchèque, son expression diffère sensiblement : l'article 6 prévoit en effet « que les valeurs mobilières et leurs revenus ne seront imposées que dans l'Etat où le contribuable a son domicile.

« Lorsque dans l'un des deux Etats, l'impôt sur le revenu des capitaux acquis dans le pays même est perçu par la voie de retenue (à la source), le droit de procéder à cette retenue ne sera pas affecté par la stipulation du premier alinéa. »

Or, on sait que le procédé du stoppage à la source est inconnu en Suisse en ce qui concerne l'impôt sur le revenu. Cette disposition conduit donc à ce que cette catégorie de revenu ne soit taxée en Suisse que lorsque l'établissement créancier y est établi.

Le deuxième alinéa de l'article 6 est du reste assez ambigu ; étant donné que la convention est destinée à éviter la double imposition d'une part, que dans ces conditions on ne peut supposer que l'un des Etats ait le droit de retenir l'impôt à la source tandis que l'autre puisse taxer le revenu au siège de l'établissement créancier, et puisque la convention ne prévoit pas de système d'imputation analogue à celui de l'article 11 de la convention franco-italienne, il faut en conclure que la convention aboutit à priver la Suisse de la perception de l'impôt dans un grand nombre de cas.

Soit un revenu produit en Allemagne, et dont l'établissement de banque suisse est déficitaire. Si l'impôt est perçu à la source, en Allemagne, le fisc suisse ne touche rien. Si on suppose au contraire, un revenu productif en Suisse au bénéfice d'un établissement allemand, l'impôt n'étant jamais retenu à la source, et la convention prévoyant l'attribution de l'impôt au domicile du créancier, le fisc suisse ne perçoit rien non plus dans ce cas.

Il est inutile de revenir sur les autres dispositions de la convention, ces dispositions étant identiques à celles qui sont prévues dans la convention italo-tchèque.

§ 3. — Convention helvético-autrichienne du 24 octobre 1927

Cette convention a été signée par la République fédérale suisse au nom du canton de Saint-Gall. Elle présente les mêmes traits caractéristiques que la convention helvético-allemande. Mais elle comporte une clause par laquelle les autres cantons peuvent adhé-

rer, soit à toutes les clauses de la convention, soit seulement à certaines de ces clauses, attendu que dans ce cas, l'Autriche se réserve de traiter les sociétés du canton considérée par voie de réciprocité (1).

(1) La réunion récente de l'Autriche à l'Allemagne conduira sans doute à l'application pure et simple de la convention Helvetico-Allemande du 15 juin 1931 aux banques qui possèdent des établissements à la fois en Suisse et en Autriche.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, il convient de jeter un coup d'œil en arrière et d'apprécier les différents régimes fiscaux auxquels sont soumises les succursales de banques en France, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Etats-Unis et en Suisse.

Les problèmes envisagés ne sont en somme qu'un aspect spécial du problème beaucoup plus général de la taxation des sociétés nationales et étrangères : cependant, ils méritent un examen particulier parce que les conditions d'établissement et d'exploitation des établissements de banque présentent des caractères distincts de celles des autres entreprises commerciales.

Il semble donc, en somme, que deux faits se dégagent du régime actuel des succursales de banques dans les cinq pays étudiés, c'est d'abord la lourdeur souvent excessive de la charge d'impôts que les banques ont à supporter à raison de l'ouverture et du fonctionnement de leurs succursales. C'est ensuite l'absence à peu près complète à l'heure actuelle de solutions apportant un remède aux difficultés exposées dans l'imposition des succursales de banques.

En ce qui concerne le premier point, il faut considérer que l'importance des charges fiscales dont souffrent les banques et leurs succursales sont moins le résultat du désir de surtaxer cette catégorie d'entreprises, que la conséquence de la nécessité impérieuse dans laquelle se trouvent actuellement les budgets des cinq pays envisagés, de subvenir à des dépenses sans cesse croissantes, causées particulièrement par la multiplication des lois sociales et la course aux armements.

C'est pourquoi, au cours de ces dernières années, a-t-on assisté à l'augmentation des tarifs des impôts existants, d'une part, à la création de nouveaux impôts, d'autre part : en France, aux Etats-Unis, les réserves ont été assujetties à des taxations plus ou moins sévères ; en Italie sont nés un impôt extraordinaire sur les distributions, un impôt sur le revenu des titres au porteur. En Suisse, la contribution fédérale de crise a fait sentir ses effets jusqu'au commencement de l'année actuelle. Seul le législateur anglais n'a

pas éprouvé le besoin d'allonger la liste des impositions qui incombent aux banques.

Il semble que, si on devait opérer le classement des cinq pays étudiés, dans l'ordre des charges fiscales décroissantes, la France tiendrait la première place à cause de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières qui se superpose à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et en particulier en raison de son application d'après une base forfaitaire et nécessairement injuste, aux banques étrangères qui possèdent en France une agence ou une filiale. A ces inconvénients de la législation fiscale française, il faut ajouter la rigueur et l'étendue du droit de communication auquel sont assujetties les banques et les succursales de banques situées en France.

A l'inverse, la dernière place du classement proposé devrait être occupée, semble-t-il, par la Suisse. Ce pays dépourvu de richesses naturelles a toujours mis au premier rang de ses préoccupations, la recherche des moyens propres à développer les transactions commerciales sur le territoire national ; aussi la législation suisse est-elle favorable aux entreprises étrangères, et ce caractère est particulièrement marqué dans la taxation de faveur des sociétés holding ayant leurs sièges en Suisse, mais exploitant des filiales à l'étranger.

L'afflux de capitaux qui est résulté du libéralisme de la législation suisse et aussi, il faut le dire, de l'insécurité et des charges de toutes natures qui chassaient les capitaux des autres pays, a pris une importance telle, que la Banque Nationale a suggéré aux établissements financiers un « gentlemen's agreement » qui tendait à pénaliser les capitaux étrangers réfugiés en Suisse. Il se pourrait, donc, si une tendance de ce genre persistait, que la Suisse se départisse de son libéralisme à l'égard des succursales de banques étrangères.

La deuxième constatation qu'il est possible de relever au cours de l'étude du régime fiscal des succursales de banques dans les cinq pays considérés, c'est l'absence de solutions aux difficultés auxquelles se heurte l'imposition des succursales.

Malgré la conclusion des conventions internationales, et l'incidence des mesures internes de la part de certains Etats, le danger des doubles impositions subsiste.

Rien n'a été fait pratiquement pour en supprimer la cause profonde, qui est la disparité des législations nationales, la diversité des principes de taxation ; un minimum d'unité serait cependant désirable en cette matière.

Sans doute, les conventions bilatérales ont-elle délimité la juridiction fiscale de chaque Etat signataire. Mais il ne faut pas oublier que ces conventions sont peu nombreuses, que même lorsqu'elles sont signées, elles ne s'appliquent pas toujours faute de ratifications.

Même ratifiées, les conventions internationales actuellement passées entre les Etats n'apportent qu'un remède partiel au problème des doubles impositions : elles laissent subsister les superpositions d'impôts internes, et se bornent à étendre à l'autre Etat contractant les mesures — lorsqu'il en existe en cette matière — accordées par l'un des Etats aux sociétés indigènes.

En ce qui concerne les doubles impositions internationales elles-mêmes, toutes les difficultés sont loins d'être surmontées : aucun accord ne pose de principe de ventilation des éléments taxables, entre les différentes juridictions fiscales.

A cet égard, il convient de remarquer que, parmi les législations des cinq pays étudiés, seule la législation fédérale des Etats-Unis (et celle de la plupart des Etats particuliers), contiennent des dispositions relatives à la ventilation des revenus imposables, et que la législation fédérale suisse est seule à interdire expressément les doubles impositions, tout au moins en matière intercantonale.

La persistance des doubles impositions fait perdre une partie de sa valeur au principe posé dans les cinq Etats, de l'équivalence des taxations des sociétés nationales et étrangères, et du point de vue particulier des sociétés de banques, il en résulte les conséquences qui dérivent, d'une manière générale, des mesures entravant sur le territoire national l'établissement des succursales de banques étrangères.

Aussi bien, la solution des difficultés auxquelles donne lieu l'imposition des succursales de banques ne semble pas devoir être trouvée dans un avenir prochain. Elle est en effet liée à l'évolution générale de l'économie. On a vu comment la double imposition, difficulté principale en la matière, avait ses origines dans les divergences des législations nationales : il ne semble pas que l'évolution pousse à l'heure actuelle vers l'unification. Bien au contraire, l'autarcie croissante dans laquelle se confinent les Etats accentue toujours plus profondément les différences entre les conditions de la vie économique et sociale dans les différents pays et contribue par conséquent à augmenter les divergences qui existent déjà entre leurs législations internes.

Loin de favoriser le développement des succursales de ban-

ques, la situation mondiale actuelle conduit donc à en restreindre progressivement le nombre. La diminution des transactions internationales et même nationales leur enlève une partie de leur raison d'être. L'exagération de charges fiscales actuelles ne peut qu'accentuer ce mouvement qui condamne l'activité des banques, comme l'activité des autres entreprises à un rétrécissement continu.

VU :

Le Président de thèse,

Edgar ALLIX.

VU :

Le Doyen,

Edgar ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLIX. — *Traité élémentaire de Sciences des finances*, 1931.
— *Cours de Doctorat*, 1936-1937 et 1937-1938.
- ALLIX ET LECERCLÉ. — *L'impôt sur le revenu*, 1926; supplément, 1930.
— *Les droits d'enregistrement* 1934.
— *La taxe sur le chiffre d'affaires*, 1927.
1^{er} supplément, 1929.
2^e supplément, 1930.
- ARDANT. — *Cours professé à l'Ecole libre des Sciences Politiques*.
- BLONDEL. — *Les succursales à l'étranger des établissements de crédit français*.
Thèse, Paris, 1908.
- CAHIERS DE DROIT ÉTRANGER, 1931.
Tome I. — *Les sociétés étrangères devant le fisc aux Etats-Unis d'Amérique, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France*. Tome II. — *Les sociétés étrangères devant le fisc en Espagne, en Hollande, en Suisse et en Pologne*.
- CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE. — Brochure N° 4.
- DUFOURCQ LAGELOUSE. — *Les banques étrangères en France*. Thèse, Paris, 1922.
- DURAND ET BOURREL. — *Impôts sur les revenus. Questions litigieuses*, 1934.
- HAMEL. — *Banques et opérations de banques*. Tome I, 1933.
— *Les formes internationales des crédits bancaires*, 1935.
- JANDEL ET BERNAYS. — *Taxation des entreprises étrangères en France*, 1935.
- JÈZE. — *Cours de finances publiques*.
- LAUFENBURGER. — *L'impôt sur le revenu et les sociétés commerciales*. Thèse, Caen, 1926.
- LAVAGNE. — *La question des doubles impositions*. Thèse, Paris, 1929.
- LEYGONIE. — *Le régime fiscal des opérations de banque en France*.
- LIESSE. — *Cours professé à l'Ecole libre des Sciences Politiques*.
- LYON. — *Le banquier agent du fisc*. Thèse, 1934.
- François MARSAL. — *Encyclopédie de banque et de bourse*, 1931.
- MICHEL. — *Guide pratique du régime fiscal des sociétés*.
- PARLANGE. — *Les banques auxiliaires du fisc*. Thèse, Paris, 1930.
- PLOQUIN. — *L'étranger et l'impôt*. Thèse, Paris, 1935.
- ROGEON, DURAND, BOURREL. — *Le régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières*, 1935.
- ROHTÉ. — *La taxation des revenus en Grande-Bretagne*, 1937.
- ROSENDORF-HENGGEHER. — *Das Internationale Steuerrecht des Erdballs*, Zürich-Leipzig, 1936-1937.
- SÉNÉCHAL. — *Les conventions fiscales passées par la France contre la double imposition des sociétés nationales et étrangères*. Thèse, Paris 1933.

- SOCIÉTÉ DES NATIONS. M. WALLEMBERG. — *Traitement de réciprocité appliqué aux succursales de banques étrangères dans les différents pays*. E.F.S. 80-A. 46.
- *Double imposition et évasion fiscale*. F. 212.
 - *Double imposition et évasion fiscale*. C. 216, M. 85, 1927, II.
 - *L'imposition des entreprises étrangères et nationales*. Volume I : Allemagne, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni. (C. 73, M. 38, 1932, II A. 3).
 - Volume II : Autriche, Belgique, Ville libre de Dantzig, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Luxembourg, Pays-Bas, Roumanie, Suisse et Tchécoslovaquie. (C. 425, M. 217, 1933, II, A. 18).
 - Volume III : Canada, Inde Britannique, Indes Orientales Néerlandaises, Japon, Mexique, Union Sud Africaine, Etats de Massachussets, de New-York et de Wisconsin. (C. 425 (a), M. 217 (a), 1933, II, A. 19).
 - Volume IV : Méthodes de ventilation des revenus imposables, par Mitchell CARROL, LL. B. (C. 425 (b), M. 217 (b), 1933, II A. 20).
 - Volume V : Méthodes de comptabilité applicables à la ventilation du revenu imposable des entreprises industrielles, par Ralph-C. JONES. (C. 425 (c), M. 217 (c), 1933, II, A. 21).
- TRIPIER-DROUVILLÉ. — *Les sociétés étrangères en France et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières*. Thèse, Paris, 1936.
- TURCQ. — *La situation des étrangers vis-à-vis des impôts français sur le revenu*. Thèse, Paris, 1935.
- VINCENT. — *Traité technique et pratique de droit fiscal bancaire*.

DIVERS

- Académie de droit internationale*. Recueils de cours.
- Annales de droit commercial*.
- Banque*.
- Bulletin de statistique et de législation comparée*.
- Bulletin des lois et décrets*.
- Codes fiscaux 1937* : Code de l'enregistrement (C. En.) ; Code des impôts directs (C. I. D.) ; Code des valeurs mobilières (C. V. M.) ; Code du timbre (C. T.) ; Code des taxes à la production (C. T. P.).
- Collection des lois* (Duvergier).
- Journal de Droit International*.
- Journal Officiel*.
- Jurisclasser fiscal*.
- Le Temps*.
- Répertoires Dalloz* : (Dalloz Périodique, D.; Dalloz hebdomadaire, D. H.).
- Recueil des arrêts du Conseil d'Etat du tribunal des conflits et de la cour des comptes* (Rec. C. E.).
- Recueil Sirey* (S.).
- Revue de l'enregistrement* (R. E.).
- Revue des contributions et de l'enregistrement*.
- Recueil des traités* (Société des Nations).

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	1
---------------------------	---

PREMIERE PARTIE

Impôts auxquels peuvent être soumises les banques à raison des agences exploitent en France, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Etats-Unis et en Suisse, et qui incombent à leurs filiales dans ces différents pays

TITRE PREMIER

Régime fiscal des succursales de banques en France ..

Généralités	19
CHAPITRE I. — Imposition des actes de la vie sociale	25
CHAPITRE II. — Imposition de l'exploitation	43
CHAPITRE III. — Imposition des titres	67
CHAPITRE IV. — Obligations des succursales de banques en tant qu'agent du fisc.	84

TITRE II

Droit comparé ..

CHAPITRE I. — Régime fiscal des succursales de banques dans le Royaume-Uni	99
CHAPITRE II. — Régime fiscal des succursales de banques en Italie	112
CHAPITRE III. — Régime fiscal des succursales de banques aux Etats-Unis.	128
CHAPITRE IV. — Régime fiscal des succursales de banques en Suisse.....	143

DEUXIEME PARTIE

Questions litigieuses soulevées par l'imposition des Succursales de banques en France, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Etats-Unis et en Suisse

TITRE PREMIER

*Vue d'ensemble des difficultés rencontrées
dans la taxation des succursales de banques*

CHAPITRE UNIQUE	158
-----------------------	-----

TITRE II

*Solutions internes apportées aux questions soulevées par l'imposition
des succursales en France, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Etats-Unis
et en Suisse*

CHAPITRE I. — France	182
CHAPITRE II. — Grande-Bretagne	215
CHAPITRE III. — Italie	225
CHAPITRE IV. — Etats-Unis	236
CHAPITRE V. — Suisse	254

TITRE III

*Solutions internationales apportées aux questions soulevées par l'imposition
des succursales de banques*

CHAPITRE I. — Travaux préparatoires	267
CHAPITRE II. — Effets des conventions internationales passées par la France sur le régime fiscal des succursales de banques au regard du droit français	278
CHAPITRE III. — Effets des conventions internationales passées par la Grande-Bretagne, l'Italie, les Etats-Unis et la Suisse sur l'imposition des succursales de banques dans ces différents pays	306
Conclusion	318
Bibliographie	323
Table des matières	325

